FLAMARANDE

QUATRIÈME PARTIE (1).

XLIX.

Au bout de trois heures, j'avais tout lu, même les lettres de Mme de Flamarande, cachées dans un tiroir particulier avec un secret *ad hoc*. J'avais compté tout l'argent de M. de Salcède, vingt-cinq mille francs en billets de banque et en traites sur l'étranger, cinq mille francs en monnaies d'or et d'argent françaises et étrangères. Un pareil *en cas* monétaire abandonné ainsi dans la maison du désert témoignait de la moralité du pays ou de l'insouciance du propriétaire. Pourtant Salcède devait tenir à cette bourse, elle était évidemment en réserve pour une éventualité imprévue qui le forcerait de passer soudainement à l'étranger avec l'enfant, peut-être avec la comtesse. Cette réserve n'était pas destinée à payer l'achat de sa terre et la construction de sa maisonnette; je trouvai toutes les factures acquittées, ainsi que le contrat de vente passé avec la commune. Une partie de la forêt qui garnissait les pentes du Puy-Griou était comprise dans le marché. L'acquisition des terrains datait de 1847; la bâtisse avait été terminée en 1848. Il y avait donc environ deux ans que M. de Salcède était installé là sous le simple prénom de M. Alphonse, comme le témoignaient toutes les lettres à lui adressées poste restante à Saint-Cirgues de Jordanne, et je ne l'avais pas su, et M. le comte ne s'en était pas douté! et le monde entier, sauf Mmes de Flamarande et de Montesparre, le croyait fixé en Amérique! Ses lettres d'affaires ou de famille, venant de Paris ou d'Espagne, lui étaient parvenues par l'intermédiaire de la fidèle

(1) Voyez la *Revue* des 1er, 15 février, et du 1er mars.

Berthe. Par elle, il savait du dehors tout ce qui pouvait l'intéresser. Personne ne savait rien de lui au-delà du petit canton qu'il habitait. A Montesparre même, on ne paraissait pas soupçonner son voisinage. Il est vrai que je n'avais pu interroger aucune personne du château, et que Mlle Suzanne, que j'avais questionnée à Paris, avait fort bien pu se moquer de moi.

Tout me fut expliqué quand j'eus pris connaissance des nombreuses et émouvantes lettres de Berthe de Montesparre. C'était l'historique complet et minutieux des faits que j'avais pressentis et de ceux que j'avais ignorés. Je ne pourrais transcrire toutes ces lettres, et j'en donnerai seulement le résumé.

Mme de Montesparre avait toujours ardemment aimé M. de Salcède, et, se croyant aimée de lui, elle avait eu l'imprudence de lui ouvrir son cœur; mais Salcède n'avait aimé qu'une femme en sa vie; il l'aimait toujours. Selon lui, cette femme, Mme de Flamarande, ne lui avait jamais appartenu. Je n'avais sous les yeux aucune dénégation formelle écrite de sa main; je constatais seulement sa discrétion persévérante par les réponses de Mme de Montesparre, qui, du reste, était fort sceptique à l'endroit de cette prétendue innocence. J'en citerai quelques traits que j'ai transcrits cette nuit-là.

« 1845, 13 avril, Paris.

« Quittez l'Amérique, revenez! *Elle* a ou elle aura bientôt besoin de vous. Elle n'est pas si consolée, elle n'est pas si heureuse que je vous le disais et qu'on le croyait autour d'elle. Elle a bien eu un second fils quelle adore et que son mari ne peut attribuer qu'à lui-même; mais l'autre, celui qu'elle a perdu et qu'elle a cru mort naturellement,... il faut bien à présent tout vous dire. Vous êtes guéri, vous êtes de force à supporter un nouveau coup; ce premier enfant, qu'on lui a dit mort de maladie, M. de Flamarande l'a renié et, selon toute apparence, il l'a fait ou l'a laissé mourir, ou encore il l'a fait disparaître et élever quelque part. Rolande est à Sévines depuis huit jours, et là elle a appris de son mari que l'enfant et la nourrice avaient été noyés. Rien ne le prouve, elle n'y croit pas, elle espère, elle s'exalte, elle devient folle. Il la brutalise et la menace. Elle a dû renoncer à ses recherches et retourner en Italie; mais, en partant, elle m'écrit en secret pour me supplier de les continuer, et je le veux bien, mais je ne sais comment m'y prendre. Il faut que vous acceptiez ce soin-là. Vous êtes riche, vous êtes libre, vous aimez les voyages, que je n'aime point du tout. Il faut retrouver cet enfant ou acquérir la preuve de sa mort, à laquelle je ne crois pas pour mon compte. Voici pourquoi : un mien cousin, qui demeure l'été près de Bourges (le vieux Frépont que

vous avez vu à Montesparre lorsqu'il se faisait battre au billard par M. de Flamarande), m'a dit tout à l'heure avoir vu au relais de poste de Bourges, le 16 mai 1841, un voyageur qui pressait les postillons pour changer ses chevaux, et qui est remonté dans son coupé, d'où sortaient les vagissemens d'un petit enfant. Frépont se rappelle la date, qui est celle de la naissance de sa petite-nièce. Il courait au-devant du père, qui arrivait de Paris, et il regardait avec anxiété toutes les voitures et toutes les figures qu'il rencontrait. Celle du voyageur en question lui parut *invraisemblable*, c'est son expression, et son accent contrefait. Il assure avoir parfaitement reconnu M. Charles, le valet de chambre dévoué et gâté du comte de Flamarande, le même qui a été dans la confidence de toutes choses à Montesparre. Mon vieux Frépont affirme tellement le fait qui l'a frappé (à une époque où personne ne soupçonnait le comte), que je crois maintenant à un enlèvement. Il faut partir de là et surveiller ledit Charles, qui est toujours là et qui voyage beaucoup pour le compte de son maître. Venez à Paris sous le plus strict incognito. Ne descendez pas à votre hôtel et ne paraissez pas chez moi, car ma maison est surveillée par cet espion. J'attendrai à Paris que vous me donniez avis de votre arrivée. J'irai m'entendre avec vous à l'adresse que vous m'indiquerez. Au train dont marche la vapeur à présent, je compte que vous pouvez être revenu, au plus tard, à la fin du mois prochain. Je vous rappelle, entendez-vous, ingrat? Et ce n'est pas pour le plaisir de vous revoir, espoir égoïste que vous ne réaliseriez pas; je vous appelle à mon secours pour qu'à nous deux nous guérissions ce cœur brisé d'une pauvre mère dont la douleur me navre. Je ne la crois pas aussi innocente de son propre malheur qu'il vous a plu de me le dire et de me le jurer... Ne vous fâchez pas, mauvaise tête! Qui peut douter de votre honneur? Mais l'honneur d'un homme ne consiste-t-il pas, dans certain cas, à mentir très résolûment pour sauver celui d'une femme? Pauvre Rolande! comment eût-elle résisté à votre passion? Elle était si jeune, si tristement mariée, et vous aviez le cœur tellement pris, la tête tellement montée! Quelque jour, vous m'avouerez la *vraie vérité*, quand vous aurez bien reconnu que je ne suis plus une rivale et ne veux connaître sa faute que pour lui en épargner les cruelles conséquences. Venez, votre sœur Berthe vous attend. »

Les lettres suivantes de Mme de Montesparre m'apprirent que Salcède avait immédiatement quitté l'Amérique, qu'elle l'avait revu à Paris, qu'ils y avaient cherché et retrouvé les traces de la Niçoise, que Salcède l'avait découverte à Villebon et amenée non-seulement à tout avouer, mais à lui donner des *preuves écrites*. La chose lui avait coûté cher, mais il ne le regrettait pas. Il y eût sacrifié sa

fortune. Aussitôt après, il s'était agi de découvrir où j'avais conduit Gaston après l'avoir repris à la nourrice. On s'était attaché à mes pas, on avait su que j'étais allé installer à Flamarande les tombeaux retirés de Sévines lors de la vente. Salcède s'y était rendu, et, déguisé en paysan, il s'était facilement abouché avec son ancien guide Ambroise Yvoine, lequel, m'ayant parfaitement reconnu à *la Violette*, n'avait pas eu de peine à lui faire voir et embrasser Gaston, moi présent pour ainsi dire.

A partir de ce moment, Mme de Flamarande avait été informée de tout par la baronne. Et ici je placerai un des billets de Rolande à Berthe, datant de cette époque, et communiqué à Salcède, qui l'avait mis à part avec d'autres lettres de *la même à la même.*

« Ma Berthe chérie, mon ange gardien, et *lui*, mon sauveur, ma providence, mes anges de consolation, soyez bénis ! Vous l'avez retrouvé ! Il n'est pas mort, il n'est pas exilé absolument de la maison paternelle. Il est bien portant, il est beau, il est heureux, et, puisqu'il est là, il me sera rendu; *son père* me rendra justice. Il n'y a pas d'explication à espérer de lui; il verra ma conduite et ouvrira les yeux à l'évidence. D'ailleurs, quoi qu'il arrive, les droits de mon fils aîné subsistent, et un jour viendra... Mais je le verrai auparavant, mon enfant adoré, je veux le voir ! J'irai chez vous si secrètement que personne ne le saura jamais. Je veux voir aussi celui qui me l'a retrouvé; je veux le remercier, l'absoudre du passé à cause du présent. Il ne faut plus qu'il songe à autre chose qu'au bonheur qu'il me rend. Vite, vite, écrivez-moi que vous m'attendez, et je simule une indisposition pour m'enfermer. Je confie Roger à des gens sûrs, je prends le bateau à vapeur et je vous arrive. Répondez, répondez à votre Rolande qui vous adore. »

Vous était-il au pluriel? On pouvait le croire. Mme de Flamarande, qui était alors en Italie, n'avait fait que la moitié du chemin. Après mon départ de Flamarande, on lui avait conduit son fils à Marseille, elle l'avait embrassé avec ivresse; mais Salcède n'était pas là, il avait craint de la revoir, sa passion étant plus vive que jamais. On avait donné pour prétexte à madame qu'il jugeait sa présence au rendez-vous trop dangereuse pour elle au cas où ce voyage serait découvert. Elle n'avait vu avec l'enfant que la baronne et Ambroise. Michelin, pour consentir à laisser voyager l'enfant, avait été mis dans la confidence jusqu'à un certain point. Il pensait que Salcède était son parent et connaissait sa mère. Il avait été si bien récompensé de son adoption et de ses soins, qu'il ne craignait plus rien et se fiait absolument à Salcède.

J'arrivai bientôt, par la lecture de ces lettres, à l'époque du fameux rendez-vous au bois de Boulogne. Salcède étant venu à Paris

secrètement, la comtesse avait insisté pour le remercier elle-même. Il paraissait avoir beaucoup repoussé cette entrevue malgré le violent désir qu'il avait de s'y rendre. Il craignait pour la réputation de la comtesse et n'avait cédé qu'à la condition que la baronne serait présente; mais la baronne n'y alla pas. Elle lui avait écrit le lendemain une lettre fort significative.

« Non! je n'ai pas eu le courage de vous voir à ses pieds, voilà tout! Il ne m'est arrivé aucun accident. C'est volontairement que je vous ai manqué de parole. Je ne pensais pas que vous vous plaindriez de mon absence. Ah! pardonnez-moi de souffrir! vous m'avez entraînée dans un système d'héroïsme qui souvent dépasse mes forces. J'y persisterai, soyez tranquille, mais laissez-moi pleurer seule, et ne vous en inquiétez pas. Vous avez été heureux, vous l'êtes... C'est en même temps mon désespoir et ma consolation. »

Je cherchai en vain dans toute la correspondance une autre allusion à ce rendez-vous. Je dus me contenter de cette preuve, qui avait à mes yeux une grande importance.

Les lettres de 1848 et 49 ne me révélèrent aucune nouvelle entrevue de la comtesse avec Salcède ou avec Gaston; mais elles trahissaient la passion, conçue ou rallumée, de Mme Rolande pour Salcède, passion exaltée, mystique, qu'elle interprétait dans le sens d'une reconnaissance toute maternelle, mais qui ne donnait pas le change à la clairvoyante Berthe, car la comtesse lui disait: « Non, non, ne faites pas fausse route, mon amie, je n'ai point pour lui le sentiment que vous appelez *amour*, et, si c'est ce sentiment-là qu'il a jadis éprouvé pour moi et qui m'a été si fatal, mon pardon l'efface, mais ma conscience ne l'absout pas. Heureusement vous vous trompez, parce que vous ne comprenez pas; non, vous ignorez cette amitié enthousiaste qui ne veut de l'être aimé que le plus pur de sa pensée. Il dit qu'il n'a pénétré chez moi (me croyant partie!) que pour prendre des fleurs dont j'avais aspiré le parfum; un parfum, c'est quelque chose d'immatériel, c'est le contraire de ce que vous supposez! Je ne veux pas croire, je ne crois pas qu'*il* ait un seul instant dans sa vie abjuré le respect dû à la femme de celui qui était son ami; la désirer eût été un crime à ses yeux comme aux miens. Je sais que peu d'hommes sont capables de cet amour de l'âme qui exclut l'idée de possession coupable; mais ne connaissez-vous pas cet homme si pur, si scrupuleux et si loyal? Toute cette vie studieuse et recueillie, cette vie angélique que vous admirez tant et dont vous me disiez : C'est une exception parmi les exceptions idéales, c'est le seul être au monde qu'on puisse vénérer absolument. Eh bien! cette vie-là n'est-elle pas faite pour vous rassurer? »

Dans une autre lettre, la comtesse disait à son amie : « La preuve que je n'ai pas le genre d'affection que vous supposez, c'est que le jour où *il* ne vivra plus que pour vous, le jour où vous serez sa femme (et ce jour viendra, soyez-en sûre), je serai mille fois plus heureuse de notre affection et mille fois plus fière de lui et de moi. »

L.

Tout cela était fort beau; mais Mme de Montesparre, plus positive ou plus clairvoyante, écrivait à Salcède : « Je vous envoie toutes les lettres qu'elle m'écrit, parce que vous m'en avez arraché la promesse, et que je ne sais pas vous affliger; mais je crains bien de répandre cette huile parfumée sur un feu toujours plus ardent. Je voudrais qu'elle m'écrivît sur un autre ton, de manière à vous bien prouver qu'elle ne vous aime pas comme vous l'aimez; mais l'exaltation de la mère, qui vous doit tant, monte le langage de la femme à un diapason qui me fait trembler. Elle veut nous marier! Ah! qu'elle ne s'en mêle plus! son premier essai à Montesparre m'a été si fatal! A présent je ne le voudrais plus, ce mariage que j'avais rêvé, et qui ferait le malheur de notre vie à tous trois! Aussitôt que j'aurais le droit d'être jalouse, j'en userais et j'en abuserais peut-être. J'aime mieux notre amitié désintéressée et ma tâche de dévoûment. »

Mme de Montesparre n'était pas toujours si résignée. Il y avait des billets courts et passionnés comme ceux-ci : « Sachez que je ne crois pas un mot de ce qu'elle dit et de ce que vous dites. Pourquoi mentir avec moi? C'est un outrage, c'est une ingratitude atroce. »

Autre billet :

« Allons donc! Gaston est fort bien votre fils; je le sais à présent! »

Autre : « Si l'enfant appartient au mari, comment ne le haïssez-vous pas? Moi, je le hais par momens, ce fils *adoptif* qui vous absorbe et que vous arrivez à me préférer! »

La baronne avait fait des tentatives pour détourner Salcède de son installation au Refuge. En 1848, elle avait eu la douleur de perdre son fils unique, Ange de Montesparre, et s'était d'autant plus attachée à Salcède qu'il s'était montré aussi désolé qu'elle de ce malheur. Elle voulait que le marquis s'établît à Montesparre avec Gaston, et on pressentait dans ses expressions le désir de le reconnaître pour son fils et celui de Salcède. La réparation du sacrifice qu'elle était prête à faire de sa réputation eût été un mariage entre eux. Salcède n'avait pas accepté cette solution. De là des querelles

suivies de raccommodemens. Le désespoir de la baronne était de voir le marquis rarement et en secret. Il n'allait chez elle ni le jour ni la nuit; ils ne se rencontraient que dans les courts et mystérieux voyages que Salcède faisait à Paris. Il paraissait se plaire beaucoup au Refuge, trouver un grand bonheur à faire l'éducation d'Espérance, enfin ne rien regretter du monde et des choses de la vie.

Je cherchai vainement une lettre directe de Rolande à Salcède. Ou elle ne lui avait jamais écrit, ou il portait son trésor sur lui. La conclusion à tirer de toutes ces écritures confidentielles, c'est qu'aucune ne contenait l'aveu de la faute commise, et ne constituait une preuve qui pût mettre Roger à l'abri des revendications de son frère. Au contraire : soit sincérité, soit habileté consommée, tout ce que Mme de Flamarande avait écrit à son amie pouvait être invoqué par elle comme une preuve de son innocence. Je ne vis donc pas d'intérêt certain à m'emparer de la correspondance, et le danger de commettre ce larcin ne me parut pas compensé par l'assurance de rendre à Roger un véritable service. Cependant c'étaient là les seules preuves que je pusse espérer de recueillir, et, pour en trouver d'autres, il fallait compter sur un nouveau hasard bien extraordinaire.

Je tombai dans de grandes perplexités. Tout à coup, en me voyant seul dans cette demeure silencieuse violée par ma curiosité, j'eus un sentiment de honte et d'horreur de moi-même. Il y avait de l'argent, beaucoup d'argent, confié pour ainsi dire et comme mis sous la protection de la loyauté publique, et moi, pire qu'un voleur d'argent, je songeais à dérober les secrets du cœur et de la conscience! Je rangeai avec soin les papiers, je refermai tous les secrets du bureau, et je m'approchai de la fenêtre. Le jour paraissait à peine, mais les paysans étaient probablement déjà debout, et je me hâtai d'éteindre les bougies. Puis je songeai aux moyens d'opérer ma retraite sans laisser de traces de mon passage dans le pays, car j'étais quitte de tout devoir de protection envers Espérance, et je n'avais rien à apprendre à Flamarande qui ne me fût désormais connu. Je montai au grenier, et j'y pris une des cordes qui avaient servi à ficeler les gros colis. Je descendis au salon. C'est de là qu'à l'aide de cette corde convenablement arrangée je pouvais m'enfuir; mais une idée qui traversa mon cerveau m'arrêta. Cette construction, qui portait dans les actes de vente le nom significatif de Refuge bien avant que M. de Salcède l'eût acquise, avait dû servir ou être destinée à servir de refuge en effet aux défenseurs du manoir en cas d'envahissement. Là, comme dans beaucoup d'autres forteresses de ce genre, il devait exister une communication secrète entre elle et le donjon. J'étais certain désormais d'avoir vu Salcède à Fla-

marande en 1845, déguisé en paysan. Je me rappelais l'avoir vu disparaître non loin du manoir, comme s'il eût percé le rocher. La communication souterraine, soit qu'elle eût été déblayée, soit qu'elle fût demeurée intacte depuis des temps reculés, devait donc exister encore, et elle avait dû servir récemment à Mme de Flamarande pour entrer dans le donjon et pour en sortir sans être vue. L'entrée du passage devait être la maison même où je me trouvais, car, en lisant l'acte, je n'avais pu m'expliquer certains mots relatifs à un passage et à une entrée dont Salcède revendiquait l'usage exclusif et la propriété. Il fallait le chercher, ce chemin mystérieux, et m'en servir pour opérer ma retraite. Il ne fut pas difficile à trouver dans le parquet du salon sous une des peaux de mouton qui, jetées les unes près des autres, formaient un tapis non cousu et non fixé. La trappe était légère et sans ressort ni serrure. Elle ouvrait sur un marchepied de bois de dix ou douze marches avec une rampe d'un seul côté, comme on en voit dans les ateliers de peinture.

Je me trouvai dans la cave de la maison, une voûte circulaire de construction ancienne meublée d'une seule barrique de vin et d'une petite provision de bois derrière laquelle on pouvait se cacher en cas de surprise. Je fis le tour de ce caveau, et je trouvai dans une antique arcade surbaissée une porte de chêne toute neuve, avec une serrure sans clé, non fermée. Évidemment M. de Salcède et Ambroise passaient par là souvent, et la veille, lorsque j'avais pénétré dans la maison, ce dernier était dans cette cave, puisque je ne l'avais pas vu. Je m'engageai dans le couloir qui s'ouvrait devant moi, au risque d'y rencontrer M. de Salcède rentrant chez lui après sa dernière veillée auprès de l'enfant. La galerie, maçonnée au commencement, pénétrait un peu plus loin dans l'épaisseur du roc entaillé par le pic. Elle était assez large pour donner passage à deux personnes, mais elle n'offrait aucun angle, aucun recoin où l'on pût espérer se cacher en cas de rencontre.

Je risquai encore quelques pas, examinant avec soin, grâce à la bougie dont je m'étais muni. Bientôt j'arrivai à une véritable caverne où le passage, élargi et irrégulier, n'offrait plus aucune trace du travail de l'homme. C'était un travail purement fortuit de l'action volcanique que jadis on avait découvert et utilisé. D'autres galeries étroites et d'apparence peu praticable aboutissaient à celle où je me trouvais et dont le sol brut m'offrit la trace fraîche des gros souliers d'Ambroise sur la pouzzolane. Je marchai alors avec plus de confiance, prêtant l'oreille au moindre bruit, mais certain de pouvoir au besoin me retirer ou me cacher dans quelque anfractuosité. J'avançais sans trouver d'obstacle depuis environ dix minutes, lorsqu'un point lumineux se montra devant moi. J'éteignis

précipitamment ma bougie et regardai ce point éblouissant et fixe. Ce n'était pas une lumière en marche, c'était le jour; la grotte s'ouvrait sur le torrent, dont le mugissement arrivait jusqu'à moi. J'y courus, mais pas d'autre issue que l'eau qui bondissait furieuse dans des abîmes. Je m'étais donc trompé de galerie, Mme de Flamarande n'avait pu passer par là. J'examinai le tableau austère et charmant que les cascades et l'épaisse végétation échelonnée sur les parois du rocher formaient devant mes yeux. J'étais au fond d'un gouffre d'où il paraissait impossible de sortir par le côté du rivage sur lequel je me trouvais. Je reconnus en face de moi le sentier élevé où M. de Salcède m'était apparu pour disparaître comme par enchantement.

Il n'y avait pourtant pas moyen de passer sous la cascade, et je dus me livrer à d'infructueuses recherches qui me prirent du temps. Le jour augmentait, une lueur rosée répandue sur les objets m'annonçait que le soleil était levé. Je rentrai dans l'obscurité et y marchai à tâtons, espérant surprendre le retour de M. de Salcède, qui me serait un indice pour trouver la sortie; mais, ayant abouti à une impasse, je me disposais à rallumer ma bougie lorsqu'une soudaine terreur s'empara de moi en reconnaissant après mille recherches que je l'avais perdue. J'avais des allumettes chimiques. J'en allumai une qui me fit voir un endroit de la caverne que je ne reconnus pas pour l'avoir traversé un instant auparavant, mais qui me permit de sortir de l'impasse et de retrouver une voie praticable. Une seconde allumette me fit retrouver la ligne tracée à la craie sur le vrai chemin, mais sans qu'il me fût possible de savoir si je retournais vers le Refuge ou vers le lit du torrent. A la troisième allumette, l'humidité ayant pénétré dans l'étui, je ne pus me procurer un instant de clarté, si court qu'il fût, et je dus marcher dans les ténèbres. Je n'avais pris aucun aliment et aucun repos depuis plus de vingt-quatre heures. Je n'en souffrais pas sensiblement, mais mon cerveau fatigué perdait toute force de réaction, et mon imagination, assombrie par l'obscurité, commença à me tourmenter.

Je marchai sans me heurter à aucun obstacle et sentant la paroi du roc de distance en distance, mais ce trajet que j'avais fourni si vite me parut d'une longueur effrayante, lorsque tout à coup je ne sentis plus rien autour de moi et fis quelques pas dans le vide. Je m'étais donc trompé, j'étais perdu dans un labyrinthe peut-être inextricable. Un pas de plus, j'allais me briser contre quelque roche ou dans quelque abîme. L'effroi me prit à la gorge; j'eus envie de crier. La honte me retint; mais le sentiment d'une mort affreuse me rendit aussi pusillanime qu'un enfant. Tu as voulu t'emparer de la destinée des autres, me disais-je; tu étais valet, tu n'as reculé devant rien pour devenir moralement le maître d'existences plus éle-

vées que la tienne, et voici que la tienne va s'éteindre misérablement dans ces ténèbres sans que personne te plaigne, car tu recueilles ce que tu as semé.

LI.

Je ne suis ni poltron, ni trop ami de mes aises; mais j'ai senti dans ma vie une alternative de courage et de lâcheté selon que ma conscience me soutenait ou me résistait. En ce moment, elle était contre moi, car je me sentis défaillir et je m'évanouis. Je restai sans connaissance une demi-heure ou davantage, je ne saurais le dire. Quand le sentiment de moi-même me revint, je résolus de sortir à tout prix de cette horrible situation, et je me mis à ramper au hasard devant moi. Je n'eus pas franchi deux mètres que je me heurtai contre des marches. Je les tâtai, elles étaient en bois, et je sentis une rampe sous ma main : j'étais dans la cave du Refuge. Je parvins à faire flamber une dernière allumette et à me convaincre que j'étais bien revenu au point de départ. La porte du couloir, que j'avais franchie sans en avoir conscience, était ouverte derrière moi; au-dessus de moi, la trappe du salon, que je soulevai facilement; avec quelle joie je revis la lumière du jour!

Mais je baissai précipitamment cette trappe et retins ma respiration. On parlait dans la maison, et je saisissais la voix élevée d'Ambroise résonnant dans la cage de l'escalier. Les réponses de Salcède étaient monosyllabiques, mais c'était bien sa voix, je n'en pouvais douter. Ils étaient rentrés par le dehors pendant que je m'égarais dans le souterrain, ou bien ils avaient passé par cette voie pendant que je la perdais pour aboutir à l'issue donnant sur le torrent.

J'entendis bientôt que l'on marchait dans le salon, et je saisis distinctement les paroles : — Qui donc a ouvert cette fenêtre? disait Yvoine. — Tu auras oublié de la fermer, répondait Salcède. — On ferma la fenêtre, et Ambroise reprit : — A présent vous devriez faire un bon somme, *monsieur Alphonse*; vrai, vous êtes fatigué. — Un peu en effet, je vais dormir une heure, je travaillerai après. — Si vous aviez faim, voilà le panier, que j'ai apporté. — Laisse-le là, merci. N'oublie pas que l'enfant ne doit pas venir ici, c'est trop loin. — Je le ferai patienter. — Je le verrai à trois heures. Prends par l'*espélunque*, c'est plus court.

Je savais assez de latin pour comprendre que l'*espélunque* était un mot patois signifiant le souterrain. Ambroise allait donc lever la trappe et descendre. Mon premier mouvement fut de le devancer dans le souterrain afin de me dissimuler à l'endroit convenable et de le suivre quand il serait passé; mais une invincible horreur des ténèbres me retint. D'ailleurs le temps manquait. Je me blottis sous

l'escalier de bois. Ambroise passa au-dessus de ma tête, et il passa sans lumière, en sifflant; il s'engagea dans l'*espélunque* en homme qui connaît son chemin, exempt de toute appréhension. Il n'y avait donc aucun danger à courir dans ce passage, et j'eus honte de la frayeur que j'y avais éprouvée; mais il ne m'était pas permis de suivre Ambroise. Il avait fermé la porte du caveau derrière lui, et je l'entendis retirer la clé; sans doute M. de Salcède en avait une autre.

Je n'entendais plus rien dans le salon. Salcède était remonté à sa chambre pour dormir ou pour travailler. Je ne pouvais plus fuir que par la fenêtre du salon. Je retrouvai la corde dont je m'étais muni lorsque j'avais formé ce projet; je l'avais cachée sous des fagots. J'avisai par là une bouteille à demi pleine; j'avalai environ la contenance d'un verre de vin éventé, très mauvais, mais qui suffit à me rendre la force dont j'avais besoin.

Je remontai au salon et fus curieux de voir le contenu du panier qu'Ambroise y avait déposé pour M. de Salcède. Je vis que le cénobite du Refuge était d'une frugalité extrême et vivait absolument comme un paysan. Je n'entendais plus aucun bruit dans la maison; je me demandais si j'allais en sortir tout de suite ou me livrer à quelque nouvelle investigation avant de renoncer à saisir la vérité.

Jamais pareille occasion ne se retrouverait, et je sentais d'ailleurs que je n'aurais plus le courage de la chercher. J'étais partagé entre le dégoût amer de mon entreprise et la rage de la justifier à mes propres yeux par un succès quelconque. Je ne sais quelle fatalité sous la forme d'idée fixe me faisait désirer de voir Salcède et de lui parler, dût-il me traiter comme je le méritais, dût-il me tuer.

Le peu de mauvais vin que j'avais avalé après un long jeûne m'avait surexcité. Je me persuadai tout à coup que la lâcheté des moyens par moi employés deviendrait de l'héroïsme, si j'allais braver le lion dans son antre en lui disant : — Me voilà, c'est moi; ami, si vous me dites la vérité que j'ai voulu saisir à tout prix; ennemi, si vous me la cachez. J'ai rusé contre vous; pourtant je ne vous crains pas, puisque, au lieu de fuir comme il me serait facile de le faire, je viens me dénoncer moi-même et m'exposer à votre ressentiment.

Cette idée me procura une sorte d'exaltation que je ne voulus pas laisser refroidir. Je montai résolûment à la chambre de Salcède, j'ouvris sans frapper et sans prendre aucune précaution : j'étais ivre. M. de Salcède était couché dans son alcôve. Il crut que j'étais Ambroise et me dit : — Tu as oublié quelque chose? — J'eus peur; je me sentis dégrisé tout à coup. Je murmurai une réponse inarticulée en imitant le fausset enroué d'Ambroise. Je ne sais ce qu'il comprit, mais il y fut trompé et se retourna sur son lit en disant : — Cherche, mon ami, cherche!

Un instant encore, et sa respiration égale et forte m'attestait qu'il dormait profondément. Je m'approchai et le regardai. Je voulais savoir s'il était encore capable d'inspirer l'amour.

Au premier coup d'œil, je crus voir un montagnard aussi *authentique*, c'est-à-dire aussi inculte qu'Ambroise ou Michelin. Il dormait tout vêtu, et ses habits de velours à côtes, ce velours marron, chéri des Auvergnats, avait pris la teinte cotonneuse et indéfinissable qui le caractérise dès qu'il a éprouvé la moindre usure. Ses gros souliers ferrés tout poudreux étaient par terre, mais ses bas et son linge irréprochables trahissaient le soin de sa personne, caché sous les dehors du paysan. Il avait toujours la taille fine dans sa ceinture de laine rouge; aucun embonpoint précoce n'avait envahi ce beau corps élancé dont l'élégance m'avait toujours frappé; ses mains étaient toujours belles et fines malgré la teinte verte des ongles, signe indélébile du botaniste en activité, et quelques légères callosités dues au travail du géologue. Il portait la barbe courte, entière et frisée naturellement ainsi que sa chevelure, qui était blanche comme la neige, tandis que la barbe était d'un gris argenté. La fatigue et les intempéries n'avaient pas rougi la peau de son visage, qui restait pâle, un peu bistrée. A quelques pas de distance, on pouvait, à moins d'une vue très nette, prendre cette belle tête pour celle d'un homme de cinquante ans blanchi prématurément; mais de près les tempes lisses, la bouche fraîche, la narine dilatée, le cou rond et sans pli, le sourcil noir en arc bien dessiné, c'étaient là des signes de jeunesse indiscutables, et en somme le marquis de Salcède, qui n'avait alors qu'une trentaine d'années, était plus beau encore avec son costume rustique et ses cheveux blancs que je ne l'avais jamais vu. Mme de Montesparre pouvait être plus que jamais éprise de lui, — Mme de Flamarande aussi!

Je remarquai qu'il portait sur sa poitrine une sorte de scapulaire en maroquin noir. Ce devait être le fameux bouquet reposant sur la cicatrice du duel; mais peut-être y avait-il un billet dans cette relique,... m'en emparer devint une obsession insurmontable. C'était risquer le tout pour le tout. Je pensai à Roger, à mon honneur, que je ne pourrais jamais invoquer, si je n'avais pas de preuve, et que je recouvrais vis-à-vis de moi-même, si je parvenais à démasquer le mensonge.

Aussi attentif, aussi souple, aussi prompt, aussi muet que le chat qui guette sa proie, je me plaçai de manière à me dissimuler, si Salcède ouvrait les yeux. Vingt fois, cent fois peut-être, je portai la main sur le trésor, autant de fois je la retirai, suivant tous les imperceptibles mouvemens d'un sommeil où l'instinct de l'âme survit à l'accablement du corps. Enfin, par je ne sais quels miracles de patience et de dextérité, je parvins à soulever la boutonnière qui

fermait le sachet, à y glisser le doigt et à y saisir parmi des feuilles desséchées une petite bande de papier roulé. En ce moment, Salcède porta machinalement la main à son trésor, il le sentit sous ses doigts et n'ouvrit pas les yeux. J'étais déjà dans l'embrasure de la fenêtre, et je lisais ces quatre mots : *Veille sur notre enfant!* et au-dessous la signature *Rolande*. C'était bien l'écriture de Mme la comtesse; je m'approchai de la table, je cherchai un papier à peu près semblable à celui du billet. J'y calquai très fidèlement les quatre mots, je le roulai dans mes mains pour enlever la fraîcheur du pli, et je parvins à le réintégrer dans le sachet. Je mis l'autographe dans mon portefeuille, et je descendis au salon, résolu à m'évader.

Mais attacher la corde solidement n'était pas facile, et j'entendis marcher au-dessus de moi. Salcède s'était réveillé. Il pouvait me voir en dehors de la fenêtre. Je résolus d'attendre qu'il fût sorti, et je redescendis dans le caveau. J'y restai plus d'une heure en proie à une émotion terrible. Enfin la fatigue l'emporta, et je m'endormis à mon tour si profondément que Salcède, s'il eût eu quelque soupçon, eût pu me reprendre son trésor plus facilement que je ne l'avais conquis; mais il travaillait apparemment, il était tranquille, et je ne fus réveillé que par le bruit de la trappe qui s'ouvrait. Je m'étais blotti pour dormir de manière à n'être pas aperçu à moins d'une recherche volontaire. Je l'entendis descendre l'escalier de bois et ouvrir la porte du souterrain qu'il ne referma pas à clé. Il s'en alla sans lumière comme avait fait Ambroise.

Je laissai passer un quart d'heure. Je remontai chercher une bougie : déjà j'en avais usé plusieurs; mais je savais que, dans un ménage de garçon sans service de femme, la consommation des objets de détail n'est guère surveillée ni remarquée. Muni d'allumettes nouvelles, je m'engageai dans le couloir secret, je suivis avec attention la ligne tracée à la craie, et je débouchai par une fente naturelle située dans les broussailles, de l'autre côté du ravin, à deux pas du sentier par où, en 1845, j'avais vu disparaître le faux meunier Simon. Là aussi il y avait à l'intérieur du tunnel une porte à serrure. M. de Salcède l'avait également laissée ouverte.

Il devait exister un troisième passage pour pénétrer à couvert dans le donjon; mais outre que je n'avais pas le loisir de le chercher, je ne voulais nullement être vu à Flamarande, et je m'en trouvais si près que je dus gagner un bouquet de bois pour guetter le moment où je pourrais me risquer sur le chemin sans être aperçu. La faim me dévorait. Je fis comme les enfans de la montagne, je cherchai les myrtiles et les framboisiers. Tout cela était en fleurs. M. de Salcède eût fort raillé mes notions botaniques, s'il m'eût vu chercher des fruits à la fin de mai dans les montagnes froides.

Des voix d'enfans s'approchèrent. Je craignis d'être surpris et je

me réfugiai dans la plus épaisse des touffes de buis. Ils vinrent tout à côté de moi visiter je ne sais quels engins, et j'entendis l'un d'eux s'écrier : — Le pain est mangé, ils sont venus. — Oui, dit un autre, mais il n'y a rien de pris. Dis donc, Espérance, te voilà content!

Au mot de *pain* prononcé par ces enfans, je m'étais senti plus affamé; mais au nom d'Espérance j'avais oublié mes tortures. J'avais osé lever un peu la tête et regarder entre les branches. Je vis l'enfant, je le reconnus tout de suite parmi les autres. Il était pâle comme après une maladie, et si quelques années de plus avaient accentué ses traits, la physionomie, à la fois douce et ferme, n'avait pas changé. A qui pouvait-il ressembler? Les lignes rappelaient celles de M. de Flamarande, l'expression était celle de M. de Salcède. Il était fort peu mieux habillé que les autres. Le classique velours brun faisait tous les frais de sa toilette, mais il était propre et paraissait plus soigneux que ses camarades.

A travers leur babillage confus pour moi, car c'était un mélange de patois et de français, relevé d'un fort accent de terroir, j'entendis souvent les mots *espeluchats*, *espeluques*, *espelunques*, accompagnant le nom de M. Alphonse. Personne ne l'appela ni Salcède ni M. le marquis, pas même Espérance, que j'entendais mieux que tous les autres, car, seul, il n'avait pas d'accent. Je parvins à comprendre que l'existence de l'*espeluque* n'était un secret pour personne, de pareils secrets sont bien impossibles dans le voisinage des lieux habités; mais la découverte était récente, et personne n'avait cherché à en faire un passage public, M. Alphonse en possédant seul l'entrée. Les enfans y avaient sans doute fureté au commencement, mais ils n'y avaient rien trouvé d'intéressant et ils y avaient eu peur de la femme blanche, qu'on disait être apparue dans le donjon dernièrement, et qui devait demeurer dans l'*espeluque*.

Je compris, par ce que je pus saisir, que M. de Salcède ne mettait aucun mystère dans ses allées et venues, et ne paraissait tenir à son passage que parce qu'il lui abrégeait la moitié du chemin quand il était pressé. Il n'en était pas moins favorable au secret de ses démarches quand besoin était. En temps ordinaire, il ne le fermait pas dans le jour et personne n'en profitait pour aller piller sa cave. Il n'y avait pas de voleurs à Flamarande. Il n'y avait là d'autre voleur que moi!

Pourtant j'avais poussé le scrupule jusqu'à me laisser mourir de faim dans la maison du Refuge, et j'en souffrais cruellement. Il me tardait de voir partir les enfans, afin de m'emparer des petits morceaux de pain qu'ils mettaient à leurs piéges pour prendre les écureuils. Je vis donc avec effroi Espérance, resté le dernier, retirer ce pain. Il ne voulait pas qu'on prît les écureuils. Je me rappelai son amour d'enfant, je dirais presque son respect pour les animaux.

Il était occupé à enlever ces amorces lorsque je vis ariver Ambroise, portant une petite fille d'environ six ans sur son bras. L'enfant était charmante. Ambroise imitait le galop d'un cheval pour la faire rire, et la petite, faisant semblant d'avoir peur, enfonçait ses petites mains dans la crinière grise et crépue du bonhomme. Espérance, qui s'était un peu éloigné, revint à eux et se retrouva près de moi. La petite sauta à son cou et j'entendis qu'il l'appelait Charlotte. C'était ma filleule, celle qui était née la nuit où j'avais abandonné Gaston dans la crèche de Michelin.

— Allons, dit Ambroise, il faut rentrer, enfans. M. Alphonse est au château et trouve que le *gars Espérance* reste trop longtemps dehors pour un malade.

— Je ne suis plus malade, répondit Espérance. Tiens, je vais porter Charlotte.

— Non pas, non pas ! Dans quinze jours, à la bonne heure. Donnez-vous la main et passez devant, ou je tape. — Et il leva son bâton, ce qui fit rire les enfans, habitués à la plaisanterie.

Ces gens me firent envie. Ils paraissaient si heureux ! plus heureux que moi à coup sûr. Dès que je fus seul, j'allai à la recherche des miettes de pain rassemblées par Espérance et jetées parmi les buis. Je ne trouvai rien, et un instant j'eus l'idée de reprendre l'*espelunque* pour satisfaire ma faim au Refuge. Une répugnance invincible, scrupule bien exagéré de ma conscience troublée, m'en empêcha. J'appelai à mon aide toutes les forces de ma volonté, et je réussis à marcher une partie de la nuit pour gagner Murat par la percée du Liorant. Je tenais à prendre un chemin nouveau à chacun de mes voyages à Flamarande.

LII.

Comment je regagnai Paris après tant de fatigue et d'agitation morale, je n'ai pas à le raconter. Ceci ne concerne que moi; d'ailleurs j'ai la mémoire trouble à l'endroit de cette partie de mon voyage. J'avais une fièvre violente, et je dus me mettre au lit en arrivant. Je fus très sérieusement et assez longtemps malade. M. de Flamarande était toujours en Angleterre, et semblait vouloir s'y fixer. Il avait mal pris, comme on peut croire, la révolution de février, et il ne voulait pas entendre à l'éventualité de l'empire. Il n'était pas plus d'accord avec les légitimistes, qu'il trouvait trop constitutionnels. Il ne concevait en politique qu'une monarchie absolue avec la prédominance du clergé. Il était brouillé avec son monde et se déplaisait partout en France. Il aimait mieux protester contre toutes choses par son absence, et se tenir à l'étranger en position d'émigré volontaire. Mme de Flamarande était à Ménouville

avec son fils, le précepteur et M[lle] Hurst. Je passai l'été à Paris, souffrant, oisif et profondément dégoûté d'un service qui me créait une responsabilité sans travail et sans moyen de me rendre utile.

J'en écrivis à M. de Flamarande pour lui demander de me rendre ma liberté, que je ne pouvais reprendre moi-même après les services qu'il m'avait rendus. Il me répondit qu'il partait pour Ménouville et désirait m'y trouver, pour que j'eusse à lui expliquer les motifs de mon découragement. Je le revis donc en Normandie aux premiers jours de l'hiver. Il y venait pour remplacer son intendant, mort d'une fluxion de poitrine. Madame y était encore et l'attendait avec Roger, que je fus heureux de retrouver. La vue de cet enfant pouvait seule alléger le poids de ma tristesse.

J'avais résolu de ne jamais exposer la comtesse au courroux de son mari. Je me tins parole. Le comte ne sut pas ma course à Flamarande et ne m'adressa aucune question. Je vois, me dit-il, que vous voulez me quitter parce que l'ennui vous consume. Vous êtes une nature active et vous ne vous contentez pas d'une sinécure. Je vous offre un travail sérieux et une situation plus élevée. Remplacez ce pauvre Martin qui vient de mourir, soyez mon intendant. Je ferai avec vous le marché qui vous plaira, ou des appointemens fixes ou une part proportionnelle dans les bénéfices.

La position était bonne et nullement au-dessus de ma compétence ou de mes forces. La portion des terres environnant le château n'étant pas affermée, on l'avait gardée en régie, et la surveillance de cette exploitation m'offrait un travail agréable; mais le comte y mit une condition à laquelle je répondis par un refus. M. de Flamarande, tout en délaissant sa femme, voulait qu'elle fût surveillée. Je ne m'occupe pas du passé, disait-il, je souhaite même qu'on ne m'en parle jamais. J'ai passé l'éponge sur cette mauvaise page du tableau. Il y a plus : que madame renoue ses relations avec la baronne, que le secret lui soit révélé, qu'elle sache où est son fils, qu'elle veuille le voir en secret, tout cela peut arriver. M. de Salcède peut revenir en France. Ils peuvent s'écrire à propos de l'enfant... Oui, je prévois toutes les éventualités, j'accepte toutes les hypothèses, excepté celle où les circonstances de ce rapprochement seraient telles que j'eusse à craindre l'intrusion d'un nouvel enfant dans ma famille. Comme cette fois j'aurais la certitude indiscutable qu'il ne m'appartiendrait pas, je désire, je veux être averti à temps pour prendre mes mesures. Je lui fis observer qu'étant fixé à Ménouville, je ne pourrais jamais savoir ce qui se passerait à Paris. Il me répondit que j'aurais ce soin à Ménouville seulement et qu'à Paris il aurait un autre surveillant. Il insista, je refusai. J'étais las jusqu'à l'écœurement du métier qu'il m'imposait. Je rougissais de m'y être prêté. J'avais à racheter ma dignité, fût-ce au prix de la

misère. Je repoussai les dons qu'il m'offrait en cas de retraite. Il m'avait assez récompensé en m'aidant à payer les dettes de mon père. Je ne voulais rien de plus, rien surtout qui eût l'air de payer ma discrétion.

J'étais absolument décidé et j'avais pris congé de lui, ma valise était bouclée, j'allais partir, lorsque Roger entra dans ma chambre, et, se jetant à mon cou, me reprocha en sanglotant de ne plus l'aimer, puisque je voulais l'abandonner. Ne plus l'aimer! quand ses larmes me déchiraient le cœur! L'abandonner... quand, pour préserver son avenir, j'avais fait des choses, non pas seulement pénibles et périlleuses, mais honteuses et répugnantes! Il fallut céder à ses prières et à ses caresses. Je retournai auprès de son père et lui demandai de me garder sans conditions. Il céda à son tour. — Vous aimez trop Roger, me dit-il, pour permettre qu'un scandale se produise autour de lui. Ne me promettez rien, j'y consens. Je mets mon fils sous la garde de votre affection pour lui et de votre respect pour l'honneur du nom qu'il porte.

Toutes choses réglées, M. de Flamarande repartit pour Londres, après avoir demandé à sa femme si elle voulait l'y accompagner ou retourner à Paris. — Il la laissait absolument maîtresse de son choix. Elle répondit qu'elle n'avait aucun choix à faire, aucun parti à prendre et qu'elle ferait ce qui lui serait ordonné par lui. Cette soumission aveugle l'embarrassa beaucoup. Il souhaitait n'avoir plus à s'occuper d'elle; mais il ne voulait pas paraître la délaisser. — Eh bien! lui dit-il pour terminer, allez à Paris. Le climat est meilleur pour Roger que celui de Londres; mais, s'il vous vient le moindre désir de voir l'Angleterre, écrivez-moi, et je serai à vos ordres.

LIII.

Il retourna en Angleterre, où il passa les dix dernières années de sa vie, ne venant plus que temporairement en France. Il se portait réellement mieux dans ce climat brumeux et tiède, car il semblait rajeunir. Il est vrai qu'il prenait plus de soin de sa personne, comme s'il eût craint de déplaire à quelqu'un en s'abandonnant à sa vie d'études. Le fait est qu'il était gouverné. Cet homme si absolu et si obstiné avait trouvé un maître à idées étroites, sans réflexion, avide d'amusemens frivoles, et encore plus tenace dans ses instincts qu'il ne l'était dans ses raisonnemens. Ils n'eurent heureusement pas d'enfans et menèrent une vie égoïste. Le comte allait peu dans le monde, ce n'était pas son goût, mais il recevait dans l'intimité des personnes triées par la maîtresse du logis, c'est-à-dire qu'elle éloignait toute relation sérieuse sous prétexte

que M. de Flamarande avait besoin de distraction pour sa santé, et elle l'entourait d'hommes nuls et de femmes tarées. Il y avait du luxe chez eux, mais pas de manière à faire craindre que le capital de M. le comte fût entamé. Cette femme n'aimant que la dépense paraissait ne pas songer à capitaliser pour son compte.

Je vis ces choses à Londres une fois que je dus m'y rendre pour entretenir M. le comte des affaires de ma gestion. Il eut toujours la haute main sur l'éducation de Roger, qui ne fut point mis au collège et suivit seulement des cours, accompagné de son précepteur. Ce précepteur était toujours l'abbé Ferras, un homme très doux et très patient, manquant d'initiative en toutes choses et ne prenant point à cœur ce qui se passait autour de lui. Il ne songeait qu'à ses travaux de bibliophile, c'était là son unique passion. A la campagne, quand Roger prenait peu ou point ses leçons, le brave homme s'en consolait en travaillant à d'interminables catalogues. A Paris, sitôt qu'il avait accompli sa tâche quotidienne auprès de l'enfant, il allait bouquiner sur les quais ou sous les arcades de l'Odéon.

Il m'était facile de voir que Roger n'apprenait absolument rien avec lui. Sans les soins de sa mère, il eût été un parfait ignorant. Madame assistait à ses leçons et les prenait pour son compte, après quoi, elle les lui remâchait sous diverses formes jusqu'à ce qu'elle vît qu'il avait compris. Alors elle le laissait tranquille, car d'espérer qu'il se donnerait la peine d'écouter de lui-même et de résumer quoi que ce soit par un effort de sa volonté eût été illusoire. L'effort du cerveau lui était inconnu, on s'était donné trop de mal pour lui en épargner un peu. Il comptait là-dessus, et disait naïvement à l'abbé : Pourvu que maman comprenne, c'est tout ce qu'il faut.

M. de Flamarande avait paru chérir son fils dans les premières années; mais, quand il le vit si léger, si impétueux au plaisir et si peu capable de raisonnement suivi, il le mortifia par ses reproches ironiques. L'enfant prit peur de lui, et la peur est un éloignement. A mesure que les absences de son père prirent plus de fréquence et de durée, il l'oublia si bien qu'il était comme étonné quand il le revoyait. Le comte trouva donc froid et gauche cet enfant si expansif, si aimable et si séduisant avec les autres. Il eût aimé à être fier de lui, et il ne voyait de lui que ses défauts. Peut-être songea-t-il à l'emmener pour l'instruire à sa guise, mais madame parut résolue à le suivre, et sans doute la femme illégitime n'eût point goûté cet arrangement. Il n'en fut plus question.

J'avais résolu de ne parler jamais de moi que quand je serais mêlé aux événemens de la famille de Flamarande, et, comme il ne s'en passa pas de remarquable durant les premières années de ma gestion, je comptais me passer sous silence depuis ce moment jus-

qu'à celui où je fus repris par la destinée; mais j'ai pensé qu'en abordant mon récit j'avais entrepris forcément une étude psychologique sur moi-même, et je me vois entraîné à la continuer pour que ma conduite ait un sens.

D'abord, en m'installant, à la grande joie de Roger, dans le pavillon de l'intendance à Ménouville, je crus que j'allais être très heureux. Je n'étais plus laquais, j'étais fonctionnaire. Je n'étais plus Charles, on m'appelait de mon nom de famille, j'étais M. Louvier. Je n'étais plus gouverné que par un maître absent qui me connaissait trop pour rien discuter. J'avais préféré un traitement fixe à tout ce qui eût pu ressembler à un tripotage dans les produits. Je m'efforçais d'augmenter le bien-être de la maison sans diminuer le rapport de la terre, et cela était très facile du moment que je ne spéculais pas pour mon compte et que j'étais impossible à duper. De ce côté-là, je n'ai pas lieu de regretter le rôle que j'ai joué dans la famille.

Après les premiers soins que je donnai à mon installation, ma tristesse revint. C'était une sorte d'ennui de toutes gens et de toutes choses. L'estime et l'amitié qu'on me témoignait ne me paraissaient pas sincères. J'étais injuste, car tout le monde, madame elle-même, madame surtout, me témoignait une confiance sans bornes pour tout ce qui concernait ma gestion, et les subalternes que je gouvernais s'applaudissaient de ma politesse et de mon équité.

Mais quoi? j'étais mécontent de moi-même. Le passé, avec lequel je voulais rompre, me poursuivait comme un mauvais rêve. Je ne pouvais plus dormir; j'avais trop veillé, trop couru, trop cherché dans la vie des autres. Je ne gouvernais plus la mienne. Je ne pouvais contraindre ma volonté à être froide et calme comme il convenait à mes nouvelles attributions. Je voyageais en songe, je traversais des montagnes, j'enlevais des enfans qu'on me reprenait; je m'égarais dans des cavernes, j'y étais poursuivi ou j'y poursuivais les autres. J'avais des curiosités insensées, des terreurs effroyables. Je m'éveillais baigné de sueur ou glacé d'effroi. Je me désespérais, j'avais un sommeil de parricide, et pourtant je n'avais voulu faire de mal à personne!

Quelquefois je ne voulais pas admettre le témoignage de ma conscience. — Non, me disais-je, mes intentions ne sont pas sans reproche. Ce n'est pas dans le seul intérêt de Roger que j'ai caché l'autre enfant et que j'ai dérobé le secret de sa mère. J'ai été irrité contre elle, je me suis arrogé le droit de la juger, qui n'appartenait qu'au mari. — Et alors je sentais comme un poids écrasant sur ma poitrine ce mince fragment d'écriture que j'avais pris sur la poitrine de Salcède et que je portais comme lui dans un sachet : *veille sur notre enfant!..* Je comprenais la puissance de ce talisman sur une âme dévouée. Que le rôle de Salcède eût été beau, si la

femme calomniée eût pu lui écrire : *veille sur mon enfant!* Voilà ce qu'elle eût pu me dire, à moi, et j'eusse donné ma vie entière à cette tâche sacrée, tout aussi bien que Salcède; mais lui, où était le grand mérite de son dévoûment envers son fils? Il ne faisait que son devoir en réparant le crime d'avoir trahi l'amitié et perverti l'innocence d'une jeune femme.

Mais pourquoi ne pouvais-je pas envisager froidement toutes ces choses et attendre paisiblement l'avenir avec l'arme que je possédais? — Non, je ne pouvais pas; je ne savais pas être tranquille, j'avais besoin de condamner ou d'absoudre. Tantôt je me demandais pourquoi je n'agissais pas tout de suite auprès de la comtesse pour qu'elle renonçât à des projets funestes à Roger; tantôt je me demandais si j'aurais jamais le courage de briser la fierté d'une femme si habile et le cœur d'une mère si passionnée. Si elle allait, en me voyant hostile, m'accuser d'avoir pour elle des sentimens indignes de ma raison et de ma dignité? L'idée d'être humilié, ridiculisé par elle m'était insupportable, et, quand je me représentais la scène qui pouvait avoir lieu, je passais des heures d'insomnie à préparer les dénégations les plus blessantes sans en trouver de suffisantes pour me disculper. Et puis toute cette énergie tombait. Je me sentais faible et pris de vertiges. Je me représentais des larmes, comme autrefois à Sévines, et je me disais que je n'étais pas né pour ce métier de bourreau.

L'obsession de mes pensées devint si cruelle, que je résolus de ne plus penser du tout, et je fis la guerre à mes souvenirs comme un médecin poursuivant pied à pied la maladie. Je me mis au régime, au moral comme au physique. Je me cherchai, en dehors de mes occupations domestiques qui ne m'enlevaient pas assez à moi-même, une passion, une manie quelconque, pour me détourner de l'examen de la réalité. J'essayai plusieurs choses. Je m'adonnai à l'horticulture. J'eus les plus belles roses à vingt lieues à la ronde; mais Roger me les cueillait pour les porter à sa mère, et je n'avais ni l'autorité pour l'en empêcher, ni le mérite de les offrir moi-même.

Je fis des essais de greffe et de taille pour les arbres fruitiers. On m'en fit de grands complimens; mais j'aurais voulu une occupation qui me donnât des jouissances élevées. Je m'imaginai de rapprendre la musique, que j'avais un peu étudiée dans ma jeunesse. L'intendant qui m'avait précédé avait laissé chez moi un vieux piano qui avait servi à sa femme et qu'on n'avait pas jugé valoir la peine d'être emporté. Je me mis en tête de le réparer, et j'en vins à bout. Je recollai les touches, je remis des cordes neuves, je regarnis les marteaux, je l'accordai, et enfin je le fis parler. Alors je rappris tout seul à jouer des valses et des romances, et même à en composer qui me parurent admirables, mais qui ne valaient rien et man-

quaient d'originalité. Roger, qui commençait à taper très adroitement sur son piano et qui avait du goût, ne se gêna pas pour me dire que je n'y entendais rien, et se borna à admirer la patience de mon travail de luthier.

Je pris le goût des échecs avec l'abbé qui venait le soir me donner des leçons. Il me trouvait des dispositions, mais je ne réussis jamais à le battre. Enfin j'arrivai à prendre le goût d'écrire et j'essayai de composer des romans. Ce fut un amusement très énergique, mais très douloureux pour moi. Je retombais toujours dans les faits de ma vie personnelle. Je prenais le goût et le maniement de la forme, mais je n'avais pas d'imagination. Je ne pouvais rien supposer, rien deviner en dehors de ma propre expérience.

Un jour, — c'était en 1855, par une belle soirée de juin, je me rappellerai toujours cette date, qui apporta tant de changement dans mon existence morale. — J'étais au bout de mon courage. En proie à un véritable accès de *spleen*, je revenais d'une ferme où ma surveillance m'avait appelé, et je me dirigeais vers mon pavillon, où l'on m'apportait régulièrement des repas que je ne mangeais plus. Je suivais une falaise assez escarpée, et à chaque pas je me disais : Pourquoi vivre avec cette maladie incurable? Il serait si facile d'en finir ! L'obsession devint si forte que je m'arrêtai devant une coupure à pic et sentis le vertige s'emparer de moi. Je n'y résistai pas. Il paraît que j'étendis les bras comme si j'allais me précipiter. Je n'en eus pas conscience et ne saurais dire ni si j'avais la résolution du suicide, ni si j'avais encore assez de force pour vaincre la tentation. Il me semble que je rêvais. Peut-être que je parlai sans le savoir. Tout à coup une voix me fit tressaillir, et je vis en face de moi Mme de Flamarande qui me regardait avec effroi. Je recouvrai ma lucidité pour me découvrir et m'effacer contre le rocher afin de la laisser passer. Elle passa sans m'effleurer; puis, s'arrêtant : — Est-ce que vous rentrez, monsieur Charles? me dit-elle.

— Oui, madame la comtesse.

— Tout de suite?

— A moins que madame n'ait un ordre contraire à me donner.

— Non, merci.

LIV.

Elle fit quelques pas et se retourna encore. J'étais resté immobile et la suivais des yeux, ne me demandant pas où elle allait ainsi à l'entrée de la nuit, cela m'était devenu assez indifférent, mais pensant avec amertume à l'espèce d'intérêt que j'avais cru lire dans son regard et qui n'était sans doute qu'une illusion de ma rêverie.

Je fus donc très surpris quand je la vis me faire signe d'aller à elle en même temps qu'elle venait vers moi.

J'obéis, et quand je fus près : — Pardon, si je vous rappelle, monsieur Charles, me dit-elle avec un sourire un peu contraint; mais,... est-ce que vous êtes sujet au vertige?

— Non, madame; je m'en suis guéri.

— Ah! c'est que... tout à l'heure il m'avait semblé... — et, s'interrompant, elle ajouta en riant : — c'est que j'ai le vertige, moi, et que je regrettais de m'être engagée seule dans un sentier pareil. Si ce n'est pas abuser de votre obligeance, je vous demande de m'accompagner à cette cabane que vous voyez là-bas presque sous nos pieds.

— Que madame la comtesse me permette de passer le premier.

— Passez, et donnez-moi le bout de votre canne en la tenant de l'autre bout. Si peu que je sente un point d'appui possible, je ne suis plus tentée de broncher.

Je la conduisis ainsi sans dire un mot jusqu'à la cabane d'un pauvre pêcheur malade à qui elle portait des secours. Je pensais malgré moi qu'elle avait là quelque rendez-vous et qu'elle m'autoriserait facilement à la quitter; mais elle me pria d'entrer avec elle afin de la ramener après.

Elle entendait fort bien la charité; elle n'était pas de ces femmes nerveuses qui surmontent violemment et inutilement le dégoût de la maladie et de la misère. Elle ne paraissait pas éprouver ce dégoût, mais ne faisait rien de superflu pour le braver. Elle envoyait le médecin ou le chirurgien et ne touchait une plaie que quand personne ne savait s'y prendre dans la famille. Elle n'allait en personne chez les malheureux que pour leur témoigner de l'intérêt et connaître leurs besoins. Elle y mettait une grande simplicité et se faisait aimer sans faire de frais pour poser la *bonne châtelaine.*

Au bout de quelques momens d'entretien avec le malade et sa femme, elle reprit avec moi le chemin du château par la plaine; c'était plus long, mais plus sûr, disait-elle. Je marchais derrière, je n'avais pas encore abjuré avec elle mes habitudes de domesticité; elle s'en aperçut et me dit sans affectation : — Le chemin est assez large, donnez-moi donc le bras, monsieur Charles, on ne voit plus très clair à se conduire.

Je lui présentai mon bras en silence. Une méfiance profonde s'emparait de moi. — Elle sait tout, pensais-je; donc elle me hait ou me craint. Peut-être Salcède s'est-il enfin aperçu de la substitution de son talisman. Elle veut le ravoir.

Mais elle me parla avec un grand naturel de toute autre chose que d'elle-même. Il ne fut même question que de moi. Elle ne marquait pas l'inquiétude que je lui avais supposée. Elle paraissait cu-

rieuse de ce que Roger appelait mes inventions. Elle m'interrogeait sur mes greffes de rosiers, sur l'habile réparation du piano, sur mes études musicales, sur mes parties d'échecs avec M. Ferras. Roger lui avait parlé de tout cela. Il n'y avait que mes études littéraires qui fussent restées connues de moi seul.

Comme elle me demandait à quoi je m'occupais avec le plus de plaisir, je lui répondis que j'avais le malheur de me dégoûter de tout au moment d'aborder les véritables difficultés, et je compris alors à ses réflexions que ma tristesse l'avait frappée ou lui avait été rapportée, et qu'elle s'en inquiétait charitablement. Je me tins sur mes gardes et renfermai l'amertume de ma vie au fond de mon cœur. Elle me quitta à l'entrée du parc en me remerciant de mon assistance sur un ton d'égalité qui me toucha; mais je me rappelai vite que c'était sa manière habituelle, je ne lui avais jamais vu avec personne un instant de hauteur.

Je fus pourtant très ému de cette promenade, et ma misanthropie en augmenta d'autant. Le lendemain, j'étais seul à faire des comptes devant ma fenêtre ouverte, et, après avoir fermé le registre, je restais dans une fixité douloureuse, lorsque deux ombres passèrent sur le cuir brillant de ma table, et je fis un effort pour sortir de ma torpeur; c'étaient Roger et sa mère.

— Le voilà dans ses extases, dit Roger, qui avait alors un peu plus de treize ans. Tu vois, mère, quelle figure il a! Il ne rit plus jamais, même avec moi! Juge s'il est malade! Et il ne se soigne plus, lui qui se soignait trop auparavant. Je t'ai amenée pour que tu le confesses, car, pour sûr, il a quelque grand chagrin, et à présent je te laisse avec lui. Il ne te résistera pas, il te dira son ennui, et tu le lui ôteras, ou il avouera qu'il est malade, et tu lui feras promettre de consulter tout de suite très sérieusement. Allons, monsieur Charles, ajouta-t-il en allongeant le bras pour me prendre l'oreille, obéis à ton enfant gâté, ouvre ton cœur au bon Dieu, c'est-à-dire à maman.

Ayant ainsi parlé, le cher enfant disparut, et je restai seul face à face avec sa mère, qui, accoudée sur l'appui de ma fenêtre, plongeait dans mes yeux hagards ses yeux d'une limpidité pénétrante. Ce regard fut si franchement affectueux que j'en subis le magnétisme. Fasciné et surexcité en même temps, je ne saurais dire pourquoi, voulant parler pour nier mon mal, je fus suffoqué par des larmes qui m'empêchèrent de dire un mot.

Elle me regardait toujours, et elle me prit la main en me disant d'une voix qui brisa toute mon énergie : — Pauvre Charles! — Il y avait tant de bonté, tant de sincérité dans son geste et dans son accent que je perdis la tête et m'écriai, sans pouvoir ni choisir ni retenir mes paroles : *Veille sur notre enfant!* Elle me regarda avec

une surprise qui n'avait rien de joué, et je me hâtai d'ajouter, tout éperdu : Voilà ce que madame la comtesse veut me dire !

Elle quitta vivement la fenêtre en me faisant signe de la fermer, et elle entra chez moi par la porte vitrée, qu'elle referma derrière elle. — Vous avez compris, me dit-elle avec feu. Je pensais à l'autre, à celui que vous aviez adopté alors que son père le repoussait et que sa mère désespérait de le retrouver. Charles, vous l'aimiez, je le sais; pourquoi l'avez-vous abandonné?

— Je l'ai abandonné, répondis-je, le jour où j'ai su qu'on vous l'avait rendu.

— Rendu ! Hélas ! je l'ai revu pour le quitter aussitôt, et je ne puis le voir que rarement et en secret. Vous savez bien cela, puisque vous avez deviné...

— Je n'ai pas deviné, madame, je sais..., je sais tout. Votre fils n'a plus besoin de moi.

— Vous savez tout,... et M. le comte?

— Il ne sait rien.

— Vous me le jurez sur l'honneur ?

— Et sur la tête de Roger.

— Je vous crois, Charles, oh ! je vous crois ! J'espérais que M. de Flamarande se doutait de la vérité et que je devais quelque chose à sa tolérance. Il persiste donc à m'accuser, car, pour agir comme il l'a fait, il faut qu'il m'outrage dans sa pensée. Je sais bien que cela est. Il me l'a assez fait entendre sans jamais me permettre de protester. Voyons,... le moment est venu, vous seul pouvez me dire la vérité, je veux la savoir. Suis-je accusée d'avoir cédé à la violence ou à la séduction ?

Elle parlait avec une assurance de fermeté qui m'ébranla, et je craignis qu'elle ne m'arrachât tous mes secrets. — Je supplie madame la comtesse, répondis-je, de ne pas m'interroger en ce moment où je me sens très abattu, un autre jour...

— Comme vous voudrez, reprit-elle. Ne parlons pas de moi, parlons de vous. Je vous vois très malade en effet, et par une cause toute morale que je crois deviner. Vous me savez informée des événemens de Sévines, et vous croyez que je ne vous pardonne pas le désespoir que vous m'avez causé. Eh bien ! je vous l'ai pardonné absolument aussitôt que j'ai su par la Niçoise les soins que vous avez eus pour mon pauvre enfant; c'est elle qui a raconté comment, elle et vous, vous vous étiez prêtés à l'enlèvement pour éviter quelque chose de pire. C'est elle qui nous a révélé la déclaration de M. de Flamarande, que vous lui avez montrée. Vous l'aviez exigée, cette déclaration, elle aussi a voulu en avoir connaissance. Vous l'avez toujours... Je ne vous la demande pas, elle est dans vos mains, je suis tranquille. Vous ne m'accusiez pas, vous ! vous saviez, vous di-

siez que mon mari était en proie à un accès de folie. Quand il demanda à voir l'enfant, cette nourrice crut qu'il voulait... Ah! mon Dieu, c'est affreux! mais elle m'a dit que vous l'observiez et que vous avez sauvé mon fils. Après cela, comment ne vous aimerais-je pas, Charles? Vous avez été bien habile à dissimuler, c'est vrai, vous m'avez laissé souffrir bien cruellement; mais j'ai compris votre silence. Le jour où j'ai connu les faits, j'ai vu pourquoi vous aviez caché mon fils à Flamarande, et je sais que tout a été combiné par vous dans son intérêt et dans le mien. Vingt fois j'ai été sur le point de vous en remercier, mais votre attitude et votre regard me disaient clairement : Ne me parlez pas, vous feriez échouer mon dévoûment, — ou peut-être étiez-vous engagé par serment avec mon mari, et je ne devais pas détourner de son devoir un homme si généreux et si austère; mais vous m'avez crue aveuglée, injuste, ingrate, vous me l'avez fait sentir une fois... J'aurais dû parler; que de chagrins cela eût pu épargner de nous entendre! c'était impossible alors, je ne savais pas tout, je ne vous connaissais pas assez. Je ne suis pas méfiante, mais il s'agissait de mon fils, et vous comprenez que pour un fils on soit capable de faire violence à tous ses instincts comme à toutes ses idées; puis j'ai cru plus tard que vous teniez à ne pas être interrogé. Depuis longtemps déjà je vous vois réservé, sombre et soigneux de m'éviter. Je m'en inquiète, Roger s'en alarme,... et hier je vous rencontre dans ces rochers faisant la figure d'un homme qui a de mauvais desseins contre lui-même. J'ai eu très peur pour vous, voilà pourquoi je vous ai demandé de m'accompagner, bien que je n'eusse en aucune façon le vertige. Allons, mon brave Charles, il faut à présent vous réconcilier avec la vie; vous vous ennuyez, vous vivez trop seul, vous vous persuadez que personne ne vous apprécie et ne s'intéresse à vous; vous vous trompez, vous êtes très cher à Roger,... et à moi encore plus. Voici ce que je vous propose d'accepter... — Et comme je faisais un geste de crainte : — Oh! n'ayez pas peur! je ne vous offre aucun don, je vous connais! Je veux seulement changer votre genre de vie, qui vous pousse à la consomption. Je veux que vous soyez notre hôte de tous les jours, c'est-à-dire que vous veniez dîner avec moi, Roger et M. Ferras. Vous ferez ensuite votre partie d'échecs. J'apprendrai, cela m'intéressera beaucoup. Ne résistez pas. Je sais ce que vous voulez dire : M. de Flamarande blâmera cette intimité. Il sera très facile de la suspendre pendant les rares et courtes apparitions qu'il fait ici, et si quelque autre personne s'offusque de me voir traiter amicalement l'homme savant et doux qui forme l'intelligence de mon fils, l'homme délicat et dévoué qui dirige les intérêts de sa vie matérielle, je vous assure que je ne me donnerai

pas la peine de répondre. Dans la solitude où je vis, j'ai besoin de société, et je n'en puis trouver de plus convenable et de plus légitime. Vous savez que, quand Roger s'absente, je mange avec Hélène, et personne ne le trouve mauvais. Eh bien! nous ferons table commune, et nous formerons ainsi une famille de braves gens aussi parfaitement élevés les uns que les autres. Promettez-moi de commencer ce soir, Charles. Roger viendra vous chercher.

Et, comme je balbutiais une réponse vague et troublée, elle me tendit encore la main en disant : — C'est convenu, et sortit.

LV.

J'eus bien de la peine à me remettre de l'agitation qui suivit un événement si imprévu. Je me sentais pris dans un piége; je me demandais avec effroi comment je pourrais m'en tirer. La séduction de cette femme était irrésistible. Elle me savait nanti d'une pièce au moyen de laquelle elle pouvait contraindre son mari à lui rendre son fils, et dès lors rien ne serait épargné pour me mettre dans ses intérêts. Comment et pourquoi avait-elle tant tardé? Avait-elle réellement compté sur ma loyauté inébranlable? Était-elle persuadée que je la croyais à l'abri de tout reproche? — Peut-être, car je n'avais révélé à personne au monde le rendez-vous du bois de Boulogne, non plus que mes découvertes ultérieures au Refuge. Elle pouvait donc espérer d'exploiter ma simplicité au profit de Gaston.

Hélas! me disais-je, quel malheur pour moi que cette victime de la sévérité conjugale ne soit pas une victime sans tache! Comme je serais heureux de me dévouer à elle, de lui rendre plus faciles et plus sûres les entrevues avec son enfant, de mériter sa confiance et de pouvoir me dire son sauveur et son ami, tandis qu'elle joue un rôle vis-à-vis de moi et va me forcer à en jouer un vis-à-vis d'elle!

Je n'étais pas encore décidé à profiter de son invitation lorsque Roger vint me chercher avec tant d'insistance et d'empressement qu'il me donna à peine le temps de faire ma toilette. Je me fis beaucoup prier. Ce dîner quotidien était très incommode pour moi qui n'aimais plus à m'habiller et qui en avais fort peu le temps. Je ne mangeais pas, je serais un convive maussade. Mon admission à la première table me ferait des jaloux, des ennemis par conséquent. Je serais blâmé par M. le comte d'avoir accepté un pareil honneur. Roger n'écouta rien; quand il voulait quelque chose, il le voulait passionnément. L'idée venait de lui. Il ne concevait pas qu'elle ne lui fût pas venue plus tôt. Il en prenait la responsabilité auprès de son père. Enfin il me saisit par le bras et m'emmena de force, car il était déjà robuste, et j'étais affaibli par une maladie de langueur.

Le dîner était servi dans une petite salle où jusque-là M. Ferras

avait mangé seul. Le brave homme, admis en même temps que moi et miss Hélène à l'intimité de la comtesse, ne montrait ni surprise ni satisfaction, ni embarras, ni déplaisir, ni curiosité. Peut-être était-il dans la confidence de quelque secret; peut-être était-il gagné à la cause de Gaston et chargé de me pénétrer; peut-être était-il l'insouciance même.

Nous fûmes servis par le groom que dirigeait miss Hurst. Cela ressemblait à une dînette d'écoliers prise en cachette du règlement. Évidemment madame voulait, en changeant ses habitudes et les nôtres, se ménager l'occasion incessante de parler avec moi de ses joies ou de ses peines maternelles. Elle fut adorable de bonté, Roger étincelant de gaîté. L'abbé parut fort à l'aise. Hélène, occupée de nous tous, ne parut pas songer à elle-même. Je remarquai que la comtesse la traitait comme une amie; celle-là, je n'en pouvais douter, était dans toutes les confidences.

Après le dîner, madame alla au jardin, et chacun de nous à ses affaires; mais elle exigea que la partie d'échecs eût lieu au salon de huit à dix heures, comme elle avait lieu ordinairement chez moi. Cela fut réglé une fois pour toutes. Roger voulut essayer ce jeu sérieux et faillit en devenir fou. Il y renonça vite. Madame essaya aussi par complaisance ou par politique. Elle y prit goût et devint en peu de temps d'une très jolie force. Quand je la gagnais, c'est qu'elle le voulait bien. Il venait rarement du monde le soir, et dans ces cas-là l'abbé et moi nous voulions nous retirer; elle nous obligeait de rester et de faire notre partie dans un coin. Je dois dire que personne ne fut scandalisé de me voir au salon. Ma réputation de probité et de savoir-vivre était établie dans le pays. Il y avait déjà quinze ans que l'on m'y connaissait.

Je m'étais attendu à des questions, à des insinuations, à de fausses confidences. Il n'en fut rien; madame ne me reparlait plus d'aucune chose secrète. J'avais refusé de me laisser interroger sous le coup de la première émotion, et, comptant qu'on y reviendrait, j'avais depuis préparé mes réponses; mais madame se le tint pour dit et n'y revint pas, ce qui semblait être un témoignage de haute déférence pour mon caractère. Elle causait d'autres choses avec moi, absolument comme elle eût fait avec son pareil, et jamais je ne surpris le moindre effort pour influencer mes idées au profit des siennes. Ce n'était pas une bienveillance particulière pour mon petit entendement; elle était la tolérance même, et tout le monde avait depuis longtemps remarqué que son genre d'esprit ou son caractère était tout l'opposé de ceux de son mari. Elle haïssait la dispute et permettait tout au plus la discussion. Elle était toujours et d'autant plus modeste qu'elle était devenue plus instruite, car

depuis plusieurs années elle travaillait pour faire travailler son fils, et son intelligence s'était extraordinairement développée. J'étais plus à même qu'autrefois d'en juger, j'avais travaillé aussi.

C'était en somme une personne étrange à force de sembler parfaite. Elle était aimée de tous ceux qui l'approchaient un instant, et ceux qui vivaient auprès d'elle en étaient à l'adoration. Il fallait bien subir le charme de cette bonté pleine de naturel et de cette suave douceur. Je ne m'en défendis plus lorsqu'à la longue je vis que mon attachement ne me créait aucun engagement contraire à mes résolutions, et peu à peu je me sentis renaître dans cette vie nouvelle, qui était pour moi comme une réhabilitation après les choses humiliantes que j'avais cru devoir m'imposer. Mon antipathie pour la femme coupable s'effaça comme un mauvais rêve. Était-il possible d'exiger d'elle une réparation plus soutenue, une soumission plus héroïque à la volonté de son mari, un dévoûment plus absolu au fils légitime, moins de trames ourdies contre son avenir, un sacrifice plus immense de son amour, passionné pourtant, pour l'autre enfant de son cœur?

En tout temps, je la plaignais, mais il y en avait où j'étais forcé de l'admirer. J'avais besoin de me rappeler qu'elle avait pour consolation d'écrire à Salcède : *Veille sur notre enfant!* Je ne pouvais non plus me défendre d'une profonde reconnaissance pour la nouvelle existence qu'elle me créait ainsi sans conditions, et comme pour le seul plaisir de remettre à sa place un malheureux être trop longtemps déclassé. Il est bien vrai qu'après les extrémités auxquelles mon zèle m'avait porté, je n'étais plus aussi sûr que je l'eusse été dix ans auparavant de mériter cette réhabilitation. Elle m'en croyait digne, elle ignorait mon long espionnage et ma terrible campagne au Refuge. J'usurpais donc ma place dans la haute estime qu'elle m'accordait.

Mais ignorait-elle absolument les excès de mon dévoûment pour Roger? Salcède n'avait-il pas découvert ma ruse? ne me ménageait-on pas d'autant plus qu'on avait lieu de me redouter? Ces réflexions troublaient souvent mon sommeil. Je me voyais englué dans des relations intimes qui rendraient bien pénible mon opposition aux projets de l'avenir; mais ces projets existaient-ils? Voulait-on amener M. de Flamarande à être forcé de reconnaître Gaston? oserait-on jamais lever ce drapeau? espérait-on le convaincre et le séduire en lui montrant Gaston devenu par les soins de Salcède un petit prodige d'intelligence et de savoir? Non, on ne pouvait pas oser ceci ni cela. Attendrait-on la mort du comte? On pouvait attendre longtemps. Il était encore jeune et avait pris le dessus sur l'affection chronique dont il avait été longtemps menacé.

En somme, les années s'écoulaient sans qu'aucune tentative fût faite en ce sens, et sans que Mme de Flamarande fît des absences possibles à constater. Je fis avec moi-même un compromis qui me rendit le calme intérieur. Je n'étais point rigoriste par système. Rien ne m'empêchait d'être l'ami discret et dévoué d'une femme excellente et charmante qui, mariée à un homme bizarre, avait cédé à un adolescent plus aimable et le gardait pour amant. Le fils de l'adultère exilé par le mari, non rappelé par la mère, adopté par le père véritable, tout cela pouvait être toléré, et je n'avais point à m'en mêler. J'avais craint qu'on ne voulût m'engager à protéger cette intimité illicite et à introduire l'enfant illégitime dans la famille légale. Rien de pareil ne s'était produit. Je pouvais désormais être en paix avec moi-même, subir sans effroi le doux ascendant de la bonté loyale, me pardonner d'en avoir douté au point de chercher contre elle, à tout prix, des armes exceptionnelles, me retremper enfin dans un milieu où mes facultés trop longtemps refoulées trouvaient tout le développement qu'elles pouvaient espérer.

LVI.

M. de Flamarande s'était imposé la tâche de venir voir sa femme et son fils deux fois par an, l'hiver à Paris, l'été à Ménouville. Lorsqu'il y vint en 1856, il me dit : — Je sais, Charles, que vous vivez à présent de pair à compagnon avec mon fils et sa mère. Je n'y trouve point à redire. Comme je ne veux pas que les plaisirs du monde pénètrent ici et que j'ai réglé la dépense annuelle en conséquence, je ne suis pas fâché qu'on sache ne point s'ennuyer dans son intérieur. Une vie plus dissipée, ajoutée à la dissipation naturelle de Roger, rendrait son éducation impossible. Quant à vous, plus vous verrez de près ce qui se passe, plus je serai tranquille. Vous ne me dites plus tout ce que vous savez. Je ne vous le demande pas, mais je suis certain que vous sauriez empêcher des entrevues irrégulières. Ne me répondez pas; je sais que l'enfant de Flamarande et sa mère ne sont plus étrangers l'un à l'autre. Je sais, bien que vous m'en ayez fait mystère, que le père élève le fils, et que par conséquent on n'a pas la prétention de me l'imposer. Tout est bien ainsi, on me donne la satisfaction qui m'était due et que je souhaitais. Laissez donc toute liberté aux entrevues de Flamarande ou d'ailleurs; pourvu que ni le père ni le fils ne paraissent jamais chez moi, je n'en demande pas davantage.

M. de Flamarande ne me permit pas de répondre, et s'en alla comme de coutume en raillant Roger de son ignorance et de sa légèreté.

La vie que l'on menait à Ménouville était fort restreinte. Monsieur avait effectivement fixé le chiffre de la dépense. Il ne voulait pas, disait-il, encourager les fantaisies de Roger et laisser le champ libre aux gâteries de sa mère. Madame ne se plaignait jamais de rien et se privait gaîment de tout pour mettre au service de son fils toutes ses ressources personnelles, qui n'étaient pas considérables. Je trichais un peu à leur insu pour que Roger pût avoir chevaux et chiens sans que la mère fît trop retourner ses robes et relustrer ses rubans. J'avais su mettre assez d'ordre dans ma gestion pour que M. le comte trouvât de l'amélioration dans ses recettes sans se douter que certains excédans payaient les amusemens de Roger et les charités de madame. Elle l'ignorait, car elle s'y fût refusée en ce qui la concernait. Quelquefois elle paraissait étonnée, après avoir tout donné, d'avoir encore quelque chose; mais elle n'y connaissait rien. Son mari l'avait tenue en tutelle au point qu'elle ne savait pas mieux calculer qu'un enfant.

Roger, tout en ne travaillant rien, apprenait pourtant beaucoup de choses. Il ne mordit jamais aux mathématiques et aux sciences abstraites. Il n'avait pas non plus de goût pour les sciences naturelles, mais il aimait la musique et la littérature, il lisait volontiers l'histoire et apprenait les langues vivantes avec une admirable facilité. Sa mémoire lui tenait lieu de grammaire, comme son instinct musical de théorie. Très bien doué, il plaisait tellement qu'on ne songeait pas à lui demander d'acquérir. Il acquérait pourtant dans la sphère de ses tendances par l'insufflation patiente et enjouée de sa mère, qui savait si bien l'instruire en l'amusant. Quand je lui exprimais mon admiration : — Je n'y ai aucun mérite, me répondait-elle. Il est si tendre et si aimable, si pur et si aimant, qu'on est payé au centuple de la peine qu'on se donne pour lui.

Cependant les passions commençaient à parler, et elles annonçaient devoir être d'autant plus vives que l'enfant avait vécu dans une atmosphère plus chaste. A un voyage que je fis dans l'hiver à Paris pour les affaires de la famille, je découvris des choses dont madame ne se doutait pas encore. A dix-neuf ans, mon Roger découchait déjà de temps en temps; entraîné par des petites moustaches de son âge, il jouait gros jeu et nouait des relations plus que légères à l'insu des parens. Il fut forcé de me l'avouer; je n'étais pas de ceux qu'on trompe. J'eus à payer quelques dettes que je ne pouvais faire figurer sur mes comptes et dont je lui avançai le montant sur mes économies; elles étaient très minces, et il comprit qu'il n'y pouvait recourir souvent. Il jura de se corriger, tout en pleurant et m'embrassant. Il me bénissait surtout de lui garder le se-

cret vis-à-vis de sa mère; tout ce qu'il craignait au monde, c'était de lui faire de la peine.

Cette candeur de repentir s'effaça vite, et je vis bien, l'été suivant, que de nouvelles folies n'avaient pu être cachées à madame. Elle avait payé sans reproche, mais elle avait dit : — Je ne suis pas riche ; quand je n'aurai plus rien, que feras-tu?

Je vis madame si gênée que je me décidai à écrire à M. de Flamarande pour lui remontrer qu'un jeune homme de vingt ans, destiné à être l'unique héritier d'une grande fortune, ne pouvait pas vivre comme un petit bourgeois de campagne, et qu'à mon avis M. le vicomte devrait commencer à toucher une pension convenable. Monsieur me répondit qu'il ne ferait pas de pension avant l'âge de vingt et un ans révolus; mais il trouvait nécessaire que Roger voyageât pendant une année pour voir et connaître le monde. Il ordonna qu'il eût à partir sur-le-champ pour l'Allemagne, et il traça un itinéraire détaillé que l'abbé Ferras devait suivre à la lettre. C'est lui qu'il chargeait de la dépense, et il en fixait le chiffre, qui était assez large, mais nullement élastique. Tout ce qui le dépasserait serait à la charge du gouverneur. M. de Flamarande n'appelait aucunement son fils à Londres; il lui donnait des lettres de crédit et de recommandation pour Berlin, Vienne, la Russie, Constantinople et l'Italie. Au bout d'un an juste, il fallait être rentré à Ménouville, où M. le comte *espérait* que madame resterait durant l'absence de son fils.

Mme de Flamarande s'attendait à cette décision. Elle la trouvait fort dure, il lui eût été si doux de voyager avec son fils! Elle ne comprenait pas non plus qu'un jeune homme dans l'âge des entraînemens dût gagner à être séparé de sa mère. M. le comte en jugeait autrement. Il m'avait souvent dit qu'il n'y a pas de frein possible aux passions de la première jeunesse, que les mères les rendent plus âpres encore en voulant les calmer, et que le seul remède, c'est de les mêler au mouvement de l'existence, afin d'empêcher les mauvais attachemens de s'enraciner.

Qu'il eût tort ou raison, comme personne n'avait jamais eu l'idée de lui résister, le départ de Roger eut lieu sans délai. M. Ferras accepta son mandat avec la tranquille douceur qui lui était habituelle et sans marquer aucune inquiétude. Mme de Flamarande lui épargna les recommandations, sachant qu'il ferait de son mieux avec ponctualité, et elle cacha à Roger le déchirement de ses entrailles. Roger lui cacha le plaisir qu'il éprouvait à changer de place et à voir du pays. Il adorait sa mère et pleura en la quittant. Elle eut le courage de ne pleurer que quand il fut parti.

J'étais resté près d'elle sur le perron, d'où elle suivait des yeux

la voiture, et je ne songeais pas à me retirer, car, moi aussi, je m'étais contenu et je ne pouvais plus retenir mes sanglots. C'est en ce moment d'affliction suprême où, seul, je partageais énergiquement ses regrets, qu'elle m'ouvrit enfin son cœur.

— Charles! me dit-elle en se jetant presque dans mes bras, voici la première fois depuis vingt ans que je suis sans lui et sans l'*autre*. Je n'ai jamais quitté Roger que pour aller embrasser ou regarder Gaston à la dérobée. Ah! si j'avais à présent le cher exilé près de moi; je me sens mourir d'être seule!

Je crus que c'était une prière de l'aller chercher. — Ici? m'écriai-je, c'est impossible!

— Je le sais bien, répondit-elle, et je n'ai jamais songé à l'y faire venir. M. de Flamarande veut qu'il soit à Flamarande. Il y est et y restera tant qu'il consentira à y rester, car le voilà en âge d'être libre, et il est possible qu'il veuille changer de résidence et de situation. Jusqu'à présent je me suis flattée que mon mari me le ramènerait quand il aurait vingt et un ans, et c'est pour cela que je tenais à le laisser à Flamarande, dans la position apparente où on l'avait mis. On le voulait paysan, il est paysan; courageux, fort et patient, il est tout cela. Il a donc été religieusement tenu dans les conditions exigées, et on n'aurait pas de prétexte pour le repousser; mais il a vingt et un ans, et on ne le rappelle pas, on ne veut pas le rappeler! N'est-ce pas, Charles, on prétend l'ensevelir et le renier à tout jamais? Dites-moi la vérité. J'ai nourri de longues illusions, mais je vois que mes amis avaient raison de ne pas les encourager, et à présent je veux connaître mon sort. Dites-le-moi, vous savez que je n'abuse pas des questions.

— Puisque madame la comtesse l'exige, et qu'elle a le droit de savoir la vérité, je la lui dirai. Il est certain que M. de Flamarande est plus que jamais décidé à n'avoir qu'un fils.

— Alors Mme de Montesparre avait raison; il m'a condamnée sans retour sur une apparence. Dites-moi tout, Charles. Cette fois j'insiste sur une question que je vous ai déjà faite il y a longtemps. Suis-je accusée d'avoir lâchement cédé à la brutalité d'une surprise infâme ou d'avoir trahi sciemment l'honneur conjugal? Répondez sans crainte. Je peux tout supporter à présent!

Il y avait tant d'assurance dans sa voix, tant de fierté dans son regard, que je fus fortement ébranlé. Si je n'avais eu sur moi la preuve de sa faute, je serais tombé à ses pieds pour lui demander pardon de mes doutes.

Je lui répondis ce qui était vrai : — Le comte de Flamarande ne s'est jamais expliqué catégoriquement avec moi sur ce point délicat. Évidemment son esprit s'est porté alternativement vers cha-

cune de ces hypothèses, mais il n'a rien conclu, sinon que Gaston n'était pas son fils, et rien au monde n'a pu ébranler sa résolution de l'éloigner sans retour.

— La déclaration qu'il vous a signée pourtant, et que vous avez été forcé de montrer à la nourrice pour la tranquilliser?

— Cette déclaration, je l'avais exigée. Il me l'a reprise depuis.

Ici je mentais, j'avais toujours ce précieux papier d'où dépendait l'avenir de Gaston; mais Mme de Flamarande mentait plus énergiquement que moi en niant la nature de ses relations avec Salcède; nous étions à deux de jeu. Elle fut très abattue en voyant échapper le moyen de salut sur lequel elle avait le plus compté. Elle devint pâle et s'assit sur un banc, car nous parlions en marchant dans le parc.

Mais elle avait trop souffert toute sa vie pour n'avoir pas l'habitude d'un grand courage. Allons! dit-elle avec un profond soupir, on veut qu'il soit le fils de Salcède, et à moins d'entamer une lutte pleine de dangers et de scandales, il faut que mon fils ait le père que M. de Flamarande lui attribue! C'est monstrueux, mais c'est comme cela!

— Je m'étonne, repris-je, que madame la comtesse, qui se montre si forte de son innocence et si indignée des soupçons de son mari, ne se soit jamais expliquée résolûment avec lui, du moment où elle a su les motifs de son éloignement pour Gaston.

— Je l'ai tenté une fois, j'avais surmonté la frayeur qu'il m'inspire. J'étais prête à exiger, à menacer. Alors il entra en fureur, et menaça à son tour, de quelle atroce menace, vous le savez : il me séparait de mon autre enfant; il partait avec lui pour l'étranger. Il me laissait libre de plaider en séparation, il se laissait condamner par défaut, mais il mobilisait sa fortune au profit de Roger seul et l'élevait dans cette notion atroce que sa mère lui préférait le fils de l'adultère. Il a fallu me soumettre et me résigner au silence.

— Je dois dire à madame, pour la tranquilliser au moins sur un détail, que M. le comte est informé, — j'ignore absolument par qui, — de ses entrevues secrètes avec M. Gaston et M. de Salcède. Il est résolu à fermer les yeux là-dessus et n'exige pas que M. Gaston soit éloigné de celui qui s'est consacré à son éducation.

— Il n'y a pas de mérite, reprit la comtesse avec vivacité, il a découvert cela bien tard, et je sais que ce n'est pas par vous. Il n'était plus temps alors de disposer de Gaston comme d'un petit enfant. Il n'était pas en son pouvoir d'éloigner M. de Salcède de Flamarande, puisqu'il est établi là sur une terre qui lui appartient. Quant à m'empêcher de voir mon fils à la dérobée et sans lui faire savoir qui je suis et qui il est,... oui, il le pouvait. C'est pourquoi

je tremble, et n'ai jamais pu embrasser Gaston sans subir la terreur de perdre Roger. Vous me dites qu'il tolère ces entrevues. A la bonne heure! Je sais bien qu'il ne m'a jamais fait l'honneur d'être jaloux de moi!

— Madame se trompe, il fut un temps...

— Un temps bien court où je pouvais me croire aimée; mais pour avoir été sitôt changée en mépris, il fallait que l'affection fût bien peu sérieuse.

— Madame me permettra de lui dire que la faute en est à M. de Salcède. Il a fait bien du tort à madame!

— Oui, vous l'avez vu sortir de mon appartement, où mon mari l'avait trouvé, tandis que moi *je ne le savais pas;* mais Salcède ne m'y *savait pas* non plus! Sa faute est légère, et elle est si bien réparée!

— Il ne peut pas la réparer envers Gaston, qu'il a privé de nom et de fortune.

— Eh bien! Gaston aura la fortune et le nom de Salcède.

— Madame la comtesse en a la certitude?

— Oui.

— M. de Salcède est bien jeune encore pour renoncer à s'établir.

— Je suis sûre de lui.

— Et madame s'arrête à la résolution de lui laisser adopter M. Gaston?

— Il le faut bien, puisque le véritable père est inexorable! Oui, je m'arrête à cette résolution, quelque douloureuse qu'elle me soit. J'avais au moins espéré qu'un mariage entre M. de Salcède et Mme de Montesparre donnerait à mon fils une mère tendre sans que le marquis fût condamné au célibat; mais Mme de Montesparre, après avoir admis cette idée, la rejette et paraît avoir d'autres projets pour son compte.

— D'ailleurs, observai-je avec un peu d'irréflexion, M. de Salcède n'a jamais admis la pensée de ce mariage.

— Vous le savez, Charles? vous en êtes sûr? Comment pouvez-vous savoir cela?

— La manière dont il s'est dévoué au fils de madame la comtesse prouve de reste la fidélité de son attachement.

— Oh oui! s'écria-t-elle avec une émotion qu'elle n'essayait pas de me cacher, c'est un ami fidèle, admirable! Grâce à lui, Gaston, qui était condamné à vivre ignorant, inculte, abruti peut-être par l'isolement, a reçu un développement complet. C'est un homme à présent, et c'est déjà un homme d'une réelle valeur comme celui qui l'a formé!

Il me sembla que Mme de Flamarande levait le masque et s'abandonnait à moi en toute confiance.

LVII.

A partir de ce jour, Mme de Flamarande m'entretint de ses peines. Elle les sentait plus vivement depuis qu'elle était séparée de Roger, et, n'étant plus forcée par sa présence de les renfermer, elle avait besoin de me les dire. J'eus ainsi toute la révélation de sa vie de contrainte et de secrète irritation. Elle n'était pas une victime aussi passive que je l'avais cru. L'amour maternel lui avait donné des forces surhumaines pour surmonter sa douleur, mais elle n'en avait pas moins ressenti violemment ce qu'elle appelait l'injure qui lui avait été faite, et sur laquelle je trouvais qu'elle revenait trop souvent. Je ne pus m'empêcher une fois de le lui dire et de lui avouer que, la cherchant et la suivant partout pour lui parler de Gaston, dans un temps où je la croyais calomniée, j'avais surpris son rendez-vous au bois de Boulogne avec M. de Salcède.

Je fus stupéfait de l'assurance avec laquelle elle me dit en me regardant en face : — Eh bien! si vous avez entendu ce que je lui disais, tant mieux. Trouvez-vous étonnant que j'aie donné le plus pur de ma tendresse à un homme qui me rendait mon fils et qui lui donnait toute son existence? Cherchez donc un autre homme dans le monde qui, même étant le père de cet enfant, lui eût ainsi tout sacrifié jusqu'à aller vivre en paysan dans un désert de neige pour le voir tous les jours et l'instruire lui-même paternellement! Est-ce M. de Flamarande qui a eu pour Roger ces soins assidus et cette tendresse immense? On s'en étonnerait peut-être moins chez un vieillard; mais M. de Salcède était presque un enfant lui-même quand il s'est consacré à mon enfant. Il a été véritablement un ange, et je ne lui aurais pas dit que je l'aimais de toute mon âme! Est-ce que vraiment, Charles, vous me blâmeriez d'avoir vu en lui depuis ce jour mon meilleur ami?

Elle parlait avec tant de conviction que je ne trouvais rien à lui répondre à moins de briser les vitres. Elle semblait me dire : — Eh bien! oui, je l'ai aimé le jour où j'ai su que j'étais torturée à cause de lui. Jusque-là j'étais innocente, et Gaston est légitime; mais l'effet des accusations injustes de mon mari a été de me jeter dans les bras d'un homme plus digne de ma passion.

Si j'avais pu croire que cela fût vrai, je lui aurais donné l'absolution; mais la preuve que j'avais du contraire! Je ne pouvais pas la lui mettre sous les yeux, cette preuve que je rougissais d'avoir conquise. Je ne me sentais capable de la montrer que dans un cas de péril extrême pour Roger.

J'obtins facilement la confidence détaillée de ses entrevues avec Gaston. Elle faisait secrètement tous les ans, vers le mois de mai, un voyage à Montesparre. De là, déguisée en paysanne, elle allait soit à Flamarande, où elle entrait par un couloir souterrain aboutissant à l'intérieur du donjon habité par Ambroise et Gaston, soit au Refuge, d'où, selon elle, M. de Salcède s'exilait pendant quelques jours, soit dans quelque foire du pays où Ambroise, accompagné du jeune homme, conduisait les chevaux élevés par Michelin. Pour les vêtemens, les connaissances spéciales, le langage et les manières de surface, Espérance était bien le fils de Michelin ou d'Ambroise. Il ne lui en coûtait pas de parler le patois, d'équiter pour la montre les chevaux nus, de manger au cabaret, de faire échange de quolibets avec les maquignons. On était tout surpris de découvrir en lui un homme parfaitement civilisé quand il se retrouvait avec ses pareils. La comtesse me raconta sa dernière entrevue avec lui.

— Cette année, c'était dans un buron du Puy-Mary, me dit-elle. Il lui avait pris fantaisie d'aller passer la saison sur les hauteurs avec les bergers, et M. de Salcède ne l'en avait pas détourné, pour des raisons qu'il ne m'a pas précisément dites, mais que j'ai devinées.

— Dois-je essayer de les deviner aussi?

— Oui, essayez.

— L'amour a dû parler déjà au cœur de ce jeune homme.

— Justement! Mais ce n'est pas, comme chez Roger, une fièvre que peut apaiser la première beauté venue, sauf à être oubliée pour une autre le lendemain. Gaston, élevé dans un milieu sauvage avec des idées romanesques, rêve l'amour exclusif, éternel. Déjà depuis quelque temps Salcède le trouvait triste et préoccupé, il ne pouvait plus travailler. Il a presque confessé son intention d'épouser Charlotte Michelin.

— Ma filleule?

— Votre filleule. Elle est charmante, aussi sage que jolie et très intelligente. C'est l'élève de Gaston, comme Gaston est l'élève de Salcède, et je crois bien que, moralement parlant, elle n'est inférieure à personne dans le monde; mais Gaston est trop jeune pour s'établir, et la position qu'on lui a faite présente d'étranges obstacles. Il ne peut se marier sans avoir un acte d'état civil, et nous ne pouvons lui révéler que le sien est à la mairie de Sévines. Il lui faudrait je ne sais quel acte de notoriété, dressé à Flamarande, qui ne lui donnera d'autre nom que celui d'Espérance, sous lequel on l'a toujours connu, et qui demande des formalités. Enfin, voyant qu'il fallait tout au moins attendre, mon cher fils a voulu s'éloigner de Charlotte et tâcher de l'oublier au moins pendant quelque temps. Vous voyez par là les principes et la chasteté de ce jeune homme,

élevé dans la solitude par un savant, qui est aussi un philosophe religieux.

Voyant approcher l'époque de notre rendez-vous annuel, il se proposait de descendre au Refuge; mais j'ai voulu le surprendre dans son chalet, où Ambroise m'a conduite à l'entrée de la nuit. Il faisait un temps magnifique. Toutes les bonnes senteurs de la forêt et de la prairie montaient vers nous, les ruisseaux chantaient des hymnes de réjouissance, et mon cœur chantait avec eux. J'envoyais des tendresses aux étoiles, qui sont si belles dans ce pays-là; je suis comme folle toutes les fois que j'approche de mon cher fils exilé. Il ne m'attendait pas encore, il dormait. Les chiens ont fait peu de bruit. Ambroise, qui les connaît, les a vite apaisés, et il est descendu dans cette baraque, qui est une espèce de cave creusée dans le rocher avec un toit de planches au-dessus. Il s'est assuré que Gaston y était seul et l'a doucement averti. Ah! Charles, si vous aviez entendu le cri de son cœur dans son premier réveil! Le mien en a été si pénétré que j'ai béni Dieu de me donner de pareils momens de bonheur au milieu de mon infortune. Il a gravi son échelle, il s'est élancé vers moi d'un seul bond, comme un daim qui sort de son refuge. Il y a longtemps que vous ne l'avez vu, Charles; vous ne pouvez pas vous figurer comme il est beau! Il est peut-être encore plus beau que Roger; il a des yeux de diamant noir, des cheveux de soie tout naturellement frisés, un sourire imperceptible qui a des profondeurs inouies de sympathie et de compréhension. Il n'a pas encore la moindre barbe, et il est plus petit que Roger, qui pourtant a l'air moins fort et moins homme que lui. Gaston n'est pas non plus, à beaucoup près, aussi démonstratif, il a la gravité et la retenue du paysan. Il ne m'étouffe pas de baisers comme son frère, il se couche à mes pieds et colle ses lèvres à mes mains; mais j'y sens ses larmes, et dans un simple mot de lui il y a plus que dans un torrent de paroles charmantes.

Je l'avais à peine embrassé qu'Ambroise, qui faisait le guet, est venu me reprendre pour me cacher. Deux autres vachers arrivaient avec un troupeau de chez Michelin pour prendre la place d'Espérance, qui, comptant me voir au Refuge, avait annoncé une absence de quelques jours.

L'échange des paroles et l'installation des animaux m'ont paru bien longs. J'entendais la voix de mon fils dominer avec autorité les autres et les plaintes des bêtes impatientes, et cette voix de pasteur montagnard me semble toujours si étrange dans sa bouche! Je l'écoutais avec stupeur, je le regardais agir. Quelle énergie! J'avais peur pour lui, car les vaches étaient pressées de revoir leurs veaux enfermés dans une grande étable, et elles menaçaient de

tout briser. Enfin Gaston a simulé un départ et a fait des adieux en résistant à ses compagnons, qui voulaient le garder la nuit et lui disaient qu'il était fou de se mettre en voyage à pareille heure. Ne pouvant les éloigner de moi, il voulait m'emmener ailleurs, et nous avons gagné avec Ambroise une autre solitude où, dans une grange déserte et à demi ruinée, Ambroise faisant sentinelle au dehors, nous avons pu causer, mon enfant et moi. En retrouvant sa voix douce, son langage pur, sa prononciation exquise comme celle de Salcède, je m'émerveillais de ces soudaines transformations qui se produisent en lui, comme s'il y avait en mon enfant deux hommes différens. — N'en soyez pas surprise, me disait-il. Au fond, il n'y en a qu'un, ou du moins il y en a un qui domine, c'est le sauvage. — Et, comme je me récriais, il m'a expliqué ses tendances telles qu'il les connaît et s'en rend compte à présent. Il aime la nature avec passion et ne se plaira jamais à d'autres spectacles; les arts lui parlent peu, il les ignore et ne sent pas le besoin de les connaître. Il est artiste pourtant par le sentiment poétique des beautés naturelles; mais il ne se contente pas d'une admiration vague. Il veut connaître le pourquoi et le comment des choses terrestres. Il est naturaliste passionné, et voilà pourquoi il se traite de sauvage, parce que, selon lui, la solitude est un charme qui domine tout et qui ne peut jamais s'expliquer. — C'est, dit-il, qu'elle répond à un instinct mystérieux de l'homme primitif, et qu'à moins d'être cet homme-là on ne peut pas s'en faire une idée. Je vous explique cela comme je peux, Charles, car je devine un peu mon fils sans le bien comprendre. Je ne suis pas un être primitif, moi, j'appartiens à la société, qui m'a formée pour vivre en elle et selon elle : mais, quand Gaston me parle du parfum particulier qui émane du désert, et d'un certain ordre d'idées que les hauteurs de la montagne font éclore, je me sens émue de son émotion, et je vois la nature à travers ses regards.

— Ne pensez-vous pas, dis-je à Mme de Flamarande, que cet amour de la solitude est, chez le jeune homme amoureux, un désir de ne pas quitter le milieu où vit la jolie Charlotte?

— Ah ! répondit-elle, il y a de cela certainement; mais je ne devais pas l'interroger, et je n'eusse pas osé le faire. Que lui dire pour lui faire comprendre qu'il n'est pas par le fait le sauvage qu'il veut être, qu'il appartient à cette société qu'il repousse, qu'il a une famille, un père sans lequel, après tout, il ne peut disposer de son sort pour contracter un mariage régulier? Que M. de Flamarande le veuille ou non, son fils lui appartient, et je ne sais pas jusqu'à quel point nos consciences, la mienne comme celle de M. de Salcède, et comme la vôtre, Charles, nous permettraient de rompre les liens de la famille pour unir Gaston à Charlotte. S'il prenait fantaisie à

mon mari de reconnaître son fils, il ne consentirait jamais à une telle union, et, s'il la trouvait contractée, il en invoquerait certainement la nullité.

LVIII.

Ces confidences de Mme de Flamarande firent naître en moi une idée que je crus très bonne. Je la voyais prête à céder aux suggestions de M. de Salcède, qui voulait adopter Gaston et ne lui jamais révéler ses droits légaux au nom et à la fortune des Flamarande. La mère hésitait pourtant encore, s'attachant à un reste d'illusion sur le pardon possible de son époux, et répugnant évidemment à l'espèce d'aveu impliqué dans l'adoption de son fils par son amant.

Ces craintes comme ces espérances me semblaient également vaines. Jamais M. de Flamarande ne reviendrait sur sa décision, et ma conviction me défendait d'y travailler. Mme de Flamarande n'avouait rien en gardant le secret de sa maternité, et tout était mieux ainsi. Roger restait à jamais le fils unique, ce qui était le but unique de mon action dans la famille.

Mais en se faisant connaître à son fils aîné, la comtesse avait créé un précédent redoutable. Était-il possible qu'il la prît pour une paysanne sous un déguisement si peu approprié à son genre de beauté? Elle m'avait raconté qu'il n'avait jamais cherché à rien savoir d'elle, et que, même à mesure qu'il avait grandi et compris les choses de la vie, il avait désiré ne rien savoir de lui-même. Il se trouvait heureux de voir sa mère, il l'adorait; il n'admettait pas qu'elle eût à se justifier de quelque soupçon que ce fût de sa part; enfin, merveilleusement endoctriné par le marquis de Salcède, il n'avait aucune ambition, aucune curiosité, et son amour filial s'appuyait sur la rigidité d'une sorte de religion romanesque au-dessus de toutes les considérations et de toutes les préoccupations sociales.

Malgré toutes ces précautions, le premier hasard venu pouvait lui faire rencontrer la comtesse de Flamarande et reconnaître sa mère. Dès lors toutes choses pouvaient changer de face à ses yeux. Je suis très sceptique, je ne crois pas aux éternels enthousiasmes de la jeunesse. Cette découverte devait, à mon sens, éveiller son ambition et compromettre la sécurité de son frère. Qui sait si alors, par crainte du scandale, M. de Flamarande n'eût pas consenti à laisser publier la déclaration qu'il m'avait confiée, sauf à ne jamais admettre ce fils illégitime dans son intimité et à éloigner Roger de sa mère et de lui?

Il me sembla qu'Espérance, marié avec Charlotte sous un nom quelconque qui lui serait attribué par un acte de notoriété établi à

la mairie de Flamarande, endosserait forcément un nouvel état civil et aurait plus de peine à prouver qu'il était l'enfant né à Sévines et nourri à Nice. Que mes calculs fussent justes ou non, il y avait là quelque chose à tenter. Je savais par Mme de Flamarande que Michelin n'était pas contraire au mariage de sa fille avec Espérance, qui était en somme un bon parti quant aux ressources présentes (je faisais toujours toucher la pension), mais dont l'absence de nom et de famille avouée lui répugnait un peu. Michelin avait des idées aristocratiques dans son genre. Il avait découvert, dans de vieux actes, que ses ancêtres avaient régi la ferme et habité le manoir de Flamarande dans des temps reculés; il se croyait presque noble, et, voyant tomber sa postérité en quenouille, il ne trouvait pas que le nom d'Espérance pût conserver l'antique lustre de celui de Michelin.

Il y avait une chose bien simple à faire, c'est que M. de Salcède reconnût Espérance pour son fils ou procédât à son adoption pour lui faciliter le mariage; mais M. de Salcède approuverait-il ce mariage, voilà ce que je ne pouvais pas savoir, ce que madame elle-même ne savait pas, n'ayant pas encore attaché une grande importance à l'inclination du jeune homme.

Une autre chose plus simple encore, c'était que Michelin attribuât par contrat de mariage son glorieux nom à l'enfant qu'il avait élevé. Pour l'y décider, M. de Flamarande pouvait bien faire un petit sacrifice. Une dot de quarante ou cinquante mille francs serait pour Espérance une fortune devant laquelle tout scrupule s'évanouirait. Je pouvais faire parvenir ce don anonyme à l'insu de tous. Peut-être alors M. de Salcède se déclarerait-il le père réel ou adoptif, soit pour empêcher le mariage, soit pour le consacrer.

Dès que ce dessein fut conçu, il me passionna et me fit recouvrer mon ancienne activité. Peut-être que, comme on me l'a reproché plus tard, je cédais à un besoin d'intrigue qui était en moi une fatalité et me faisait dépérir dans l'inaction de la vie passive. Quant à moi, je pensais fermement servir Roger et agir providentiellement sur les destinées de la famille.

Il me fallait l'assentiment de M. de Flamarande, et il n'y avait pas de temps à perdre, car la comtesse, profitant de l'absence de Roger, se disposait à partir pour Montesparre. Je la priai de différer de quelques jours et prétendis que j'allais faire une dernière tentative auprès de son mari. Cette offre répondait tellement à son désir, qu'elle m'en témoigna sa reconnaissance et pressa mon départ pour Londres. Là m'attendait la rencontre d'un événement qui devait tout remettre en question. M. de Flamarande était gravement malade; l'hépathie avait fait soudainement d'effrayans pro-

grès. Je le trouvai au lit, en proie à de vives douleurs. Sa figure décomposée était couleur de terre. Il avait tout d'un coup vieilli de vingt ans. Dès le premier coup d'œil, je le jugeai perdu.

Il voulut me parler tout de suite, et, malgré ses souffrances, il ordonna de me laisser seul avec lui. — Le temps presse, me dit-il. Je sais que je suis condamné. N'écrivez pas à ma femme; je ne puis la recevoir ici. Vous dites que mon fils est à Moscou ou à Odessa. Il n'arriverait pas à temps pour me voir. Il m'écrit peu et ne me marque pas un grand attachement. Moi, je regrette de ne pouvoir faire de lui le cas que j'aurais souhaité. Il y a une fatalité, Charles, j'ai voulu aimer exclusivement Roger, et je n'ai trouvé en lui rien de ce que j'eusse exigé. Je quitte la vie sans regret. Depuis quelques années, le *spleen* anglais s'est emparé de moi. Peut-être me serais-je brûlé la cervelle, si la maladie ne se fût chargée de me délivrer de l'existence. Avant de mourir, je tenais à vous voir. Vous venez à propos. Avez-vous toujours la déclaration relative à Gaston que vous m'avez fait signer?

Je craignis qu'il ne voulût la confirmer. Il me paraissait prévenu contre Roger. J'eus peur pour mon cher enfant. Je répondis que dans une course auprès de Ménouville, où mon cheval m'avait emporté dans la rivière, j'avais été mouillé au point que les papiers que j'avais sur moi avaient été anéantis.

J'avais eu tort de m'inquiéter. Le comte se montra très content de l'aventure. — J'espère, me dit-il, que vous ne me trompez pas; mais, quoi qu'il en soit et quoi qu'il arrive, jurez-moi sur votre salut éternel et par le nom du Christ que jamais vous ne produirez cette pièce en faveur de l'enfant étranger. — Je le jurai par l'amour que je portais au fils légitime. — Vous n'avez pas hésité, reprit-il. Je vois que vous êtes revenu de vos illusions sur la vertu... il faillit dire *de ma femme*, mais il se reprit par sentiment des convenances et dit : *des femmes*. Je ne répondis rien, j'étais trop convaincu de la faute de madame pour protester, mais j'avais trop d'attachement pour elle pour l'accuser. Je me renfermai dans le silence. — A présent, reprit-il, réglons le sort du fils de M. de Salcède. Son père l'ayant pour ainsi dire avoué, cet enfant n'a plus besoin de moi, et j'espère que vous ne faites plus rien pour lui.

— Pardon, monsieur le comte, et même je vais vous demander de faire davantage. — Et je lui exposai mon plan. Il l'écouta avec beaucoup de lucidité, l'approuva et me fit prendre quarante mille francs dans son secrétaire, afin que cet article n'eût pas à figurer sur mes comptes.

Après cet entretien, il se sentit plus mal et demanda le prêtre. Quand il se retrouva seul avec moi, il me dit : — Je ne puis plus

rien écrire, mais je vous charge de dire à ma femme qu'à l'article de la mort je lui pardonne tout. Il se peut qu'elle feigne de dédaigner mon pardon, car elle a la prétention d'être l'offensée. N'importe, c'est mon devoir, je l'accomplis.

— Mais monsieur le comte ne va pas jusqu'à reconnaître Gaston?

— Non certes! Dieu ne me commande pas le mensonge! — Ce fut sa dernière parole. Il tomba dans un profond assoupissement et mourut dans la nuit. Je trouvai sous son oreiller un papier à mon adresse. Il me faisait un don en *banknotes* de cent mille francs et me chargeait de porter son corps embaumé à Flamarande, afin qu'il fût déposé à côté des restes de ses parens. Il déclarait n'avoir pas fait de testament, la loi protégeant suffisamment son héritage.

Je télégraphiai à Mme de Flamarande et à Roger mon départ pour la France et pour Flamarande aussitôt que les tristes soins que j'avais à prendre me permettraient de quitter Londres. Je confiai les intérêts de la succession aux magistrats compétens. La femme illégitime quitta l'hôtel sans montrer un grand chagrin, mais sans rien emporter; elle était largement pourvue, comme on le sut plus tard.

J'arrivai à Calais le 1er août 1862. A cette époque, le service des chemins de fer me permettait de gagner rapidement Clermont, d'où je pourrais transporter facilement à Flamarande le cercueil de plomb que j'étais chargé d'escorter.

Je trouvai, au débarqué de la traversée, Mme de Flamarande, qui s'était fait un devoir de recevoir le corps de son époux. Elle faisait la chose sans ostentation et sans affectation de douleur simulée, mais religieusement et sérieusement. Le corps fut porté dans une église où il lui fut fait un service funèbre, après quoi je le fis transporter dans un wagon spécial pour le diriger sous ma conduite à Paris, où un autre service réunit ses parens et connaissances. De là je repris la ligne du centre avec mon triste fardeau, que Mme la comtesse voulut encore accompagner. Roger avait télégraphié qu'il se mettait immédiatement en route pour la France, et nous retrouverait à Flamarande pour procéder avec nous à la sépulture de son père.

Tout cela fut convenu rapidement et sans réflexions ni échange de pensées. Le style de télégramme a retranché toutes les formules banales, et c'est un bien; mais il a retranché aussi la voix du sentiment et le cri de la nature.

GEORGE SAND.

(*La cinquième partie au prochain n°.*)

LES

SCIENCES NATURELLES

ET L'ORTHODOXIE EN ANGLETERRE

I. *Lay Sermons, addresses and reviews* (*Sermons laïques, adresses et revues*), par M. Thomas Henry Huxley, Londres 1874; Mac-Millan. — II. *Address delivered before the British Association assembled at Belfast* (*Discours prononcé devant l'Association britannique réunie à Belfast*), par M. John Tyndall, Londres 1874; Longmans, Green et Cie.

I.

Un fait encore peu remarqué, mais qui s'accuse de manière à l'être bientôt, c'est que dans notre Europe occidentale l'Angleterre est en train de se substituer à l'Allemagne comme centre et foyer principal de la pensée religieuse. L'Allemagne, distraite par ses préoccupations politiques et nationales, tout étonnée d'avoir tant de gloire à savourer et digérant laborieusement des conquêtes trop lourdes même pour son robuste estomac, préfère en ce moment résoudre les questions religieuses par la voie expéditive des lois impériales, et ses théologiens ne nous apprennent plus grand'chose. L'Angleterre en revanche, longtemps et obstinément fermée aux résultats conquis par l'érudition allemande, s'est dans les dernières années montrée beaucoup plus hospitalière, et tout en restant tributaire, comme nous le serons tous bien des années encore, des grands travaux de la théologie germanique, elle s'applique avec un zèle que celle-ci a rarement connu à résoudre le grand problème religieux de notre âge. Chez elle, comme à peu près partout en

Europe, ce problème s'impose avec une impérieuse urgence. L'évidence des ramifications qu'il offre avec toutes les questions politiques et sociales frappe désormais tous les yeux. Le tour positif et pratique de l'esprit anglais ne se plie pas comme l'idéalisme allemand à l'antagonisme prolongé de la théorie et du fait. L'Anglais entend que, lorsque la théorie réclame un changement, le fait le subisse. Enfin le calme profond de la situation politique, cet admirable respect de la liberté individuelle qui fait l'honneur et la force de ce pays, le vif intérêt qu'on y porte aux débats religieux, forment ensemble un concours de circonstances qu'on regrette de ne pas trouver partout aussi complet, et qui favorise singulièrement l'évolution naturelle du conflit.

Ce n'est pas du tout contredire cette appréciation générale que de relever la violence de la crise que ce conflit a suscitée. La froideur proverbiale des Anglais n'existe qu'en apparence. L'Anglais est en réalité un homme très passionné qui sait ordinairement se contenir, mais qui, lorsqu'il éclate, ne le cède à personne en emportement. Sa polémique n'est pas tendre, et s'il respecte loyalement la liberté du plus faible, c'est à la condition de lui dire rudement ce qu'il pense. On le sait, c'est en matière religieuse, c'est-à-dire sur le domaine où l'on devrait procéder avec le plus de ménagement et même de timidité, que les hommes sont partout le plus enclins à se vouer réciproquement aux dieux infernaux. Aussi n'est-ce pas précisément au profit de la charité que les journaux, les brochures et les livres anglais retentissent en ce moment des accusations et récriminations que se lancent à l'envi les partis théologiques. Pour nous, spectateurs à distance, plus frappés des généralités que des détails, un phénomène très grave par ses conséquences nous paraît primer tout le reste, c'est la dissolution lente de ce que nous appelons l'anglicanisme, soit comme institution religieuse nationale, soit surtout comme résultante d'un certain état spirituel longtemps particulier à l'Angleterre. Il se pourrait en effet qu'une grande église nationale renouvelée se formât par la suite sur les débris de l'ancien ordre de choses. Si cette issue du conflit est improbable aux yeux d'un grand nombre, il serait présomptueux de la dire impossible. Quoi qu'il en soit de l'avenir, le fait actuel est que l'anglicanisme religieux subit en ce moment les plus rudes assauts qu'il ait connus depuis la fin du XVII[e] siècle.

Lord John Russell a dit un jour que l'Angleterre vivait de compromis. La constitution anglaise, disait-il, est un compromis entre la monarchie et la république; le parlement anglais par sa composition est un compromis entre l'oligarchie des hautes familles et la démocratie; l'église anglicane est aussi un compromis entre le ca-

tholicisme et le protestantisme plus radical des autres pays réformés. Cette appréciation nous paraît très juste. Tout en professant les doctrines principales de la réforme, l'église anglicane avait conservé l'organisation épiscopale, un cérémonial assez compliqué et plusieurs coutumes greffées sur le principe sacerdotal. Il en résultait une moyenne ecclésiastique donnant une satisfaction relative à des tendances très divergentes. Les uns s'y rattachaient parce qu'elle était après tout foncièrement protestante, les autres parce que, malgré son caractère protestant, elle rendait hommage au principe de la tradition catholique et de la transmission régulière des pouvoirs sacerdotaux, d'autres encore parce que son caractère, en définitive assez flottant, laissait plus de liberté de fait au mouvement scientifique et aux opinions individuelles que l'intolérance ordinaire des sectes enchaînées à la lettre d'un système rigoureux. Ajoutons que pour tous son grand mérite provenait de ce qu'elle était « l'église d'Angleterre. »

Sur ce fond commun, accepté ou subi, on vit se dessiner trois tendances bien distinctes, mais qui purent longtemps s'affirmer parallèlement et même se disputer sans briser l'unité organique de l'institution. Il y eut le parti *high church* ou de la « haute église, » qui s'étudiait à développer l'élément sacerdotal, traditionnel, épiscopal, parti aristocratique et fort enclin au cérémonialisme. En opposition se forma le parti *low church* ou de la « basse église, » dit aussi *evangelical*, qui tendait à rapprocher l'église anglicane du type calviniste en subordonnant fortement les questions d'épiscopat et de liturgie à la profession des doctrines de l'orthodoxie réformée. Il y eut enfin « l'église large » ou *broad church*, voulant se tenir à égale distance de l'étroitesse dogmatique et de la superstition sacerdotale, et qui se distinguait surtout par son esprit philosophique, par la tolérance des opinions individuelles et la liberté qu'elle revendiquait pour les œuvres de science et d'érudition.

Notons que pendant longtemps aucune des trois tendances n'aurait voulu pousser les choses à l'extrême; mais à la longue la logique fut plus forte que l'amour de l'église-mère. Ainsi le parti évangélique ou de la basse église finit par se sentir plus d'affinité avec les dissidens qui professaient carrément les « doctrines du salut » qu'avec les adhérens tenaces de traditions et de formes rituelles qui n'avaient à ses yeux aucune valeur intrinsèque. L'accroissement continu des communautés dissidentes, surtout dans la classe moyenne, est en rapport avec cette disposition, que le temps ne peut que fortifier. On a dit que dans tout compromis il y a toujours plus ou moins de malentendu. Le fait est que chacune des parties signataires d'un compromis espère le plus souvent *in petto*

que le temps sera son allié contre ses co-signataires, et, quand cet allié manque à l'appel, les prétentions rivales reparaissent de plus belle. Les adhérens de la haute église à leur tour, voyant que le flot démocratique et calviniste menaçait d'engloutir ce qu'ils prisaient le plus dans l'institution anglicane, c'est-à-dire l'élément traditionnel et sacerdotal, cherchèrent naturellement à le renforcer. Favorisés par le vent du romantisme qui soufflait par toute l'Europe d'il y a trente ou quarante ans, ils remirent en honneur des croyances et surtout des formes tombées en désuétude, mais que dans leur opinion aucune autorité légitime n'avait abolies. Ces croyances et ces formes étaient catholiques bien plus que protestantes. Le mouvement d'Oxford, auquel le docteur Pusey donna son nom, fut l'exposant de cette tendance catholicisante, qui, sans être romaine, regardait pourtant l'église de Rome avec une indulgence qu'elle refusait aux églises protestantes, dépourvues de sacremens surnaturels et de pouvoirs sacerdotaux. Et de même que le parti évangélique fournissait des recrues à la dissidence calviniste, de même le parti puséiste vit bon nombre de ses adhérens les plus distingués passer avec armes et bagages dans l'église catholique.

Chose assez étrange, ce sont aujourd'hui ces convertis de l'anglicanisme qui, soutenus par l'influence ultramontaine ainsi que par l'appoint considérable de l'immigration irlandaise, font la loi, et une loi très dure, au bon vieux catholicisme anglais resté fidèle à travers tant d'épreuves à sa foi héréditaire et qui a toutes les peines du monde à se reconnaître dans l'église qu'on lui façonne à la mode italienne. Il avait toujours prétendu qu'on le calomniait indignement quand on l'accusait d'être plus papiste qu'anglais, et c'est sur cette énergique dénégation qu'il fondait ses protestations réitérées contre l'ilotisme légal dont il eut si longtemps à souffrir. A la fin, le puséisme, obéissant à son principe, est devenu ce qui s'appelle du nom très significatif de *ritualisme*. C'est la tendance qui conduit actuellement un certain nombre d'anglicans à imiter beaucoup de cérémonies catholiques et à restaurer dans l'église établie, au bénéfice du clergé, des institutions purement sacerdotales, telles que la confession auriculaire, l'absolution du prêtre, l'adoration de l'hostie, etc. On sait que le parlement, poussé par l'opinion, a cru devoir mettre un terme à ces essais de réaction que l'on considérait comme périlleux pour le caractère protestant de l'église nationale. Le temps seul nous apprendra jusqu'à quel point cette intervention est efficace. Pour le moment, il est certain que le mouvement ritualiste, comme son père le puséisme, a jeté dans le catholicisme pur ceux qui pensent que pour être vraiment catholique il ne faut pas l'être à demi, et les journaux ont retenti de certaines conversions éclatantes

accomplies dans les rangs les plus élevés de la société anglaise. Il ne faut ni rabaisser ni exagérer ce signe des temps. Le peuple anglais est trop foncièrement protestant pour que l'on puisse raisonnablement s'attendre à le voir revenir en masse au catholicisme; d'autre part, on ne peut, en présence de pareils faits, se dissimuler qu'à tout le moins il y a *something rotten*, quelque chose qui branle au manche, *in the church of England.*

De son côté, la tendance intermédiaire entre le ritualisme et l'orthodoxie calviniste, le *broad church*, s'est développée conformément au principe de liberté scientifique et de largeur dogmatique dont elle est issue. Le plus savant sans contredit et le plus philosophique des trois, ce parti comprend la gravité de la situation et sent bien que, si l'on n'y porte remède, si les divergences continuent de s'accentuer au point que la vie commune au sein d'une même église devienne impossible, l'église d'Angleterre finira par n'avoir plus de national que le nom. Dès lors le *disestablishment*, déjà demandé par tant de dissidens, vanté tout récemment par M. Bright, ne tarderait pas à s'imposer comme une nécessité. Or les hommes du *broad church*, du moins pour la plupart, croient que le régime d'une grande église nationale, pouvant abriter dans ses vastes cadres, à la condition d'une élasticité suffisante, beaucoup d'opinions distinctes, est préférable au morcellement indéfini qui résulte du régime de la séparation absolue et qui ne profite guère qu'aux sectes fanatiques ou superstitieuses. Ils voudraient donc renouveler, sauver l'église anglicane par la méthode de l'élargissement plutôt que par celle du rétrécissement dogmatique ou de l'autorité sacerdotale. Réussiront-ils dans cette œuvre? Nul ne pourrait encore le dire, d'autant plus que, comme tous les partis dont la science et la critique font la force principale, ils ont encore bien à faire avant d'être ce qu'on peut appeler un parti populaire ou même compacte et discipliné. Ils sont un état-major plutôt qu'une armée. Naturellement les extrêmes, évangéliques, ritualistes, catholiques, les accusent d'incrédulité et d'impiété. S'ils cherchent, comme tous les théologiens libéraux du continent, à fonder la validité des croyances sur la nature religieuse de l'homme, en particulier sur le sentiment religieux, on leur reproche de n'avoir pour toute religion que ce sentiment lui-même. Comme c'est dans leurs rangs que se trouvent les représentans les plus distingués de la critique et de l'histoire religieuse, il est facile à leurs adversaires de crier au blasphème et de dénoncer à l'indignation des âmes pieuses les brèches que leurs écrits font à toutes les orthodoxies traditionnelles. Ajoutons, nullement comme un blâme, mais parce qu'il n'en peut être autrement, que leur libéralisme intelligent les

rapproche, au moins par les sympathies scientifiques, d'hommes éminens dans les diverses branches du savoir humain, comme eux en butte aux attaques passionnées des orthodoxes de toute couleur, mais qui, vivant en dehors de toute église et de toute croyance déterminée, entendent propager librement les résultats de leurs recherches sans s'inquiéter des conséquences religieuses que ces résultats peuvent entraîner.

C'est ce qui nous amène à envisager directement une phase nouvelle et des plus intéressantes de la crise dont nous retraçons les grandes lignes. Nous pourrions la caractériser par ce seul mot, la sécularisation du débat théologique. J'entends par là qu'au lieu de se renfermer comme auparavant dans une argumentation empruntée tout entière à l'arsenal de la théologie proprement dite, le débat se transporte sur le terrain laïque, temporel et philosophique. En ce moment, deux grandes questions sont à l'ordre du jour du public anglais. La première a été, non pas posée, elle l'était depuis longtemps, mais dénoncée *urbi et orbi* avec un éclat retentissant par M. Gladstone. Il s'agit de savoir, non pas au point de vue théologique, mais au point de vue politique et social, si la centralisation vigoureuse et définitive, imprimée à l'église catholique par les récens décrets du Vatican, permet aux gouvernemens modernes de rester entièrement désarmés devant un système qui en fait subordonne absolument à un pouvoir étranger la conscience et par conséquent les actes d'une partie plus ou moins considérable de leurs ressortissans. Les critiques, les répliques, les dupliques, pleuvent comme grêle, et il serait encore prématuré de vouloir deviner la solution anglaise d'une question que l'Allemagne a prétendu trancher d'autorité, et dont en France nous avons l'air d'ignorer l'existence.

Il est un autre point litigieux dont la conséquence immédiate est moins sensible, et qui pourtant domine de haut le premier. C'est celui qui concerne les découvertes faites dans l'ordre des sciences naturelles, quand on les met en rapport avec les croyances généralement admises par la plupart des sociétés religieuses. Là encore ce n'est plus à l'argument théologique de prononcer en dernier ressort, ce sont des physiciens, des physiologistes, des géologues, des naturalistes, qui somment les orthodoxies traditionnelles de renoncer à celles de leurs prétentions impliquant des opinions sur la nature que la science moderne déclare erronées. Or beaucoup de ces prétentions ne sauraient être abandonnées sans entraîner la refonte totale, si ce n'est la ruine, des croyances qui passent pour essentielles au christianisme orthodoxe.

En effet, ce n'est plus seulement la valeur relative du *credo* ca-

tholique ou protestant-orthodoxe qu'il s'agit de maintenir contre ces hérésies d'un nouveau genre. L'autorité surnaturelle de la révélation biblique est menacée directement. Ce qui, si nous éliminons quelques points de vue extrêmes de gauche et de droite, constituait une sorte de terrain commun à tous les partis religieux de l'Angleterre, c'était le *biblicisme*, le respect, le culte de la Bible. Favorisé par la stagnation prolongée des études critiques, il s'était enraciné dans la conscience anglaise plus profondément que partout ailleurs. Anglicans et dissidens, haute et basse église, tous les partis s'accordaient à voir dans la Bible un ensemble de révélations miraculeuses sur Dieu, l'homme, sa destinée, l'origine et la fin du monde. On pouvait différer dans l'interprétation; mais la Bible, comme la reine, ne pouvait avoir tort en rien et nulle part. Si les théologiens discutaient la question de savoir jusqu'à quel point il fallait étendre à la lettre l'inspiration miraculeuse que tous s'accordaient à reconnaître dans la pensée des auteurs sacrés, la masse des fidèles ne comprenait rien à ces discussions subtiles, et le fait est qu'en pratique les théologiens eux-mêmes ne paraissaient guère s'en souvenir. Cependant on n'ignorait pas en Angleterre la marche des sciences naturelles, et de bonne heure on s'était demandé si elle tendait à confirmer ou à diminuer l'autorité des livres saints. Longtemps, avec un optimisme que nous avons aujourd'hui quelque peine à comprendre, on tint pour démontré que la géologie, la physique, l'astronomie, l'histoire naturelle des modernes, étaient parfaitement d'accord avec les enseignemens de la Bible. Les plus savans avouaient qu'il fallait, pour maintenir cet accord, solliciter beaucoup la complaisance des textes; mais avec quelque bonne volonté on y parvenait. La géologie démontrait que les terres et les mers avaient traversé de longues périodes de transformations successives avant d'arriver à leur état actuel. Qu'on traduise les « jours » du récit mosaïque de la création par le mot « période, » et il se trouvera que Cuvier a été devancé par Moïse de trois mille et quelques cents années. L'astronomie semblait accuser Josué tout au moins d'ignorance, car elle affirmait que la terre, non le soleil, aurait dû s'arrêter le jour de la bataille de Gabaon, et qu'un moment d'arrêt, soit du soleil, soit de la terre, eût fait retourner le monde entier dans le chaos primitif. Eh bien! l'astronomie avait raison, Josué aussi; le saint-office avait été bien bon de se donner tant de peine pour extorquer la rétractation de Galilée, et je me rappelle avoir lu la formule algébrique de la force suffisante pour effectuer ce grand miracle sans apporter nulle part la moindre perturbation. Il était admis alors par les naturalistes que les espèces vivantes sont absolument indépendantes les unes des autres, et que l'apparition de

chacune d'elles supposait un acte immédiat de la puissance créatrice. Comme ce point de vue cadrait bien avec les termes du premier récit de la Genèse, où il est dit que Dieu créa successivement les plantes et les animaux, « chacun selon son espèce! » Et ainsi de suite. La science moderne ne semblait née que pour rendre hommage à la foi biblique de l'Angleterre. On ne se fait pas d'idée de la quantité de livres anglais qui parurent de 1830 environ à 1850, et même plus près de nous encore, pour mettre en lumière cette réjouissante démonstration de l'autorité des Écritures. Le catholicisme anglais lui-même se distingua dans cette œuvre d'apologie sacrée, et l'un des ouvrages les plus curieux, les plus ingénieux de ce genre, est celui du feu cardinal Wiseman sur les rapports de la science et de la religion révélée.

Il y avait pourtant un grand danger dans cette méthode, qui fondait l'autorité religieuse de la Bible sur la conformité de l'Écriture avec la science moderne. Le raisonnement était celui-ci : les auteurs sacrés vivaient à des époques où les sciences n'étaient pas même nées, ils étaient eux-mêmes tout autre chose que des savans au sens moderne de ce mot; donc l'inspiration surnaturelle seule a pu diriger leur pensée et leur plume de manière à leur faire proclamer des vérités alors ignorées de tous, et que la science contemporaine, armée des ressources de deux civilisations, d'instrumens perfectionnés et des résultats d'une observation séculaire, a eu tant de peine à découvrir. — Mais qui ne voit que la thèse pouvait se retourner tout aussi bien en l'honneur de la science? Ne pouvait-on pas dire sans s'écarter d'un seul pas du terrain choisi : Il faut que cette science moderne soit bien réelle, bien sûre dans ses procédés, bien solide dans ses résultats, pour que, par la simple vertu de l'observation et du calcul, elle soit arrivée à conquérir des vérités qu'une inspiration miraculeuse pouvait seule autrefois communiquer à quelques rares élus? En d'autres termes, le noyau, l'élément résistant de ces deux raisonnemens parallèles, c'était le grand mérite, la suprématie même de la science. Que l'on en vînt à croire à la Bible en se fondant sur la science ou bien à s'incliner respectueusement devant une science assez forte pour découvrir par des procédés naturels les réalités miraculeusement révélées dans la Bible, c'était dans tous les cas habituer les esprits croyans ou ébranlés à une déférence confiante devant les arrêts des sciences naturelles.

Que devait-il arriver par conséquent, si dans leur marche en avant, au lieu de se prêter tant bien que mal à des confirmations au fond plus ingénieuses que solides des récits de la Bible, les sciences aboutissaient à un antagonisme patent qu'aucun artifice

d'interprétation ne pouvait plus dissimuler? Par exemple, plus on avait trouvé d'édification à penser avec l'école antérieure qu'au nom de la Bible comme au nom de la science chaque espèce végétale et animale est provenue d'un acte créateur immédiat, plus on devait se sentir mal à l'aise en apprenant que les faits mieux observés conduisaient de plus en plus les naturalistes à révoquer en doute cette indépendance absolue des espèces, et même que des savans tels que MM. Darwin et Wallace se prononçaient catégoriquement dans le sens opposé. Tant que l'influence de Cuvier sur la géologie fut prépondérante, on avait pu se bercer de l'idée que les révolutions du globe cadraient assez bien avec les jours mosaïques de la création; mais que fallait-il penser d'une géologie moins poétique, infiniment plus positive, qui, dans les travaux de M. Lyell et de ses disciples, substituait les actions lentes et locales, supportées par l'infini du temps, aux brusques changemens à vue que les premières théories postulaient sur toute la surface de la terre? Longtemps on avait nié en géologie toute trace réelle de l'homme fossile. Cela confirmait merveilleusement la donnée biblique d'après laquelle l'homme a été créé de toutes pièces à un certain moment de la durée, en un point de l'espace, après tous les végétaux et tous les animaux; c'était une confirmation indirecte de la chronologie sacrée qui n'assigne à l'humanité que six ou sept mille ans d'existence actuelle. Il fallut pourtant à la fin se rendre à l'évidence qu'il y a des débris de l'homme fossile, des traces indubitables de sa vie à des époques éloignées de la nôtre au bas mot par un espace de soixante à cent mille années, sans compter que ces traces elles-mêmes supposent un développement d'industrie réfléchie qui ne permet pas d'affirmer qu'on a touché le tuf au-dessous duquel on ne peut pas pénétrer. Enfin les théories perfectionnées de Kant et de Laplace sur la formation des mondes, les résultats des sciences botaniques et physiologiques sur la vie, ses origines, sa nature réelle, ses rapports avec le monde inorganique, la comparaison et la genèse historique des religions, des langues et des races humaines, tout concourut à démolir le frêle édifice que dans une heure de juvénile confiance la première moitié du XIXe siècle avait élevé pour y loger ensemble la science et la foi comme deux sœurs à jamais réconciliées.

Quel est le principe latent sous toutes ces questions de détail qui explique la passion avec laquelle beaucoup d'esprits religieux, s'estimant menacés dans la possession de leur bien le plus cher, ont jeté l'anathème de réprobation sur des thèses scientifiques dont ils auraient dû laisser la discussion aux hommes compétens? C'est au fond le principe de continuité qui ressort toujours plus victorieux de

la marche générale des sciences physiques et historiques, c'est ce principe, considéré, à tort selon nous, comme incompatible avec une notion religieuse du monde et de l'histoire, que la plupart des partis religieux ont jusqu'à présent une peine infinie à reconnaître. Il semble qu'on leur enlève leur Dieu, leur âme et son salut, chaque fois qu'une découverte ou une théorie nouvelle vient rattacher quelque anneau, jusqu'à présent isolé, de la grande chaîne de l'être. A cet égard, l'état des esprits n'est pas le même en Angleterre qu'en Allemagne. Ce dernier pays est par excellence celui du devenir, de l'immanence, de l'évolution, et il y a beau temps que ses philosophes spéculatifs l'ont dressé à en voir partout. En Angleterre, le tour d'esprit est plus dualiste et mécanique. Le Dieu qui trône dans le ciel anglais est encore celui de Locke et de Clarke, le mécanicien et l'ordonnateur suprême, extérieur au monde qu'il a créé et ne s'y manifestant que lorsqu'il y rentre par un acte de providence particulière ou de miracle. Il résulte de là que le principe de continuité, appliqué de plus en plus aux objets que l'on se représentait comme évidemment soustraits à son empire, revêt tout de suite quelque chose d'irréligieux, d'anti-divin, comme si, chaque fois qu'on l'applique, on réduisait d'autant la nécessité et la réalité de Dieu. D'ailleurs l'Anglais n'aime pas qu'on le dérange dans ses habitudes, et il en a de très fortes dans sa vie spirituelle comme dans sa vie privée. Il n'est donc pas surprenant que de toutes parts une sorte de *tolle* religieux se soit élevé contre les savans dont les théories bouleversaient à ce point les notions jusqu'alors admises sur les rapports de Dieu et du monde, de la foi et de la science.

Comme on peut s'y attendre, il y a plus d'une nuance dans la manière dont la lutte est menée de part et d'autre. Il est des croyans sincères et honnêtes qui se contentent d'en appeler d'une science présomptueuse et imparfaite à une science plus modeste et plus éclairée; il en est d'autres qui s'imaginent démontrer la vérité de leur foi en couvrant d'injures, en calomniant dans leur caractère ceux qu'ils accusent d'empoisonner les âmes. Du côté qui arbore le drapeau de la science indépendante, on doit distinguer les esprits entiers et épais, qui se montrent incapables de comprendre que, dans la nature humaine, si la science a ses droits, la religion a aussi les siens, et qu'on ne résout pas une antinomie en supprimant sans façon l'un des deux termes. C'est ainsi que sous le nom de *sécularisme* on a prêché en Angleterre l'athéisme le plus grossier. Il ne faut pas confondre ces enfans perdus du parti scientifique avec des hommes de haute distinction par le savoir, le talent, le caractère, qui sont avant tout préoccupés de revendiquer la pleine liberté de la pensée et de l'enseignement scientifiques. Ceux-ci ne

recherchent pas les conflits, ils ne les craignent pas non plus, et dans leur impartialité ils reconnaissent volontiers la légitimité de l'élément religieux de l'esprit humain; mais ils disent qu'il ne rentre pas dans leur compétence de lui fournir les satisfactions qu'il réclame. Ils se bornent à énoncer des vérités de l'ordre scientifique qu'ils croient démontrées; c'est aux hommes de la science religieuse de dire ce qu'il faut faire pour dégager la religion essentielle des difficultés provenant de ses rapports avec les sciences de la nature. Il y a dans cette attitude calme et résolue quelque chose qui commande le respect de tous les hommes sérieux. C'est sur ce terrain-là seulement que pourra s'opérer une conciliation nouvelle des deux plus grandes forces de l'humanité. A ce point de vue, il sera intéressant de faire d'un peu plus près connaissance avec deux champions éminens de la liberté de la science, MM. Huxley et Tyndall, que leurs talens oratoires aussi bien que leur illustration scientifique ont désignés tout particulièrement aux attaques des orthodoxies de toute couleur.

II.

M. Thomas-Henri Huxley est né en 1825 à Ealing (Middlesex). D'abord médecin civil, puis attaché au service médical de la marine, il s'embarqua en 1846 comme chirurgien sur le *Rattlesnake*, envoyé en mission d'exploration dans les mers du sud. Pendant ce voyage de quatre ans, il étudia de préférence, et avec un succès marqué dans les annales de la science, la faune encore peu connue de ces mers lointaines. En 1854, il succéda à M. Edward Forbes en qualité de professeur d'histoire naturelle à l'École des mines. Infatigable dans son zèle pour l'avancement des sciences, auteur d'ouvrages d'un grand mérite technique, honoré par ses compatriotes et par les étrangers des marques de distinction les plus flatteuses, prenant une part officielle et active aux travaux des comités préposés à la direction de l'enseignement public, M. Huxley a vu sa réputation scientifique grandir d'année en année. Ses investigations, très appréciées du monde savant, se sont étendues à toute la série du règne animé, depuis les *bathybius* et les zoophytes jusqu'à l'homme. Des plumes plus compétentes que la nôtre ont rendu hommage à l'importance de ses découvertes sur les méduses, les échinodermes, les ascidies, les différentes classes de mollusques. Il s'occupa ensuite des vertébrés au point de vue de l'anatomie comparée et leur consacra un travail spécial de généralisation. L'un des premiers, il fit à l'homme l'application des théories de Darwin sur la sélection natu-

relle. Son livre intitulé *Man's place in nature* (1), qui parut en 1863, fit sensation. Là se trouvait exposée avec un luxe remarquable de démonstrations, mais aussi avec une admirable clarté, la thèse d'anatomie comparée d'après laquelle il y a moins de différences anatomiques entre l'homme et les singes les plus élevés qu'entre ceux-ci et les plus bas placés sur l'échelle des quadrumanes.

Un trait essentiel de la caractéristique du professeur Huxley, c'est non-seulement qu'il compte parmi les savans de premier ordre, qu'il est aussi un propagandiste, un prédicateur de la science. Doué d'un talent particulier d'exposition et de démonstration populaire, il sait parler avec agrément et distinction des sujets les plus compliqués et des théories les plus abstraites de sa science de prédilection. En Angleterre, le genre des adresses, des conférences, des *lectures*, etc., est de plus en plus goûté, et grâce à cette complète liberté de parole qu'on nous refuse encore et d'une manière bien humiliante en France, il a pu répandre ses vues bien au-delà du cercle restreint des cours officiels. Un de ses petits chefs-d'œuvre en ce genre est intitulé *A propos d'un morceau de craie* (*On a Piece of chalk*) et fait partie de son livre de *Lay Sermons* (*Sermons laïques*), dont la cinquième édition a paru l'an dernier. C'est une série de conférences données en divers lieux, sur divers sujets, dont l'unité logique consiste dans la revendication du bon droit de la science indépendante à l'encontre des limitations qu'on voudrait lui imposer au nom des préjugés théologiques. Un certain nombre de ses discours roule sur la nécessité de donner dans l'instruction publique aux sciences naturelles une place beaucoup plus importante qu'on ne l'a fait jusqu'à présent en Angleterre. A son avis, on s'attarde beaucoup trop, dans l'éducation de la jeunesse anglaise, à piétiner dans cette discipline purement littéraire qui put suffire aux siècles passés, mais qui décidément ne répond plus aux besoins vitaux de la société contemporaine. Il est certain que, si nous devons juger d'après un de ses discours du manque total de préparation scientifique des jeunes gens qui abordent en Angleterre les études médicales, une réforme de ce genre serait très désirable, et qu'à cet égard nous sommes un peu mieux partagés en France. « Le monde moderne, dit M. Huxley, est hérissé d'artillerie, et nous envoyons nos enfans au combat sans autres armes que le bouclier et l'épée des anciens gladiateurs. » Il attend du changement qu'il réclame dans les programmes de l'instruction publique un développement heureux du sens de la réalité, trop peu cultivé par les études

(1) *De la Place de l'homme dans la nature.* Il en existe une traduction française par M. le Dr E. Dally, Paris 1873; Baillière et fils.

purement littéraires, et dont le défaut contribue, dit-il, énormément à la persistance des erreurs, des préjugés et des sophismes qui égarent à chaque instant l'opinion.

Pour donner un spécimen de son genre comme « prédicateur laïque » des sciences naturelles, nous choisissons un fragment de l'étude intitulée *On the physical Basis of life* (*sur la base physique de la vie* ou *le Protoplasme*). Parmi les gens du monde, bien peu, dit-il, sont préparés à l'idée qu'il existe une sorte de matière commune à tous les êtres vivans sans exception, une unité physique et idéale qui relie leurs diversités sans nombre. Il faut même avouer qu'au premier abord une pareille assertion est choquante.

« Que peut-il y avoir de commun entre le lichen aux vives couleurs, qui ressemble de si près à une simple incrustation minérale du roc sur lequel il pousse, et le peintre qui en admire la beauté, ou le botaniste dont il enrichit les connaissances? Pensez au champignon microscopique, à cette particule ovoïde infinitésimale qui trouve assez d'espace et de durée pour se multiplier par millions dans le corps d'une mouche vivante, et passez de là à la profusion de feuillage, à l'opulence de fleurs et de fruits, qui séparent de cet avorton végétal le pin géant de Californie, dont les dimensions égalent celles d'une flèche de cathédrale, ou le figuier d'Inde qui couvre plusieurs acres de son ombre épaisse, et qui survit aux nations comme aux empires naissant et mourant à sa circonférence. Ou bien, vous tournant vers l'autre moitié du monde de la vie, représentez-vous la monstrueuse baleine, la plus énorme des bêtes qui vivent ou aient vécu, roulant avec aisance ses 90 pieds d'os, de muscles et d'huile, au travers de vagues où s'engloutirait corps et biens le plus fier des vaisseaux qui aient quitté nos chantiers, et rapprochez-la en pensée des animalcules invisibles, pures taches gélatineuses, dont une multitude danserait sur la pointe d'une aiguille aussi aisément en réalité que les anges de la scolastique en imagination. Avec de pareilles images devant les yeux de l'esprit, vous pouvez certainement vous demander quelle communauté de forme ou de structure il peut y avoir entre l'animalcule et la baleine, ou bien entre le champignon microscopique et le figuier d'Inde, à plus forte raison entre ces quatre êtres vivans. Si enfin nous regardons la substance ou la composition matérielle des êtres vivans, quel est le lien caché qui rattache la fleur qu'une jeune fille a posée dans ses cheveux au sang qui circule dans ses veines? Ou bien qu'y a-t-il de commun entre la masse dense et dure du chêne ou la solide carapace de la tortue, et ces larges disques de gelée transparente que l'on peut voir flotter à la surface d'une mer tranquille, et qui ne laissent qu'une pellicule dans la main qui les enlève à leur élément? »

« Eh bien! continue le professeur, il est une triple unité, de force, de forme et de composition, qui relie tous ces êtres si disparates. La nutrition, la croissance, la reproduction, la contractilité, leur sont communes. L'unité structurale des corpuscules cellulaires se révèle d'un bout à l'autre de la série. Tous les êtres vivans se composent chimiquement de carbone, d'hydrogène, d'oxygène et d'azote; c'est ce que nous appelons le *protoplasme*. Ils vivent tous à la condition de perdre à chaque usage de leurs forces et de réparer continuellement leurs pertes. Chez l'orateur qui parle, il se résout autant d'acide carbonique, d'eau et d'urée qu'il déploie d'éloquence. Avons-nous le droit d'ajouter aux quantités mécaniques et chimiques de l'être vivant une quantité en plus qui s'appellerait la vitalité? Qui d'entre nous songerait à postuler une force à part sous le nom d'*aquosité* pour expliquer ce composé d'hydrogène et d'oxygène qui fait l'eau à zéro, et qui, dans de certaines conditions, par exemple sur nos vitres en hiver, imite la structure du feuillage? Les phénomènes de l'eau, sa fluidité et sa solidité selon les températures, sont les propriétés de l'eau; de même les phénomènes de la vie sont les propriétés du protoplasme. Les pensées que j'émets et celles que vos réflexions vous suggèrent à ce sujet sont l'expression de changemens moléculaires dans cette matière vivante qui est la source de tous les phénomènes vitaux. Mon langage est matérialiste, ma pensée ne l'est pas. Je ne suis pas partisan de la philosophie matérialiste : les mots de matière et d'esprit sont simplement les noms de causes hypothétiques et inconnues, des *substrata* imaginaires de groupes déterminés de phénomènes; mais, quand je parle de faits physiques et chimiques relevant de l'observation et vérifiables par l'expérience, je ne puis faire autrement que d'employer le langage qu'on qualifie de matérialiste. »

Nous reviendrons sur ce désaveu du matérialisme par un naturaliste qui semble pourtant en accepter les thèses principales; nous allons d'ailleurs retrouver une théorie très analogue chez M. Tyndall. Bornons-nous en ce moment à signaler le point de vue philosophique auquel M. Huxley se place pour embrasser du regard la totalité de l'être tombant sous nos sens. Son principe favori, c'est la continuité des choses. Il croit que le dégagement des phénomènes les plus compliqués ou les plus élevés est dû à des combinaisons de substances préexistantes, sans qu'on soit jamais en droit de faire intervenir une action surnaturelle pour expliquer les déroulemens nouveaux de la série. Tout ce qui est, tout ce qui vit est le produit des forces possédées originairement par la substance universelle. Un ordre harmonieux gouverne un progrès éternel, la matière et la force forment la trame d'un voile qui s'étend sans qu'un seul fil se rompe entre nous et l'infini. « La religion, dit-il dans un autre dis-

cours, a surgi comme tous les autres genres de connaissances de l'action et de la réaction réciproques de l'esprit humain et de ce qui n'est pas lui. Elle a revêtu les formes intellectuelles du fétichisme ou du polythéisme, du théisme ou de l'athéisme, de la superstition ou du rationalisme. Je n'ai rien à démêler avec ces diverses formes, avec les mérites ou les démérites relatifs qu'elles présentent; mais il est indispensable au sujet que je traite de dire que, si la religion d'aujourd'hui diffère de celle du passé, c'est parce que la théologie est devenue plus scientifique, c'est qu'elle n'a pas renoncé seulement aux idoles de bois et de pierre, et qu'elle commence à sentir la nécessité de briser aussi les idoles fabriquées avec des livres, des traditions et des toiles d'araignée subtilement filées par les églises; elle éprouve aussi le besoin de nourrir les plus nobles et les plus humaines de nos émotions en allant adorer, le plus souvent en silence, à l'autel de l'inconnu et de l'inconnaissable. »

De telles déclarations suffisent pour que nous comprenions la mauvaise humeur des partis religieux traditionnels en présence des théories popularisées par les « Sermons laïques. » Sans doute M. Huxley ne s'attaque jamais directement aux dogmes théologiques; mais qui ne pressent les ravages que son point de vue, une fois admis, porte fatalement dans le champ des croyances traditionnelles? Le miracle, cette parenthèse de la continuité, cette interpolation du texte naturel, se voit banni du monde et de l'histoire au nom de la science, et c'est surtout de miracles que vit la piété vulgaire, miracle de la création, miracle de la chute, miracle de l'incarnation et de la rédemption, miracles sans nombre préparant ou accomplissant les autres. Lors même qu'un peuple protestant oppose un scepticisme invincible aux miracles contemporains, ne voulant ajouter foi qu'à ceux dont la Bible garantit pour lui l'authenticité, il est encore imbu de l'idée que l'action divine se reconnaît surtout à ceci, qu'elle interrompt le cours naturel, continu, des choses. Les grandes calamités publiques sont encore à ses yeux des « visitations extraordinaires » du courroux divin. Il faut l'apaiser, s'humilier, demander grâce, et il y a quelque chose qui sent l'impiété dans cette prétention des savans qui veulent ramener des fléaux tels que la peste, la disette ou l'inondation au jeu indifférent de certaines forces impersonnelles. Puis comment faire cadrer avec n'importe quelle orthodoxie ces théories d'après lesquelles l'homme serait une branche détachée du grand tronc de l'animalité, et devrait s'habituer à se considérer comme cousin des gorilles? Il est des gens que cette idée, sans qu'on puisse toujours deviner pour quelle cause, a le don d'exaspérer au plus haut degré, ils sont nombreux en Angleterre comme ailleurs, et il est rare qu'ils sachent se résigner tranquille-

ment au *non liquet* qui, pour nous et quelques autres, est encore le mot de la sagesse sur cette épineuse question. Enfin la notion vulgaire du dualisme absolu du corps et de l'âme, cette notion qui sert de base aux raisonnemens classiques sur l'espoir d'une vie future, est directement battue en brèche par la physiologie nouvelle, qui pose en principe l'unité de la vie dans toutes ses manifestations, et qui voit dans le cerveau l'équivalent mécanique, si ce n'est le générateur proprement dit, de la pensée. Nous ne sommes donc nullement surpris des clameurs de haro dont M. Huxley est l'objet, et nous connaissons même certain pays où la faculté de faire des conférences publiques lui eût été retirée, où l'on aurait rayé son nom de la liste du jury, et où l'on eût même probablement obtenu la suspension de son cours; mais toute l'Europe ne jouit pas des institutions qu'elle nous envie, et en Angleterre la punition de M. Huxley se borne à cette mise à l'*index* qui ne l'empêche pas de parler beaucoup ni d'être fort écouté. Passons maintenant à l'émule et à l'ami de M. Huxley, son compagnon de bonne et de mauvaise fortune dans l'œuvre de la mission scientifique.

III.

M. John Tyndall est né vers 1820 en Irlande au sein d'une famille anglaise venue du Glocestershire. Cette famille, paraît-il, compte parmi ses ancêtres un certain William Tyndall, qui traduisit la Bible en anglais et fut brûlé en 1536 pour crime d'hérésie. Le père du professeur actuel était un zélé protestant, fort respectable, mais passionné pour la controverse. Son fils hérita, sinon de son orthodoxie, du moins de son indépendance et d'une certaine virtuosité de polémiste qui devait un jour lui rendre d'éminens services. D'abord attaché au service du cadastre en Irlande, puis ingénieur de chemins de fer, il entra comme chargé de cours dans une école professionnelle du Hampshire, qu'il quitta en 1848 pour aller étudier à Marburg sous la direction de l'illustre professeur Bunsen. En 1850, son premier ouvrage remarqué roula sur la grande question du diamagnétisme et de la polarité diamagnétique. Il touchait déjà par ce genre de recherches à la constitution intime de la matière en tant que *substratum* et foyer de forces organisatrices. De retour à Londres en 1852, il fut nommé bientôt après professeur de physique à l'Institution royale. Comme M. Huxley, il se montra digne de cette haute position scientifique par les nombreux et remarquables travaux dont il enrichit le domaine des sciences de la nature. La constitution moléculaire de la matière et les phénomènes

des glaciers alpestres (1) semblent avoir attiré de préférence ses observations et ses études spéculatives. C'est à ses essais de grande synthèse physique que se rapportent plus ou moins directement ses traités déjà nombreux sur la chaleur en tant que mode de mouvement, sur l'acoustique, la physique moléculaire dans son rapport avec la chaleur rayonnante, sur la lumière et l'électricité (2). Comme son ami M. Huxley, il excelle dans la conférence ou la lecture publique, et il aime à porter devant un public très avide de l'entendre les résultats de ses profondes recherches. Tandis que son ami se rattacherait plutôt par ses traits pleins, réguliers, mobiles, à ce type de physionomie que nous serions tentés d'appeler anglo-breton, parce qu'on pourrait, en voyant son portrait, le prendre pour un Français aussi bien que pour un Anglais, M. Tyndall appartient visiblement à la race anglo-saxonne par sa figure énergique, allongée, qui fait penser à la physionomie typique de l'Américain du nord. Tous deux sont doués à un haut degré du talent d'intéresser les auditoires compactes qu'ils entretiennent des sujets les plus ardus. M. Huxley met peut-être plus d'art, de méthode, de suite et de proportion dans ses discours; M. Tyndall semble l'emporter par l'imprévu, l'originalité poétique de la forme, le trait humoristique si goûté en Angleterre. Tous deux se distinguent à leur honneur par la grande modération des jugemens qu'ils portent sur des adversaires qui ne les paient pas toujours de la même monnaie; mais cette modération est consciente de sa force et n'exclut pas ces coups fourrés au moyen desquels une main habile en escrime rend délicatement, mais avec usure, les bottes fournies par son antagoniste (3).

Parmi les nombreux écrits de M. Tyndall, nous prendrons comme exemple le discours d'ouverture qu'il prononça l'an dernier devant l'Association britannique réunie à Belfast, discours qui fit sensation au loin et au large, et dans lequel le professeur entreprit une réhabilitation éloquente des explications dites matérialistes de l'univers. Remontant jusqu'à Démocrite, résumant les systèmes d'Épi-

(1) En 1859, il gravit le Montanvert à la fin de décembre et put déterminer le mouvement hivernal de la Mer de glace. Les résultats de cette étude sont consignés dans son ouvrage sur *les Glaciers,* qui fait partie de la *Bibliothèque scientifique internationale* (Paris, Germer-Baillière).

(2) Tout récemment ses idées sur la constitution de la matière l'ont amené, en fait de signaux nautiques, à des expériences dont l'application en temps de brouillard est appelée à rendre d'éminens services à la navigation près des côtes.

(3) Pour ceux qui aiment les détails intimes sur les hommes de science, nous devons ajouter ce trait, que nous empruntons à une notice biographique sur le professeur Tyndall : « malgré toute sa dévotion pour l'expérience, il n'a pourtant pas encore fait celle du mariage. »

cure, d'Empédocle et de Lucrèce, pour arriver jusqu'à nos jours, non sans avoir asséné en passant de rudes coups sur la réputation scientifique d'Aristote, il exprima ses vives sympathies pour les théories de Darwin, la psychologie de Spencer, et revendiqua fièrement pour elles le droit d'existence, non pas du tout comme s'il s'agissait de doctrines indiscutables, au contraire, mais sans permettre un seul instant à la théologie d'intervenir dans le jugement définitif. Ce sont bien plutôt, selon l'orateur, les élémens cosmologiques des doctrines religieuses qui doivent comparaître au tribunal de la science pure. Lorsque la théologie se croit obligée d'affirmer une certaine manière de comprendre la nature, la vie, ses origines et ses phénomènes, elle se condamne par cela même à relever des sciences de la nature et de la vie, et tant pis pour elle lorsque celles-ci se prononcent en sens opposé. En s'aventurant sur un terrain qui n'est pas le sien, elle s'expose volontairement à ce grave danger. Du reste, nul plus sincèrement que M. Tyndall ne reconnaît le bon droit du sentiment religieux à côté des prétentions non moins légitimes de la raison et de la science, et celui, dit-il, qui parviendrait de nos jours à donner au sentiment religieux une satisfaction à laquelle la raison n'aurait rien à objecter, celui-là « aurait résolu le problème par excellence de notre âge. » On ne peut que rendre hommage à la loyauté avec laquelle l'éminent physicien met en regard l'une de l'autre les deux faces de la question, si souvent sacrifiées l'une à l'autre par les ardens de l'extrême droite et de l'extrême gauche, car ce n'est pas seulement à droite qu'il y a de l'étroitesse, de l'aveuglement et, pour tout dire, du fanatisme.

Il est entre autres un curieux fragment du discours de Belfast dans lequel, sous une forme ingénieuse, M. Tyndall a représenté un disciple de Lucrèce défendant les principes physiques de son maître contre un partisan intelligent et courtois des doctrines spiritualistes. Il a pris pour champion idéal du spiritualisme l'évêque Butler, auteur d'un traité longtemps fameux sur l'*Analogie de la religion naturelle et révélée avec la constitution de la nature* (1756), très estimé encore aujourd'hui en Angleterre pour sa sagacité, sa modération et sa vigueur comme logicien. C'est un des pères, et l'un des plus respectés, de l'église anglicane. Capable d'écouter en toute chose le pour et le contre, il ne trouva jamais qu'un anathème pût tenir lieu d'une bonne raison.

Au chapitre de la nature humaine, Butler tenait, comme tous les spiritualistes de son temps, à la distinction tranchée, absolue, de l'organisme corporel et du *moi*. Nos corps, disait-il, ne font pas plus partie de nous-mêmes que toute autre matière qui nous entoure. Par exemple, s'il s'agit de notre perception des couleurs et

des formes, l'œil remplit précisément la même fonction qu'une lentille de verre, et par lui-même il est aussi étranger à notre vrai *moi* que pourrait l'être une lunette fabriquée par un opticien. On peut raisonner de même sur les autres sens. Nos organes sont donc, dans toute la force du terme, des instrumens dont la disparition n'entraîne pas plus celle de notre *moi* que la destruction des outils d'un ouvrier ne suppose la mort de leur propriétaire.

Comment le disciple supposé de Lucrèce s'y prendra-t-il pour attaquer les positions de l'évêque? Voici, selon M. Tyndall, comment il procéderait, et il est inutile d'ajouter que ce dialogue des morts ressemble tout à fait au dialogue réel d'un professeur vivant discutant avec lui-même. C'est donc le lucrétien qui parle le premier.

« Vos vues, très honoré prélat, soumises au critère de la représentation mentale, offrent à bien des esprits des difficultés très graves, si ce n'est insurmontables. Vous parlez de forces vitales, de « facultés perceptives » de « notre moi; » mais pouvez-vous vous former la moindre image mentale de l'une ou de l'autre de ces choses à part de l'organisme au moyen duquel elles agissent? Jugez vous-même avec votre loyauté reconnue, et voyez si vous possédez une faculté quelconque qui vous rende capable d'une telle conception. Le *moi* habite localement en chacun de nous; étant localisé, ne doit-il pas avoir une forme? Et quelle forme? L'avez-vous jamais, ne fût-ce qu'un instant, imaginée sous des traits qu'on pût tenir pour réels? Quand une jambe est amputée, le corps est divisé en deux parties : le *moi* se trouve-t-il dans les deux ou dans une seule? Thomas d'Aquin pourrait dire qu'il est dans les deux, mais non pas vous, car vous en appelez à la conscience associée à l'une de ces deux parties pour prouver que l'autre n'est qu'une matière étrangère. La conscience est-elle donc un élément nécessaire du vrai *moi?* Que dites-vous alors des cas où le corps tout entier en est privé? Et dans la supposition contraire pourquoi refusez-vous à la jambe coupée toute participation au vrai *moi?* Il me semble très singulier que, du commencement à la fin de votre admirable livre (personne n'en admire plus que moi la sobriété et la vigueur), vous ne mentionniez pas une seule fois le cerveau ni le système nerveux. Vous commencez par une extrémité du corps et vous montrez que ses parties peuvent en être séparées sans préjudice pour la faculté perceptive. Cependant qu'arriverait-il, si vous commenciez par l'autre extrémité, si au lieu d'une jambe vous enleviez le cerveau? Comme tout à l'heure, le corps est divisé en deux, mais maintenant les deux parties sont soumises au même sort, et aucune des deux ne peut plus servir à prouver que l'autre est une simple matière

étrangère. Ou bien, sans aller si loin, ôtez seulement une portion de l'enveloppe osseuse du cerveau, puis appliquez sur la substance molle mise à découvert une série de pressions intermittentes. A chaque pression, les facultés de perception et d'action s'évanouissent; à chaque intermittence, elles reparaissent. Que devient pendant les pressions la force perceptive? Un jour, je reçus à l'improviste la décharge d'une forte batterie de bouteilles de Leyde, je ne sentis rien, mais je fus simplement privé de toute conscience de l'existence pendant un espace de temps appréciable. Où était mon *moi* pendant cet intervalle? Des hommes qui ont survécu à un coup de tonnerre ont été beaucoup plus longtemps dans le même état, et en fait, dans les cas ordinaires de commotion cérébrale, il peut s'écouler des jours entiers pendant lesquels la conscience n'enregistre pas la moindre impression. Où est l'homme lui-même pendant ce temps d'insensibilité?.. Je ne pense pas que votre comparaison des instrumens touche le fond de la question. Un télégraphiste a ses instrumens, et par ce moyen il converse avec le monde; nos corps possèdent un système nerveux qui joue un rôle analogue entre le pouvoir de perception et les choses extérieures. Coupez les fils du télégraphiste, brisez ses batteries, démagnétisez son aiguille, vous lui enlevez certainement par là ses relations avec le monde; cependant, parce que ce sont de véritables instrumens, la destruction de ces objets n'affecte en rien l'homme lui-même qui s'en servait. Le télégraphiste survit et sait qu'il survit; mais, je vous en prie, qu'y a-t-il dans l'organisme humain qui corresponde à cette survivance consciente, lorsque la batterie du cerveau est dérangée au point que l'insensibilité s'ensuit ou quand elle est entièrement détruite?

« Une autre considération, qui vous paraîtra peut-être légère, s'impose à moi avec une certaine force. Le cerveau peut passer de l'état de santé à l'état maladif, et sous l'empire d'un tel changement l'homme le plus exemplaire peut devenir un débauché ou un meurtrier. Mon très noble et très honoré maître Lucrèce fut, vous le savez, victime de la jalousie de sa femme. Elle lui fit boire un philtre dont l'effet fut que des velléités de libertinage s'insinuèrent dans son cerveau, et plutôt que de courir le risque de céder à ces penchans ignobles, il se tua. Comment la main de Lucrèce a-t-elle pu se tourner ainsi contre lui-même, si le vrai Lucrèce est resté ce qu'il était auparavant?.. Je crains, si vous me permettez de vous le dire, que les plus graves conséquences ne découlent de votre manière d'estimer le corps. Regarder le cerveau comme on regarderait un bâton ou des bésicles, fermer les yeux à tous ses mystères, à la parfaite corrélation entre son état et notre conscience, au fait qu'une faible quantité de sang en plus ou en moins dans ses artères pro-

duit l'évanouissement de la conscience, qu'en rapport avec le cerveau notre nourriture, notre boisson, notre air, notre régime, ont une valeur de premier ordre, — oublier tout cela, c'est, selon moi, ouvrir la voie à d'innombrables erreurs pratiques, et même dans certains cas provoquer ou favoriser le mal cérébral, la ruine mentale qui s'ensuit et qu'une plus sage appréciation de ce mystérieux organe aurait permis d'éviter. »

« Je m'imagine, continue l'orateur, que l'évêque serait demeuré pensif à l'ouïe de cette argumentation. Il n'était pas homme à laisser la passion se mêler à une pareille discussion. Après réflexion, et fortifié par cette honnête contemplation des faits, qui était dans sa manière et qui implique le désir d'accorder leur valeur légitime aux faits qui nous contrarient, je suppose que l'évêque aurait raisonné comme il suit. « Veuillez-vous rappeler, aurait-il dit au disciple de Lucrèce, que dans mon livre de l'*Analogie* je ne me suis pas engagé à démontrer quoi que ce soit d'une manière absolue. A mainte reprise, j'ai insisté sur les étroites limites de nos connaissances ou plutôt sur la profondeur de notre ignorance en regard du système entier de l'univers. Mon dessein était de remontrer à mes amis déistes qui s'exprimaient avec tant d'éloquence sur la beauté de la nature et les bienfaits de son ordonnateur, tandis qu'ils n'avaient que du mépris pour les prétendues absurdités du christianisme, que leur condition n'était pas meilleure que la nôtre, et que, pour chaque difficulté qu'ils relevaient de notre côté, j'en relevais une tout aussi grande du leur. Avec votre permission, je suivrai en ce moment la même méthode. Vous êtes lucrécien, et vous déduisez toutes les choses terrestres, y compris les formes organiques et leurs phénomènes, de la combinaison et de la séparation d'atomes inanimés. Je vous dirai en premier lieu jusqu'à quel point je puis rester en votre compagnie. J'admets que vous pouvez produire des formes cristallines en mettant en jeu la force moléculaire, que le diamant, l'améthyste, les étoiles hexagonales de la neige sont d'admirables constructions qui n'ont pas d'autre origine. J'irai plus loin et je reconnaîtrai que même un arbre ou une fleur peuvent être organisés de cette manière. Plus encore, si vous pouvez me montrer un animal dépourvu de toute sensation, je vous accorderai qu'il a pu aussi se former par une action déterminée de la force moléculaire.

« Notre chemin est donc éclairci jusque-là. Vient maintenant ma difficulté. Vos atomes pris à part sont dépourvus de toute sensation et, ce qui plus est, de toute intelligence. Puis-je vous demander à mon tour de peser ce problème? Prenez vos atomes d'hydrogène sans vie, vos atomes d'oxygène sans vie, vos atomes de carbone sans vie, vos atomes d'azote sans vie, vos atomes de phosphore

sans vie, et tous les autres atomes sans plus de vie que des grains de poudre à fusil et dont vous dites que le cerveau est composé. Imaginez-les séparés et inanimés, puis s'associant, se mélangeant et formant toutes les combinaisons possibles. Tout cela, tout ce mouvement purement mécanique est visible aux yeux de l'esprit. Mais pouvez-vous voir, pouvez-vous imaginer, rêver d'une façon quelconque ce qui fait que de cette action mécanique, de ces atomes sans vie, se dégagent la sensation, la pensée, l'émotion? Allez-vous extraire l'*Iliade* d'un cliquetis de dés ou le calcul différentiel d'un entre-choquement de billes? Je ne suis pas tout à fait dépourvu de cette faculté représentative dont vous parlez, et je ne suis pas non plus, comme plusieurs de mes collègues, absolument étranger aux connaissances scientifiques. Je peux suivre une particule de musc jusqu'au moment où elle atteint les nerfs olfactifs; je peux me figurer les ondes sonores jusqu'à ce que les ondulations atteignent l'eau du labyrinthe et qu'elles affectent les otolithes et les fibres de Corti; je peux me représenter de même sous forme sensible les ondes de l'éther, jusqu'au moment où elles traversent l'œil et touchent la rétine. Je dirai plus, je suis capable de poursuivre jusqu'à l'organe central le mouvement imprimé à la périphérie et de voir en idée les molécules du cerveau vibrer à son contact. Mon intelligence n'est nullement confondue par cette série de phénomènes physiques. Ce qui me confond, ce qui me renverse, c'est votre assertion que de ces trémoussemens physiques sortent des choses aussi parfaitement disparates que la sensation, la pensée et l'émotion. Vous me direz ou vous penserez que cette émergence de la conscience, due à un entre-choquement d'atomes, n'est pas plus disparate à ses antécédens que le jet de lumière qui suit la réunion de l'oxygène et de l'hydrogène. Pardonnez-moi; ce jet lui-même est disparate, et je vous prie d'y faire bien attention. Ce jet de lumière est, en tant que lumineux, un fait de conscience dont la contre-partie objective est simplement une vibration. Il n'est jet de lumière que par votre interprétation. C'est *vous* qui êtes cause du disparate, et c'est *vous*, votre *moi* qui m'embarrasse. Ai-je besoin de vous rappeler que le grand Leibniz sentit comme moi cette difficulté, et que, pour échapper à cette monstrueuse déduction qui veut faire sortir la vie de la mort, il remplaça vos atomes par ses monades, miroirs plus ou moins parfaits de l'univers, de la somme et du développement desquels il supposait que proviennent tous les phénomènes de la vie, de la sensation, de l'intelligence et du sentiment?

« La difficulté dans laquelle vous vous trouvez engagé est donc tout aussi grande que la mienne. Vous ne pouvez satisfaire l'in-

telligence humaine qui vous demande la continuité logique entre les mouvemens moléculaires et les phénomènes de la conscience. Il y a là un rocher contre lequel le matérialisme se brise fatalement toutes les fois qu'il se pose en philosophie complète de la nature. Quelle morale tirer de tout ceci, mon lucrétien? Ni vous ni moi ne nous laisserons aller à l'aigreur en discutant ces grandes questions, où nous voyons qu'il y a tant de place pour d'honnêtes différences d'opinion; mais des deux côtés il existe des gens moins sensés ou plus bigots (je le dis en toute humilité), toujours prêts à mêler la colère et l'injure à ce genre de débats. Il est, par exemple, des écrivains de marque et d'influence qui n'ont pas honte de présumer que le péché personnel d'un grand logicien est la cause de son incrédulité à l'endroit d'un dogme théologique, et il en est d'autres voulant absolument que nous, qui chérissons notre Bible, ce livre passé en quelque sorte dans la constitution de nos ancêtres et par là dans la nôtre, nous soyons nécessairement des hypocrites et des menteurs. Désavouons, décourageons cette espèce de gens, et nourrissons la foi inébranlable que ce qu'il y a de bon et de vrai dans nos argumens à tous deux subsistera pour le bien de l'humanité, tandis que ce qui s'y trouve de mauvais et de faux disparaîtra. »

« Je prétends, ajoute M. Tyndall, que le raisonnement de l'évêque est irréfutable et que son libéralisme offre un bel exemple à suivre. »

On voit par ce fragment combien il serait injuste de ranger M. Tyndall parmi les partisans d'un matérialisme absolu, fermé aux réclamations les mieux fondées du spiritualisme. Il est certain au contraire qu'un spiritualiste de l'ancienne école, maintenant sa thèse essentielle, mais trop amoureux du vrai pour nier les évidences de la thèse opposée, serait sinon d'accord, du moins disposé à conférer avec lui sur les moyens d'arriver à des notions plus compréhensives de la réalité; mais cette position modeste, expectante, ne convient jamais aux esprits absolus, qui, en religion surtout, prennent feu et s'irritent dès qu'un point de vue nouveau, contrariant pour eux, se fait valoir. Ce discours de Belfast provoqua tout un déluge de dénonciations et d'anathèmes. Les journaux, les chaires, les conférences pieuses retentirent de clameurs indignées. Un détail assez comique de cette controverse passionnée, c'est que certains adversaires de M. Tyndall ne saisirent pas ce qu'il y avait d'humoristique et d'ingénieux dans la réplique fictive mise dans la bouche de l'évêque Butler et la prirent pour une citation empruntée au vénérable prélat lui-même, tant il leur semblait impossible que le même homme pût envisager avec impartialité les deux faces de la question. Il y eut même un naïf négociant de Londres qui crut faire œuvre pie en ti-

rant de l'arsenal poudreux des vieilles lois anglaises un décret oublié du parlement de je ne sais quelle année qui édictait des punitions sévères contre les auteurs de discours injurieux pour la Divinité. Sans aller si loin, le *Punch* lui-même se mit de la partie, et nul n'ignore que *Mister Punch* est une institution britannique. Comme le scandale avait eu lieu en Irlande, les vingt-huit archevêques et évêques d'Irlande lancèrent de Dublin une épître pastorale pour prémunir leurs ouailles contre ces dangereux sophismes, qui menaient droit à la perdition des âmes. Rien, en un mot, ne manqua à la fête.

Ces dénonciations bruyantes eurent le résultat qu'il était facile de prévoir. L'Anglais n'aime pas à se prononcer avant d'avoir entendu les deux parties. Le discours de Belfast fut médité par des milliers de lecteurs en Angleterre et en Amérique, et l'auteur ajouta à la septième édition, sous forme de préface, une verte réplique à ses adversaires de tout genre. « J'ai dû remarquer avec tristesse, dit-il, combien les hommes sont influencés grossièrement par ce qu'ils appellent leur religion, et puissamment par cette « nature corrompue » que la religion, comme ils l'assurent, est surtout appelée à extirper ou à dompter. » Laissant de côté toute sorte de déclamations creuses, il envisage directement la plus forte objection, la plus raisonnable aussi, qu'on lui ait faite. On lui a reproché d'avoir déserté le domaine de la science pure pour empiéter sur celui de la théologie. Non, répond-il, je n'ai rien déserté et je n'ai empiété nulle part. Physicien je suis et physicien je reste; mais la science va droit devant elle, et je fais comme la science. Ce n'est pas sa faute, si, en traitant scientifiquement les questions cosmogoniques, il lui arrive de heurter des idées consacrées peut-être par les traditions religieuses, mais sans aucune autorité légitime en pareille matière. On l'a accusé d'avoir dépassé, dans l'exposé de ses théories sur la constitution du monde, les données de l'expérience et de s'être ainsi rendu coupable d'infidélité à la méthode qu'il préconise. Accusation ridicule, dit-il; s'il fallait se cantonner exclusivement dans les pures données de l'expérience, il n'y aurait pas de science possible. La science doit s'appuyer avant tout sur les faits posés ou vérifiés par l'expérience, mais son mandat est justement de formuler les lois ou les conceptions générales que ces faits révèlent et qui les dépassent, puisqu'elles les comprennent. Il n'est pas une théorie, qu'il s'agisse de lumière, de chaleur, de magnétisme, d'électricité, qui ne soit exposée à ce genre de reproches.

« Raisonnons avec calme, ajoute-t-il. Je me rallie à la théorie des nébuleuses telle qu'elle a été proposée par Kant, Laplace, Herschel, et telle qu'elle est admise par les meilleurs esprits scientifi-

ques de nos jours. D'après cette théorie, notre soleil et les planètes furent autrefois dilatés dans l'espace à l'état de gaz excessivement subtil. C'est par la condensation que le système solaire en provint. Quelle fut la cause de cette condensation? La perte de chaleur. Qui arrondit le soleil et les planètes? Ce qui arrondit une larme, — la force moléculaire. Pendant des périodes dont l'immensité écrase les conceptions humaines, la terre fut impropre à entretenir ce que nous appelons la vie; elle est aujourd'hui couverte d'êtres vivans. La matière dont ils sont formés ne diffère pas de celle de la terre. Ils sont au contraire les os de ses os et la chair de sa chair. Comment sont-ils apparus? La vie était-elle impliquée dans la nébuleuse, peut-être comme fraction d'une vie plus vaste et absolument insondable? ou bien est-elle l'œuvre d'un être extérieur à la nébuleuse, qui la façonna, la vivifia, mais dont l'origine et les voies se dérobent à nos recherches? Aussi loin que l'œil de la science a jusqu'à présent pénétré la nature, il n'a jamais constaté, dans aucune série de phénomènes, l'intrusion d'un pouvoir purement créateur, et la présomption d'un tel pouvoir comme moyen de rendre compte des phénomènes spéciaux a toujours abouti à une déception... Regardant donc comme certain que la nébuleuse et le système solaire, la vie y comprise, sont ensemble dans un rapport analogue à celui du germe et de l'organisme achevé, j'affirme ici de nouveau, sans arrogance comme sans provocation, mais sans l'ombre d'une indécision, la position que j'ai adoptée à Belfast.

« Ce n'est pas avec des émotions vagues, c'est avec la précision requise par l'entendement que l'homme de science doit envisager la question de l'apparition de la vie sur le globe. Il sera le dernier à dogmatiser sur un pareil sujet, car il sait mieux que personne combien jusqu'à présent la certitude s'est montrée inabordable. S'il refuse d'admettre l'hypothèse de la création spéciale, il affirme bien moins par là sa connaissance qu'il ne proteste contre une présomption de connaissance qui longtemps encore, si ce n'est toujours, nous échappera, et dont la prétention est une source de confusion perpétuelle. Tout prêt du reste à se laisser convaincre, il demande seulement à ses adversaires de lui montrer sur quelle autorité repose la croyance qu'ils proclament d'un ton si hardi et si tranchant. Tout ce qu'ils peuvent faire, c'est d'indiquer le livre de la *Genèse* ou telle autre portion de la Bible. Pour moi, ces premiers essais de l'esprit humain cherchant à satisfaire son désir ardent de trouver une cause universelle sont profondément intéressans et même tragiques; mais, dans les débats scientifiques, le livre de la *Genèse* n'a pas la parole. Après avoir quelque temps résisté à l'étreinte de la géologie, il a fini par céder comme un bloc

d'argile plastique. Son autorité comme système cosmogonique est discréditée partout, car on a partout abandonné le sens évident des textes. Ce n'est pas un traité scientifique, c'est un poème. Sous ce dernier aspect, il est d'une impérissable beauté; comme traité scientifique, il a été, il continuera d'être un obstacle et une nuisance. »

Ce sont là des paroles fières, et une théologie vraiment libérale ne devrait pas s'en effaroucher; mais, nous le savons, ce fut longtemps, c'est encore un des thèmes caressés par beaucoup d'âmes pieuses en Angleterre, qu'au chapitre de la géologie et de la cosmogonie l'auteur de la *Genèse* en remontrerait au président de la Société royale. Il y aurait fort à faire pour les décider à ne voir qu'une belle poésie dans son récit de la création. Il est vrai que la critique moderne distingue deux de ces récits juxtaposés, même assez divergens, et l'on pourrait tout au moins leur demander quel est celui des deux qui doit faire autorité. Malheureusement les mêmes personnes n'ont jamais remarqué la dualité des deux récits et probablement refuseront de la voir, même quand on la leur montrera. Il faut avoir été engagé soi-même dans ce genre de conflit pour se faire une idée de la ténacité opiniâtre avec laquelle des intelligences très ouvertes à tout autre genre de vérité regimbent contre les évidences qui contrarient leurs croyances.

Vis-à-vis de la hiérarchie catholique irlandaise, la défense de M. Tyndall ne fut pas moins vigoureuse. Il remit en lumière un document fort curieux daté de novembre 1873, et qui paraît avoir échappé à l'attention de la presse continentale. C'est un mémoire adressé par soixante-dix étudians de l'université catholique irlandaise au *board* épiscopal qui la régit. Dans cette remontrance conçue en termes respectueux, mais très fermes, les jeunes gens se plaignaient du programme d'études arrêté pour les cours universitaires, et en particulier de ce que dans la faculté des sciences il n'y avait pas un seul professeur de physique ou de sciences naturelles. Que deviendrons-nous, disaient-ils, vivant au sein d'un monde et dans un siècle dont la science change comme par magie la physionomie et la constitution? Ne sait-on pas que c'est surtout de la physique et des sciences naturelles que partent les plus rudes assauts contre notre religion? Si l'on ne fonde pas bientôt dans notre université des chaires affectées spécialement à cet ordre de connaissances, beaucoup d'entre nous verront leur foi exposée aux dangers les plus sérieux. La jeunesse irlandaise souffre du sentiment de son infériorité scientifique, et si notre université ne peut lui donner l'instruction dont elle a soif, elle ira la chercher au collége de la Trinité ou aux colléges de la Reine, qui ne comptent pas un seul catholique parmi leurs professeurs de science.

Nous ignorons s'il fut fait droit à la requête de ces étudians. En tout cas, M. Tyndall avait raison de la citer en preuve du désir de savoir et, nous l'ajouterons, de la grande confiance dans la science moderne qui ont pénétré jusque dans les rangs les moins exposés, semblait-il, à la contagion. L'épiscopat irlandais s'est-il rendu compte de l'imprudence qu'il a commise en abandonnant l'ancienne position que, d'accord avec nos vieux gallicans, il avait longtemps maintenue contre les prétentions infaillibilistes du Vatican? N'a-t-il envisagé que le côté théologique de la question sans se préoccuper des embarras d'autre nature que ces prétentions allaient fatalement multiplier? Il est vrai qu'il a suivi la pente sur laquelle si rapidement ont glissé depuis 1870 la plupart des évêques de la catholicité, et il faut avouer que la multitude ignorante n'a rien fait pour le leur faire regretter; mais devant un public éclairé, instruit ou avide de s'instruire, quelle position intenable! Comme il est facile, en fouillant les archives de l'église, d'en exhumer l'une ou l'autre de ces déclarations pontificales qui enchaînent l'ultramontanisme aux erreurs scientifiques les plus palpables! Pour prendre un exemple entre bien d'autres, la déclaration de la congrégation de l'*Index* du 5 mars 1616, sous Paul V, qui prohibait et condamnait, au nom du siége apostolique, tout livre enseignant le mouvement de la terre autour du soleil, pouvait, dans la théorie gallicane de Bossuet, passer pour une erreur locale, momentanée, n'entamant en rien la vérité catholique fixée par les pères et les grands conciles; mais avec le système de l'infaillibilité papale, qui a prévalu dans le dernier concile, comment se tirer d'affaire sans rompre, soit avec la papauté, soit avec la science? Peut-être les évêques irlandais auraient-ils pu répondre à leurs pupilles, trop désireux de goûter aux fruits de l'arbre de la science, qu'ils ne savaient ce qu'ils demandaient, et qu'en ne leur permettant pas d'y toucher ils n'étaient que les tuteurs prudens de leur innocence.

Le grief le plus populaire que l'on eût fait valoir contre M. Tyndall, c'est qu'il avait fait l'apologie du matérialisme et qu'il avait affirmé des conclusions qui passent pour incompatibles avec toute croyance religieuse. On aimera sans doute à savoir jusqu'à quel point ce reproche est fondé, et comment il s'y est pris pour réhabiliter la réputation, passablement décriée, du matérialisme philosophique.

C'est Démocrite, nous dit-il, qui introduit dans le monde grec la théorie de l'atome, infini en nombre et dont les chocs, les répulsions, les agrégations, donnent lieu à l'apparition de tout ce qui existe. Les erreurs et les lacunes de son système ne sauraient lui ôter la gloire d'avoir fondé la science indépendante de la nature. Toute

physique est partie de lui. Quant au grand mystère vital, c'est-à-dire à l'adaptation merveilleuse d'une partie d'organisme avec les autres parties et aux conditions de la vie, Démocrite n'essaya pas même de l'étudier. Empédocle, plus poète, introduisit dans l'atome l'amour et la haine pour expliquer les affinités et les répulsions, et il semble avoir pressenti la doctrine de la survivance des individus « les mieux armés. » Épicure perfectionna la doctrine de Démocrite et en fit l'application à la vie pratique. Délivrer l'homme des superstitions qui le tyrannisent, adorer les dieux dans leur suprême indifférence, non pour leur faire plaisir, puisqu'ils ne se soucient de nous, mais parce que cette contemplation des êtres supérieurs élève et purifie, habituer l'homme au nom de son intérêt bien entendu à chercher le vrai bonheur dans la tempérance et la vertu, telles furent ses doctrines favorites. Il eut la fortune de conquérir deux siècles après sa mort un grand poète, Lucrèce, qui burina sa doctrine dans des vers immortels. C'est dans le langage des dieux que Lucrèce chanta l'atome indestructible, sa chute éternelle, son mouvement perpétuel, ses chocs infiniment variés dans l'infini de l'espace et de la durée, la permanence des seules combinaisons capables de persister et de se reproduire. Quel sens admirable de la vérité scientifique il y a déjà chez ce poète latin! On lui objecte que nul n'a jamais vu ses atomes, qu'ils sont immobiles dans les corps à l'état stable, et que par conséquent il enseigne des chimères ou des choses contredites par l'évidence. Sa puissante imagination trouve réponse à tout. Vous parlez de l'invisibilité de mes atomes? Pourquoi les verrions-nous mieux que nous ne voyons les particules de l'air dans le vent d'orage qui brise tout sur son passage, ou celles de l'eau quittant un linge mouillé qui sèche? Et quant à l'apparente immobilité de ces atomes, n'avez-vous donc jamais aperçu de loin un troupeau de moutons se dessinant comme une tache grisâtre sur le flanc vert d'une colline? Combien d'agneaux bondissaient invisibles dans cette tache pour vous uniforme et inerte! Il faut avouer que cette dernière image est d'une rare vigueur. C'est la chute des atomes dans l'espace infini décrite par Lucrèce qui a suggéré de loin l'hypothèse des nébuleuses de Kant et de Laplace.

Cependant la science des Grecs persévérait dans sa grande œuvre. Euclide, Archimède, Hipparque, Ptolémée, avaient enrichi l'esprit humain de vues nouvelles et grandioses. L'anatomie, la médecine rationnelle, commençaient à sortir des limbes. La vraie science d'observation, d'expérience et d'induction allait éclore. Qui vient arrêter ce brillant essor? Deux faits opposés l'un à l'autre. C'est d'abord la putréfaction sociale de l'empire romain, c'est ensuite l'action purifiante, salutaire de la religion chrétienne; mais le remède

n'est pas plus favorable que le mal aux sciences de la nature. Dédaignant la vie terrestre, absorbés par la discussion religieuse, habitués à chercher dans les livres saints la règle de toute vérité, les chrétiens des premiers siècles étudient peu la nature ou l'étudient fort mal. De quelles misérables raisons peuvent se payer un Augustin, un Boniface, pour repousser les hypothèses scientifiques, aujourd'hui démontrées! Le moyen âge chrétien, courbé sous l'autorité de l'église, n'a pas même l'idée d'une science indépendante et rationnelle. Au lieu de la physique, il cultive la magie; au lieu de chimie, il fait de l'alchimie; sous prétexte d'astronomie, il s'adonne à l'astrologie; en d'autres termes, au lieu d'élaborer la science, il s'absorbe dans les fantaisies d'une imagination sans règle et sans frein. L'influence d'Aristote a été néfaste. Le Stagirite a pu déployer de grands talens à d'autres égards; comme physicien et naturaliste, il a laissé des exemples déplorables. Il a mis continuellement des mots à la place des choses, il a préconisé l'induction sans la mettre en pratique, il a déduit à chaque instant le particulier du général, et c'est la voie inverse qu'il faut suivre. Il a prétendu déterminer *a priori* le nombre des espèces animales, affirmé que les battemens du cœur n'existaient que dans l'homme, soutenu que le côté gauche du corps était moins chaud que le côté droit, que les hommes avaient plus de dents que les femmes, qu'il existe un espace vide à la partie postérieure de la tête humaine, etc., toutes erreurs grossières dont l'observation la plus élémentaire l'aurait préservé. Et Aristote a passé pendant tout le moyen âge pour une autorité scientifique sans appel.

Ce sont les Arabes, ce sont surtout les Maures qui ont rallumé le flambeau de la science libre et méthodique. Quel savant chrétien de la même période peut-on opposer à cet Alhazen qui a découvert la réfraction atmosphérique, la raréfaction de l'air à mesure qu'on s'élève, la théorie du centre de gravité, les proportions entre la rapidité des corps qui tombent et les espaces parcourus, qui a déterminé avec une étonnante justesse les densités relatives des corps et qui avait déjà l'idée claire de l'attraction capillaire? Quel principe supérieur lui a permis de devancer à ce point son époque entière? Celui qui déjà inspirait les grands savans grecs, le principe d'observation dégagé de toute préoccupation théologique.

Cela est si vrai que la science moderne ne se fonde sérieusement qu'à l'époque où les esprits s'émancipent de l'autorité traditionnelle. Le véritable esprit scientifique renaît avec Copernic, Giordano Bruno, Galilée, Kepler, Bacon et Descartes. En peu d'années, il s'approprie et dépasse tout ce que l'antiquité avait pu lui léguer. Mais qu'on y fasse bien attention, dans les temps modernes comme

dans l'antiquité la tendance constante de tous ces travaux scientifiques est de substituer la connexion naturelle des phénomènes successifs à l'action capricieuse des dieux de la mythologie païenne, aux interventions arbitraires, incalculables, de la puissance divine telle que la conçoit l'orthodoxie chrétienne. Le miracle et la science sont ennemis-nés. C'est donc au fond le prolongement de cette tendance, vieille comme la science elle-même, que l'effort de plus en plus marqué des naturalistes modernes vers une conception des choses qui soumet à la même loi de continuité l'origine des espèces végétales et animales. Inauguré par de Maillet, vigoureusement développé par Lamarck, repris et considérablement enrichi par le Dr Wells (1813), de nos jours par MM. Darwin, Wallace, Huxley, ce point de vue ne compte plus aujourd'hui ses conquêtes, et Agassiz, qui lui fut d'abord si contraire, dit lui-même à Boston à l'auteur du discours de Belfast : « Je l'avoue, je n'étais pas préparé à voir cette théorie reçue comme elle l'a été par les meilleures intelligences de notre temps. Le succès en est plus grand que je ne l'aurais cru possible. »

Cette théorie n'est nullement isolée dans la science contemporaine; elle a pour parallèle la grande généralisation physique connue sous le nom de théorie de la conservation des forces. Depuis longtemps, la science affirmait l'indestructibilité de la matière, et toutes les expériences lui donnaient raison; aujourd'hui nous pouvons affirmer de même l'indestructibilité de la force. Le règne animal, comme le végétal, révèle tout aussi bien que le règne inorganique ce principe dont les conséquences philosophiques sont à peine entrevues à l'heure où nous sommes. La psychologie est appelée à se renouveler entièrement, parce qu'elle doit désormais tenir compte de la masse de matériaux fournis par la physique et la physiologie. C'est à M. Herbert Spencer que revient l'honneur d'avoir, il y a déjà vingt ans, cherché à organiser la psychologie sur ses nouvelles bases. Par exemple, on peut se rendre compte de la formation distincte de chacun de nos sens en partant de la sensibilité vague répandue sur toute la surface des êtres organiques inférieurs et en montrant que chacun de ces sens distincts n'est qu'une modification du sens primordial et général du toucher (ce que Démocrite avait déjà deviné), ou, si l'on veut, la différentiation spéciale et locale d'un seul et même tissu. Un tissu sensible se trouve modifié localement de manière que le mode de sensibilité varie, voilà plusieurs genres de sensation et plusieurs sens. De même l'instinct avec toutes ses merveilles est la résultante de deux lois, celle qui fait l'aisance, la sécurité des mouvemens devenus inconsciens par l'habitude, et la loi d'hérédité, qui transmet aux descendans les aptitudes possédées par les ancêtres. C'est encore une grande généra-

lisation de faits déjà observés que la thèse aujourd'hui bien connue de la propriété *structurale*, architectonique, de la force moléculaire. On connaissait les phénomènes de la polarité magnétique et électrique; on a pu en étendre le concept à toutes les molécules et se rendre compte par là des formes arrêtées des cristaux, puis passer à la genèse des plantes et à celle des animaux. Ce sont là de magnifiques conquêtes, destinées à s'augmenter indéfiniment, et tant qu'on se borne à les énumérer, le matérialisme, ou ce qu'on veut appeler de ce nom, a parfaitement le droit de chanter victoire.

Mais à son tour il ne doit pas se faire illusion. Il résulte aussi de toutes ces découvertes que la notion vulgaire de la matière est incomplète. Tant qu'on s'y bornera, l'évêque Butler aura cent fois raison de déclarer que d'une pareille matière ne peuvent sortir ni la vie ni la pensée. Il faut de toute nécessité que moyennant une notion plus exacte de la matière nous fassions rentrer dans sa définition un élément qui contienne la puissance et la promesse de la vie. Il faut aussi reconnaître franchement que jusqu'à présent il n'a point été fourni de preuve expérimentale suffisante d'une véritable production d'organismes vivans sans vie organisée préexistante.

N'oublions pas enfin que la même révélation scientifique aboutit, comme la psychologie pure, à poser la terrible question de la réalité du monde extérieur. A vraiment dire, ce que chacun de nous voit n'est qu'une certaine affection de sa rétine; ce qu'il touche n'est réellement qu'une modification subie par les nerfs tactiles; de même pour les autres sens. Le monde extérieur à nous n'est donc pas un fait premier, c'est une conclusion, une inférence, dont l'idéalisme de Berkeley, le scepticisme de Hume, ont pu contester la validité. M. Herbert Spencer propose comme moyen de solution l'idée du symbole ou du signe. Nos états de conscience sont les symboles ou les signes d'une réalité extérieure qui les détermine, mais dont nous ne pouvons sonder la nature réelle. Au-dessus d'elle plane l'être mystérieux, indéfinissable, le *moi* qui sent et interprète.

En résumé, de quelque manière qu'on s'y prenne, de quelque point que l'on parte, nous aboutissons fatalement au mystère; mais, dans le cercle où il nous est possible de voir clair, il ne faut pas contester que l'évolution continue représente aujourd'hui le point de convergence vers lequel se dirigent toutes nos sciences et toutes nos découvertes. Cette évidence ne détruit pas le fait que nous sommes incapables de passer logiquement de l'homme *objet* à l'homme *sujet*, du système nerveux et de ses modifications aux phénomènes parallèles de la sensation et de la pensée. On dirait que notre intelligence manque de la faculté qui lui serait nécessaire pour saisir la connexion entre les deux ordres de faits, d'au-

tant plus qu'il y a dans l'être humain d'autres facultés qu'on ne peut pas expliquer comme l'intelligence par l'accumulation d'expériences séculaires. Il y a l'amour, antérieur sous toutes ses formes à toute expérience; il y a le respect, l'admiration, le sens du beau dans la nature et dans l'art, il y a le sentiment religieux antérieur à toute histoire. Lui aussi a droit à une réponse. La seule chose que nous devions toujours lui refuser, c'est le droit de tyranniser l'intelligence. N'ayons pas peur de ceux qui voudraient aujourd'hui nous enchaîner en son nom. Nous avons livré et gagné nos batailles au moyen âge; comment craindrions-nous l'issue d'une lutte nouvelle avec notre adversaire affaibli? Il faut seulement comprendre le monde assez largement pour que l'intelligence et le sentiment, Newton et Shakspeare, Galilée et Raphaël, Kant et Beethoven, aient également leur place au soleil. Ces deux catégories ne sont pas opposées, elles se complètent; elles doivent non pas s'exclure, mais s'associer. Et si l'esprit humain, plus ambitieux encore, avec la sympathie du pèlerin songeant à sa maison lointaine, se tourne toujours vers le mystère dont il est sorti, cherchant à le concevoir, de manière à fonder l'unité de la pensée et de la foi, — tant qu'il le fera sans intolérance et sans fanatisme, tant qu'il reconnaîtra que là surtout l'immutabilité des notions est une chimère, — saluons dans ce sublime effort le plus noble exercice de cette faculté créatrice que nous pourrions distinguer sous ce nom de la faculté de connaître. « Ici, dit en terminant M. Tyndall, j'aborde un sujet trop élevé pour que j'ose le traiter moi-même; mais il sera encore traité, soyez-en sûrs, par les plus fiers esprits de notre race, lorsque vous et moi, comme les vapeurs d'un nuage matinal, nous aurons depuis longtemps disparu dans l'azur infini du passé. »

IV.

Me tromperais-je? Il me semble que nous pourrions tous profiter de cette éloquente revendication du bon droit de la science associée à la reconnaissance impartiale du bon droit parallèle des autres aptitudes de l'esprit humain. Nous connaissons, nous aussi, de ce côté de la Manche, le conflit de la science et de la foi. Il se déroule d'une manière moins pacifique et moins digne qu'en Angleterre. A plus d'une reprise, nous nous sommes sentis humiliés dans notre fierté nationale par les entraves que l'étroitesse religieuse réussissait à imposer aux libres mouvemens de la pensée scientifique. Ils ne manquent pas non plus chez nous, les absolutistes qui voudraient river des chaînes que nous avions crues à jamais brisées par nos pères. D'autre part, je renverrais volontiers certains matérialistes

de notre continent à cet exemple de *fair play*, donné par un savant anglais qui n'est pas seulement leur égal par le savoir, qui l'emporte évidemment sur eux par son impartialité philosophique. Nous aimerions à les voir reconnaître avec lui les limites infranchies et peut-être infranchissables au-delà desquelles commence décidément un monde où ni télescope ni microscope ne servent plus à rien, et qui vaut pourtant bien la peine qu'on s'en occupe. N'exagérons rien. Il est évident que, par la nature de ses études, par les affinités de son esprit, le professeur anglais penche plutôt du côté matérialiste et lui accorde des avantages qu'on pourrait lui contester. Expliquer, par exemple, les merveilles de l'instinct animal par l'accumulation héréditaire des aptitudes, n'est-ce pas tout uniment remplacer un mystère par un autre et dépasser très arbitrairement les données de l'observation? Rien de moins vraisemblable que l'hypothèse qui fait dériver les actes instinctifs de tâtonnemens originairement calculés et réfléchis. Se représente-t-on les premières chenilles s'évertuant à filer leur vêtement de chrysalide et devant s'y reprendre des milliers de fois avant de réussir, ou les premiers carnassiers étudiant les moyens de découvrir et d'atteindre leur proie? Mettez la finalité dans les êtres, si vous refusez de la leur appliquer du dehors, mais n'espérez pas la bannir, ou vous vous briserez contre l'évidence. M. Tyndall est un grand partisan de la théorie atomistique, je ne veux pas le contredire : il y a d'ailleurs des faits chimiques et physiques démontrant qu'elle doit avoir au moins une part de vérité; mais enfin nul n'a jamais vu d'atome isolé, et pourquoi le malheur veut-il que rationnellement l'atome, c'est-à-dire la particule indivisible de matière, soit une contradiction *in adjecto*, contre laquelle la pensée regimbe comme devant un non-sens? Il faut, pour avancer cette théorie avec tant d'assurance sans être un instant arrêté par la contradiction qui lui sert de point de départ, une complaisance qu'il nous est impossible de partager.

Cela dit, il n'est que plus instructif de voir combien il s'en faut, en bonne logique et devant une appréciation calme de faits considérés trop souvent comme foncièrement hostiles à toute philosophie spiritualiste, que les grands principes qui font l'honneur, la dignité, l'espoir de la vie humaine soient sérieusement menacés par le développement contemporain des sciences de la nature. En l'acceptant tout entier tel qu'il s'offre à nous, il y aurait lieu à un simple déplacement dans l'ordre de nos conceptions spiritualistes bien plutôt qu'à la volatilisation à laquelle on les dit condamnées.

Pour prendre un exemple frappant, comment les derniers progrès de la physique nous amènent-ils à concevoir la matière? Il est clair

que nous sommes désormais loin de l'idée très incomplète qu'on s'en faisait dans les anciennes écoles. Au temps de la grande guerre entre les spiritualistes et les matérialistes, la matière était cette substance étendue, impénétrable, divisible, inerte par elle-même, absolument étrangère à la vie et à la pensée, que nous pouvions voir, toucher, ou du moins nous figurer visible et palpable. Par conséquent il était fort naturel de poser en axiome que la vie et la pensée en sont absolument distinctes. On devait se demander, il est vrai, et l'on se demandait, comment deux substances contradictoires s'arrangeaient pour coexister dans les mêmes individus et exercer l'une sur l'autre une foule d'actions et de réactions réciproques. L'histoire de la philosophie a enregistré les solutions tantôt ingénieuses, tantôt puériles, toujours insuffisantes, qui ont été successivement proposées, depuis les « causes occasionnelles » jusqu'à « l'harmonie préétablie. » On en était venu à renoncer à toute solution. Là-dessus, les sciences naturelles continuent d'avancer. Elles découvrent que la vie et la pensée sont bien moins extérieures à la matière qu'on ne le disait. Elles remontent d'un côté jusqu'aux relations incontestables de la vie du cerveau et de celle de l'âme; de l'autre, elles atteignent dans les dernières profondeurs des règnes organiques ces êtres vivans qui diffèrent à peine d'une cristallisation. Lors même que plus d'un anneau manque encore à la chaîne et qu'en particulier le phénomène de la sensation, si vague, si obscure qu'elle soit dans sa première apparition, semble dénoter quelque chose d'absolument irréductible à tout ce qui la précède, il n'en reste pas moins qu'on entrevoit la possibilité, toujours plus probable, de passer par une série sans interruption de la matière inanimée à la vie et de la vie à l'esprit. Mais quoi! à peine la science a-t-elle envisagé cette imposante notion du développement ascensionnel des êtres, qu'elle découvre l'impossibilité de laisser la matière réduite à ses propriétés classiques, qu'elle sent la nécessité d'en élargir la définition, et il se trouve qu'à la fin la matière, la vraie matière doit, en outre de ces propriétés, en contenir d'autres qui rendent concevables l'apparition de la vie à un certain moment de la série, celle de l'esprit tout au sommet. C'est à la monadologie de Leibniz ou du moins à quelque chose d'approchant que la science de la nature nous ramène. Franchement, les vieux spiritualistes n'avaient pas tellement tort quand ils niaient la possibilité de faire sortir la vie et la pensée de la matière telle qu'on la leur définissait, et le matérialisme sensé ou plutôt l'étude indépendante de la matière et de la nature leur donne raison quant au fond en reportant dans la matière elle-même une force encore latente, bien qu'en action peut-être déjà dans la polarité, mais

distincte de ses propriétés de tout temps reconnues, et qui contient en puissance la vie et la pensée, destinées à s'épanouir ultérieurement. Il y a des théologies et des philosophies qui ne consentiront jamais à s'assimiler une pareille conception; mais, en dehors de tout parti-pris, le besoin religieux de rattacher la vie et l'âme à l'action créatrice est tout aussi bien satisfait dans l'hypothèse où Dieu crée avec et dans la matière le germe de la vie organique et de la vie spirituelle que dans les vieilles représentations mythiques, où le Créateur pétrissait successivement à jour marqué les premiers exemplaires de chaque espèce et insufflait dans les narines du dernier créé une « respiration de vie » pour lui donner une âme. Assurément nous n'irons pas en quelques lignes trancher des questions si ardues; mais nous dirons sans détour qu'au point de vue d'une philosophie vraiment spiritualiste et religieuse nous saluons avec plus d'espoir que de crainte cette récente évolution du naturalisme, nous demandant si nous n'assisterions pas à l'aurore d'une féconde conciliation des deux termes si longtemps opposés.

Qu'on m'entende bien. Je n'espère ni ne désire que les physiciens et les naturalistes poursuivent cette conciliation d'un dessein délibéré. Ce n'est pas leur affaire, ou plutôt ils compromettraient tout en s'étudiant à la chercher. Leur autorité, pour nous humbles critiques, philosophes circonspects et modestes théologiens, réside tout entière dans le désintéressement de leur point de vue. Nous nous défions tout aussi bien des travaux visiblement dirigés vers la confirmation des traditions consacrées que des études trahissant le désir passionné de les surprendre en flagrant délit d'erreur. Nous supplions nos savans d'imiter un de leurs illustres confrères, bien connu des lecteurs de la *Revue*, qui, dit-on, lorsqu'il s'enferme dans le laboratoire où il se livre à ses belles recherches, consigne à la porte « Mme de la Matière et M. de l'Esprit » et reste sourd à toutes les tentatives qu'ils font pour entrer.

Mais quand, en pleine liberté, marchant droit devant elle, renouvelant, élargissant, approfondissant notre connaissance des choses, la science de la nature nous révèle des faces de l'être jusqu'alors ignorées, et réclamant, faisant prévoir leur complément psychologique et religieux, bien loin de la maudire parce qu'elle contrarie en nous quelques habitudes mentales, nous lui crions du sein de notre obscurité : Courage, belle science, et en avant! Nous avons cette foi dans la nature que nous n'admettons pas en elle la possibilité du mensonge, et la nature mentirait, elle serait la contradiction absolue, c'est-à-dire le néant, si le monde extérieur, sondé jusque dans ses derniers arcanes, devait anéantir ce monde intérieur, ce règne de l'âme, qui n'est pas moins naturel, moins positif que

l'autre. On dit qu'il est moins évident. Cela dépend complétement de l'œil avec lequel on le contemple. L'œil, dit excellemment l'Évangile, est le flambeau du corps. Si notre œil est sain, nous marchons en pleine lumière; s'il est attaqué par la maladie, nous n'agissons plus qu'en tâtonnant; s'il est crevé, nous ne voyons plus même ce qui éblouit. Notez bien que cela ne fait rien du tout au soleil lui-même, qui n'en continue pas moins d'irradier dans l'immensité. De même prenons garde que la lumière qui est en nous ne s'obscurcisse. A une certaine hauteur de l'esprit, c'est le monde extérieur qui pâlit, c'est le monde intérieur qui se colore des teintes les plus vives de la réalité. Il est une confession aussi noble que franche dans la première préface jointe par M. Tyndall à sa fameuse *Adresse*. « Ce n'est pas, dit-il, aux heures de clarté et de vigueur que la doctrine de l'athéisme se recommande à mon esprit; dès que la pensée revient plus forte et plus saine, cette doctrine se dissout et disparaît toujours comme n'offrant aucune solution du mystère dans lequel nous sommes plongés et dont nous formons nous-mêmes une partie. »

De même l'homme de religion virile et sincère reconnaîtra sans peine que c'est aux heures d'étroitesse et de défaillance qu'il en veut à la science indépendante de ce qu'au prix de quelque déchet théologique elle accroît le trésor de vérité que l'humanité possède. Nous n'aurons jamais trop de vérité ni d'un côté ni de l'autre. Ce qu'il faut accorder, c'est que, par la constitution même, ou, si l'on veut, à cause de la faiblesse innée de notre intelligence, il nous est bien plus difficile de trouver la formule rationnelle de la réalité religieuse que d'établir les lois de la réalité sensible ou d'en étudier les ressorts cachés. Est-ce un malheur? Je ne sais. En tout cas, c'est une raison de plus pour supporter les infinies variétés de la pensée humaine quand elle s'applique à cet objet subtil et vénérable entre tous de son insatiable curiosité. Nous pouvons seulement ajouter ceci : c'est que, la réalité de cet objet mystérieux de la foi étant sentie et reconnue, le fait de l'affinité non moins mystérieuse de notre être avec cette puissance auguste qui enveloppe et pénètre toute existence étant constaté, il y a dans ce point d'arrivée des sciences naturelles un point de départ d'une solidité incomparable pour l'esprit humain s'élançant vers l'infini avec l'espoir de surprendre quelques-uns de ses secrets; il y a même la garantie que ses plus nobles espérances, ses aspirations les plus pures, sont une des harmonies de la vérité absolue. C'est déjà suffisant pour bien vivre et pour bien mourir; de quel droit exigerions-nous davantage?

ALBERT RÉVILLE.

L'AGE DORÉ

EN AMÉRIQUE

The Gilded Age, by Mark Twain and C. Dudley Warner, London 1874.

I.

A propos du livre curieux de M. Hepworth Dixon sur la *Nouvelle-Amérique*, un critique autorisé exprimait ici même le désir qu'il surgît de temps à autre des observateurs capables de discerner l'heure à l'horloge invisible qui marque la vie des différentes nations et de nous la sonner (1). Les auteurs du *Gilded Age* ont réalisé ce vœu dans une certaine mesure; assurément ils sont loin de la hauteur de vues, de l'exquise pénétration, du charme plein de finesse, qui distinguent le talent de M. Dixon; ils ne savent pas, comme lui, remonter de l'effet aux causes les plus secrètes, ils ne prétendent point laisser à la postérité un monument d'histoire ou de philosophie; c'est sans beaucoup d'art qu'ils nous présentent sous forme de roman le daguerréotype brutal de la société qui les entoure, société dévorée par la soif des richesses soudaines et la fièvre de l'aventure, tandis que la plus honteuse corruption en matière politique mine ses fondemens sur tous les points. Assez d'enthousiastes ont chanté l'âge d'or du Nouveau-Monde, le temps où Washington se retirait les mains vides dans son humble foyer, après avoir re-

(1) Voyez dans la *Revue* du 1er mai 1868 *la Vie sociale en Amérique*, par M. Émile Montégut.

mis à la république naissante l'état des dépenses de la guerre scrupuleusement appuyé de pièces justificatives, le temps où Franklin, ambassadeur à la cour de France, faisait dire de lui, tant étaient simples ses vêtemens : « Quel est ce vieux paysan qui a l'air si noble? » où Jefferson refusait de violer la loi en restant, passé un certain terme, à la tête de son pays. Gloire au gouvernement, quel qu'il soit, qui s'appuie sur de telles vertus! Malheureusement nous sommes trop disposés en France à prendre pour une continuation de cet âge d'or l'âge plus ou moins *doré* que MM. Mark Twain et Dudley Warner nous présentent enfin sous son vrai jour avec ses plaies et ses souillures; certes ce n'est pas lui que nous devons envier. L'or qui de loin brille d'un éclat si pur n'est que du clinquant; il suffit d'y toucher pour s'en convaincre : spéculations, élections, fraudes de toute sorte, vont passer au creuset sous nos yeux, et le principal intérêt de cette expérience sera d'être faite par deux Américains.

On peut toujours se méfier des engouemens ou des critiques du voyageur devant un ordre de choses qui lui était inconnu la veille et qu'il entrevoit superficiellement à travers ses préjugés. Combien de livres écrits sur l'Amérique par tel ou tel Européen sont un tissu d'utopies et d'illusions! Quelles légendes ont circulé ainsi au sujet de la Californie, quels lieux-communs continuent d'avoir cours touchant la constitution modèle des États-Unis! Quand Bret Harte au contraire trace à grands traits la vie des argonautes de 49, quand Eggleston raconte naïvement celle des colons grossiers de l'Indiana et de l'Ohio, nous sentons qu'ils ont été eux-mêmes acteurs dans les événemens que leur plume enregistre, nourris des idées dont ils font l'éloge ou le procès, et leurs moindres esquisses prennent un intérêt très vif pour quiconque cherche à pénétrer dans les vicissitudes de la civilisation américaine. Encore ces romanciers de terroir n'ont-ils traité que certains épisodes de l'immense tableau que MM. Mark Twain et Warner entreprennent aujourd'hui de dérouler tout entier. Leurs forces sont-elles à la hauteur d'une pareille tâche? Nous ne saurions répondre affirmativement. Au point de vue de l'ordonnance et de la composition, l'énergique satire qu'ils ont intitulée *the Gilded Age* laisse beaucoup à désirer; il y règne un désordre, une exubérante confusion, un mélange de bon sens et de folie qui ne saurait surprendre de la part de Mark Twain (M. Samuel Clemens), le plus audacieux des humoristes (1). Tantôt il cite les faits avec la précision sèche d'un *reporter*; tantôt il les exagère et s'en moque de telle sorte que le

(1) Voyez, dans la *Revue* du 15 juillet 1872, *les Humoristes américains*.

thème lui-même disparaît sous la broderie qui le surcharge; il est clair que son collaborateur, M. Dudley Warner, talent plus sage et moins original, a dû être gêné dans la conduite de l'intrigue principale par cette verve impétueuse qui déborde à l'improviste, empiétant sur les passages les plus pathétiques et chargeant tout à coup les caractères jusqu'à la caricature.

De cette association de deux esprits très dissemblables résulte une œuvre hybride assez difficile à lire; on voit à chaque instant la plume passer d'une main à l'autre et le romancier rappeler l'humoriste à l'ordre, l'y rappeler en vain le plus souvent; mais au fond de ce fouillis il y a des trésors d'observation, il suffit pour les découvrir d'écarter la multitude des incidens, le flot de bouffonneries qui noie la vérité sous prétexte de la faire passer dans un éclat de rire. Ne comparez pas de lourdes et violentes enluminures à des tableaux achevés. N'exigez de Mark Twain ni tact, ni délicatesse, mais comptez sur la sagacité honnête et franche que trahissait à chaque pas déjà son itinéraire burlesque des *Innocens à l'étranger*, et qui, dans *l'Age doré*, creuse avec plus de bonheur encore des sujets familiers, d'abord celui de l'émigration, dont les beaux côtés ont été vantés trop souvent; cette fois les déceptions et les misères en sont mises à nu. Mark Twain a pu faire connaissance avec elles dans les mines et défrichemens du grand ouest, où il a commencé sa carrière d'écrivain, le pistolet au poing, avant de déclarer la guerre aux « Indiens » des centres civilisés, escrocs, filous et faussaires qui scalpent les gens à leur façon.

Nous sommes dans une misérable localité du Tennessee oriental, chez Silas Hawkins, à la fois épicier et maître de poste. Celui-ci échange un quart de mélasse contre la peau de raton que lui apporte une cliente, tout en se berçant de rêves de fortune. — Écoute, Nancy, dit-il à sa femme, j'ai pris un parti. Impossible de rester plus longtemps à pourrir dans ce trou; je vendrai le peu que je possède, j'achèterai un chariot, je t'y installerai, toi et les petits, puis nous partirons tous pour le Missouri.

— Ce qui te convient me convient aussi, mon ami, et nos enfans ne pourront être nulle part plus mal qu'ils ne sont ici.

— A la bonne heure! Vois-tu ces papiers, Nancy? Eh bien! ils m'assurent la propriété de 75,000 acres de terre dans le comté. Juge quelle fortune énorme nous posséderons plus tard! Énorme,... le mot n'est pas exagéré. Tu ne dis rien?..

— Mon Dieu...

— Laisse-moi achever! Il y a des semaines que je roule dans ma tête cette grande inspiration : je bous, je fume, j'éclaterais, si je n'en parlais pas enfin! Je n'en ai soufflé mot à personne, j'ai mis ma

physionomie sous clé de crainte qu'elle ne révélât même à ces animaux qui nous entourent les incalculables richesses enfouies à leurs pieds! Pour conserver cette terre à la famille, il suffit de payer les impôts annuels, une bagatelle... On ne donnerait pas un sou de l'acre aujourd'hui, mais il viendra une époque où les gens s'estimeront trop heureux de la payer vingt, cinquante, cent dollars. Que dirais-tu, — et Hawkins baisse la voix en regardant autour de lui avec inquiétude, — que dirais-tu de mille dollars? Oh! tu peux ouvrir les yeux! C'est la vérité. Peut-être ni toi ni moi nous ne verrons ce jour-là; mais eux, nos enfans, le verront! Rappelle-toi ce que je te dis : les bateaux à vapeur remonteront notre petite rivière, et le chemin de fer, — ces idiots ne veulent pas le croire, n'en ont peut-être seulement jamais entendu parler, n'importe! — il fera une révolution. Vingt milles à l'heure, conçois-tu, Nancy, vingt milles à l'heure, cela fait tourner la tête d'y penser! Quand tous les deux nous dormirons sous terre, il y aura un chemin de fer qui des cités du nord courra jusqu'à la Nouvelle-Orléans en passant par ici. Déjà sur plus d'un point des états de l'est on a cessé de brûler du bois, et que crois-tu qu'on brûle à la place?.. Du charbon! — Hawkins se penche de nouveau vers l'oreille de sa femme : — Il y a des mondes de charbon chez nous! Ces affleuremens noirs sur le bord de la rivière, tu les appelles comme tout le monde des rochers, on s'en sert pour construire des barrages et je ne sais quoi encore. Grand Dieu! j'ai dû devenir blanc comme linge le jour où l'un de nos voisins a parlé d'en bâtir une cheminée qui eût pris feu et tout divulgué! Je lui ai prouvé que cela ne serait pas solide; ensuite il voulait se servir de minerai de cuivre, du cuivre jaune splendide. Il y a des fortunes en cuivre au fond de notre terre!.. puis il est tombé sur du minerai de fer, il y a aussi des montagnes de fer, chère amie, des montagnes! Je l'ai toujours arrêté, surveillé, je ne l'ai laissé tranquille que lorsqu'il est revenu aux sales constructions de bois et de boue qui sont à la mode dans ce hideux pays,... un pays si riche en réalité! forêts de pins, blé, fer, cuivre, charbon, que veux-tu de plus? Attendons les bateaux à vapeur, attendons les chemins de fer. Nous traînerons notre misère, Nancy, nous vivrons de croûtes, mais *eux*, ils iront en voiture comme des princes, ils auront des courtisans, des valets; leurs noms seront connus d'un océan à l'autre, et un jour un train de grande vitesse les ramènera au lieu où nous voici : « Que cette maison reste intacte, diront-ils, elle nous est sacrée, car le père et la mère y ont souffert pour nous, pensé à nous et posé à notre intention les bases d'un avenir aussi solide que le sol même. »

Cette fortune chimérique annoncée si pompeusement sera par la

suite une malédiction pour la famille Hawkins; elle l'empêchera d'accepter franchement les réalités de la vie et de lutter contre elles; le travail entrepris à contre-cœur, *en attendant*, ne portera pas de fruits; les enfans s'habitueront à compter sur leurs châteaux futurs dans le Tennessee comme sur un héritage acquis, et à ne jamais regarder la pauvreté en face, sans parler des taxes annuelles qui menacent de dévorer leurs dernières ressources. La mère serait plus sage, une triste expérience l'a rendue incrédule; mais elle se reprocherait d'affliger son mari en le lui laissant voir. — Tu es un bon cœur, dit-elle les larmes aux yeux, et je suis fière d'être ta femme. Allons donc au Missouri, quitte à rentrer dans la terre promise quand elle pourra être exploitée. Tu n'es pas à ta place au milieu de ces êtres ignorans et grossiers; je laisserais volontiers mon pauvre corps périr de faim pour procurer à ton esprit l'aliment qu'il lui faut. — Toujours la même, ma brave enfant! mais nous ne mourrons pas de faim, Nancy. J'ai une lettre d'Eschol Sellers, et je vais te la lire.

Tandis qu'il court chercher cette lettre, que lui a en effet apportée le courrier mensuel, un nuage passe sur le visage de la pauvre femme. C'est une personne d'excellente famille, bien élevée, pleine de bon sens. Elle a peur des utopies, des inventions et des découvertes d'Eschol Sellers, qu'elle connaît trop. Assise, les mains pliées sur ses genoux, elle hoche la tête en se rappelant comment ce mauvais génie les a égarés au temps où ils cherchaient à faire fortune dans la Virginie, comment il a fallu recommencer au Kentucky pour échouer, toujours par sa faute, et maintenant la maison roulante qui les a conduits à tant de revers va se remettre en marche sous cette même impulsion funeste, — non que Sellers soit un méchant homme, mais il prend feu à chaque seconde comme un baril de poudre, et il manque absolument d'équilibre. Ses projets les plus tentans sont toujours inexécutables. C'est lui qui a persuadé naguère à Hawkins que l'huile noire poisseuse que distille l'escarpement de la rivière est du charbon, et en effet il l'a raffinée, puis brûlée... On ne peut le nier, cela brûlait bien dans la lampe qu'il a portée comme échantillon à Cincinnati. Seulement, au milieu de l'expérience, la lampe fit explosion devant les riches spéculateurs venus pour l'examiner et faillit faire sauter toute la salle. Au lieu de gain, on eut de grosses dépenses; mais pour Sellers rien n'est jamais désespéré, le soleil se lève toujours, quitte à ne jamais atteindre l'heure de midi. Le pire, c'est qu'on ne peut s'empêcher de l'aimer, quelque mal qu'il vous fasse. Il a de si bonnes intentions! — Hawkins revient avec la lettre; elle est ainsi conçue : « Accourez tous au Missouri... N'attendez pas qu'on vous donne un bon prix,

jetez tout plutôt, mais hâtez-vous, de grâce, vous pourriez arriver trop tard ! Peu importe que vous ayez les mains vides. Arrivez seulement ! Vous ne le regretterez pas... C'est le plus beau pays, l'air le plus pur... Je ne puis le décrire, aucune plume n'en viendrait à bout,... et il se peuple rapidement... On y afflue de partout. J'ai des projets immenses, je vous y associe, j'y associe tous mes amis, il y a place et profit pour tout le monde. Chut surtout ! Discrétion est le mot d'ordre. Vous verrez,... venez, précipitez-vous, ne perdez pas une minute ! »

— Il est toujours le même, hein, Nancy ? toujours le même ?

— Oui, il n'a pas changé de ton. Et tu persistes à le rejoindre ?

— Parbleu ! c'est affaire de chance naturellement, et la chance ne nous a pas été souvent favorable, je le reconnais, mais, quoi qu'il arrive, l'avenir des petits est assuré ici, Dieu en soit loué !

— Ainsi soit-il, soupire la mère avec ferveur. — Et la famille Hawkins fait ses préparatifs de départ pour s'enfoncer une fois de plus dans l'inconnu.

Rien de pénible comme les longues étapes de ce chariot d'émigrans à travers les forêts, sur des routes à peine frayées. La première partie de l'itinéraire est marquée par un épisode touchant qui fait ressortir le plus beau côté de la vie d'aventure : une imprévoyance généreuse, l'empressement à s'entr'aider sans calculer ses moyens ni ses forces.

Après trois jours de route, les voyageurs pensaient à leur campement quand ils se trouvèrent devant une cabane isolée. Hawkins arrêta son attelage et franchit le seuil, sur lequel un garçon de dix ans était assis, le front entre ses mains. Au bruit que fit l'étranger, il ne bougea point. — Allons, gamin ! lui dit Hawkins, on ne s'endort pas avant le coucher du soleil.

Le petit visage, caché jusque-là, se leva lentement ; il était inondé de larmes.

— Je te demande pardon, mon enfant. Tu as du chagrin ?

Le jeune garçon fit un signe affirmatif et s'écarta pour le laisser passer, puis il reprit sa première attitude.

Hawkins était entré dans le misérable taudis. Cinq ou six paysans des deux sexes s'y groupaient au milieu de la chambre ; affairés, mais sans bruit, ils se parlaient tout bas ; sur deux chaises sans dossiers reposait une bière, et ils venaient d'y déposer le corps d'une femme. L'un d'eux, désignant à l'étranger le petit malheureux qui pleurait, dit : — C'était sa mère. — Ces braves gens, réunis pour rendre les derniers devoirs à leur pauvre maîtresse d'école, s'intéressent au petit Clay, mais ne savent comment faire pour le nourrir, étant eux-mêmes dans le besoin. Hawkins comprend les regards

interrogateurs et supplians qu'ils fixent sur lui. — Mes amis, dit-il, je ne suis pas riche, moi non plus, mais je ne tournerai jamais le dos à un orphelin. Qu'il me suive, je lui donnerai l'affection que je demanderais pour l'un de mes enfans, s'il était à sa place. — Ce bienfait sera rétribué au centuple. Un jour doit venir où Clay soutiendra seul toute la famille, car sa mère lui a enseigné de bonne heure à aimer le travail sans attendre la richesse, et les millions imaginaires du Tennessee, bien qu'il doive en avoir sa part, ne lui feront jamais perdre la tête; mais Hawkins ne sait rien en le recueillant, sinon qu'il prend une charge de plus, et il la prend avec joie.

— Si tu as eu tort, lui dit sa pieuse femme, c'est un tort qui te sera compté pour bien au jour du jugement, et tu m'as fait honneur en devinant que j'étais consentante. — Puis, se tournant vers Clay : — Apporte-moi ton chagrin, pauvre petit !

Le long voyage se poursuit. Nous sommes initiés à la navigation compliquée du Mississipi avec ses bancs de sable perfides, ses bas-fonds imprévus, ses rapides, ses chutes, ses courbes immenses défendues par une muraille d'épaisses forêts qui n'ont jamais senti le tranchant de la hache. En pleine nuit, une lutte de vitesse s'engage entre le *Boreas*, qui porte les Hawkins, et un autre navire, l'*Amaranthe*, lutte suivie pour ce dernier d'une explosion qui coûte la vie à une quarantaine d'infortunés. On fera une enquête, et l'éternel verdict américain : *personne n'est coupable*, retentira une fois de plus, cela va sans dire. Enfin les voyageurs aperçoivent une longue file de bateaux à vapeur rangés le long d'un quai comme des sardines dans une boîte, puis au-dessus et au-delà les dômes, les clochers de Saint-Louis, que semble recouvrir un champignon de noire fumée. Un plus petit bateau reçoit la famille Hawkins, qui s'est augmentée encore d'un enfant dont les parens ont disparu dans le sinistre de l'*Amaranthe*. — La terre du Tennessee ne suffirait-elle pas à entretenir une armée d'orphelins? La petite Laure se réveillera sans doute riche comme les autres.

A cent trente milles plus haut sur le fleuve, tous nos futurs millionnaires, pauvres comme Job pour le moment, débarquent en corps, et leur wagon attelé derechef atteint enfin sa destination. L'eldorado prétendu se compose, hélas ! d'une douzaine de cabanes en bois agglomérées autour du magasin qui forme le centre inévitable de ces sortes d'établissemens; mais le colonel Sellers surgit pour en faire les honneurs, et sa langue bien pendue a le pouvoir de ces baguettes magiques qui changent les étables en palais. Colonel, il ne l'est pas plus que son ami Hawkins n'est juge : ces titres sont le privilège gratuit de la popularité dans les défrichemens;

chaque village en décore ses notables à tort et à travers. Sellers a la mine militaire; c'est au reste le type du hâbleur par excellence, et du spéculateur incorrigible qu'aucun obstacle n'arrête, qu'aucun échec ne lasse; sa bonne humeur est aussi invincible que la faculté qu'il possède de se tromper en trompant les autres. Il dit, et les choses apparaissent à son interlocuteur sous le jour où il les voit lui-même, riantes, pleines de promesses. Ne pouvant rendre les siens riches et heureux au gré de ses désirs, il leur persuade du moins, en les mettant sur la paille, qu'ils n'ont rien à désirer. Ses poches sont pleines d'entreprises colossales qui jamais n'aboutissent; il nourrit sa famille de navets crus sous prétexte d'hygiène, et une chandelle allumée remplace le feu dans son poêle vierge de combustible. Tout est illusion chez les Sellers; les dollars n'apparaissent que dans les discours imagés du chef de la famille; mais là ils ruissellent par avalanches. Sellers est la personnification du *humbug;* il vit d'expédiens avec une impudence qui, loin d'être comique, dégoûterait le lecteur français. Nous sourions attendris à telles ruses qu'un dévoûment aveugle et le respect de la maison de son maître inspirent au vieux Caleb; les moyens audacieux qu'emploient volontiers certains bohèmes de Murger pour satisfaire leurs fantaisies de plaisir nous trouvent indulgens : la jeunesse, l'esprit, la gaîté, sont de si belles excuses! mais comment qualifier la conduite d'un meurt-de-faim sur le retour, lourdement bavard, menteur par état, la bouche toujours pleine de chiffres et de prospectus, n'ayant que l'effronterie de l'intrigue sans en avoir les talens, et dont l'industrie consiste à guetter les étrangers au passage pour leur proposer des coups de fortune impossibles en même temps que des rafraîchissemens qu'il a soin de leur faire payer! Aux États-Unis, cet imposteur de bas étage est un *gentleman* malgré tout, et sa fausse bonhomie paraît gagner les auteurs mêmes du roman, qui dénoncent avec une secrète indulgence ses méfaits, rachetés sans doute à leur gré par des bons mots dont rougirait notre type traditionnel de commis-voyageur. Nous n'en avons recueilli qu'un qui mérite d'être cité. « Si l'on vous rendait justice, lui dit-on, vous siégeriez au congrès. — Je ne crois pas que rien dans ma conduite ait jamais autorisé personne à m'insulter de la sorte, répond le colonel avec l'accent de l'innocence outragée. » Ceci donne la mesure du degré d'estime qu'accordent à l'assemblée des représentans de leur pays MM. Mark Twain, Dudley Warner et plusieurs autres.

La fortune, si capricieuse à son égard, est relativement favorable au colonel lorsque ses amis du Tennessee viennent le retrouver; il associe Silas Hawkins à un élevage de mulets très productif, de sorte que les nouveau-venus peuvent bientôt faire construire une

maison à deux étages, dont le paratonnerre et les rideaux de toile cirée peinte attirent maint curieux de plusieurs milles à la ronde. Hawkins jouit de l'ébahissement provoqué par son luxe, tout en comparant néanmoins avec dédain ces mesquines magnificences à celles dont ses enfans feront étalage le jour où leurs soixante-quinze mille acres de terre seront en exploitation. Les prétendus héritiers forment d'avance mille projets ambitieux. Washington, l'aîné, se croit un grand inventeur; mais, pour lancer la moindre de ses inventions, il faut beaucoup d'argent; il en aura, son père n'a jamais cessé de le lui répéter. Ce Washington Hawkins est un être enthousiaste, crédule et doux, plein d'imagination et condamné par conséquent à être toujours dupe dans un pays où les qualités essentielles sont l'audace, la ruse, l'esprit pratique et positif; dès son premier pas, il sera broyé entre les rouages inexorables de cette machine sociale hostile aux faibles et aux timides. Heureusement Clay, son frère adoptif, travaillera pour deux. Laure viendrait aussi très volontiers en aide à ses bienfaiteurs, que les conseils du colonel ont ruinés une fois de plus; c'est une personne énergique et romanesque, aussi intelligente que belle, un aiglon qui ne demande qu'à prendre son essor; mais la poule qui l'a couvé le retient sous son aile. Jamais Mme Hawkins n'admettra qu'une de ses filles s'abaisse à gagner sa vie : des femmes qui ont dans les veines le vieux sang du sud dérogeraient en tirant parti de leurs talens; faute de trouver pour les siens un emploi honnête, Laure en fera dans la suite des instrumens d'intrigue; ce sera l'antithèse de la carrière d'une jeune *quakeresse* de Philadelphie qui, celle-là, étudie la médecine non-seulement en vue d'atteindre à la position pécuniaire de tel ou tel docteur femelle dont les honoraires sont de dix à vingt mille dollars par an, mais surtout pour être à ses propres yeux quelque chose, pour ne pas se rouiller dans l'inaction, pour « briser des obstacles en un mot et se rendre libre. »

Et les terrains du Tennessee?.. — Le juge Hawkins, plus gueux que jamais, grâce à une spéculation sur les sucres qui a tué celle des mulets, a eu diverses occasions de les vendre; trois fois un bon ange sous la figure d'un acquéreur, messager de quelque compagnie métallurgique, est venu l'y inviter en pure perte; au dernier moment, il recule toujours devant ce qui lui paraît être une trahison, devant la crainte de spolier ses héritiers. Sa vie s'use dans cette alternative d'espérances, de déceptions, d'attente vaine, et la mort le prend sans qu'il ait renoncé à sa folie. Il expire en recommandant à ses enfans sans pain de ne jamais perdre de vue leurs trésors du Tennessee.

Toute cette première partie du roman est conduite à merveille et

réellement intéressante par des détails très précis de caractères et de mœurs. La figure de Laure surtout est supérieurement esquissée; cette beauté impérieuse, fantasque et volontaire, que d'incessantes fluctuations de fortune ont tantôt conduite dans les meilleurs pensionnats de Saint-Louis et tantôt ramenée dans un intérieur misérable, apprend par hasard, à l'âge où l'imagination des jeunes filles s'exalte aisément, un secret bien gardé jusque-là : elle n'est pas la fille des époux Hawkins. Le mystère qui flotte autour de son origine l'empêche de trouver un mari, quelle que soit l'admiration qu'elle inspire; Laure sent très amèrement l'injustice du sort, et se console par un précoce mépris de l'humanité. Sans doute ses parens inconnus appartenaient aux plus hautes sphères; ne l'a-t-on pas toujours surnommée la duchesse? ne semble-t-elle pas être d'une autre essence que les humbles villageois qui l'entourent? Le travail solitaire de cette jeune âme ambitieuse, qui sent sa force et brûle de la mesurer aux difficultés de la vie, menace d'absorber notre attention au détriment du reste, lorsqu'un second récit vient se greffer assez maladroitement sur l'histoire de la famille Hawkins, dont la moralité paraît être qu'en Amérique, comme ailleurs, *pierre qui roule n'amasse pas de mousse.* Le véritable héros, Philippe Sterling, entre en scène à brûle-pourpoint.

II.

Si vous voulez savoir ce qu'est au physique un héros de roman en Amérique, regardez-le : bon appétit, bonne humeur, le rire franc, le teint coloré, le front large, six pieds de haut, des épaules robustes qui fendent la foule et de longues jambes qui arpentent librement le monde; un de ces individus capables de toutes les prouesses gymnastiques, capable aussi d'électriser le peuple par un discours improvisé, de chanter avec plus d'enthousiasme que de mesure des refrains patriotiques et de ramer à tour de bras. Ces qualités suffisent apparemment pour captiver toutes les femmes, mais Philippe n'est amoureux que de la seule Ruth Bolton; cet amour a d'ailleurs, jusqu'au jour où il peut se formuler dans une offre de mariage, toutes les allures de l'amitié calme, presque austère. Philippe Sterling est possédé par une idée fixe qui tient en bride et au besoin étoufferait chez lui toutes les passions : l'idée de faire fortune d'un bond, d'avancer sans relâche pécuniairement et socialement. Cette fureur, commune à tous ses compatriotes dès leur début dans la vie, a ses bons et ses mauvais côtés; elle défend l'immobilité tant aux individus qu'à la nation en général, mais aussi elle conduit à de fréquens naufrages. Philippe se laisse aller à la

dérive, sans vocation réelle, essayant de tout avec l'unique espoir que le hasard finira par lui faire rencontrer une veine d'or quelconque. Il n'est point paresseux, il a le genre de courage que donne la ferme volonté de parvenir, mais les exemples qui l'entourent l'ont affolé : il voit tant de gens sans le sou la veille, riches aujourd'hui, et à qui cette opulence subite est venue en dehors des procédés réguliers pratiqués par les générations précédentes! Les chemins de fer, la politique, la spéculation sur les terrains, le tentent également; devant le jeune Américain, les sentiers qui conduisent à la prospérité matérielle sont innombrables; embarrassé pour choisir, il perd souvent des années à calculer les chances que lui offre celui-ci ou celui-là avant de consacrer ses forces à un seul objet. Il n'a pas de traditions qui l'engagent ni le guident, et son impulsion naturelle est de rompre avec la profession de son père pour inaugurer quelque chose de nouveau. Philippe, tout en donnant une chasse active aux dollars, ne dédaignerait pas la gloire, la gloire facilement acquise du premier coup. Il a fait de bonnes études et collaboré non sans succès à quelques *magazines*. Bientôt sa probité se heurte à certains écueils qu'il n'avait pas prévus. On lui accorde de prime-saut la direction d'une feuille provinciale quotidienne, pourvu qu'il en fasse un journal d'opposition; c'est l'opposition qui va triompher et sans doute élire le nouveau président. Rien de mieux; Philippe ne voit qu'une petite difficulté : la honte de parler contre sa conscience. — Oh! bien, lui dit avec dédain un vieux routier de la presse, si vous comptez à la fois écrire et interroger votre conscience, autant y renoncer tout de suite! — Philippe y renonce; on peut arriver autrement; par exemple son ami Harry Brierly, jeune dandy, homme d'affaires de New-York, lui propose de se joindre à un comité d'exploration qui s'en va projeter une ligne de chemin de fer dans l'ouest. — Soit! en quelle qualité?

— En qualité d'ingénieur parbleu!

— Je ne sais rien du métier.

— Vous l'apprendrez en route; nous partons demain.

Et voici les deux amis occupés à s'acheter des livres spéciaux, des vêtemens de caoutchouc, des bottes protectrices contre les serpens, avant d'avoir regardé seulement sur la carte les lieux qu'ils vont explorer et de savoir au juste ce qu'on se propose d'y faire. Don Quichotte ne partit pas plus étourdiment en quête d'aventures, et leurs illusions valent bien celles des chevaliers errans du vieux monde. Avant de s'enfoncer dans l'ouest, Philippe jette à la poste une lettre pour sa petite amie de Philadelphie, Ruth la quakeresse. Peut-être ne la reverra-t-il jamais : il connaît les périls de la frontière, les Indiens, la fièvre; mais il s'agit de conquérir la toison

d'or. La pensée de déposer son trophée aux pieds de Ruth Bolton n'est pas un médiocre stimulant pour Philippe.

Cette lettre trouvera la jeune fille plongée dans les études scientifiques auxquelles est consacrée la meilleure partie de son temps. Les monotones occupations que lui offre « la société des amis » ne suffisent pas à sa vive intelligence, qui refuse de se laisser guider exclusivement par « la lumière intérieure; » cette enfant délicate dissèque comme ses compagnes brodent. Tout en fréquentant assidûment le collége médical, elle pense beaucoup néanmoins à Philippe, qu'elle aime d'un amour dominé par la raison. De son côté, la correspondance n'a rien de sentimental, c'est un mélange de conseils fraternels et de sarcasmes bienveillans, elle met surtout Philippe en garde contre certains promoteurs d'escroqueries dont elle a vu plus d'un échantillon dans la maison de son père, qui, dit-elle, attire cette sorte de gens comme un tonneau de sucre attire les mouches; mais ses avertissemens seront inutiles, puisque Philippe, à peine débarqué à Saint-Louis, donnera dans les lacs du colonel Sellers, qui va l'initier, bien entendu, aux mille projets de sa cervelle fêlée. Le moins inexécutable paraît être encore la création d'une ville, que d'avance il nomme Napoléon, sur la rivière Colombus, puissant cours d'eau destiné, moyennant quelques petits travaux d'*appropriation*, à devenir un des plus beaux fleuves de l'ouest. L'entrain excessif des jeunes aventuriers n'est pas tempéré par les hommes d'expérience qui composent le comité d'exploration. Le flacon d'eau-de-vie circule librement parmi ces messieurs, grands entrepreneurs de travaux publics et de chemins de fer qui affectent à New-York et à Boston une austérité puritaine, mais qui en voyage se déridents au besoin. Le puritanisme de maint Américain n'est qu'une question de latitude; règle générale, on le laisse au logis. Après avoir fait de bons dîners et conclu leurs marchés tant avec l'état qu'avec les administrations de chemin de fer, les gros bonnets du comité s'en retournent, laissant Philippe et Harry libres de rejoindre le corps des ingénieurs près de la ville de Magnolia, mais sans leur allouer aucun traitement. Lorsqu'ils ont réussi à s'acclimater, comme on dit, en faisant connaissance avec la fièvre, les deux amis et un de leurs compagnons s'embarquent sur le Mississipi, pour pénétrer ensuite à cheval dans les magnifiques solitudes de la prairie : l'immensité de verdure diaprée de fleurs brillantes et entrecoupée de bouquets de chênes blancs fait penser à un parc sans limites; leur imagination y plante des châteaux de distance en distance.

Vers la fin du troisième jour, les cavaliers atteignent la ville de Magnolia, composée d'une seule cabane moitié magasin, moitié

auberge. Un temps de galop les conduit au camp, où une demi-douzaine de tentes sont dressées sous les chênes autour d'un grand feu. Philippe et Harry dorment comme les autres sur le sol, roulés dans leurs couvertures; tous les jours suivans, ils explorent le pays, et finissent par découvrir qu'il faudra d'immenses travaux pour rendre navigable la rivière Colombus, qui n'est qu'un ruisseau fangeux au bord duquel quelques sordides cabanes perdues dans la boue et les miasmes représentent la ville future de Napoléon. Harry n'en a pas moins des plans, des cartes, un rapport, une pétition à soumettre au congrès. Ces divers travaux le retiennent quelque temps à Hawkeye, où la famille Hawkins s'est groupée autour du jeune Washington, qui doit au colonel Sellers un chétif emploi provisoire dans l'agence immobilière d'un général Boswell.

Il va sans dire que l'élégant spéculateur s'éprend de Laure. Personne n'échappe à cette enchanteresse; elle a d'instinct tous les raffinemens de la plus savante coquetterie; c'est le complément de son étonnante beauté, qui jusqu'ici a été pour elle un don funeste. Se sentant supérieure sous tous les rapports, elle s'est réfugiée dans un monde de fictions, le seul qui lui paraisse digne d'elle; tous les livres bons et mauvais qui lui sont tombés sous la main ont été dévorés avidement; à cet imprudent régime, son esprit s'est développé sans doute, mais surtout faussé, perverti; elle rêve la toute-puissance de la femme, maudit sa propre obscurité, et ne trouve aucun homme capable de la comprendre. Une fois cependant, elle a cru rencontrer l'amant idéal que lui avaient fait entrevoir les livres. Les vicissitudes de la guerre, — les huit années qui se sont écoulées depuis la mort du juge Hawkins embrassent la période troublée de 1860 à 1868, — le devoir de commander le district, amenèrent à Hawkeye un officier confédéré du nom de Selby. Par malheur, il était beau, instruit, galant, avec des apparences chevaleresques. Laure l'aima, et l'officier la paya de retour jusqu'au jour où il prétendit être rappelé à la Nouvelle-Orléans, où du reste, ajouta-t-il négligemment, il avait laissé sa femme. Les auteurs du *Gilded Age* n'ont pas hésité à grossir les torts de Selby en lui faisant contracter avec Laure un mariage secret. Le cas de bigamie est à la mode dans la littérature américaine, comme dans la littérature anglaise; mais ici cette complication semble inutile : mariée ou non, Laure est outragée, abandonnée. Elle porte dans son sein tous les serpens de la vengeance et du désespoir, lorsque Harry Brierly se laisse prendre à ses charmes, que la science du mal rehausse désormais d'un éclat satanique. Un homme d'affaires riche et répandu dans les cercles politiques les plus influens n'est pas une conquête à dédaigner pour Mlle Laure; elle sait qu'il a dit d'elle : « C'est une superbe créature qui ferait sensation à Washing-

ton; le sénat ni la chambre n'auraient rien à lui refuser. Il n'y a que les dames qui obtiennent quelque chose du comité ou des ministères; bien sot serait celui qui négligerait l'appui de la femme de tel sénateur, de l'amie de tel député. Or, parmi les reines qui disposent de tout, aucune ne vaut miss Hawkins. — Pensez-vous donc, demande naïvement le colonel Sellers, qu'elle doive signer notre pétition? — Bon! dit Harry en éclatant de rire, ce n'est pas ainsi que les femmes s'y prennent pour réussir; on rejette les pétitions, mais un joli minois ne se laisse pas renvoyer si aisément! »

Laure comprend à demi-mot et dresse ses batteries en conséquence; elle saura bien tirer parti de la fameuse terre du Tennessee avec l'aide de ce jeune homme, qu'elle enlace froidement de ses séductions. Harry en vient à ne pouvoir supporter l'idée de vivre loin d'elle; impossible cependant de rester toujours à Hawkeye; pourquoi ne viendrait-elle pas à Washington en compagnie du colonel Sellers, qui sera forcé d'y surveiller les intérêts de ses mandataires, les citoyens de Napoléon? Washington n'est pas une ville collet-monté comme Boston ou Philadelphie; la pure démocratie règne dans ses murs; l'argent et la beauté s'ouvrent toutes les portes. — Laure repousse avec la modestie de rigueur des insinuations qu'elle feint de ne pas entendre, mais le sénateur Dilworthy traverse Hawkeye sur ces entrefaites au milieu des harangues et des acclamations. C'est un homme fort religieux et dévoué tout entier à l'avenir de la race émancipée, ce qui ne l'empêche pas d'être sensible aux grâces féminines. Il prend le jeune Hawkins pour secrétaire, et invite son aimable sœur à passer une partie de la session d'hiver du congrès dans la capitale, sous son propre toit. A l'invitation est joint un prêt de deux mille dollars pour les premières dépenses de toilette, avec un de ces billets de libre parcours que les compagnies de chemins de fer prodiguent aux sénateurs. Miss Hawkins s'acquittera quand sa terre du Tennessee sera vendue au gouvernement pour y établir un collége industriel à l'intention des nègres.

Dilworthy s'intéresse à cette vente comme il s'est intéressé aux travaux qui devaient rendre navigable la rivière Colombus. Votés par le congrès, ces travaux ont commencé sous l'enthousiaste direction de Harry Brierly, nommé ingénieur en chef, tandis que le colonel Sellers est surveillant général; mais ils sont interrompus assez vite. La compagnie ne paie pas, et les ouvriers passent des clameurs aux voies de fait; il s'en faut de peu que le colonel ne soit pendu. Où donc se sont enfouis les deux cent mille dollars votés par le congrès pour l'*appropriation?* Le président de la compagnie l'explique sommairement : n'a-t-il pas fallu acheter une majorité dans la commission de la chambre et dans celle du sénat,

payer ces courtiers mâles et femelles, ces lanceurs d'affaires, ces intermédiaires corrompus qu'on appelle des *lobbyistes* (coulissiers), calmer la conscience d'un homme politique plus moral que les autres? — ce sont les hommes d'une haute moralité qui coûtent cher, — et puis les dîners aux membres du congrès, les épingles à leurs femmes, sans parler des frais de cartes, de brochures, d'affiches, d'annonces dans les journaux, des dons à titre de compagnie respectable pour les œuvres de charité, en vue d'obtenir l'approbation et la réclame des prédicateurs, etc. Il est clair que la compagnie, loin d'être en fonds, se trouve grevée de dettes, il ne lui reste qu'à solliciter le vote d'une nouvelle *appropriation*, mais la récidive serait vraiment trop coûteuse; mieux vaut laisser la cité florissante de Napoléon s'évanouir dans les méphitiques vapeurs que continue d'exhaler la grenouillère, abandonnée désormais aux seules tortues de ses rives.

On conçoit que l'honnête Philippe Sterling se dégoûte peu à peu de la société avec laquelle les affaires l'ont mis en relations. Il ne doute pas qu'on doive faire fortune au Missouri, mais reconnaît que le seul moyen qui puisse lui convenir pour atteindre ce but sera de suivre sérieusement et régulièrement la voie où il s'est jeté d'abord à la légère, d'embrasser une carrière selon le vieil usage : celle d'ingénieur lui plaît, il s'y consacre tout entier, et quelques travaux remarquables l'élèvent dans l'estime des gens pratiques, mais, hélas! sans l'enrichir pour cela. N'importe, Ruth l'approuve. Cette persistante influence de jeune fille sur un homme livré loin d'elle à toutes les aventures les plus périlleuses éclaire d'un rayon de poésie le livre consacré à peindre tant de grossières et prosaïques réalités. Moins scrupuleux peut-être que son ami, plus susceptible d'entraînemens dans tous les cas, Harry Brierly continue de graviter autour du sénateur Dilworthy, dont le zèle en faveur des classes ignorantes et pauvres s'accentue de plus en plus depuis qu'il a Laure Hawkins pour satellite. Sa somptueuse demeure, où l'on fait en somme la meilleure chère du monde, ne s'ouvre qu'à ceux qui pratiquent l'abstinence en principe; il patronne toutes les bonnes œuvres, assiste aux assemblées de couture des dames charitables et enseigne lui-même à l'école de son église (*sunday-school*), où il se plaît à raconter, en citant le propre exemple du sénateur Dilworthy, comment un pauvre petit garçon du *far-west* mérita, par la stricte observance du dimanche, d'arriver au comble des honneurs terrestres, ce qui inspire à la bande de gamins qui l'écoute l'ambition de se faire nommer, eux aussi, sénateurs un jour ou l'autre, coûte que coûte. S'il se sert de l'intelligence et des charmes physiques de Laure, comme l'oiseleur se sert d'un filet, une intention toute philanthropique est son excuse; personne n'ignore à Was-

hington que la belle miss Hawkins, ruinée en partie par la guerre, possède encore des terres immenses qu'elle veut sacrifier à la civilisation et à la prospérité de la race nègre. Il est digne du sénateur Dilworthy de seconder dans ses aspirations une âme aussi noble. De par son âme et sa figure, Laure est devenue d'emblée l'étoile de Washington. On n'a pas manqué de répandre que sa famille est des plus distinguées, et la présence de son frère auprès d'elle serait un porte-respect, en admettant qu'il soit besoin de rien expliquer, de rien justifier dans ce caravansérail de Washington, hanté par une population flottante que poussent les quatre vents du ciel.

III.

Ce qui étonne le plus en arrivant dans la capitale de la grande république, c'est moins encore l'extraordinaire variété des types, des modes et des habitudes que la prétention de chacun, depuis le chef de bureau jusqu'à la servante qui lave les marches des ministères, à représenter l'influence politique. L'influence politique est tout; il n'y a pas de services ni de talens qui puissent vous valoir un emploi, si quelque fonctionnaire ne vous patronne. La population consiste presque tout entière en salariés du gouvernement et en aubergistes qui les reçoivent. Il y a plus de pensions bourgeoises à Washington que dans aucun autre lieu du monde. Sauf le Capitole et les autres édifices publics, la ville se compose de méchantes petites maisons de brique où logent les membres du congrès. Mark Twain insinue malicieusement que cette qualité suffit pour que les propriétaires, méfians à juste titre, fassent payer la pension d'avance.

Trois aristocraties distinctes se partagent cette cité démocratique: les *antiques*, les *parvenus* et le *milieu*. L'aristocratie des antiques se compose de vieilles familles dont les ancêtres ont figuré dans tous les conseils et dans toutes les guerres depuis l'origine de la république; elle forme un cercle orgueilleux et choisi où il est difficile de pénétrer, et affecte d'ignorer l'existence des parvenus, qui de leur côté se moquent tout haut des antiques et les envient secrètement. Ce n'était pas assez pour l'Amérique d'avoir emprunté à notre hémisphère et transplanté dans un terrain où ils ont pris des proportions jusqu'alors inconnues ces produits vénéneux qu'on nomme concussions, simonie, subsides, agiotage, etc.; elle a victorieusement acclimaté en outre nos préjugés. Washington a son faubourg Saint-Germain et sa Chaussée d'Antin, ses grands seigneurs et ses financiers en rivalité ouverte. Ajoutons vite que la société la plus nombreuse et la plus forte est encore celle du *milieu*, composée des familles d'hommes irréprochables dans les branches

diverses du pouvoir exécutif ou législatif qu'ils exercent. Les honnêtes gens sont les mêmes partout, et nous ne leur trouvons pas à Washington de signes particuliers. En revanche, les détracteurs des vanités nobiliaires d'un vieux monde rétrograde auraient besoin de faire connaissance avec Mme la générale Fulke-Fulkerson, ensevelie pour ainsi dire dans son carrosse du style le moins moderne avec des armoiries à demi effacées et une livrée sombre portée par des nègres à cheveux blancs. La générale affecte toute la majesté d'une douairière du temps d'Élisabeth; sa toilette est sévère, chacune de ses paroles tombe grave et solennelle comme un texte des Écritures; le souvenir des ancêtres est évoqué par elle à tout propos; elle passe la saison des bains à Newport, le port de mer le plus froid et le plus désagréable qui se puisse imaginer, parce que c'est le rendez-vous de la bonne compagnie. Aux amateurs de la sainte simplicité républicaine, nous recommanderons la caste puissante des parvenus : voitures neuves d'un luxe éclaboussant, chevaux de prix aux harnais surchargés de monogrammes, des armes aussi sur les portières ou tout au moins des devises en latin; cocardes éclatantes au chapeau des laquais. Les femmes, parfumées à l'excès, habillées et retroussées à la dernière mode, étalent dans leurs parures toutes les couleurs de l'arc-en-ciel. La première impression en les voyant est celle-ci : trop de diamans. Êtes-vous curieux de connaître leur origine, voilà l'honorable mistress Higgins, épouse du député d'un territoire lointain, *gentleman* en renom pour avoir vendu le meilleur whisky dans le principal village de son désert, et capable par conséquent de représenter ce désert avantageusement. Le mérite de M. Higgins se borne aux blasphèmes qu'il lance à pleine bouche, sans parler d'une habileté reconnue au pistolet; sa chaîne de montre pèse une livre, il y a quarante-cinq dollars d'or dans la bague qu'il porte au petit doigt, et le diamant de sa chemise éblouit; homme élégant du reste : une raie exquise sépare ses cheveux par derrière; ne le croyez pas capable surtout de servir son pays pour rien! Madame parle avec volubilité en mauvais anglais, mais l'oreille des parvenus est si bien habituée à ce défaut que le contraire la surprendrait davantage.

Voici maintenant l'honorable M. Patrique Oreillé, famille française de Cork en Irlande. M. Oreillé s'appelait Patrick O'Riley lorsqu'il débarqua d'abord à New-York avec sa tribu. Aide-maçon, il gâchait du mortier tout le jour et de la politique le soir. A force d'industrie et d'économie, il parvint à ouvrir un petit débit de boisson. C'est une puissance d'être cabaretier dans un pays où le peuple a charge d'élire librement tous ceux qui le représentent, le gouvernent et le jugent; ces messieurs dressent de fait la liste des candidats sur laquelle l'immense foule des moutons de Panurge, qui au

fond déteste le casse-tête de la politique, croit naïvement faire sans pression aucune un choix judicieux. Il faut que le despotisme se glisse partout; celui qui prévaut en Amérique est celui des cabaretiers. O'Riley sut se faire des amis en ne refusant jamais de se porter caution pour ses cliens devant la justice et en les aidant au besoin à établir l'alibi quand un mauvais coup s'était commis dans son établissement. En conséquence il prit rang de *leader*, de chef politique. Par la suite, il ouvrit un salon de liqueurs du plus haut style avec une banque de pharaon et fut respectable au point qu'on le força d'accepter les fonctions d'*alderman*. Là-dessus il ferma boutique et devint un de ces entrepreneurs de travaux qui font aux États-Unis de colossales fortunes quand ils ne finissent pas en prison; puis il se retira de tout service actif et acheta des immeubles sous différens noms. Les journaux divulguèrent ses manœuvres, le traitant sans façon de voleur, mais le peuple, toujours équitable, se leva comme un seul homme pour l'envoyer au corps législatif. La presse fit grand bruit de cette élection, la justice essaya de poursuivre le nouveau législateur; mais l'admirable système de jury qui existe en Amérique lui permit de sortir blanc comme neige de cette persécution; le titre d'*honorable* resta éternellement accolé à son nom, car les titres ne périssent jamais dans cette patrie de l'égalité, bien que l'orgueil républicain les traite de bagatelles. Il voyagea en Europe avec sa famille, s'établit deux ans à Paris, ce paradis des Américains, et y apprit à prononcer l'anglais avec l'accent de France. Quand il revint, ce fut sous le nom nouveau et plus distingué d'Oreillé, qu'il a conservé jusqu'à ce jour.

Les parvenus, on le comprend, n'ont pas le droit d'être bien sévères avec Laure, qui sent redoubler à leur contact ce mépris des hommes joint chez elle à une confiance absolue dans ses propres moyens d'action. Sa supériorité, dont elle se rend compte, est reconnue sans conteste. Honore-t-elle de sa présence dans la tribune des dames les séances du congrès, plus d'un orateur semble s'adresser à elle; triomphe flatteur entre tous, tel député remet, aussitôt qu'il l'aperçoit, à la place qui leur convient ses pieds habituellement posés sur son pupitre. Les invitations pleuvent chez elle, et partout où elle va, les ministres, les généraux, les représentans lui forment une cour, ce qui finit par exaspérer jusqu'au délire la jalousie de Harry Brierly, dont la fantaisie amoureuse est devenue de la passion depuis qu'on lui dispute sa belle.

Dans l'intervalle des fêtes où elle brille, Laure reçoit les instructions de son oncle, — c'est le nom respectueux qu'elle donne au vénérable Dilworthy, qui l'appelle sa fille; il la met sur la piste des votes qu'il faut capter, et elle s'emploie consciencieusement à cette œuvre. Lorsque, dans le cours de leurs entretiens édifians, Dilwor-

thy revient par habitude à ses professions de *négrophilisme:* — Gardez cela pour votre prochain discours, lui dit Laure en bâillant; vous savez très bien que je m'en moque autant que vous vous en moquez vous-même. — La *flirtation* devient entre les mains de cette fille avisée un puissant auxiliaire de la politique. Au reste, chacun de ceux qui tombent dans ses piéges s'imagine lui avoir tourné la tête. Bien qu'on l'accuse tout bas d'allures un peu libres et qu'elle soit soupçonnée de *lobbyisme,* — quelle femme belle et distinguée échappe à la médisance? — Laure voit les prétendans affluer autour d'elle, mais elle paraît décidée à ne se jamais marier, et son chemin est, dit-on, pavé de cœurs brisés sur lesquels ses petits pieds courent lestement à la victoire. Hélas! au moment où le sénateur se félicite le plus d'avoir gagné à sa cause une missionnaire aussi zélée, l'assurance, l'orgueil, le génie de miss Hawkins s'effacent comme par enchantement; elle a rencontré dans le monde celui qui, des années auparavant, s'est joué de sa confiance et de son amour; il vit, il ose se montrer à elle.

Un mélange de haine et de passion frénétique se réveille dans ce cœur ardent; l'intrigante oublie son rôle, il ne reste qu'une femme éperdue et sincère. Selby est venu à Washington, comme beaucoup d'autres, réclamer une indemnité pour des cotons détruits pendant la guerre; sous prétexte d'affaires, elle obtiendra de lui un rendez-vous. Il dépend de cet homme que les liens rompus une fois se renouent; mais, si Selby est capable de s'attarder encore auprès d'une maîtresse dont les succès flattent sa vanité, il ne peut songer sérieusement à abandonner femme et enfans pour elle. — Il l'abuse cependant par des promesses dont elle ne tarde pas à reconnaître la fausseté; ce jour-là, Laure n'a plus rien à ménager. Selby a tué tout ce qu'il y avait de bon en elle; il est le meurtrier de sa conscience, et de son honneur, elle lui prendra en retour sa déloyale vie et ce ne sera que justice. Un matin, le paragraphe suivant flamboie dans les journaux : « Meurtre abominable! tragédie dans le grand monde! Deux coups de pistolet tirés par une beauté à la mode sur un officier confédéré de distinction pour cause de jalousie! » Puis les détails du crime.

C'est à l'heure même où la grande escroquerie concernant l'université nègre du Tennessee est sur le point de réussir; la chambre a voté le projet après de furieux combats; il ne faut plus que l'approbation du sénat, et Dilworthy compte sur l'esprit de corps qui domine dans cette assemblée; encore faut-il attendre la prochaine session. Laure est sous les verrous, s'instruisant auprès de ses avocats sur la marche ordinaire de la procédure criminelle, et rassurée par la pensée qu'elle tient entre ses mains bien des secrets et bien

des réputations. Pour ce motif sans doute, nombre d'amis lui restent. La presse ne retentit que de son procès. Tandis que certains journaux demandent que l'on protége le sexe fort contre les représailles du sexe faible, contre les prétendues vengeances amoureuses qui se multiplient d'une effrayante façon, les autres font valoir le côté romanesque et pathétique de l'aventure.

Dans ces débats oiseux, les semaines, les mois, près d'une année se passe, et deux événemens graves coïncident à la fin : le jugement de Laure et la confirmation du bill par le sénat. Des télégrammes envoyés tantôt du tribunal et tantôt de l'assemblée remplissent alternativement la famille Hawkins de crainte et d'espérance. Dilworthy se croit sûr non-seulement de faire triompher le projet de l'université du Tennessee, mais encore d'être réélu à une immense majorité. Il a compté sans un de ses collègues, M. Noble, qui déclare en pleine tribune avoir reçu de lui la veille sept mille dollars pour prix de son vote. Que les amis de Dilworthy ne s'inquiètent pas; sans doute cette bombe en éclatant causera quelque scandale, mais la corruption est chose trop fréquente dans les affaires publiques pour ne pas trouver de nombreux défenseurs. Il est vrai que de tous côtés on crie anathème à l'hypocrite, à l'instigateur intéressé de missions, de vertueuses réformes et d'écoles du dimanche, mais l'enquête ordonnée se trouve être néanmoins plus défavorable à l'accusateur qu'à l'accusé; sans justifier complétement ce dernier, elle allége la responsabilité détestable qui pèse sur lui, et, en dépit du murmure de quelques sénateurs plus pointilleux que la masse de leurs collègues, Dilworthy est autorisé à siéger jusqu'à la dernière heure de la session. Ses commettans le consolent par leurs ovations d'une disgrâce qui, selon toute apparence, ne sera pas de longue durée.

Le procès de Laure n'a pas un dénoûment plus moral. Un jeune avocat, que ce plaidoyer met à la mode, sauve la vie de sa cliente en alléguant un accès de démence; mais, dans tous les pays civilisés, un être qui a tué, même sans en avoir conscience, est enfermé, ne fût-ce que par précaution : la sécurité publique l'exige; partout ailleurs, un asile d'aliénés s'ouvrirait devant Laure. En Amérique, les choses ne se passent pas ainsi. Déclarée non coupable, la meurtrière est libre par conséquent. Tandis que les femmes qui remplissent la salle se jettent au cou de l'éloquent avocat, fort beau garçon d'ailleurs, pour le couvrir littéralement de baisers, l'héroïne de la fête sort au milieu des applaudissemens, le front haut, et quand sa mère adoptive, l'honnête Mme Hawkins, qui a failli succomber sous tant d'émotions, tant de honte, lui dit avec une tendresse que rien ne lasse : — Permets-moi de t'emmener chez nous, bien loin de

cette odieuse ville où tu as tant souffert, — Non, répond Laure, c'est impossible, je ne pourrais plus, ne pleurez pas, mais vraiment je ne pourrais plus me faire à l'ancienne vie.

Quel est donc l'avenir que rêve cette grande coupable, qui ne devrait plus demander au monde que de l'oublier? Rêve-t-elle la réhabilitation, de nouvelles et légitimes amours? Changera-t-elle son nom déshonoré pour celui d'un de ces insensés qui sollicitent à genoux sa main sanglante? En Amérique, un crime commis dans certaines circonstances excentriques semble parfois être un prestige de plus. — Non, c'est toujours son orgueil qui parle; il lui conseille d'utiliser les dons extérieurs qui lui restent à trente ans, son éloquence naturelle, sa triste célébrité même, pour bondir du banc des accusés sur un théâtre quelconque; elle en a fini avec les égaremens du cœur et se tourne vers la gloire, la gloire des conférences, des *lectures* publiques. Aussitôt après son acquittement, une sorte de *Barnum* est venu la trouver, un de ces exploiteurs de scandale si communs aux États-Unis; il lui a promis le succès, si elle consentait à débuter sous ses auspices, il lui a même fourni un thème : *Révélations de la vie d'une femme*, et Laure, enivrée, s'est rendue à ce conseil. Les journaux s'occuperont d'elle encore, fût-ce pour l'injurier! Que le bon sens public fasse brutalement justice de sa tentative effrontée, qu'elle soit sifflée dès le premier soir et qu'elle en meure, peu importe après cela; on se détourne avec dégoût, la mesure est pleine.

Les auteurs du *Gilded Age* ont eu tort de croire que l'on pût s'intéresser si longtemps à la fange qu'ils remuent sans indignation suffisante. Ils admirent l'audace de Laure et rient de la jactance industrieuse du colonel. La lutte énergique contre la destinée paraît être le premier titre à leur sympathie; elle l'est aussi à la nôtre, pourvu que le but soit légitime et les moyens avouables. Ruth et Philippe par exemple ont au suprême degré les qualités américaines; quel noble usage ils en font! Tandis que ses amis perdent leur temps, leur argent, et se compromettent pour obtenir des protections vénales, Philippe poursuit la découverte d'une veine de charbon de toute la force de son intelligence et de ses bras. Il travaille comme ingénieur et aussi comme manœuvre, maniant au besoin le pic et la pioche, seul à la fin, abandonné des ouvriers, qui ont perdu confiance après de longues recherches infructueuses, et son dernier effort, qui paraît être celui d'un suprême entêtement, le met en possession de ce qu'il cherche; il épousera Ruth, qui, confiante dans l'avenir de son fiancé, mais trop sage pour s'en tenir à une inactive espérance, combat de son côté en risquant sa vie dans les hôpitaux; ne lui faut-il pas soutenir ses parens, ruinés par leurs parasites, les inventeurs? — Et quand ton charbon sera épuisé,

quand mon père aura *sauté* de nouveau, dit-elle à Philippe, vous ne serez peut-être fâchés ni l'un ni l'autre que je puisse écrire sur ma porte : *le docteur Ruth.* — Elle aime assez Philippe cependant pour lui tout sacrifier; elle a éprouvé son amour, elle s'est éprouvée elle-même; ils peuvent se jurer, sans crainte d'enfreindre jamais leurs sermens, une inviolable union dans les bons et les mauvais jours. Or les mauvais jours sont passés; la fortune, le bonheur, appartiennent cette fois à qui les mérite. La famille Hawkins, débarrassée de sa branche pourrie, renoncera d'autre part aux mirages qui l'ont égarée si longtemps; il ne sera plus question de cette terre du Tennessee dont les richesses imaginaires ou tout au moins inaccessibles ont été une malédiction pour de braves gens; sans elle, n'eussent-ils pas accepté franchement le lot qui est celui de tant d'autres : la médiocrité et le labeur honnête?

Tel est le résumé du livre à la fois curieux et incohérent de MM. Mark Twain et Warner; pour achever de le faire connaître, il faudrait ajouter à cette brève analyse quelques-uns des exemples détachés qui, interrompant l'intrigue principale, nous initient au ton qui règne dans les salons, aux divers modes de chantage, de trafic et de pression en matière de vote, aux goûts littéraires de la nation, à ses manières, à ses libertés. Nous choisissons l'un des chapitres les plus courts, qui donnera l'idée du procédé de Mark Twain pour flageller sans commentaires, par une simple exposition des faits, les travers de ses concitoyens :

« Philippe Sterling se rendait de l'ouest à Ilion (Pensylvanie). Le dernier jour de son voyage, comme le train sortait de la gare de ***, une dame entra timidement dans le compartiment-salon. Presque aussitôt le conducteur survint et dit avec rudesse : — Vous ne pouvez rester là; cette place est retenue. Passez dans un autre wagon.

« — Le train marche bien vite, fit observer la voyageuse très troublée; permettez-moi de me tenir debout au moins jusqu'à une station.

« — Voulez-vous accepter ma place? dit Philippe en se levant.

« Avec un froid dédain, le conducteur toisa cet insolent qui se piquait de galanterie, puis lui tourna le dos et dit à la dame : — Assez causé; filez maintenant. — Il ouvrit la portière. Le train marchait à toute vapeur, secoué par la vitesse de droite à gauche, l'espace était grand entre les wagons, il n'y avait pas de balustrade, un accident semblait inévitable quand Philippe, qui avait suivi lestement la pauvre femme expulsée, la rattrapa par le bras et l'installa en lieu sûr. Lorsqu'il revint, le conducteur, tout en demandant les billets, grognait quelque chose sur l'oppression et les empiétemens. — Vous êtes une brute, dit le jeune homme éclatant malgré lui, et un lâche d'exposer ainsi la vie d'une femme.

« — Voilà bien de l'embarras pour peu de chose, ricana le conducteur.

« La réponse de Philippe fut un soufflet si vigoureusement décoché qu'il envoya celui qui le reçut rouler sur un gros monsieur qui s'émerveillait au moment même qu'on osât se disputer avec un conducteur.

« L'homme se releva, sonna la cloche et appela en jurant deux gardes-freins. — Dieu me damne, vous recevrez une leçon. Hors d'ici, chien que vous êtes !

« Le train ralentissait sa marche.

« — Je ne sortirai pas. J'ai le droit de garder ma place, puisqu'elle est payée.

« — Nous verrons bien ! répliqua le conducteur, s'avançant sur lui avec ses acolytes. Les autres voyageurs protestèrent tout bas; mais aucun ne prêta main-forte à Philippe, qui, empoigné par les trois hommes, fut lancé sur la voie, où son sac, son pardessus et son parapluie allèrent successivement le rejoindre. Et le train continua de rouler, les voyageurs, enfin réveillés de leur torpeur, menaçant tous de signer un procès-verbal; ils s'en tinrent aux menaces.

« Le lendemain, le journal de la localité contenait ce paragraphe : « À LA MER ! — Nous apprenons qu'à l'instant où le train de midi sortait hier de ***, certaine personne, que nous nous abstenons de qualifier, voulut s'introduire de force dans un wagon déjà plein. Le conducteur Slum l'informa courtoisement qu'il n'y avait pas de place pour elle, et, quoiqu'elle insistât d'une façon inconvenante, finit par lui persuader de regagner le wagon auquel elle appartenait. Là-dessus un godelureau de l'est, s'échauffant, prouva au conducteur par son langage qu'il aspirait à une volée de coups de poing. Jamais *gentleman* ne refuse pareille faveur. M. Slum envoya délicatement au petit raisonneur une bourrade dont il s'offusqua au point de chercher son revolver. Les gens sensés comprendront que M. Slum ne lui ait pas laissé le temps de le trouver et l'ait pris par le collet de son habit pour le déposer avec douceur dans un fossé où ses esprits se seront calmés. Nous ignorons à l'heure qu'il est si ce polisson est sorti du marais de Bascom, mais nous savons depuis longtemps que le conducteur Slum est l'un des officiers les plus distingués qui soient sur la ligne. Il entend son devoir et ne se laisse pas molester. Par parenthèse, la compagnie vient d'accorder une locomotive neuve au train de sept heures et de faire décorer fraîchement le compartiment-salon. Elle n'épargne aucun effort pour le bien-être des voyageurs. »

« Philippe se traîna péniblement hors de la boue et des ronces

avec quelques contusions qu'il ne sentit pas, tant était violente sa colère. Heureusement il dut marcher jusqu'à la prochaine station, et en route la réflexion lui revint. D'abord il voulait intenter un procès; mais, ignorant le nom des témoins, il ne lui restait d'autre ressource que de se battre contre toute la compagnie comme il l'avait déjà fait contre le conducteur. Quant à espérer qu'un tribunal donnât tort à une compagnie de chemin de fer, c'eût été pure folie, et cependant sa conscience lui criait que, même avec certitude de défaite, il devait dénoncer une violation de la loi, de même que malgré son juste emportement il aurait dû se borner à un rapport contre l'autocrate du train au lieu de le souffleter. Il convenait vis-à-vis de lui-même que le premier devoir du citoyen d'une république était de veiller à la répression d'un abus général en oubliant le plus possible sa propre personnalité, de se rappeler toujours qu'il est l'un des gardiens de la loi. A la fin il fut forcé de convenir que Philippe Sterling était un mauvais citoyen, uniquement préoccupé de se faire justice à lui-même, sans le moindre souci de la communauté, tout pareil en cela au reste de ses compatriotes. »

Cette anecdote ne prouve-t-elle pas une fois de plus ce qui a été avancé si souvent, que la liberté des uns peut être l'oppression des autres dans un pays où les droits réciproques de chacun ne sont pas définis? Il suffit d'avoir des poings solides, de l'effronterie et de l'argent pour exercer en Amérique une tyrannie mille fois plus intolérable que celle de nos usages européens, car elle est sans mélange de politesse ni de ménagemens d'aucune sorte, et la loi n'offre nul recours contre elle. C'est du moins ce qui ressort de certains épisodes du *Gilded Age;* aussi comprenons-nous aisément que ni ce livre ni le gros drame que les auteurs en ont tiré depuis n'ait eu beaucoup de succès aux États-Unis. Tout en acceptant la satire dirigée contre leurs mœurs avec la sérénité de gens assez forts pour supporter qu'on signale chez eux les côtés faibles, les Américains ont reproché à MM. Mark Twain et Warner de ne montrer qu'une seule face des faits et de ne tenir aucun compte des proportions, des demi-teintes, sans lesquelles il n'est point de véritable œuvre d'art, ils ont qualifié de marionnettes la cohue de figures ébauchées qui prétendent représenter la vie publique et privée d'un grand peuple sous un aspect humiliant à la fois pour lui et pour la nature humaine; mais, tout en constatant que la peinture était grossière et outrée, personne n'a nié qu'elle ne fût vraie par le fond. « Si c'est la vérité, se borne à dire un recueil en renom, la *Galaxy*, finissons-en plutôt avec notre américanisme et allons chercher des sujets moins désagréables en Patagonie ou à Tombouctou. » — Tout

Américain a le droit de penser ainsi, mais pour les étrangers, pour ceux surtout qui font au moment même l'expérience des institutions démocratiques, il n'en est pas moins curieux de voir ce que peut devenir un pays où les fonctions politiques les plus éminentes sont à la merci du premier venu, pourvu qu'il ait réussi dans le *money-making*, la chasse aux dollars, qui devient par conséquent l'unique souci de tous.

Les auteurs du *Gilded Age* annoncent bien que des mesures énergiques ont été prises contre la lèpre honteuse qui gagne toutes les branches de la législature versée dans le grand art de payer et de se vendre à propos; ils citent l'exemple d'un juge de New-York qui, dépouillé de ses dignités, a été récemment exclu, par sentence publique, du service de l'état; un autre magistrat a eu le bon sens de mourir dans le palais élevé avec le fruit de ses rapines avant que la vindicte qui le menaçait ne s'appesantît sur lui; enfin un troisième malfaiteur public vient d'être condamné à des années de travaux forcés. C'est peut-être le signe d'une régénération morale que nous souhaitons de voir proclamer sans retard dans un ouvrage qui soit la contre-partie du *Gilded Age*.

Les effets de la grande guerre fratricide qui a remis en question les bases mêmes de la constitution américaine, ceux de l'émigration, qui mêle sans cesse le trop-plein et, il faut bien le dire, l'écume des différens peuples aux fils de ces vieux puritains et de ces planteurs chevaleresques pour lesquels combattit Washington, toutes les transformations profondes survenues depuis un demi-siècle empêcheront assurément les États-Unis de revoir jamais rien de semblable à cette ère idéale de sagesse et de liberté que lui a enviée le reste du monde; ils en sont à l'œuvre de reconstruction, bien des élémens impurs fermentent encore dans leur sein; sauront-ils les rejeter et par quels moyens?.. L'avenir le dira, un avenir prochain peut-être. Tout marche et se transforme si vite en Amérique! Les lecteurs de Cooper chercheraient en vain maintenant dans l'immensité des prairies ces héros de théâtre, l'Indien et le trappeur; Bret Harte a été forcé de nous avertir lui-même que les pionniers intrépides qu'il a mis en scène sous le nom d'argonautes appartenaient à des temps évanouis, et que le touriste de nos jours ne courait plus en Californie d'autres risques que ceux de l'hospitalité indigène; espérons que les personnages de Mark Twain, grands seigneurs du pétrole, courtiers d'intrigue à gages, représentans qui vendent leurs votes et juges qui vendent leurs arrêts, passeront très prochainement aussi à l'état de mythes ou de souvenirs.

TH. BENTZON.

LE GÉNÉRAL

PHILIPPE DE SÉGUR

SA VIE ET SON TEMPS

II.

LES ANNÉES D'ÉPREUVE MORALE (1).

La charge de Sommo-Sierra est comme le point culminant, non pas dans la carrière militaire de Ségur, mais dans cette voie héroïque où nous l'avons suivi. La bravoure et le dévoûment ne sauraient aller plus loin. De ce sommet, si l'on peut s'exprimer de la sorte, il va redescendre en des vallées moins âpres, en des chemins moins abrupts. Ce sera aussi le moment où l'empire déclinera, où le génie de l'empereur, toujours extraordinaire et toujours capable de se ressaisir lui-même aux heures décisives, subira pourtant de profondes atteintes. Placé de manière à tout voir, Ségur pourra noter bien des choses qui ont échappé aux historiens les plus habiles. Ces dernières années de l'empire, toutes pleines de gigantesques entreprises et de catastrophes tragiques, seront pour lui des années d'épreuve morale, pleines d'avertissemens et de leçons. Après les heures d'apprentissage guerrier, voici les heures d'apprentissage philosophique. Rien n'est changé dans ses rapports avec l'empereur; il est toujours aussi dévoué à son maître, aussi pénétré d'admiration et de reconnaissance, aussi convaincu du rôle que la Pro-

(1) Voyez la *Revue* du 15 février.

vidence lui a confié dans le cataclysme du vieux monde; mais il s'accoutume peu à peu à juger ses fautes, à noter ses excès de pouvoir, à en pressentir les conséquences, à se faire un système politique sans illusions, à chercher en toute chose la justice et la vérité. Bien plus, sous le coup de tant d'émotions, au milieu des derniers éclairs du génie de l'empereur, parmi les convulsions suprêmes d'une destinée sans égale, il s'élève à des pensées religieuses qui lui étaient jusque-là restées indifférentes. L'idée d'un autre monde l'aide à mieux juger celui-ci. Une haute pensée chrétienne le met à l'abri des petites passions des partis, comme le sentiment patriotique dès l'année 1800 l'avait débarrassé des préjugés de caste. Ce n'est pas un Ségur nouveau, c'est un Ségur plus complet qui est devant nous. Le héros n'a pas disparu, le sage grandit de jour en jour. Tout cela du reste se développe lentement, discrètement, sans nulle prétention, quelquefois à l'insu de celui-là même qui nous fait ses naïves confidences. Vous croyez n'assister qu'à des tableaux de bataille; regardez-y de plus près, c'est l'histoire d'un esprit qui s'initie aux grandes vérités sociales, c'est l'histoire d'une âme qui reprend et achève son éducation morale.

I.

Nous avons laissé le héros de Sommo-Sierra étendu à terre, criblé de balles, mutilé par d'atroces blessures et recevant les premiers soins des grenadiers du 96ᵉ. C'était, on s'en souvient, le 30 novembre 1808; on se souvient aussi de ce cri qu'il poussait encore au moment où la vie semblait lui échapper : « En avant! en avant! que l'infanterie nous venge! » C'est ce qui arriva en effet, et plus tôt qu'il n'eût osé l'espérer; le général Barrois, à la tête de ses grenadiers, profitant de la diversion que Ségur avait opérée avec les lanciers polonais de la garde, escalada rapidement sur la droite les pentes de la montagne. Le régiment de ces lanciers de la garde, dont un escadron venait d'être détruit, accomplit sur la gauche le même mouvement que les fantassins de Barrois. Devant les baïonnettes et les lances, les gardiens de Sommo-Sierra prirent la fuite. Les lanciers, ardens à la vengeance, les poursuivirent le fer dans les reins; tout le plateau fut balayé. En même temps l'armée française avançait, et l'empereur, franchissant ces thermopyles, qui avaient menacé de l'arrêter, allait porter son quartier-général à quelques lieues de là, dans la petite ville de Buytrago. Le soir, quand le duc de Bassano vint l'y rejoindre : « Voilà, lui dit-il, une journée qui serait complète sans une perte qui m'est bien sensible! » Il pensait à Ségur et n'imaginait pas qu'il eût pu survivre à de si horribles coups.

Pendant ce temps-là, Ségur, étendu au bord de la route, lisait sur la physionomie du docteur Yvan sa condamnation à mort. Ni la large blessure qui laissait le cœur à nu, ni celle de la cuisse, qu'il avait fallu ouvrir pour en extraire la balle, n'avaient effrayé le chirurgien; mais à la vue du coup qui avait pénétré dans les entrailles au-dessus du foie et dont il sondait vainement la profondeur, il n'avait pu dissimuler son inquiétude. Ségur le vit bien; il vit aussi les gestes, il entendit les paroles des officiers de la vieille garde qui, défilant à ses pieds dans leur marche vers Buytrago, s'informaient en passant de l'état de leur camarade. C'étaient des exclamations, des regrets, des adieux, scène étrange qui rassemblait la famille guerrière sous les yeux du mourant. Yvan, sa tâche finie, dut partir et regagner son poste; Ségur, persuadé que tout espoir était perdu, le chargea de ses adieux pour sa famille et pour l'empereur. « Et il faut, nous dit-il, que l'amour-propre soit en nous d'une nature bien vivace ou que Napoléon l'eût bien exalté, car, l'avouerai-je? dans ces dernières paroles adressées à l'empereur, ma plus grande préoccupation fut d'accroître son estime, me distrayant, me consolant même de la mort en songeant avant tout à bien mourir! »

Bien mourir, c'est-à-dire mourir en brave et en serviteur dévoué, mourir comme un soldat dont la dernière pensée est pour son chef, voilà le sens qu'il donnait alors à ces mots; il les emploiera plus tard avec une signification plus haute.

Lorsque le chirurgien Yvan eut rejoint l'empereur à Buytrago, l'empereur, apprenant que Ségur vivait encore, lui donna l'ordre de retourner sur le champ de bataille, de relever le patient avec toutes les précautions possibles, de l'installer dans sa propre calèche et de le conduire au quartier-général. Le trajet fut pénible; à tout instant, il fallait s'arrêter, car Ségur étouffait, et le docteur, qui l'escortait à cheval, avançait continuellement la tête pour voir s'il respirait encore. On arriva cependant. L'empereur, qui repartait le lendemain par la route de Madrid, eut le temps de s'occuper de Ségur, et voulut qu'un de ses chirurgiens demeurât à Buytrago pour veiller sur lui à toute heure. Ce n'était pas Yvan, c'était un débutant plein de savoir, plein de mérite, mais alors timide et irrésolu. « Il était de ceux, dit le vaillant homme de guerre, qui craignent d'attirer l'ennemi en l'attaquant; de peur de tuer, il laissait mourir. » Cette fois du moins, ce lutteur découragé d'avance avait une excuse qui n'était que trop sérieuse; ses maîtres, l'illustre Larrey, chirurgien en chef de l'armée, et Yvan, chirurgien particulier de l'empereur, avaient déclaré que Ségur était perdu. A quoi bon tourmenter les dernières heures d'un mourant? C'est ainsi que pendant deux journées entières, le 1er et le 2 décembre 1808, ne se croyant là que pour la forme, il laissa grandir le péril de mort. Yvan

par une première saignée avait apaisé la violence du feu intérieur; le jeune docteur ne croyait pas que le malade fût en état de supporter une saignée nouvelle, et il avait laissé revenir la fièvre, une fièvre dévorante, celle qui brûle et qui tue. Ségur en était là le 3 décembre aux premières lueurs de l'aube; sans voix, sans haleine, presque anéanti, sa faiblesse ne l'empêchait pas de discerner certaines choses autour de lui. Il vit donc le chirurgien commis à sa garde qui bouclait tranquillement son porte-manteau, comme s'il s'attendait d'un instant à l'autre à un double départ. Tout cela était parfaitement clair : le docteur allait partir pour Madrid, où il avait hâte d'arriver; le blessé allait partir pour l'autre monde, auquel il ne songeait guère, nous dit-il, malgré l'à-propos de la situation. Ce n'était point de sa part orgueilleuse tranquillité, c'était simplement confiance dans la bonté divine, confiance instinctive, sans nulle réflexion, car il affirme que, malgré de si terribles avertissemens, l'idée d'une autre vie ne le préoccupait en aucune manière. Toute son activité interne était concentrée sur un point, tous ses efforts tendaient à défendre cette existence menacée, à retenir et à prolonger ce dernier souffle. Une telle vigueur de résistance attestait que tout n'était pas désespéré; il y avait encore bien de la séve en cette forte nature.

Attaché à cette lutte intérieure, et, comme il le dit énergiquement, *cramponné à son dernier fil*, Ségur entrevoyait son valet de chambre, le brave Legrand, assis à terre près de son lit et pleurant à chaudes larmes. Le combat qu'il soutenait ne lui laissait pas le temps de s'attendrir; il résistait toujours, résolu à ne point céder, quand il entendit le docteur adresser à ce bon serviteur les instructions suprêmes : « quand votre maître sera mort, ayez soin de ses effets, recueillez quelques derniers souvenirs de lui pour sa famille, et faites-le enterrer convenablement. » Ségur n'était pas si résigné; ces paroles l'irritèrent. Ne semble-t-il pas le voir sur un champ de bataille interpellant ses soldats qui fléchissent, les ramenant à la charge et les forçant de vaincre? Écoutez-le. « Je m'indignai de cet abandon, et, par un dernier effort, je l'appelai d'un geste; il revint, se pencha sur moi, et je parvins à articuler que, s'il y avait un dernier moyen à tenter, il fallait qu'il l'employât. — Vous saigner! me répondit-il, mais vous êtes si faible! — Et je vis, à son regard levé au ciel, qu'il n'osait, craignant de me voir passer sous sa lancette. Alors, étendant le bras vers lui avec un signe et un mot impératifs, je le décidai : mon sang jaillit, et je fus sauvé! »

La scène se passait à Buytrago dans la matinée du 3 décembre 1808; le soir du même jour, le docteur déclarait *fièrement* que son malade était hors de danger. Il n'y avait pas de quoi être très fier en ce qui le concernait. Aussi Ségur ajoute-t-il avec malice : « Inté-

rieurement, et malgré la joie que son bon cœur en éprouva, je crois qu'il fut assez mystifié de ma renaissance. » Cette renaissance fut si rapide, et le docteur avait une telle hâte de gagner Madrid, qu'il profita de la première occasion pour faire le voyage, emmenant avec lui le ressuscité. Il était heureux sans doute, et, pour plus d'une raison, de le présenter lui-même à l'empereur. Trois jours seulement après cette saignée victorieuse, la voiture du colonel du 54e se trouvant là, il y plaça Ségur, l'y installa le mieux possible, et le convoi se mit en marche à travers une neige glaciale. Le soir, le mauvais état des chemins et la tempête de neige ayant empêché la voiture de poursuivre sa route, le médecin ne trouva point d'autre gîte pour son blessé qu'un misérable hangar ouvert où s'engouffraient les rafales. C'est là que Ségur, grelottant de froid et de fièvre, passa douze mortelles heures sur un lit de paille humide, enveloppé, il est vrai, dans une couverture du docteur, mais dans une couverture qui disparut bientôt sous une couche épaisse de flocons glacés. De telles souffrances, dira-t-il plus tard, ne sortent guère de la mémoire, mais quand on les rappelle, c'est plutôt pour s'en vanter que pour s'en plaindre, car, s'il y a de la gloire à les affronter, il n'y en a guère moins à les supporter.

Pendant ce rude voyage à travers les hauts plateaux de l'Espagne couverts de neige et de glace, Ségur eut une occasion de méditer sur un grave problème. La voiture venait de faire halte dans un village où se trouvait un de nos employés des vivres ainsi qu'un dépôt de prisonniers espagnols. Cet employé était un homme d'esprit bien connu de Ségur. La conversation s'engage, et bientôt à propos de blessures on en vient à parler des rapports de l'âme et du corps. Le médecin, selon l'usage, se passait aisément du concours de l'âme, ne l'ayant jamais rencontrée sous son scalpel; cette hypothèse lui semblait inutile. « Voulez-vous, lui dit le docteur, une preuve manifeste que c'est l'âme qui sent, et non le corps? Voici un fait dont j'ai été témoin ces jours derniers : un des officiers espagnols tombés dans nos mains au combat de Sommo-Sierra avait eu un bras emporté d'un coup de sabre; à peine rétabli de sa blessure, il s'est pris de querelle avec quelques-uns de ses camarades, et, frappé de je ne sais quel instrument dans la bagarre, il a failli perdre l'autre bras! Eh bien! dans l'exaspération de sa colère il n'a rien senti du coup violent qu'il a reçu au bras qui lui reste, et au contraire le bras où il souffre est celui qu'il a laissé sur le champ de bataille. » Cette dernière observation n'offrait rien de particulier, tous les amputés éprouvent le même symptôme; la chose digne de remarque en cette occasion, c'est le contraste de ces deux faits simultanés : la sensibilité présente dans un corps qui n'existe plus, absente dans un corps qui n'a pas cessé d'exister. Là-dessus le

docteur et l'employé proposent tour à tour leurs explications, le premier insistant sur la vie commune des nerfs, le second rapportant tout à l'action souveraine de l'âme. L'un est un physiologiste de l'école de Cabanis, l'autre est un animiste à la manière de Stahl. Ségur intervient dans le débat et cite la doctrine cartésienne adoptée par Malebranche, à savoir que « l'âme réside immédiatement dans la partie du cerveau à laquelle tous les organes des sens aboutissent. » On ne s'attendait guère à voir le cartésianisme, si dédaigné au XVIIIe siècle, reparaître ainsi dans ce petit village espagnol, invoqué par un héroïque soldat. C'était précisément cet héroïsme qui lui rappelait tout à coup ses lectures d'autrefois et les éclairait d'une lumière inattendue. « J'étais si intéressé, dit-il, surtout depuis sept ou huit jours, à ne pas séparer l'âme du corps! »

Enfin, tout en philosophant, on s'approchait de Madrid. Ségur y arriva le 7 décembre. Il put alors goûter le repos qui lui était si nécessaire et commencer une convalescence qui devait durer bien des mois. Quinze jours plus tard, avant de reprendre le chemin de la France, l'empereur lui adressait cette lettre, dont l'original est conservé aux Archives nationales :

« Monsieur Philippe de Ségur, j'ai éprouvé une véritable peine de vous savoir un moment en danger. J'apprends avec bien du plaisir que l'état de vos blessures vous permet d'entrer en convalescence et d'aller bientôt vous rétablir à Paris. Vous ne devez avoir aucune espèce d'inquiétude sur votre sort; vous m'avez donné des preuves de votre zèle, de votre bravoure et de votre attachement à ma personne. Votre principale affaire à présent est de vous guérir de vos blessures de manière à ne pas vous en ressentir. Cette lettre n'étant à autre fin, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde.

« A Madrid, le 21 décembre 1808.

« NAPOLÉON. »

En même temps il le nommait colonel et le chargeait, une fois sa santé rétablie, d'aller remettre au corps législatif les drapeaux pris dans cette campagne. Cette cérémonie n'eut lieu qu'un an après, dans la session de 1809 à 1810. Le blessé de Sommo-Sierra était revenu en France aux premiers jours de 1809. Ses plaies étaient encore ouvertes, il dut garder le lit pendant une partie de l'année. Quand la session s'ouvrit au mois de décembre, il était enfin sur pied et parfaitement en mesure de s'acquitter de sa mission. Je dis parfaitement au point de vue des forces physiques, ses dispositions morales étaient moins assurées. Le jour fixé pour la remise des drapeaux fut le 22 janvier 1810. L'empereur avait réglé lui-même les principales dispositions de la solennité. Les plus grands person-

nages non-seulement de l'empire, mais de l'Europe, des princes, des souverains, avaient été invités à la séance du corps législatif. Napoléon, dans sa bienveillance pour le jeune colonel, avait voulu que son père, le comte de Ségur, l'ancien ambassadeur de Louis XVI à la cour de Catherine II, alors conseiller d'état, y eût une place d'honneur et comme assistant et comme partie active. Par une de ces délicatesses auxquelles il se plaisait, pourvu que sa politique ne s'y opposât point, il avait fait en sorte que cette fête générale de l'armée fût en même temps la fête particulière du héros de Sommo-Sierra. Ce fut précisément toute cette mise en scène qui faillit paralyser l'homme simple et droit au moment de la remise des drapeaux. « Certes, dit-il, pour un jeune colonel avant tout passionné de gloire, on doit croire qu'une pareille journée fut la plus belle et la plus heureuse de sa vie entière; mais tout s'achète... L'instant qui précéda cette présentation, pour moi si honorable, a peut-être été le plus pénible de tous les mauvais momens que j'ai passés! » Il eût regretté volontiers les heures brûlantes de Sommo-Sierra, ce n'étaient pas de telles émotions qu'il éprouvait quand il se précipitait tête baissée au-devant de la gueule des canons. Qu'il est à plaindre, le héros dépaysé, quand son domaine lui échappe, le domaine de l'action, de la lutte, et que, transporté dans un monde nouveau, il sent peser sur lui des responsabilités nouvelles! Écoutez ce gémissement d'un noble cœur. « Dans cet instant, le dirai-je? ces honneurs publics dont Napoléon me comblait, le soin si délicat d'y mêler mon père, de le rendre spectateur et acteur dans cette séance mémorable où devait parler pour la dernière fois et pour me répondre l'orateur d'alors le plus célèbre, M. de Fontanes; le public de princes et de rois étrangers qui y assistait; ces drapeaux, ces soldats d'élite si renommés dont j'étais environné; enfin et surtout l'honneur de parler devant les représentans de la plus grande des nations, au nom de sa grande armée et du plus grand de tous les hommes, tout cela, au lieu de m'enfler présomptueusement, m'avait accablé! »

Pourquoi M. de Ségur, en écrivant ses mémoires, n'a-t-il pas raconté cette séance du 22 janvier 1810? Pourquoi nous renvoie-t-il aux pages du *Moniteur* au lieu d'en extraire lui-même les détails qui auraient remis la scène sous nos yeux? C'est sans doute que ce tableau ne répondait point à la réalité de ses sentimens. Il faut bien cependant, pour apprécier ses confidences, les comparer au récit officiel. Voici donc en résumé ce qu'on lit dans *le Moniteur* du 23 janvier 1810. La séance du 22 avait été une véritable solennité. C'était la seconde fois que l'empereur associait le corps législatif à ses triomphes militaires en lui offrant des drapeaux ennemis. Une foule brillante emplissait les tribunes. On remarquait aux

premiers rangs le roi de Bavière, le prince-primat, tout le corps diplomatique, un grand nombre d'étrangers illustres. M. de Fontanes était au fauteuil de la présidence, et il y paraissait pour la dernière fois, car il allait échanger ces fonctions contre celles de grand-maître de l'Université. Trois conseillers d'état, les comtes de Ségur, Corvetto et Neri-Corsini, désignés par l'empereur pour porter la parole en son nom, avaient été introduits dans la salle. La séance ouverte, M. le comte de Ségur monte à la tribune. Après avoir proclamé la clôture de la session et annoncé l'ouverture prochaine d'une session nouvelle, il passe à la remise des drapeaux. C'était l'objet principal et le grand intérêt de la séance. On remarqua ce langage si simple, si noble, que rendait plus expressif encore une émotion difficilement contenue. « Un jeune officier chargé de cette honorable mission va être introduit dans cette enceinte; il vous présentera de la part de sa majesté les nombreux drapeaux pris en Espagne par ses armées victorieuses. » Est-il besoin de dire quels applaudissemens accueillirent ses paroles? Alors le président lut la lettre suivante, que lui avait adressée treize mois auparavant le maréchal de Berthier.

« Quartier-général impérial, au camp de Madrid,
le 21 décembre 1808.

« A son excellence M. le comte de Fontanes, président du corps législatif.

« J'ai l'honneur de vous prévenir, monsieur le comte, que sa majesté l'empereur et roi a chargé M. de Ségur, adjudant-commandant, de porter et présenter au corps législatif les quatre-vingts drapeaux et étendards pris par l'armée française aux combats d'Espinosa, Burgos, Tudéla, Sommo-Sierra et Madrid.

« Cet officier supérieur, qui a pris une part si honorable à l'affaire de Sommo-Sierra, va se mettre en marche, dès que l'état de ses blessures le permettra, pour remplir cette mission, qui est pour lui un témoignage précieux de l'estime et de la satisfaction de l'empereur pour les services qu'il a rendus.

« Je prie votre excellence de recevoir l'expression des sentimens de ma plus haute considération.

« Le prince de Neufchatel, vice-connétable, major-général de l'armée,

« ALEXANDRE. »

Ce fut le moment pour Philippe de Ségur de monter à la tribune et de faire au corps législatif l'offrande de l'empereur et de l'armée. Quelques mots lui suffirent; imaginez un discours tout militaire, quelque chose de bref et de retentissant, un éclat de fanfare, un chant de clairon. Enfin M. de Fontanes résuma toute la séance dans

une de ces allocutions harmonieuses dont la dignité un peu théâtrale convenait à ces jours d'apparat.

Voilà la séance officielle avec sa mise en scène. Voulez-vous savoir maintenant ce qui se passait dans l'âme du principal acteur? En regard de ce récit, il faut placer les candides aveux de Philippe de Ségur. Citons cette page si curieuse où il nous rend compte de ses terreurs et nous apprend ce qui les dissipa. « J'étais parti à pied du château des Tuileries, le cœur assez haut encore, à la tête de 80 grenadiers de la vieille garde et des drapeaux espagnols qu'ils portaient; mais lorsque, après avoir traversé le jardin du palais impérial jusqu'à la place de la Concorde, je fus arrivé dans le salon qui précédait l'enceinte législative, et que, devant les portes de cette salle prêtes à s'ouvrir, il me fallut attendre le moment où cette scène historique allait commencer, je l'avoue, toute l'orgueilleuse joie de mon âme disparut dans la peur qui me saisit d'y mal soutenir mon rôle, de gâter toute cette pompe et de ne m'en pas montrer assez digne. Comment et de quel air me présenter devant une assemblée aussi considérable? Avec quelle démarche assez ferme allais-je traverser dignement tant de regards? Bien plus, lorsqu'il me faudrait monter à cette tribune, pour moi si nouvelle, dans quelle attitude y paraîtrais-je? De quelle voix assez convenable, assez haute, assez assurée, me ferais-je entendre? Et quelle humiliation, quelle situation désastreuse, si ma mémoire se troublait, si je n'étais point assez maître d'elle pour me rappeler le discours, préparé d'avance, que j'avais à prononcer, si j'allais enfin rester court au milieu du silence et de l'attention universelle! Pendant une demi-heure d'attente et de redoublement de cette folle anxiété, mon imagination échauffée la rendit si violente que j'en suis encore à concevoir comment je pus y résister. Je sentais en moi tout se décomposer lorsqu'enfin les portes s'ouvrirent. L'impérieuse nécessité, seule alors, quoique le terrain me semblât manquer sous mes pas, me fit entrer et traverser à la suite des questeurs la salle entière d'un mouvement presque machinal. Arrivé au pied de la tribune, lieu si redoutable que les plus éloquens improvisateurs ne l'abordent jamais, disent-ils, sans une émotion dont leur vie s'abrége, je me croyais incapable de prononcer le moindre mot quand un faux mouvement de mes grenadiers me rendit l'usage de la parole. L'ordre que je leur donnai par habitude m'arracha à mon anéantissement. Ce bruit de ma voix me rassura, il se fit en moi une révolution subite : toutes mes terreurs s'évanouirent... »

Ses terreurs s'évanouirent si bien qu'un des législateurs, M. d'Aguesseau, son oncle, lui fit un singulier compliment : il lui aurait désiré une apparence plus modeste! Vous devinez s'il accepta gaîment cette critique si peu méritée, lui qui savait à quoi s'en tenir

sur son audace parlementaire. Il avait tant redouté un reproche d'un autre genre, qu'il se sentit tout heureux d'avoir paru manquer de modestie.

II.

Entre la bataille livrée à Sommo-Sierra le 30 novembre 1808 et la remise des drapeaux faite au corps législatif le 22 janvier 1810, notre récit ne devait pas subir d'interruption. Il faut maintenant retourner un peu en arrière pour suivre Ségur pendant l'année 1809. C'est l'année de la seconde campagne d'Autriche. La première s'était terminée à Austerlitz le 2 décembre 1805, la seconde finit à Wagram le 6 juillet 1809. Ségur, qui avait pris une si grande part à la première, qui avait discuté avec le maréchal Mack la capitulation d'Ulm, qui avait si vaillamment combattu à Austerlitz et vu de près tant de scènes mémorables, fut retenu en France par ses blessures pendant toute la durée de la seconde. S'il fait le tableau des grandes opérations militaires de 1809, s'il raconte les batailles d'Eckmuhl, d'Essling, de Wagram, n'y cherchez pas de souvenirs personnels, il est forcé, bien malgré lui, de s'en tenir aux notes que lui ont fournies ses compagnons d'armes. Son récit est fort curieux encore, il contient parfois des détails qui ne sont point ailleurs, il donne du relief à certains traits du caractère de Napoléon, et, quand nous résumerons le jugement que Ségur a porté sur l'empereur, nous ne négligerons pas cette partie de ses *Mémoires;* en ce moment, c'est lui-même qui nous attire, c'est sa personne et sa destinée que nous essayons de mettre en lumière.

Malgré cette fête pompeuse de la remise des drapeaux espagnols aux représentans de la France, la guerre d'Espagne était pleine de signes funestes qui n'avaient point échappé aux esprits clairvoyans. M. de Talleyrand s'apercevait bien que l'étoile du maître pâlissait. Il avait prononcé à ce sujet certaines paroles qui firent rapidement leur chemin. Lors même qu'il n'eût rien dit, ses actes auraient parlé. On remarquait chez l'ancien évêque d'Autun une disposition singulière à renouer des relations avec Fouché. Bref, dès son retour d'Espagne à Paris le 23 janvier 1809, l'empereur considérait Talleyrand et Fouché, non pas comme des hommes déjà prêts à le trahir, mais comme des esprits de mauvais augure dont il fallait se défier. Il exagéra même ses griefs, comme c'était sa coutume, cherchant un prétexte de réprimer par des éclats de colère les personnes dont il avait à se plaindre. Il fit subir à Fouché une scène terrible, sans lui enlever toutefois le ministère dont il l'avait chargé. Quant à Talleyrand, ce fut en plein conseil qu'il éclata

contre lui avec une violence effroyable, le traitant avec plus de mépris encore que de fureur, lui reprochant sa perfidie, son impudence, lui demandant « comment il osait se dire étranger à la mort du duc d'Enghien et à la déchéance des Bourbons d'Espagne, quand c'était lui, lui Talleyrand, qui les lui avait conseillées de vive voix, et même par écrit! » Ségur connut immédiatement tous les détails de la scène par plusieurs des personnages qui s'y trouvaient; on la lui avait racontée sous le coup de la première émotion. Un de ces témoins irrécusables ajoutait que « pendant cette longue et foudroyante explosion de colère méprisante et de gestes menaçans, ce qui l'avait frappé le plus avait été l'attitude et la physionomie muettes et dédaigneusement impassibles de Talleyrand, debout et accoudé contre la cheminée de la salle de ce conseil. » Il est vrai que, si ce fut là son maintien en face de l'outrage, il ne tarda guère à se dédommager. « Je tiens d'autres témoins, dit Ségur, que ce personnage sortit alors du palais, toujours calme en apparence, le sourire sur les lèvres, affectant même de prononcer quelques mots indifférens, et qu'il se fit conduire chez une dame de sa société intime, mais que là, les portes du salon à peine refermées sur lui, débondant enfin, et sa colère s'étant fait jour par un impétueux torrent des plus étranges juremens et imprécations contre l'empereur, il lui voua une haine éternelle et la plus implacable des vengeances. » Dans une belle étude sur Talleyrand insérée ici même (1), M. Mignet avait noté exactement cette rupture de Napoléon et de son grand chambellan au commencement de l'année 1809; Philippe de Ségur en donne les détails d'après les témoignages les plus dignes de foi. Il ajoute même que le surlendemain, sa place de grand chambellan ayant été donnée à Montesquiou, Talleyrand reparut en pleine cour devant Napoléon aussi impassible que l'avant-veille. Était-ce bravade ou soumission? Ni l'un ni l'autre; c'était prudence et dignité. Ces détails si curieux ne font que confirmer le jugement de M. Mignet sur ces deux hommes, « dont l'un pouvait tout tant que duraient les succès, dont l'autre pourrait beaucoup si jamais commençaient les revers. »

Voici quelque chose de plus curieux encore sur les manœuvres secrètes des ennemis personnels de Napoléon. Ségur rappelle que le lendemain de Wagram, le 7 juillet 1809, une proclamation mensongère de Bernadotte ayant attribué la victoire au corps d'armée saxon qu'il commandait, ce corps d'armée avait été immédiatement dissous et Bernadotte renvoyé en France. Là, fort bien reçu dans sa disgrâce par Talleyrand et Fouché, il était naturellement mêlé à

(1) Voyez, dans la *Revue* du 15 mai 1839, *le Prince de Talleyrand,* par M. Mignet.

leurs intrigues. Sur ces entrefaites, et pendant que Napoléon est à Schœnbrunn, a lieu la descente des Anglais dans les Pays-Bas. Anvers est menacé. D'Anvers à Paris, la route est presque ouverte. Aussitôt, pour se préparer un rôle et s'assurer une force dans le cas d'un événement qui mettrait le sort de la France en question, Fouché prend sur lui d'appeler aux armes la garde nationale de l'empire, d'en mobiliser une partie, d'en nommer les officiers et de pousser Bernadotte à en demander le commandement. Fouché, ministre de la police, était à cette date ministre de l'intérieur par intérim; il profitait de la circonstance pour armer la milice nationale comme aux journées de la révolution. Ce grand zèle parut suspect à son collègue le ministre de la guerre. C'était le général Clarck, homme d'ordre et d'inclinations aristocratiques, dit Ségur, qui, détestant les antécédens de Fouché, se défiait de lui comme d'un jacobin. Clarck écrivit à l'empereur pour lui faire part de ses inquiétudes. Napoléon, du palais de Schœnbrunn, régla tout comme s'il eût été aux Tuileries, mettant chaque chose à sa place avec une précision mathématique. S'il envoya Bernadotte dans les Pays-Bas, ce fut pour l'éloigner de Paris; il ne plaça d'ailleurs sous ses ordres que des officiers incorruptibles, lieutenans d'un nouveau genre qui sur le moindre signe seraient devenus des surveillans et au besoin des gardiens. Quant à l'appel de la garde nationale, il approuva, il excita même cette démonstration, qui accroissait l'idée de sa puissance et de ses moyens de recrutement. Il est vrai qu'il ne s'agissait d'abord que d'un appel partiel; lorsque Fouché, continuant son jeu, étendit cet appel à tout l'empire, bien que le danger n'existât plus du côté de la Belgique, l'empereur conçut enfin quelques soupçons. Il blâma Fouché, il le blâma surtout d'avoir prétendu choisir les commandans supérieurs de la garde de Paris, il exigea enfin que Fouché rétractât une de ces nominations, celle du colonel de la garde à cheval, M. Louis de Girardin. Ici Philippe de Ségur entre en scène, laissons-lui la parole :

« J'étais alors sur pied et à peu près rétabli de mes blessures, lorsque le 9 ou le 10 septembre Clarck me fit appeler. « Vous voyez, dit-il, ce qui se passe. Fouché vient de lever dans Paris trente mille hommes. Il arme le peuple, des domestiques même. C'est une levée de 93 qu'il veut avoir sous la main! Il se prépare à jouer un grand rôle dans des cas prévus, tel que celui d'un mal plus grave que l'indisposition dont l'empereur vient d'être atteint, ou d'une blessure plus sérieuse que celle de Ratisbonne, ou d'un revers plus complet que celui d'Essling. Trente mille hommes armés dans Paris! Mais il y faudrait une armée pour nous garder de cette garde! Et il en continue en dépit de nous l'organisation : il en a nommé les officiers, quoiqu'il sache bien que l'empereur s'en est

réservé le droit. Son but est évident, c'est une trahison; mais je le surveille. C'est pourquoi l'empereur vient de donner au maréchal Serrurier le commandement de cette belle garde nationale. Quant à la cavalerie, il veut que vous en soyez le colonel, et nous verrons alors si Fouché en disposera comme il l'entend. »

Ségur n'avait pas plus de confiance en Fouché que le ministre de la guerre, il faisait chorus à ses plaintes, il partageait et confirmait ses soupçons; mais quand à la fin de cette tirade il entendit cette brusque annonce du rôle qu'on lui destinait, il lui sembla *recevoir une tuile sur la tête.* Après Ulm, Austerlitz, Iéna, après l'Ukra et Nasielsk, après la charge de Sommo-Sierra, être relégué dans la garde nationale! Un brevet de vétérance quand il attendait si impatiemment l'heure de rejoindre l'armée active! Aucune nouvelle ne pouvait lui être plus pénible. D'autre part, comment résister à un ordre de l'empereur? Il n'y avait pas d'objection à faire, il n'en fit point. Résigné, mais désolé, il rentra chez lui la tête basse.

Il était en proie à ses tristes réflexions, quand on lui remit un billet de Fouché qui l'invitait à passer chez lui le lendemain. « On connaît ce personnage, dit Ségur, sa taille moyenne, ses cheveux couleur de filasse, plats et rares, sa maigreur active, sa figure longue, mobile et pâle, avec une physionomie de fouine agitée; on se souvient du regard perçant et vif, mais sans fixité, de ses petits yeux sanglans, de sa parole brève et saccadée, conforme à son attitude remuante et convulsive. Dès qu'il m'aperçut, ces dehors s'exagérèrent d'un dépit mal concentré. » Ce dépit, c'était de voir en face de lui l'homme qui allait prendre la place de son protégé, le colonel du choix de l'empereur écartant le colonel de son choix. Il espérait pourtant que cette mission ne plairait pas à Ségur. Avec son flair des choses et sa connaissance des hommes, il avait pressenti que Ségur ne serait pas du tout satisfait de passer aux vétérans. Les paroles qu'il lui adressa étaient certainement combinées de manière à le mettre à l'aise sur ce point afin de provoquer ses confidences. Ségur se garda bien de donner dans le piége. Il avait pu confier au général Clarck le déplaisir très vif qu'il ressentait; en face de Fouché, il eut une autre attitude : il se montra fort honoré du choix de l'empereur et empressé de lui obéir. Il attendait avec impatience le jour où il serait reconnu à la tête de son régiment.

On devine l'embarras de Fouché, qui comptait sur un refus. Au désir de Ségur d'être reconnu promptement, il répond d'une façon évasive et remet la chose au lendemain. Le lendemain, il dit à Ségur qu'il en a référé au conseil des ministres et qu'on n'a rien voulu décider. La vérité est que dans le conseil la discussion avait porté sur tout autre chose. Une altercation des plus vives avait éclaté entre Clarck et Fouché. Clarck avait dit à son collègue : « Il n'y a

qu'un s.. jacobin de 93 qui ait pu lever et armer à Paris une garde nationale, » à quoi Fouché avait répondu : « Il n'y a qu'un étranger vendu aux Anglais qui ait pu s'opposer à la formation de cette garde. » Telle était de part et d'autre la violence des inimitiés. Le général Hullin, commandant de Paris, en disait encore bien plus que le ministre de la guerre sur les manœuvres de Fouché. On eût pu croire, à l'entendre, que le jacobin de 93, devenu ministre de la police et ministre de l'intérieur, profitait de cette bonne occasion pour préparer une nouvelle journée révolutionnaire. Il disait un jour à Ségur : « Je ne peux plus répondre de Paris. Mes patrouilles y rencontrent inopinément des postes et des patrouilles que nous ne connaissons pas. On ne sait si ce sont des citoyens ou des malfaiteurs. Je les ferai désarmer, je ferai tirer dessus. »

L'empereur, qui dédaignait d'abord tous ces bruits, finit par se rendre aux instances de Clarck; il envoya l'ordre de licencier la garde nationale de Fouché, y compris, bien entendu, le corps de cavalerie destiné à Ségur. Il voulait seulement que la chose se fît de manière à ne pas trop irriter les mécontens. On savait en effet que cette garde nationale contenait un grand nombre de citoyens hostiles à l'empire, que les officiers surtout, choisis parmi les banquiers, les négocians, les gens d'affaires, formaient déjà une espèce de fronde enhardie chaque jour par l'éloignement du maître. Dans cette querelle de Clarck et de Fouché, Fouché était leur homme. Si on les licenciait brusquement après avoir provoqué leur zèle, si on les renvoyait chez eux sans plus de cérémonie à l'heure où, équipés à leurs frais et tout fiers de leurs uniformes, ils allaient monter à cheval, la fronde était toute prête pour une émeute. Ne pouvaient-ils pas compter sur la connivence du ministre de la police? Le général Clarck aurait eu besoin d'être un peu plus habile. Dès que l'ordre de licencier la garde nationale arriva au conseil des ministres, il s'empressa trop de jeter des cris de triomphe. Le bruit s'en répandit bientôt. Irrités de cette nouvelle, les officiers auraient prévenu le licenciement par une démission collective, c'est-à-dire par un éclat du plus fâcheux effet, si Philippe de Ségur n'avait réussi à les calmer. Il parvint même à changer si bien leurs dispositions, qu'il les ramena presque tous à des sentimens favorables. Pourquoi l'empereur se serait-il défié d'eux? Cette démonstration de leur zèle n'avait-elle pas déjà remporté une victoire? N'était-ce pas ce généreux élan des gardes nationales de France, surtout de la garde nationale de Paris, qui avait fait reculer l'expédition anglaise des Pays-Bas? Inutiles désormais pour cette campagne, puisque le danger était passé, ils resteraient cependant attachés au service de l'empereur. C'était là son plan et la récompense qu'il leur offrait; il se faisait fort d'obtenir que les cavaliers de la garde nationale de Paris, en sou-

venir de leur empressement patriotique, fussent conservés comme gardes d'honneur de Napoléon. Voulaient-ils refuser ce titre? Ils acceptèrent, et c'est ainsi que fut évité l'éclat de la démission en masse.

On s'étonne peut-être de voir l'intrépide officier de cavalerie, le héros de Nasielsk et de Sommo-Sierra, devenir si vite un diplomate consommé. C'était son zèle pour l'empereur qui avait tout fait, ce même zèle qui, aiguisant sa clairvoyance, lui découvrait, dès 1809, la gravité des premiers symptômes de ruine. Ces manœuvres de Fouché, qu'était-ce donc, sinon une révélation des plus graves? Puisque Fouché préparait des intrigues dans l'ombre, c'est qu'il pressentait la chute de l'empire. Un ministre de la police a des agens partout; Fouché devait savoir ce que nous avons appris surtout par les *Mémoires* de Ségur, il devait savoir, il savait certainement que l'empereur était malade, qu'une affection organique des plus sérieuses l'avait obligé à plusieurs reprises de disparaître, de se tenir caché, au milieu même de ses grandes manœuvres. Il savait aussi que tant d'affaires, tant de soucis, une telle surexcitation de toutes les facultés, avaient dû ébranler cette puissante nature, déranger ce prodigieux équilibre. C'était le temps où un autre membre du conseil, l'amiral Decrès, ministre de la marine, disait au duc de Rovigo : « L'empereur est fou. » Ségur ne parlait pas de la sorte; il était toujours, il est resté jusqu'à la fin pénétré de l'admiration la plus vive pour le génie militaire et administratif de Napoléon; il est clair pourtant que durant ces trois années, de 1809 à 1812, il a vu se multiplier de mois en mois les signes funestes. Son zèle, qui ne se dément pas un seul jour, rend ses observations plus significatives. J'ai dit que sa droiture était inflexible comme son dévoûment était inépuisable. Il note les fautes, il signale les idées folles, il condamne les entreprises *insensées* d'où naissent des situations *monstrueuses*. Oh! vous ne le verrez point insister, il n'a garde, l'affection et le respect le lui défendent; mais tout ce qu'il est nécessaire de dire, il le dit, et l'impression de cette parole est d'autant plus poignante. Attentif à tous les symptômes inquiétans, prêt à remplir tous ses devoirs avec une sollicitude toujours plus vive, tel Ségur nous est apparu dans cette première crise que lui révèle l'attitude de Fouché, tel nous le retrouverons dans les dures épreuves qui vont suivre.

Ségur eut encore occasion cette même année de voir se prolonger la querelle de Clarck et de Fouché. L'Autriche était pacifiée, Paris ne l'était pas; il y avait toujours lutte au sein du conseil. Le ministre de la guerre et le ministre de la police cherchaient à se détruire l'un l'autre dans l'esprit de l'empereur. Clarck adressait des rapports terribles à Schœnbrunn. Il disait savoir de science cer-

taine que Fouché avait des rapports secrets avec l'Angleterre, et que d'Anvers Bernadotte entretenait avec lui, comme avec d'autres mécontens, des correspondances séditieuses. C'est alors que Bernadotte fut remplacé à Anvers par Bessières. Si nous possédions les mémoires de Fouché, nous apprendrions certainement quelles accusations il proférait de son côté contre le général Clarck. La querelle en était là lorsqu'au milieu de la nuit du 26 au 27 octobre 1809 Ségur reçut l'ordre de partir immédiatement et d'aller recevoir à Fontainebleau l'empereur revenant d'Allemagne. Il y arrive de grand matin, au moment même où le vainqueur de Wagram entrait au palais, seul et sans escorte. Harassé de fatigue, l'empereur se met au lit et mande Ségur aussitôt. « Eh bien! s'écrie-t-il dès les premiers mots, qu'est-ce que toute cette affaire de la garde nationale?» Ségur n'a point de peine à le rassurer au sujet de la garde nationale à pied. Si Fouché n'avait employé des moyens coercitifs et fait courir le bruit d'une insurrection de cent mille ouvriers toute prête à éclater, personne n'eût répondu à son appel. Le licenciement s'était donc effectué à la satisfaction de tous. Quant aux gardes nationaux à cheval, il avoua que l'esprit du régiment était d'abord un peu hostile. Ne devait-on pas s'attendre, en temps de guerre, au mécontentement des gens de commerce et de finances? Et comme l'empereur récriminait avec véhémence contre cette partie de la société parisienne, comme ses paroles même, au sujet de certains hommes dont le nom venait d'être prononcé, prenaient un caractère menaçant, Ségur se hâta de le calmer en lui rappelant combien ces personnages, si agressifs en leurs propos, étaient faciles à prendre par la vanité. C'était le moment de raconter la fin de l'aventure et les promesses qu'il avait faites. Là-dessus l'empereur se mit à réfléchir, ce qui permit à Ségur de se retirer. Dans ce rapport au maître, il avait évité de rien dire de la querelle des deux ministres, et il s'empressait d'esquiver toute question sur ce point; ses réponses, quelles qu'elles fussent, auraient pu ressembler à une dénonciation.

Malheureusement il était difficile de garder toujours la même réserve. Deux jours plus tard, causant avec Duroc, Ségur laissa échapper quelques mots sur cette lutte de Clarck et de Fouché; à l'attention particulière de son interlocuteur, il sentit qu'il avait manqué de prudence. Le lendemain en effet les deux ministres étaient mandés à Fontainebleau. Ségur les vit entrer l'un après l'autre dans le cabinet de l'empereur, Clarck d'abord, qui en sortit bientôt très animé, puis Fouché, dont l'entretien avec le maître dura bien plus longtemps. Le jeune colonel n'était pas sans inquiétude; il savait que l'empereur avait coutume de citer à l'appui de ses reproches les

noms des personnes qui d'une manière ou d'une autre avaient éveillé son attention sur l'affaire dont il s'agissait; l'entretien de la veille avec Duroc n'allait-il pas transformer Ségur en accusateur direct de Fouché? Bien qu'il fût homme à se défendre, ce n'était pas une chose indifférente d'avoir pour ennemi un pareil personnage. Il sut bientôt à quoi s'en tenir. Écoutons son récit. « Fouché sort, et, du coin de l'œil me voyant là, sans paraître m'apercevoir il parcourt d'abord vivement ce salon avec son agitation accoutumée. Pour moi, négligemment appuyé contre la console de marbre qui fait encore face à la cheminée, j'attendais silencieusement et de pied ferme, lorsqu'enfin, venant directement à moi, il m'interpelle et me propose brusquement une promenade dans la forêt. J'acceptai, préférant à une rancune sournoise, dangereuse dans un chef de police, une explication, quelque orageuse qu'elle pût être. » Cette explication, ce fut la vie de Fouché racontée par lui-même. L'empereur sans doute, à ce que devina Ségur, venait de rappeler à son ministre sa détestable renommée, « sans la décolorer de ces teintes sanglantes et révolutionnaires dont le public et Clarck la surchargeaient. » Aussi, encore tout chaud de cette scène, le ministre de la police ne songeait-il qu'à se réhabiliter, et, comme Ségur avait l'oreille du maître, c'était une excellente manœuvre de l'intéresser à cette biographie largement rectifiée.

« Monsieur de Ségur, dit-il, on fait sur moi bien des suppositions et beaucoup de contes. On prétend que j'ai été prêtre et que je suis marié à une religieuse. La vérité est qu'élevé à l'Oratoire je n'y ai pas même été tonsuré, et que, pour mon mariage, il a eu lieu en 1789, époque où les prêtres ne se mariaient pas et où l'on n'épousait pas des religieuses. » C'est ainsi qu'il entre en matière, décidé à prouver que toutes les accusations dont on l'accable sont des calomnies de la même force. N'ose-t-on pas prétendre qu'il est révolutionnaire? N'y a-t-il pas des gens toujours prêts à lui reprocher les massacres de Lyon? « Il y a dans tout cela, dit-il, ignorance, confusion, anachronisme. Qu'il ait fallu hurler plus ou moins avec les loups, se soumettre à des nécessités de circonstance, cela se conçoit; mais le fait est que, envoyé là après le sac de cette ville, j'en revins révolté avec un rapport contre Robespierre, et que, à dater de ce moment jusqu'au 9 thermidor, je fus son rival déclaré! » L'histoire ne savait pas que Robespierre avait trouvé en face de lui ce terrible adversaire, jacobin, il est vrai, mais jacobin aristocrate, homme des premières loges regardant s'agiter à ses pieds la populace du parterre. Fouché révèle à Ségur ces secrets de la convention. « Robespierre s'était établi aux Jacobins, et moi dans les comités, d'où je le chassai; vous allez voir! J'étais jacobin moi-

même, mais il y en avait de deux espèces. Quant à nous, nous n'étions pas populaires; nous parlions d'égalité, mais au fond nous étions aristocrates! Oui, plus aristocrates que qui que ce soit peut-être! Les jacobins du parti contraire, — comme par exemple Hullin, — battaient le pavé, ils vociféraient dans la foule du parterre; nous ne les voyions que des loges : c'étaient les suppôts de Robespierre qui flattaient cette populace. Robespierre en était l'âme, le chef, prétendant régner par eux et en écraser la convention; mais nous y étions ses antagonistes, moi en tête! Il me craignait. Je le connaissais depuis sa jeunesse, nous avions été d'une même académie, j'avais alors eu l'occasion de lui prouver son insuffisance, — insuffisance relative, car on l'a mal jugé. Il avait quelque talent, une volonté forte, persévérante, de la simplicité, point d'avidité, mais il était tout bouffi d'un orgueil que j'avais humilié. C'en était assez pour être certain qu'il serait mon ennemi mortel, que son caractère haineux et envieux ne me le pardonnerait jamais, pas plus qu'à Lacuée, que sans Carnot il eût fait guillotiner, et cela uniquement parce qu'autrefois, dans un concours académique à Metz, je crois, le mémoire de Lacuée avait été préféré au sien. Mandé à Paris, Lacuée aurait été perdu dès son arrivée, si, d'après l'avis de Carnot, il ne se fût échappé par une porte au moment où par l'autre les gendarmes accouraient pour le saisir et livrer sa tête à l'amour-propre blessé de Robespierre. Je compris qu'il ne fallait pas aller combattre un pareil homme dans son club, qu'il m'y ferait quelque carmagnole, que j'y serais dominé, écrasé, et que pour lui résister il fallait choisir un autre terrain, c'est-à-dire la convention elle-même et ses comités. Ce fut donc là qu'à mon retour de Lyon je débutai par un rapport sur la désorganisation de cette province, dont j'accusai Robespierre. On fut surpris, terrifié de mon audace, Carnot entre autres, qui dans son émotion m'embrassa, louant mon courage, mais en m'avertissant qu'il m'en coûterait la tête. Cela ne m'arrêta pas, je persistai... »

Qui aurait cru que la sinistre histoire de Fouché cachât en réalité un si héroïque personnage? Représentez-vous la surprise de Ségur quand il recueille toutes ces choses de la bouche même du grand homme méconnu. On ne s'étonne pas que, rentré chez lui, il se soit empressé de prendre la plume afin de consigner par écrit tout ce qu'il venait d'entendre. Il apprit ainsi que la chute de Robespierre fut préparée par Fouché, que Fouché, voyant Robespierre éviter la convention et se renfermer aux Jacobins, voulait l'y attaquer, le saisir, le jeter à la rivière, que, si Tallien et ses amis n'avaient fait le 9 thermidor, Fouché aurait infailliblement porté le même coup au tyran, et qu'enfin, après avoir combattu la tête de ce parti sous la

convention, c'était lui qui, sous le directoire, en avait détruit la queue. Il s'agissait alors des derniers jacobins, de ceux qui, ayant la république, persistaient à vouloir tout détruire. Leur club, rétabli dans la salle du manége, réunissait déjà plus de 3,000 frères et amis. Fouché, ministre de la police, les dénonça au directoire, mais le directoire hésitait à les poursuivre, et Bernadotte, ministre de la guerre, semblait avoir des raisons de les ménager. C'est là que se trouve ce curieux passage du récit de Fouché. « Je fis venir Bernadotte chez moi et je lui dis : Imbécile! où vas-tu, et que veux-tu faire? En 93, à la bonne heure, il y avait tout à gagner à défaire et à refaire; mais ce que nous voulions alors, ne l'avons-nous pas aujourd'hui? Or, puisque nous voilà arrivés et que nous n'avons plus qu'à perdre, pourquoi donc continuer? Il n'y avait rien à répondre, et pourtant il s'obstina. Alors j'ajoutai : — Comme tu voudras, mais souviens-toi bien que dès demain, quand j'aurai affaire à ton club, si je te trouve à sa tête, la tienne tombera de tes épaules; je t'en donne ma parole, et je la tiendrai! Cet argument le décida. » Il est évident qu'on n'imagine point de pareilles choses. La transcription de Ségur est parfaitement exacte : voilà bien l'âme et le style de Fouché. Ce qu'il y a de plaisant, c'est qu'en dévoilant ainsi l'infamie de son programme, l'ancien jacobin croyait naïvement faire son apologie. Comme il avait oublié ses victimes, il trouvait tout naturel que son interlocuteur les eût oubliées de même, et c'est avec le sentiment assuré de son mérite qu'il se donnait comme le type du révolutionnaire satisfait qui s'arrête à l'heure juste.

Ségur ne dissimule pas le dégoût que lui inspira Fouché. Comment donc l'empereur gardait-il auprès de lui un tel personnage? Comment celui qui appréciait si bien les sentimens nobles, qui était si heureux de rattacher à sa cour les représentans de l'ancienne aristocratie, pouvait-il confier une part du pouvoir à ce jacobin cynique? Il y a sans doute une raison générale, le désir de neutraliser les anciens partis en les enveloppant tous dans les liens du monde nouveau; on connaît aussi la raison particulière tirée de l'habileté de Fouché, de sa connaissance des hommes et des affaires, dans un temps où les secousses révolutionnaires avaient laissé des traces si profondes. Tout cela cependant n'explique pas pourquoi en 1809, Talleyrand et Fouché s'étant rendus suspects au maître, le premier par son langage, le second par ses actes, Talleyrand est remplacé tandis que Fouché conserve son poste. Ségur en donne une explication fort curieuse qui achève de peindre le jacobin courtisan. Fouché dès 1807 avait cru plaire à Napoléon en le poussant au divorce; il avait même eu l'audace de prendre auprès de l'impératrice Joséphine l'initiative d'une démarche à ce sujet, ce qui lui avait attiré

de la part de l'empereur un démenti énergique et la plus rude des réprimandes. En 1809, après la paix de Schœnbrunn, cette pensée de divorce n'était plus seulement la pensée de Fouché; l'empereur y inclinait de jour en jour, et, comme il s'attendait à une opposition très vive de ses plus fidèles conseillers, il ne lui convenait pas d'éloigner en ce moment un ministre tout prêt à l'approuver.

Ces tristes scènes du divorce ont trouvé dans Philippe de Ségur un historien attentif et noblement ému. En racontant après tant d'autres ce douloureux épisode, il a pu y ajouter des détails que sa situation au palais de Fontainebleau lui a permis de voir de ses yeux ou de recueillir de première main. Il donne aussi, à titre de témoin, de curieux renseignemens sur l'arrivée de Marie-Louise en France. A la fin du mois de février 1810, il fut envoyé en Bavière avec la reine de Naples et un détachement choisi de la cour future. « Notre mission, dit-il, était d'y recevoir et de ramener en France la nouvelle impératrice. On connaît le récit officiel de cette remise. Elle eut lieu le 16 mars. La veille ou le lendemain de cette cérémonie, il y eut une réunion des deux cours dans une maison de la citadelle de Braunau, notre conquête. Le seul souvenir sérieux qui m'en soit resté, c'est que les hommes de ces deux cours, demeurés debout, se mêlèrent et échangèrent des paroles convenables, tandis que je ne vis jamais cercle de femmes assises dans une attitude plus contrainte : réunion sans rapprochement que guindèrent la froide raideur et la hautaine taciturnité des dames autrichiennes. Elles nous livrèrent ce dernier gage de défaite avec une mauvaise grâce que leurs maris, fatigués de guerre, ne montrèrent point... Nous retraversâmes la confédération germanique au milieu des réceptions les plus pompeuses, ramenant triomphalement cette conquête qui semblait consolider toutes les autres. Ce fut le 18 mars et dans Strasbourg que la France à son tour l'accueillit. L'enthousiasme sur cette frontière allemande et toute militaire fut d'autant plus vif, plus vrai, plus universel, qu'on voyait dans cette archiduchesse le trophée le plus éclatant de la gloire de nos armes, et qu'on y crut voir, après dix-huit ans de guerre, le gage d'une paix cette fois enfin assurée. »

La paix enfin assurée après dix-huit ans de guerre! Ségur n'était pas dupe de cette espérance. Aucun des symptômes des années 1810 et 1811 ne lui échappe. Quand il voit Napoléon réunir la Hollande à son empire, y ajouter encore le Lauenbourg, les villes anséatiques, le Valais, donner le Hanovre au roi de Westphalie avec promesse d'y joindre Magdebourg, créer le grand-duché de Francfort pour le prince Eugène, annoncer l'intention de s'annexer l'Espagne jusqu'à l'Èbre, il est bien obligé de dire qu'un tel empire a cessé d'être la

France. La France, où la trouver? L'empire même, un empire vivant de sa propre vie, où est-il? En toute chose, il n'y avait plus qu'un homme. On connaît le beau vers de Marie-Joseph Chénier :

Aujourd'hui dans un homme un peuple est tout entier!

Ce cri que lui arrachait la haine, c'était le dévoûment qui l'inspirait à Ségur. Il tremble pour l'empereur à la vue de « ce monstrueux assemblage de parties hétérogènes. » Il sait bien que, si l'œuvre paraît se maintenir, c'est uniquement sous la pression de cette main puissante. De jour en jour, il faudra que cette pression devienne plus forte, et de jour en jour au contraire la main deviendra nécessairement plus faible. Sans parler des crises de l'âge, sans parler de ce mal qui tourmente l'empereur, mal mystérieux dont bien peu de personnes se doutent, mais que Ségur connaît, sans parler même de tant d'occasions de guerre où le sort du chef est à la merci d'un boulet de canon, est-ce que les ressources militaires du pays ne diminuent pas d'une façon effrayante? Après tant de moissons humaines, il se fait partout des vides épouvantables. On ne sent plus ici la véritable force, celle qui se possède, qui se domine. Voici l'heure des emportemens, des luttes contre les puissances invincibles, des révoltes contre la nature des choses; autant de signes de trouble et de faiblesse.

Aussi que de pressentimens agitaient les esprits attentifs! Napoléon lui-même, en ses momens de calme, ne les dissimulait point. Combien de fois Ségur en a-t-il entendu de sa bouche l'expression tragique! Ségur a beau nous dire que ces craintes s'évanouissaient bientôt dans un sentiment presque général d'admiration et de confiance, il avoue pourtant qu'elles étaient exprimées « jusque dans le salon des aides-de-camp de l'empereur. » Des faits même tout naturels lui apparaissaient comme des causes d'inquiétude. Fouché, au mois de juin 1810, avait subi enfin le châtiment de son ambition effrontée. Jaloux de passer pour un grand politique « et de paraître indispensable, même au génie de l'empereur, » il avait osé traiter clandestinement de la paix avec le gouvernement de l'Angleterre, et par là il avait entravé des négociations engagées en secret par le gouvernement de la France. Napoléon le destitua, mais, ne croyant de sa part qu'à une inspiration malheureuse, à un élan de zèle inopportun, il le nomma gouverneur de Rome. Quand on prit possession de son ministère, on y trouva des dossiers qui firent connaître à fond toute l'histoire; ce n'était pas l'erreur d'un moment, c'était une intrigue ancienne et persistante. Ce grand politique s'était livré comme un étourneau. Sa nomination de gouver-

neur de Rome fut révoquée aussitôt, et Fouché dut partir pour l'exil. Certes ce n'est pas Ségur qui pouvait regretter la disgrâce de Fouché; il remarque pourtant que Savary, le successeur du ministre jacobin, n'était pas de force à rendre les mêmes services. Fouché, en de certaines occasions, savait faire entendre la vérité à l'empereur, non par dévoûment à coup sûr, mais par intérêt personnel, comme un habile homme qui sur un navire menacé donne des conseils au pilote. Napoléon, dans le mouvement qui l'emporte, n'aura plus même ce contre-poids d'un avis franchement exprimé. L'adresse clairvoyante de Fouché se trouve remplacée par le dévoûment aveugle de Savary, et, au lieu des libres conseils de Talleyrand, l'empereur n'aura plus aux affaires étrangères que l'obéissance fanatique de Maret. Les barrières, si faibles pourtant, sont devenues gênantes; désormais il n'y aura plus de garde-fou. Tout cela est indiqué par Ségur avec autant de discrétion que de force. Lorsque l'empire en 1811 s'enrichit de perspectives éblouissantes, lorsque le roi de Rome vient au monde le 20 mars, savez-vous ce que le loyal témoin aperçoit dans toutes ces promesses d'avenir? Une féerie. C'est le ciel qui se joue de la vanité humaine, exaltant notre orgueil pour rendre notre chute plus forte et plus imprévue. Ajoutez à cela ses paroles sur les violences infligées au saint-siége. Comme il la juge bien, sans étroitesse d'esprit, sans fanatisme ultramontain, simplement en sage et en politique, cette entreprise du dictateur « de transporter près de Paris, sous sa main toute temporelle, et d'y retenir vassale la puissance spirituelle du chef de l'église! » Il n'insiste pas, mais, chaque fois que ce sujet revient sous sa plume, il emploie le mot « énormité. »

Écoutez-le aussi parler avec effroi de « ces trois cent quatre-vingt mille hommes, de nos forces les plus vives, qui s'usaient dispersés dans le gouffre de la péninsule ibérienne. » Enfin, lorsqu'il arrive à 1812, qui donc a montré avec plus de précision l'épuisement de la France? On assiste chez l'historien au combat intérieur le plus touchant, sa fidélité cherchant des excuses à tout, sa loyauté ne pouvant se résoudre à ne pas tout dire. De là, dans ce récit, une impression si dramatique lorsqu'il nous montre l'empereur obligé de prendre des mesures violentes contre soixante mille conscrits réfractaires, obligé de les faire traquer, saisir, confiner dans nos îles, puis de les envoyer par eau à Davout pour éviter les désertions en route. Ségur ne se borne pas à rappeler ces faits que l'histoire officielle a dissimulés comme elle a pu, il signale aussi « les extorsions, les révoltes, les répressions sanglantes, résultat de ces mesures, et la nécessité d'organiser les trois bans de la garde nationale. » Ne croirait-on pas lire un commentaire du poète des

Iambes? Rien ne justifie mieux l'image du cavalier impitoyable continuant à lancer par le monde la cavale harassée qui demande grâce :

Tu la pressas plus fort de ta cuisse nerveuse;
Pour étouffer ses cris ardens,
Tu retournas le mors dans sa bouche baveuse,
De fureur tu brisas ses dents.

Et c'est en de telles conditions, c'est avec cette France aux abois, c'est à l'heure où ses forces s'épuisent et où les colères des peuples s'amoncellent comme les nuées d'orage, c'est alors qu'il ose préparer l'invasion de la Russie! « Ici, dit Ségur, on s'arrête, involontairement effrayé d'une telle œuvre! on se demande comment, lorsqu'on en fut témoin, on put s'endormir un jour, une heure, sans vertige, sur ce sommet entouré de tant d'abîmes! »

III.

Plus on avance dans les *Mémoires* du général de Ségur, et plus on est frappé de ces deux caractères : dévoûment et clairvoyance. Vainement évite-t-il avec un soin pieux la moindre occasion d'accuser son maître, il signale comme malgré lui tout ce qui doit permettre à la postérité de le juger librement. Il cherchera des excuses, il expliquera les fautes, il atténuera la responsabilité de l'empereur; jamais il ne dissimulera les faits. Comment ne pas être touché de cette double inspiration, indice d'une intelligence supérieure et du cœur le plus noble? Ainsi, de 1809 à 1812, de son retour d'Espagne à son départ pour la Russie, ces trois années de repos ont été de sérieuses années d'éducation morale. En face de pareils spectacles, parmi tant de scènes émouvantes, sur ces hauteurs abruptes bordées de précipices, le sage, grandissant de jour en jour, est venu compléter le héros.

On le verra grandir encore pendant cette terrible année 1812. Avec son dévoûment que rien ne lasse et sa droiture qui ne fléchit jamais, à quelles épreuves il est condamné en écrivant cette partie de ses *Mémoires!* Pour la première fois, à l'heure où la guerre le rappelle, il éprouve un violent serrement de cœur. Il quittait sa femme, ses trois enfans et une habitation charmante, qui était comme une retraite silencieuse et poétique au milieu du tumulte de Paris. Ce n'était pas le goût du repos qui lui rendait cette séparation si douloureuse; il avait à peine trente et un ans, et, bien que couvert de blessures, il n'était pas homme à demander grâce au moment où l'empereur venait de le nommer général de brigade

(22 février 1812). On a vu sa douleur lorsqu'il se crut relégué en 1809 parmi les vétérans. Non, ce n'était pas lassitude et dégoût de la guerre, c'était pressentiment des calamités publiques et de ses propres malheurs. Il ne pouvait s'arracher à ce beau jardin qui abritait son foyer. « J'errais, dit-il, d'une colonne du péristyle à l'autre, d'arbre en arbre, de plante en plante, fixant sur chacun de ces objets de longs regards, comme sur des êtres que je voyais pour la dernière fois, comme sur des témoins d'un bonheur près de m'échapper, et leur disant involontairement un dernier adieu. S'il existe des pressentimens, c'en était un : je ne devais plus voir cette retraite... » Si pénibles lui furent ces adieux qu'une fois le sacrifice consommé il éprouva un soulagement. C'en est fait, il n'y a plus à regarder en arrière, le voilà jeté de nouveau dans les glorieux hasards. Il a précédé l'empereur en Pologne, il le reçoit à Posen, à Thorn, à Danzig, et ainsi jusqu'aux bords du Niémen, où va recommencer la guerre. « Nous marchions, — c'est lui qui parle, — nous marchions vers cette grande catastrophe, où finirent avec l'année 1812 l'armée et la fortune de la France ! »

On sait avec quel éclat s'ouvrit une expédition si funeste. On se rappelle ces gigantesques apprêts, ces armées magnifiques, ces revues éblouissantes. Pour Ségur, dès le début, la campagne fut pleine d'accidens cruels et de sinistres avertissemens. Près de Krowno, il avait pu embrasser son frère, alors capitaine au 8e hussards, qu'il n'avait pas vu depuis bien des années. Trois jours après, comme il arrivait à Vilna, Duroc l'appelle et, en lui serrant la main d'une façon expressive, lui apprend qu'à 2 lieues au-delà, imprudemment lancé dans un bois par son général, son frère vient de se heurter contre trois régimens de la garde russe. Sa compagnie a été écrasée; lui-même a disparu. Ségur court à l'endroit indiqué, il y trouve le 8e hussards encore rangé en bataille devant le bois où a eu lieu cette malheureuse charge; il s'engage sous les sapins jusqu'aux pentes sablonneuses où les soldats de son frère ont succombé. Il voit les cadavres déjà dépouillés, des débris d'armes, des lambeaux d'uniformes souillés de sang. Dans chacun des morts, il craint de reconnaître son frère. En voici plusieurs dont la figure est cachée dans le sable; ils sont grands, ils ont les cheveux noirs, il était noir aussi et de haute taille, celui qu'il cherche, celui qu'il voudrait bien ne pas trouver. Va-t-il donc le ramasser là? Quelle angoisse quand le hussard qui l'accompagne les saisit par les cheveux et retourne brusquement leurs têtes ! Il s'assure enfin que son frère n'est pas resté sur le champ de bataille. Alors il se fait répéter les récits et les conjectures de ses compagnons d'armes. C'est comme une enquête à quelques pas de l'ennemi. Tous ceux du régiment qui

l'ont suivi des yeux l'ont toujours aperçu à la tête de ses hommes au plus fort de la mêlée. Celui-ci l'a vu tomber frappé d'un coup de lance, se redresser, combattre encore et retomber de nouveau; celui-là croit être sûr que des officiers russes se sont jetés sur lui et l'ont entraîné au galop de leurs chevaux. Qu'est-il devenu? La forêt a caché le reste. Ségur n'abandonnera point son frère. Il y avait défense expresse de communiquer avec l'ennemi; il insiste, et obtient un parlementaire. Il écrit quelques mots à la hâte, forme une bourse, en charge le domestique de son frère, puis, avec cet homme et le trompette, s'enfonce dans la forêt qui sépare les deux avant-gardes. Bientôt le trompette et le domestique sont au milieu des vedettes russes, tandis que Ségur attend à la lisière de la forêt. Il y demeura toute une heure.

Vous rappelez-vous Eudore, aux lueurs blanchissantes de l'aube, étonné d'ouvrir les yeux au milieu des bois, en face de l'armée barbare? Vous souvenez-vous de Vauvenargues écrivant à Hippolyte de Seytres et lui remettant sous les yeux les scènes de leur campagne de Bohême, la garde à faire au bord d'un fleuve, la pluie éteignant tous les feux, le jour qui vient, les ombres qui s'effacent, les gardes relevées, la rentrée au camp, enfin au milieu de tout cela les réflexions philosophiques du jeune soldat et les enseignemens qu'il recueille? Ces poétiques pages me sont revenues à la pensée, mais avec une impression bien plus vive encore, avec l'impression d'une réalité poignante, lorsque j'ai lu dans Ségur le récit de cette grand'garde. « Pendant cette heure cruelle, la plus longue de ma vie, seul, et abrité par les derniers arbres qui bordaient la plaine, en proie à mille pensées fiévreuses, la destinée si changeante de notre famille d'une génération à l'autre se représenta à mon esprit. Cette Russie où je me trouvais pour la seconde fois, c'était pour y voir mon frère blessé et prisonnier en 1812 comme moi en 1806. Ainsi dans cette même contrée où, près de l'une des plus illustres souveraines des temps modernes et au milieu de la cour la plus somptueuse, notre père, alors ministre de France près de Catherine II, avait brillé pendant cinq ans d'un si vif éclat, le sort voulait que ses deux fils ne pussent pénétrer que blessés, terrassés et traînés captifs! Cependant l'heure s'écoulait. Le crépuscule vint et avec lui une nouvelle inquiétude. Les Russes gardaient-ils prisonnier mon parlementaire? Moi-même, officier-général qu'ils savaient là seul et sous leur main, n'allaient-ils pas me saisir aussi? J'avoue que, involontairement et en dépit d'un devoir impérieux, cette chance ne déplaisait pas à mon impatience de revoir mon frère, lorsqu'enfin j'aperçus un cavalier venir à moi... » C'était le trompette, rapportant quelques lignes tracées par un officier russe

à l'adresse du général de Ségur : son frère, lui écrivait-on, n'était que prisonnier; ses blessures étaient graves sans être mortelles, son nom et son intrépidité lui assuraient une captivité douce et honorable. — Ainsi, dans ce malheur, tout finissait pour le mieux; la courtoisie généreuse de l'ennemi avait répondu à l'ardente sollicitude du frère. N'est-ce pas là une page touchante? L'auteur la termine par ces mots qui achèvent de nous montrer son cœur : « ah! je respirai enfin, déchargé d'un poids insupportable. »

Accablé de ces émotions violentes, Ségur s'en retournait à Vilna d'un mouvement presque machinal, quand un coup de feu suivi d'une grande rumeur réveille son attention. C'était aux approches du petit village de Miednick. Il met son cheval au galop et court vers l'endroit d'où vient le bruit. Au milieu de la rue du village un de nos fantassins était étendu mort, sa cervelle sanglante hors de la tête. On sait quelle est l'héroïque insouciance du soldat pour le camarade qui tombe à ses côtés, à peine a-t-on le temps de s'adresser un adieu du fond du cœur; comme on est prêt à tout, on ne s'émeut de rien. *Hodie tibi, cras mihi*. Cette fois au contraire il y avait beaucoup d'agitation et de bruit autour du cadavre. Ségur apprit par les exclamations des soldats que le malheureux venait de se tuer. Un instant après, à quelques pas de là, un nouveau coup de feu retentit. On y court, c'est encore un suicide, et Ségur entend de la bouche d'un fantassin cette parole sinistre : « allons! toute l'armée y passera! c'est le quatrième d'aujourd'hui. »

Était-ce fatigue, regrets de leurs foyers, effroi des immenses espaces qui les séparaient de la patrie? était-ce pressentiment des désastres vers lesquels on marchait? ou bien était-ce simplement l'effet d'un climat qui démoralisait les âmes les plus fortes? Les chaleurs de l'été russe, combinées avec l'humidité des régions polaires, sont bien autrement écrasantes que les chaleurs des zones tempérées. Ségur affirme que, dès nos premiers pas sur le sol de la Russie, dès le passage du Niémen, chaque jour, une chaleur tiède, lourde, réfléchie et doublée par un sable ardent, accablait l'armée en marche. Vers midi, quand le ciel chargé de nuages semblait s'abaisser, s'abaisser toujours, et peser sur la terre de tout son poids, l'atmosphère était véritablement étouffante. C'était là, dit-il, l'heure critique, l'heure des grands découragemens. On ne se relevait qu'au moment de la débâcle, quand cette masse énorme de nuages crevait en chaudes ondées. Cette démoralisation des pauvres soldats de Miednick, Ségur la comprenait d'autant mieux qu'il en avait lui-même éprouvé les premiers symptômes au passage du Niémen. « A mesure, dit-il, que ce premier et si désastreux orage s'était amoncelé, mon esprit s'était de plus en plus affaissé; je m'étais senti près

de fondre en larmes. L'orage creva, et sur-le-champ tout à mes yeux changea d'aspect; je me redressai, je redevins homme! »

Il y a lieu de rectifier ici avec Ségur une erreur échappée à l'historien du *Consulat et de l'Empire*. M. Thiers nie expressément ces orages terribles qui signalèrent le passage du Niémen et firent tant de ravages les jours suivans. Si on a souvent parlé d'un orage subit qui serait venu comme un oracle sinistre donner un avis non écouté, ce serait, à l'entendre, une chose imaginée après coup. « Le temps, ajoute-t-il, ne cessa pas d'être superbe, et Napoléon, qui n'avait pas eu les avertissemens de l'opinion publique, n'eut pas même ceux de la superstition. » La remarque est singulière; il n'y a pas de superstition à reconnaître les dangers du climat, les embûches du sol, c'est-à-dire les avertissemens de la nature, et ces avertissemens-là, aussi bien que les autres, n'ont pas manqué à Napoléon avant l'expédition de Russie. Lorsque M. de Ségur lut le treizième volume de l'*Histoire du Consulat et de l'Empire*, il fut bien étonné de cette affirmation de l'illustre historien. N'avait-il pas été personnellement témoin et même un peu victime du phénomène contesté par M. Thiers? N'était-ce pas chose trop certaine, hélas! que ces orages détruisirent des milliers de chevaux, sans parler des hommes? Il fit appel à ses compagnons d'armes, et tous ses souvenirs furent confirmés. Le général Trézel lui écrivit : « Vous avez dit la vérité, mon cher Ségur. J'ai assez souffert comme vous de ce premier orage pour ne l'avoir pas oublié. Les suites en furent si cruelles que dès le lendemain nous commençâmes à voir de longues files de nos bagages, dont tous les chevaux avaient été saisis par la mort dans des convulsions qui leur donnaient un aspect effrayant. » Le duc de Plaisance, aide-de-camp de l'empereur en 1812, écrit à Ségur dans le même sens; il lui rappelle qu'il a failli périr des suites de cet orage, et que cela seul l'empêcherait de l'oublier, si d'ailleurs ce premier désastre n'en avait entraîné tant d'autres.

On a vu que Ségur, dans sa modestie, s'excuse souvent de se mettre en scène et qu'il abandonne volontiers les mémoires familiers pour l'histoire générale; on a pu remarquer aussi que nous prenons plaisir à renouer le fil interrompu de ses confidences personnelles. C'est lui que nous cherchons dans cette immense mêlée. Partout où la destinée le conduit, appliqué à recomposer la physionomie de ce vaillant homme, nous suivons fidèlement sa trace. Au point où nous sommes parvenus, notre guide va nous manquer. Ségur s'efface et disparaît dans la grandeur tragique des événemens. Le quatrième et le cinquième volume de l'ouvrage intitulé *Histoire et Mémoires* contiennent la reproduction pure et simple du livre célèbre publié en 1825 sous ce titre : *Histoire de*

Napoléon et de la grande armée pendant l'année 1812. Il ne manque à cette reproduction qu'une seule chose, l'épigraphe si expressive que l'auteur avait inscrite à la première page de son œuvre :

Quanquam animus meminisse horret, luctuque refugit,
Incipiam...

Ces mots indiquaient tout d'abord à quel genre appartient l'*Histoire* de M. de Ségur, c'est un récit épique. L'accent des paroles, le mouvement du style, la construction de l'ensemble, tout rappelle les scènes de l'épopée. L'auteur dédie son travail *aux Vétérans de la grande armée*. C'est pour eux, c'est pour leur consolation et pour la sienne qu'il retrace le tableau de ces prodigieuses aventures. C'est leur témoignage qu'il invoque : « Compagnons, ne laissez pas se perdre de si grands souvenirs achetés si cher, et qui sont pour nous le seul bien que le passé laisse à l'avenir. Seuls contre tant d'ennemis, vous tombâtes avec plus de gloire qu'ils ne se relevèrent. Sachez donc être vaincus sans honte; relevez ces nobles fronts sillonnés par toutes les foudres de l'Europe! » Voilà le ton du livre, ou du moins l'aspect général du cadre, car au milieu de ces formes solennelles il y a place pour un grand nombre de récits vigoureux et sobres, dans lesquels l'émotion contenue de l'écrivain ne nuit pas à la précision de la géométrie guerrière. C'est une œuvre d'art qui fait penser aux vastes compositions de Gérard et de Gros, mais c'est aussi une narration exacte où le détail des choses est étudié avec le soin le plus scrupuleux. Il est clair toutefois que ces majestueuses allures ne se prêtent pas aux confidences particulières. Le récit prend un caractère impersonnel. Nous qui cherchons Ségur, nous voyons bien qu'il est présent dans telle ou telle bataille, nous savons bien qu'il prend part aux actions les plus décisives, nous devinons par exemple ce qu'il a dû faire au combat de Malo-Jaroslavetz, c'est-à-dire le jour même où Napoléon après tant de victoires non-seulement infructueuses, mais écrasantes, est obligé de battre en retraite; oui, nous devinons, nous découvrons Ségur, lorsqu'au milieu de son récit il s'interrompt subitement et crie à ses compagnons : « Vous le rappelez-vous, ce champ funeste, où s'arrêta la conquête du monde, où vingt ans de victoires vinrent échouer, où commença le grand écroulement de notre fortune? Vous représentez-vous encore cette ville bouleversée et sanglante, ces profonds ravins, les bois qui environnent cette plaine haute et en font comme un champ clos?.. » Assurément Ségur est là, je pourrais citer cent autres passages où l'on sent bien qu'il est à son poste, tantôt transmettant les ordres de l'empereur, tantôt les faisant exécuter, c'est-

à-dire chargeant l'ennemi l'épée haute et entraînant ses escadrons; il faut bien cependant nous résigner à ne pas détacher sa martiale figure de cette toile immense où l'auteur l'a comme ensevelie à dessein dans la gloire et la détresse communes.

Bien que j'aie hâte de revenir aux *Mémoires*, je ne quitterai pas un tel livre sans y signaler certaines choses qu'on a peu remarquées en 1825, et qui nous offrent aujourd'hui l'intérêt le plus vif, je veux dire la haute impartialité de Ségur, la haute philosophie politique et morale qui se dégage pour lui de tant d'épreuves grandioses. Voyez-le quand il nous représente l'empereur de Russie apprenant la prise de Moscou par Napoléon. Cette victoire n'allait-elle pas terminer la guerre? Napoléon l'espérait, comptant sur le découragement du tsar. Le démenti ne se fit pas attendre: Alexandre, dit éloquemment Ségur, fut grand comme son malheur. Alors, avec une équité vraiment humaine, avec une sympathie bien française pour tout ce qui est noble, l'historien cite la proclamation du tsar au peuple russe. C'est là que se trouvent ces fortes paroles : « Point d'abattement pusillanime, jurons de redoubler de courage et de persévérance! L'ennemi est dans Moscou déserte comme dans un tombeau, sans moyens de domination ni même d'existence. Entré en Russie avec 300,000 hommes de tout pays, sans union, sans lien national ni religieux, la moitié en est détruite par le fer, la faim et la désertion; il n'a dans Moscou que des débris; il est au centre de la Russie, et pas un seul Russe n'est à ses pieds! Cependant nos forces s'accroissent et l'entourent. Il est au sein d'une population puissante, environné d'armées qui l'arrêtent et l'attendent. Bientôt, pour échapper à la famine, il lui faudra fuir à travers les rangs serrés de nos soldats intrépides. Reculerons-nous donc quand l'Europe nous encourage de ses regards? Servons-lui d'exemple et saluons la main qui nous choisit pour être la première des nations dans la cause de la vertu et de la liberté! » La proclamation du tsar se terminait par une invocation au Tout-Puissant; mais ce qui nous intéresse encore plus que ce langage, c'est le jugement qu'en a porté Ségur. Il sait que les Russes parlent diversement de leur général et de leur empereur, de Kutusof et d'Alexandre. « Pour nous, dit-il, nous ne pouvons juger nos ennemis que par les faits. Or telles furent leurs paroles et leurs actions y répondirent. Compagnons, rendons-leur justice! leur sacrifice a été complet, sans réserve, sans regrets tardifs. Depuis ils n'ont rien réclamé, même au milieu de la capitale ennemie qu'ils ont préservée. Leur renommée en est restée pure. Ils ont connu la vraie gloire, et quand une civilisation plus avancée aura pénétré dans tous les rangs, ce grand peuple aura son grand siècle. »

La même rectitude de sentiment qui lui faisait apprécier l'ennemi d'une façon si impartiale l'accoutumait de plus en plus à juger les actes de l'empereur avec une parfaite équité, sans que jamais sa clairvoyance altérât son dévoûment. Plus d'une fois, pendant les désastres de la retraite, tout en admirant la fermeté d'âme de Napoléon, il eut occasion de remarquer combien le despotisme est funeste aux armées comme aux états. Cette justice incorruptible, même au milieu des témoignages d'un dévoûment sans bornes, parlait assez haut sous ses formes discrètes, pour que des âmes ulcérées par le malheur y vissent une sorte de manquement au devoir. Le général Gourgaud, dans son culte aveugle pour l'empereur déchu, n'était pas homme à souffrir un culte si éclairé. Il eut la prétention de réfuter (ou de faire réfuter par une plume d'emprunt) l'*Histoire de Napoléon et de la grande armée* (1). On sait le bruit que fit ce livre écrit avec un parti-pris de chicane et d'injure; c'était une provocation plutôt qu'une controverse. Il fallut que la discussion se terminât par un duel. Plusieurs généraux, parmi lesquels se trouvaient deux anciens aides-de-camp de l'empereur, s'offrirent pour être les seconds de l'historien calomnié; le général de Ségur choisit le général Lobau et le général Dejean. Son adversaire reçut une blessure qui mit fin au combat.

Vainement le général de Ségur avait-il vérifié tous ses souvenirs avec la conscience la plus attentive, vainement avait-il complété ses notes par les témoignages les plus dignes de foi; il touchait dans ce récit à trop de personnes, à trop d'intérêts et de passions, pour qu'il lui fût possible d'échapper à des réclamations amères. Le roi de Suède (Bernadotte) fit faire immédiatement une traduction suédoise de l'*Histoire de la grande armée,* en y joignant une discussion de tout ce qui concernait ses relations d'alors avec la France. L'année suivante, un officier bavarois, le baron Woehlderndorf, publia des *Observations* sur l'ouvrage de Ségur, et s'appliqua surtout à justifier son chef, le général comte de Wrède, de certains reproches que lui adressait l'historien de la grande armée. Toutes ces critiques, celles du roi de Suède et du major bavarois comme celles du général Gourgaud, allaient se perdre bientôt dans la sympathie et l'assentiment universels. Les peuples associés à ce grand drame admiraient l'impartialité du narrateur et l'énergie du peintre. Plusieurs traductions du livre étaient publiées en Allemagne, à

(1) Voici le titre de cette prétendue réfutation, ou plutôt, comme dit Ségur, de ce pamphlet : *Napoléon et la grande armée en Russie, ou examen critique de l'ouvrage de M. le comte Philippe de Ségur,* par le général Gourgaud, ancien premier officier d'ordonnance et aide-de-camp de l'empereur Napoléon; Paris 1825, in-8°, 558 pages, avec cette épigraphe : *Rendez à César ce qui est à César.*

Berlin, à Leipzig, à Stuttgart. Aujourd'hui encore l'*Histoire de la grande armée*, non plus dans une traduction, mais dans le texte même, est employée aux exercices classiques des gymnases, à la fois comme document authentique et comme modèle de composition.

Que sont après tout des critiques personnelles et intéressées, lorsqu'on voit les *compagnons* de Ségur, les plus humbles aussi bien que les plus grands, s'empresser à l'envi de lui rendre témoignage? C'est le maréchal Lauriston, c'est le général duc de Plaisance, c'est le général comte Lobau, c'est le général comte de Caffarelli, tous les quatre aides-de-camp de l'empereur pendant la campagne racontée par Ségur; c'est le comte Daru, qui a vu de près tant de choses et connu tant de secrets; c'est le comte Dumas, intendant-général de la grande armée en 1812; c'est le maréchal Excelmans, alors général d'avant-garde durant toute la campagne de Russie; ce sont les généraux Allix, de La Ville, Durrieu, Partouneaux; c'est le général de Fezensac, alors colonel, un des héros lui aussi et l'historien si pathétique de la retraite; c'est le savant Jomini, le maître ès-arts des grandes manœuvres, et à côté de tant de noms illustres, des combattans obscurs, un lieutenant de cavalerie, un simple grenadier, élevant la voix pour des milliers de camarades et disant à Ségur, chacun à sa manière, ce que le colonel de Fezensac lui écrit en ces termes : « Tous ceux qui ont échappé à ce grand désastre partagent vos sentimens; il est impossible de voir une peinture plus vive et plus vraie dans tous ses détails. »

S'il était nécessaire aujourd'hui de défendre le général de Ségur contre ceux qui l'accusaient d'avoir manqué à ses devoirs, parce que, dévoué à l'empereur, il s'était montré plus dévoué encore à la justice et à la vérité, je citerais ces paroles d'une lettre de la reine Hortense dont l'original appartient aux Archives nationales : « C'est avec son âme qu'on écrit ainsi. Une femme ne peut juger que par ses impressions. Si j'étais homme, j'oserais affirmer qu'il y a quelque chose d'antique dans ce livre et qu'il sera classique dans notre langue. Les événemens, les hommes, les malheurs, les fautes même, y ont de la grandeur. » Enfin n'oublions pas que la dauphine, apprenant par le récit de Ségur de quelle gloire s'était couvert le prince de la Moskova pendant la retraite de Russie, s'écria plusieurs fois : « Mon Dieu! mon Dieu! pourquoi ignorions-nous tout cela? Que d'héroïsme! Pourquoi M. de Ségur n'a-t-il pas publié plus tôt son livre? il eût sauvé la vie au maréchal Ney! » Ainsi toutes les voix s'unissaient en ce concert d'éloges. Le plus grand de ces hommages, n'est-ce pas ce cri de regrets, j'allais dire de remords, arraché à la fille des Bourbons par l'historien de nos désas-

tres? Nobles paroles qui ouvrent à l'imagination des perspectives profondes. On aime à se représenter non-seulement la beauté morale, mais les conséquences politiques d'un tel événement : Ségur sauvant le maréchal Ney! Si ce rêve eût été réalisé, bien des choses peut-être dans notre XIXe siècle auraient suivi un autre cours.

IV.

Revenons aux *Mémoires*, rattachons la trame interrompue de l'histoire personnelle de Ségur. La guerre de Russie est terminée. Dans la nuit du 5 au 6 décembre 1812, l'empereur s'est décidé à quitter l'armée secrètement. Pour tromper l'ennemi pendant une retraite si périlleuse et le tenir encore en échec, il a imaginé de laisser derrière lui un simulacre de quartier impérial. Ségur y est placé sous les ordres du roi de Naples et du prince de Neufchatel. Avec sa noblesse ordinaire, il avoue ici un moment de défaillance; seul, de tous les officiers supérieurs attachés à la personne de Napoléon, il se voyait séparé de lui et abandonné au désastre universel. Pourquoi, après tant de fatigues, ne lui était-il pas permis de rejoindre ses foyers? La décision de l'empereur s'expliquait aisément; puisqu'il voulait maintenir l'apparence d'un quartier impérial, signe de ralliement pour les siens et vision effrayante pour l'ennemi, la présence de Ségur aidait à faire croire que l'empereur était là. Malgré sa révolte intérieure, Ségur, l'homme du devoir, se soumit sans murmure. L'empereur même ne se douta point qu'il eût besoin d'un effort. A l'heure des adieux, pendant cette triste nuit, Ségur lui fit entendre qu'il comprenait bien la nécessité de ce départ et de cette séparation. Cependant le lendemain, 6 décembre, ayant rencontré le colonel de Fezensac, avec le drapeau de son régiment qu'escortaient quelques officiers et sous-officiers, seul reste du corps qu'il commandait, ce fut d'une voix profondément émue qu'il lui annonça le départ de l'empereur. Le colonel, après avoir réfléchi un instant, répondit sans hésiter : « Il a bien fait! » Un seul mot suffit pour relever de tels hommes; « ce sang-froid, dit Ségur, me rendit le mien. J'acceptai tacitement ce noble exemple dont je me plais aujourd'hui à lui rendre hommage. »

Les journées qui suivent, journées glaciales et meurtrières, les plus meurtrières de la retraite, faillirent le tuer, comme elles en ont tué tant d'autres. Le 7 décembre, ayant perdu la trace du quartier impérial, il venait de faire plus de douze lieues dans la neige, écrasé sous le poids de soixante-quinze livres, portant ses armes, son uniforme, et deux lourdes fourrures; excédé de fatigue, il essaie de se remettre en selle, mais le cheval chancelle et tombe si rudement

que le cavalier ne peut se dégager. Plusieurs centaines d'hommes passent par là; aucun d'eux ne répond à son appel. Hébété par le froid, abruti par la souffrance et le découragement, l'homme n'est plus un homme; un stupide égoïsme le rend féroce. Les plus compatissans s'écartaient un peu, d'autres enjambaient par-dessus sa tête, la plupart marchèrent dessus, comme accoutumés à fouler des corps morts. Enfin un gendarme le relève. Ségur n'avait pas mangé de tout le jour; la nuit suivante, la plus froide de l'hiver, il trouve asile dans une cabane ouverte à tous les vents. Près de son galetas s'étendait une grange énorme où plus de 400 hommes s'étaient entassés. Les trois quarts y moururent de froid. Pour sortir de ce tombeau, il lui fallut franchir des monceaux de cadavres. Enfin le voici à Vilna, où il se refait un peu, et de là, par les mêmes routes glacées, à travers les mêmes épreuves, il atteint le quartier-général de Murat. Il y arrive malade, épuisé, à bout de forces, car il ne vivait plus depuis vingt heures que de quelques poignées de neige. S'il n'avait rencontré ce bivouac du roi de Naples, il était perdu. Le lendemain, nouveau péril de mort. Séparé de ses chevaux par la foule des fuyards, blessé au pied, vaincu par la fatigue et la douleur, il s'écarte un peu de la route et tombe plutôt qu'il ne s'assied sur la neige. S'asseoir en pareil cas, c'est appeler le sommeil, et qui s'endort de la sorte ne se réveillera plus. Déjà Ségur est pris d'engourdissement. Où est l'homme qui disputait si énergiquement sa vie aux blessures de Sommo-Sierra, et qui forçait le médecin découragé de combattre encore avec lui? Cette fois il s'abandonne, il se laisse aller, il glisse insensiblement dans l'abîme. Cependant, au travers de cette torpeur, il entrevoit un beau cheval sans cavalier qui passe à portée de sa main, il saisit la bride, et le voilà sauvé. Ce cheval, dont le maître avait péri sans doute, venait d'être recueilli par un gendarme de la garde. C'est un des soldats de Ségur, il reconnaît son chef, le remet en selle, et lui rend la vie en lui rendant le mouvement.

Après tant de souffrances, ce fut une joie de se retrouver à Posen. Assurément les circonstances générales étaient de plus en plus tristes : Murat venait de quitter son poste; dans les ténèbres d'une longue nuit, suivant l'audacieuse expression de Ségur, *il s'était évadé de notre infortune*. Berthier n'était plus que l'ombre de lui-même, et le prince Eugène multipliait en vain d'héroïques efforts pour refaire une armée de nos tronçons épars. Quelle douceur pourtant de fouler une terre amie! Au milieu des Polonais, Ségur se sentait revivre. Quinze jours de repos, de chaleur, d'abondance, avaient rétabli ses forces. Déjà même il se reprenait à l'espoir. Hélas! ce fut dans cette ville de Posen, à l'heure où il jouissait

naïvement de ce regain de vigueur et de sérénité, que les plus cruelles douleurs domestiques vinrent s'ajouter pour lui aux calamités nationales. Dès son entrée en Russie, à peine rassuré, nous l'avons vu, sur le sort de son frère prisonnier, il avait appris la mort de sa sœur, et quelle sœur! Une personne si parfaite, d'un esprit et d'un cœur si rares, nous dit-il, que « plus le portrait en serait fidèle, plus on le trouverait invraisemblable. » A Posen, un coup plus terrible encore le frappe en pleine poitrine, il apprend que sa femme vient de mourir, une jeune femme! une jeune mère! Certes, de toutes les atteintes auxquelles il se croyait exposé, c'était la plus inattendue. « Eh quoi! s'écrie-t-il avec une bien touchante éloquence, le malheur pouvait-il donc être partout à la fois? Devais-je l'attendre d'autre part que de cette Russie où j'avais appris la fin de ma sœur, où tant de mes compagnons venaient de succomber, où je laissais mon frère captif? N'était-ce pas de ce côté seulement qu'il y avait à craindre, qu'il faudrait combattre encore? Et là même ce malheur n'avait-il pas été si excessif qu'il semblait avoir épuisé toutes ses rigueurs? J'y avais laissé tant de morts que je ne songeais pas qu'on pût mourir ailleurs! »

A peine revenu en France, Ségur est chargé d'une mission singulière et pénible. L'empereur, occupé à réorganiser son armée, avait ordonné la levée d'une cavalerie volontaire de 10,000 gardes d'honneur partagés en quatre corps. Le 3e corps, celui de l'ouest, le plus difficile à former et à commander, est dévolu au général de Ségur. C'était à la veille de la guerre contre toute l'Europe; Ségur réclame l'honneur d'y prendre part, l'empereur refuse, et, comme Ségur insiste, il ajoute d'un ton qui ne souffre pas de réplique : « Je ne consulte pas dans mes choix les goûts de chacun, je consulte le bien de mon service, j'emploie mes officiers où ils peuvent m'être le plus utiles. » Impossible de ne pas se soumettre; tandis que le sort de la France va se décider dans les plaines de la Saxe, il faut bien se résigner à surveiller en Touraine des affaires d'organisation qui ressemblent fort à des affaires de police. Il y avait beaucoup de Vendéens parmi ces *volontaires* plus ou moins contraints du 3e corps. C'est précisément pour cela que Napoléon avait assigné ce poste au général de Ségur, comptant sur son nom, sur son exemple, sur le charme et l'autorité de sa personne pour prévenir chez les fils des chouans toute pensée de révolte. La tâche fut laborieuse. Plusieurs de ces jeunes gens portaient des noms illustres dans les guerres civiles : La Roche-Saint-André, Sapinaud, Marigny, d'Elbée, Charette! On ne s'étonnera pas qu'à l'heure où l'empire était menacé par une coalition immense des idées de complot aient travaillé ces têtes chaudes. Peut-être Ségur, dans la

préoccupation de son devoir et de sa responsabilité, a-t-il un peu exagéré des symptômes trop réels d'indiscipline; peut-être aussi a-t-il pris des propos de table pour des intentions réfléchies lorsqu'il nous représente Louis de Larochejacquelein comme ayant formé la résolution d'assassiner l'empereur. Une levée d'armes, à la bonne heure! Deux ans plus tard, en 1815, Louis de Larochejacquelein essaiera de soulever la Vendée, et, payant bravement de sa personne, il mourra dans cette lutte. Il a pu concevoir la même pensée en 1813, pendant que Ségur organisait à Tours le 3e corps des gardes d'honneur. Au surplus, si le général de Ségur, presque assassiné lui-même par un de ses gardes d'honneur, a bien pu exagérer dans ses *Mémoires* l'importance de cet épisode, on est touché de voir comme il atténue l'affaire auprès de l'empereur. La première fois qu'il le vit, plusieurs mois après, à Mayence : « Eh bien! lui dit l'empereur, que viens-je d'apprendre? qu'est-ce que cette affaire de Tours? encore une conjuration? — Oh! sire, une conjuration d'écoliers. — Comment d'écoliers? ils vous ont assassiné! — C'est vrai, mais fortuitement, follement, et cela n'a guère eu plus d'importance qu'une émeute de collége. — Allons donc! une émeute de collége à coups de pistolet! » Et l'empereur ajoute des paroles menaçantes; alors le général insiste, plaide la cause des accusés, affirme qu'on ne doit voir en tout cela que des effervescences juvéniles, conclut enfin en disant qu'il suffira de disperser dans l'armée les jeunes rebelles, comme il l'a écrit déjà au ministre de la guerre. « Oui, certes, reprend l'empereur, voilà un beau moyen pour étouffer une conspiration! Allons, vous n'y entendez rien. » Ségur ne s'y entendait pas si mal, puisque l'empereur, après une explosion de colère, revint aux pensées de clémence qui lui étaient suggérées; les jeunes fous en furent quittes pour la prison.

Pendant que cette ennuyeuse mission avait retenu Ségur en Touraine, Napoléon avait soutenu en Allemagne l'effort de toute l'Europe. Le général n'assista donc à aucune des grandes journées de la guerre de 1813. Il ne prit part ni à la campagne d'été, ni à la campagne d'automne. Il n'était pas à Lutzen et à Bautzen, il ne fut pas non plus à Dresde et à Leipzig. C'est seulement le 2 novembre que, sa mission terminée, il rejoignit l'empereur à Mayence. Souvenir lugubre! l'impression qu'en ressentit Ségur a pesé sur lui pendant toute sa vie. Le second désastre était consommé. Cette retraite de 1813 rappelait la retraite de 1812. Si les souffrances physiques étaient moindres, les douleurs morales étaient plus cruelles. La foi qui avait été si longtemps la force de l'armée disparaissait de jour en jour; chefs et soldats ne croyaient plus à l'empereur comme ils y croyaient auparavant. « Le malheur, dit amèrement Ségur,

l'avait frappé comme un autre, il avait courbé sa grandeur, on se sentait plus à portée d'elle, il fallait lever les yeux moins haut pour l'envisager; enfin, dépouillé de ce prestige d'infaillibilité qui avait tant ébloui, on le jugeait! »

L'invasion du sol français commença le 20 décembre 1813. Ségur eut l'honneur de rester le dernier sur notre frontière du Rhin. Il faisait partie du corps d'armée du maréchal Victor, qui couvrait la retraite. Au risque d'être tourné à droite et à gauche par les alliés, Ségur, à la tête de sa cavalerie, prolongeait ses manœuvres défensives, lorsqu'il apprit subitement que tous les maréchaux avaient quitté l'Alsace depuis deux jours; il n'eut que le temps de courir à Saverne, de gravir les pentes des Vosges, de traverser Phalsbourg et de rentrer en Lorraine. Quelques heures plus tard, il était prisonnier avec ses escadrons ou bien il succombait dans une lutte inutile. Généreuse imprudence qui nous le montre comme attaché par une force supérieure à cette frontière du sol natal! on eût dit qu'il ne pouvait se résoudre à serrer une dernière fois la main de nos malheureux compatriotes. Les mêmes émotions l'attendaient en Lorraine. Il faut lire dans ses *Mémoires* le récit de cette triste journée du 10 janvier 1814 que termine à onze heures du soir un repas si lugubre. Quatorze années auparavant, dans la campagne des Grisons, Ségur traversant Augsbourg avait pris part à un festin que Moreau donnait à Macdonald. On se rappelle ce repas de vainqueurs, cette joie, ce mouvement, ces capitaines déjà illustres, l'héroïque ardeur qui les soulevait tous, et l'éblouissement des uniformes reflétant des éclairs de gloire. A ces images radieuses qui lui avaient révélé le monde issu de la révolution, Ségur oppose le dîner des vaincus le soir du 10 janvier 1814, au quartier-général de Rambervillers. Quel contraste! au lieu d'un palais, une salle basse et humide; au lieu d'un service étincelant, une table où de rares chandelles éclairaient à peine les mets les plus simples dans une vaisselle rustique; au lieu de tant d'officiers-généraux resplendissant de jeunesse et d'or, un petit nombre de convives « couverts d'uniformes usés comme leurs figures. » Comme tous ces fronts, si fiers autrefois, aujourd'hui dépouillés ou blanchis, accusaient non pas les rigueurs de l'âge, mais les fatigues des guerres lointaines! Surtout, que de sombres empreintes sur ces visages balafrés! Quelle douleur « de voir notre patrie, jusque-là si conquérante, menacée à son tour de subir la honte et tous les maux de la conquête! »

La retraite continuait toujours. Après avoir perdu le Rhin, nous perdions la Meurthe et la Moselle. Le 16 janvier, Ségur avec ses cavaliers passe la Meuse à Vaucouleurs. Vaucouleurs! quel souvenir en de tels jours! « Plusieurs de nous, dit-il, saisis de respect

pour le berceau de Jeanne d'Arc, invoquèrent sa mémoire. » Je suis sûr que l'intrépide général n'y fut pas le dernier. Il suffit de le voir s'animer à ce récit, et, pour justifier la foi de ses compagnons, se lancer à fond de train contre les incrédules. Qu'on explique comme on voudra, par l'extase, par les hallucinations, qu'on explique naturellement et scientifiquement la merveilleuse vocation de Jeanne, « est-ce que tout cela, dit-il, supprimera du monde la Providence, Dieu, le créateur de toutes choses, qui les gouverne toutes, et dont la justice éternelle, soit qu'elle châtie ou protége, en a voulu ainsi l'enchaînement? » Ce fut une occasion d'échanger des idées, de rapprocher les temps, de comparer l'invasion du XIXe siècle à l'invasion du XVe, et il ajoute que Voltaire n'y gagna rien. C'est en de telles heures surtout que le persiflage d'une grande figure nationale, amusement pour les sceptiques, faute vénielle pour les indifférens, apparaît vraiment comme une impiété détestable. Le lendemain 17 janvier, à midi, généraux, colonels, aides-de-camp, buvaient ensemble à Jeanne d'Arc, quand tout à coup un vacarme effroyable de piétinemens de chevaux, de cliquetis d'armes et d'imprécations en plusieurs langues fit retomber les verres sur la table. Évidemment c'était l'ennemi; Ségur et ses camarades venaient de se laisser surprendre. Se pouvait-il cependant que le danger fût si proche? Vaucouleurs, bâtie sur deux collines, occupe les deux rives de la Meuse réunies par un pont. La ville couvre la hauteur qui domine la rive gauche, un faubourg couvre la colline en face. Ségur et les siens, installés dans la ville, se croyaient donc protégés contre un coup de main par la rivière et par un détachement de grand'gardes. Il n'y avait pas à s'inquiéter de ce tapage. On allait donc reprendre les toasts à l'héroïne de Vaucouleurs, quand, à la hauteur de la croisée (nos convives occupaient un premier étage) on aperçut une lance et un bonnet à pointe. Aux Cosaques! cria l'un des officiers français. Aussitôt chacun se lève et se précipite sur la place; voilà nos gens, le sabre d'une main, la serviette de l'autre, tout prêts à châtier les téméraires.

L'échauffourée se dissipe en un instant; les Cosaques repassent le pont et gagnent l'autre rive. Ce n'en est pas moins un sérieux avertissement. Il est clair que nos troupes, si longtemps accoutumées à l'attaque, ont désappris l'art de se défendre. On se hâte de réparer la faute : les faubourgs sont barricadés, les abords éclairés, les murs crénelés, et une sentinelle placée sur le clocher de l'église surveillera les mouvemens de l'ennemi. On oublia seulement de faire sauter une des arches du pont. Le soir, on s'endormit tranquille, et cette sécurité durait encore le lendemain 18 janvier, quand les éclaireurs signalèrent sur les hauteurs de la rive droite

une nuée de Cosaques couvrant un fort détachement de plusieurs milliers d'hommes, infanterie et artillerie. Les cavaliers de Ségur ne pouvaient songer à une lutte sérieuse; si faibles de nombre et dépourvus de canon, comment résister à six mille baïonnettes soutenues par la mitraille? Heureusement l'ennemi se contenta d'un simulacre de combat, il lança quelques balles qui lui furent lestement renvoyées et remit l'affaire sérieuse au lendemain. Il fallait employer la nuit à rompre les arches du pont ou se préparer à une retraite inévitable. Vains efforts! le pont résiste à tous les coups. Ce sera une triste journée, celle qui se lèvera dans quelques heures. Déjà la brigade a reçu l'ordre de partir aux premières lueurs de l'aube. La nuit avance, nuit profonde, nuit sinistre, car un ouragan effroyable vient de se déchaîner dans ce défilé de la Meuse, et rien n'est sombre comme ces violences de la nature aggravant les amertumes du destin. Enfin, voici l'aube, c'est le signal du départ, mais tout à coup que voit-on? Le fleuve, notre allié si impuissant la veille, nous apporte un secours inespéré. On dirait qu'à l'aspect des Cosaques il s'est soulevé d'indignation : « il croissait, il débordait à vue d'œil; ses flots accouraient, ils s'amoncelaient impétueusement les uns sur les autres, déjà même ils avaient atteint la hauteur du pont et ils en battaient les arches avec un acharnement inexprimable, lorsqu'au bruit de nos acclamations cette masse, si tenace contre nos efforts, s'écroulant enfin, laissa entre nous et l'ennemi un large abîme! Nous admirions, nous applaudissions, nos soldats criaient de ravissement; nous rendions grâce à ce fleuve si bon français et à la patriotique protection de la vierge de Vaucouleurs! » Autrefois, c'est une remarque de Ségur, cette journée eût été appelée miraculeuse; à coup sûr il n'y a point là de miracle, mais est-il interdit à la raison la plus sévère d'entrevoir le Dieu qui gouverne toutes choses, et qui, ayant créé les causes secondes, peut sans cesse en modifier l'enchaînement? Telle est la prière, tel est le mouvement d'actions de grâces qui s'éleva naturellement du cœur de Ségur et de ses amis le 19 janvier 1814 sur la terre de Jeanne d'Arc.

Ce petit épisode a son intérêt moral, même au milieu des grandes journées de la campagne de France. Nous n'avons pas à raconter ces opérations immortelles, dernier triomphe du génie; c'est le général Philippe de Ségur que nous voulons suivre, et quel homme, si grand qu'il soit, ne disparaîtrait pas au milieu de tels événemens? Laissons donc dans les *Mémoires* du général le récit de la guerre de 1814, récit excellent, un des meilleurs du livre, plein de vigueur, plein de relief, riche de détails nouveaux et animé de toutes les ardeurs du patriotisme. C'est assez de le signaler

à nos lecteurs. Il y a pourtant, à travers tant de prodiges, un jour, une heure qui appartient tout entière à Ségur. C'est la soirée du 13 mars 1814, la charge des gardes d'honneur dans le faubourg de Reims. Vainqueurs d'abord des Russes et des Prussiens, écrasés ensuite par les forces ennemies, car ils avaient compté sur un secours qui n'arriva point, les jeunes cavaliers de Ségur, entraînés par leur chef, renouvelèrent, mais plus utilement cette fois, l'héroïsme de Sommo-Sierra. Ils laissèrent bien des morts et bien des blessés sur le champ de bataille, des rangs entiers tombèrent, Ségur reçut une balle dans le coude et plusieurs coups de baïonnette qui le renversèrent dans un fossé pêle-mêle avec ses hommes; il se releva bientôt, et la ville fut prise. Une chose admirable, c'est la simplicité de son attitude, quand il retrouve l'empereur sous les murs de Reims une heure plus tard, après que cette trouée sanglante eut donné passage à l'armée. Irrité de certaines fautes de ses lieutenans qui avaient retardé la prise de la ville, ignorant qu'il doit ce succès à l'héroïsme de Ségur, l'empereur l'interroge vivement sur la position de l'ennemi, sur ses forces, sur l'exécution de tel ordre qu'il a donné, lui adresse enfin vingt questions auxquelles Ségur ne peut pas répondre, et, sans lui laisser le temps de dire ce qu'il sait, ce qu'il a vu, ce qu'il vient de faire, le congédie brutalement. Ségur retourne à ses camarades, et bientôt le sang de ses blessures, dont il ne se plaignait point, le dénonce à Yvan, qui se trouve là. Yvan se hâte de le panser, comme à Sommo-Sierra. C'était vers deux heures du matin, dans la nuit du 13 au 14 mars, au moment où l'empereur entrait à Reims. L'empereur demande quel est cet officier blessé autour duquel on s'empresse, et, comme le nom de Ségur est prononcé : « C'est faux! s'écrie-t-il, je viens de lui parler. » L'homme qui venait de lui parler en effet était resté debout malgré de cruelles blessures, il avait tenu à faire son rapport avant de songer à lui-même. Dès que Napoléon eut pénétré dans le faubourg, à la vue des jeunes gardes écrasés en ce terrible choc, au milieu de tant de morts et de mourans, il comprit ce qu'il devait à Ségur. Il avait à réparer des brusqueries bien injustes, ce fut le bulletin de la journée qui s'en chargea. L'empereur y signala « les gardes d'honneur du 3e corps et notamment leur général, » ajoutant que la prise du faubourg de Reims était due à leur puissant effort, « une charge superbe où ils s'étaient couverts de gloire. »

Les blessures de Sommo-Sierra avaient empêché Ségur de prendre part à la campagne de 1809, les blessures de Reims l'empêchèrent de prendre part jusqu'au bout à la campagne de 1814 et de voir les derniers succès de l'invasion. Arraché de l'armée par ses souf-

frances, il avait donné rendez-vous dans la ville de Tours aux débris du 3e corps des gardes. C'est là qu'il apprit l'abdication de l'empereur et la restauration des Bourbons.

L'année suivante, après le retour de l'île d'Elbe, tandis que Napoléon engage sa lutte suprême avec la coalition européenne, Ségur est nommé chef d'état-major de l'armée chargée de défendre Paris sur la rive gauche de la Seine. Le 5 juillet, à cinq heures du matin, il parcourait la position à cheval en compagnie du général commandant en chef, quand ils apprirent la nouvelle de la défaite de Waterloo. Ségur était consterné; son compagnon, surpris d'abord, se mit à réfléchir profondément. Bientôt, interrompant les exclamations de Ségur, le général en chef lui dit avec calme, le doigt dirigé vers le moulin de Vaugirard : « Voyez-vous cette hauteur? Songez-y, elle pourra sous peu de jours acquérir de l'importance. Reconnaissez-la bien; quant à moi, je vais à mes affaires. » Sur quoi, tournant bride, il prit le galop et rentra dans Paris; on ne le revit plus. Nous ferons comme Ségur, qui ne cite pas le nom de ce chef, se bornant à l'appeler un homme d'esprit et de coup d'œil, sachant s'accommoder aux circonstances.

La scène du 3 juillet est moins triste, puisqu'au milieu de ses tristesses elle renferme de nobles émotions; il était neuf heures du matin. Drouot venait d'appeler Ségur pour l'aider à placer une batterie au Petit-Montrouge. Ils s'étonnaient d'entendre les feux des tirailleurs s'éteindre successivement, quand ils virent arriver le maréchal prince d'Eckmuhl et les généraux Grenier et Carnot, membres du gouvernement provisoire. Drouot, tout entier à son affaire, interpelle le maréchal sur la nécessité de soutenir sa batterie; mais le maréchal ne répond que par un geste de découragement et va s'asseoir sur le revers d'un fossé en face de nos canons. C'était dire assez clairement que tout était fini. Alors Ségur prend la parole; il affirme que rien n'est perdu, si on veut tenter un dernier effort, il montre les Prussiens engagés dans une position téméraire; il soutient que l'armée de Paris peut les y écraser le lendemain, et le surlendemain culbuter les Anglais dans Saint-Denis... — Oui, répond le maréchal, comme ressaisi par son ardeur guerrière; mais ne voyez-vous pas qu'on ne peut plus se fier à personne, que chacun traite pour son compte, que Fouché nous trahit, que là, tout à côté de nous (et il montrait le moulin de Vaugirard), Vandamme lui-même, à la tête de la jeune garde, est découragé et ne veut plus combattre? — Grenier ajoute que faire prendre la capitale au milieu d'une échauffourée serait assumer une responsabilité bien lourde, et que d'ailleurs on traitait déjà de la reddition de Paris avec Blucher; il le savait pertinemment, les négociateurs s'étaient

rendus à Saint-Cloud. Ségur demande alors si on a songé au moins à s'arranger avec Louis XVIII pour garantir les intérêts de l'armée. « Eh! s'écrie Carnot, quel accommodement attendre d'un gouvernement qui, après Waterloo, sur les restes mutilés de tant de Français, a dicté l'odieuse proclamation commençant par ces mots : « Grâce au ciel, les satellites du tyran sont enfin disperés! » — Raison de plus, dit Ségur, pour ne pas se rendre sans conditions, traitons avec le roi ou battons-nous!

Se battre! on ne le pouvait plus. Cette discussion durait encore quand un officier arriva : la capitulation était signée, l'armée devait se retirer derrière la Loire. On se sépara. Le lendemain, gardant toujours je ne sais quel espoir obstiné, Ségur se rend à la chambre des représentans. En haut du grand escalier qui fait face au pont, un ancien soldat employé dans le palais lui apprend la dispersion de l'assemblée, ajoutant que les trophées de Sommo-Sierra ne tomberont pas aux mains de l'invasion; on a eu soin de les mettre en lieu sûr. Il avait reconnu l'officier qui avait présenté les quatre-vingts drapeaux au corps législatif dans la séance du 22 janvier 1810. Des trophées! hélas! quels souvenirs au mois de juillet 1815! En ce moment-là même, le vieux soldat pousse un cri, indiquant du doigt la direction du pont Royal. Ségur se retourne : il voit une colonne ennemie qui débouchait sur le quai! C'était la première fois que cette odieuse image frappait ses regards; retenu à Tours par ses blessures, il n'avait pas vu les alliés en 1814. Ce lui fut un coup effroyable. On sait qu'il était d'une trempe à subir les plus rudes atteintes; à Sommo-Sierra, en Pologne, en Russie, en Allemagne, à la prise de Reims, il avait vu la mort de près et l'avait regardée sans pâlir. Devant cette humiliation, ses forces l'abandonnèrent; il défaillit et tomba dans les bras du gardien.

Je me rappelle ici les beaux vers par lesquels M. Edgar Quinet, en son poème de *Napoléon*, exprime la lassitude, l'accablement de l'âme du lecteur après tant de scènes douloureuses :

> Ah! chanteur, arrêtez; je pleure, et votre chant
> Me frappe sans repos comme un glaive tranchant.

Moi aussi je m'arrête. Assez de coups, assez de blessures, assez d'épreuves. L'homme dont nous avons voulu interroger la vie est tout entier devant nous. C'est à lui maintenant de juger ce maître auquel il a été dévoué jusqu'à la minute suprême. Quel que puisse être son verdict, nous savons d'avance que nul n'en contestera l'impartialité. Ségur jugeant Napoléon, voilà une scène digne de l'histoire; ce sera la dernière partie de cette étude.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

LE
NOUVEL ÉTAT ROUMAIN

La Roumanie, formée des hospodarats de Valachie et de Moldavie, dont l'union, préparée dès 1859, a été consommée en 1866 par l'avénement d'un prince élu à titre héréditaire, est le plus considérable des deux états que l'on désigne sous le nom de *Principautés danubiennes*. Non-seulement elle surpasse de beaucoup en étendue, en population et en ressources la Serbie, sa sœur, confinée dans le pays de montagnes qui se déploie, en face du Banat, sur la rive droite du Danube et de la Save; mais sa position même entre trois empires tels que l'Autriche, la Russie et la Turquie, sur le Bas-Danube et la Mer-Noire, lui donne dans l'Europe orientale une importance politique, militaire et commerciale incontestable. La Moldavie et la Valachie, formant de ce côté les grandes avenues de la Turquie d'Europe, ont été le théâtre principal des guerres qui se sont succédé, pendant plus d'un siècle et demi, entre la Russie et la Porte. C'est en Roumanie que se trouve encore aujourd'hui le nœud de la question d'Orient dans le cas de nouveaux conflits comme dans celui d'une solution graduelle et pacifique. En effet, une certaine conformité du vaste bassin fluvial qui s'y termine avec celui des Pays-Bas semble devoir faire un jour de la Roumanie un état neutre et le noyau d'un système fédératif dans l'éventualité d'une reconstitution du monde gréco-slave. Les puissances signataires du traité de Paris, en 1856, n'agirent que d'après ces vues en faisant de l'affranchissement complet de la navigation danubienne un intérêt européen et en instituant la commission chargée d'y pourvoir en leur nom collectif. Sans doute la Mer-Noire, simple golfe de la Méditerranée, n'a pas tous les avantages de la Mer du Nord; mais heureusement on peut compter sur l'exubérance croissante de la

production dans les principautés mêmes, comme dans les pays de l'intérieur, tels que la Transylvanie, le Banat, la Hongrie proprement dite et l'Illyrie hongroise, car tous offrent des plaines également fertiles, dont le Danube et les chemins de fer sont appelés à faire valoir les produits. N'y a-t-il pas déjà, sur une des plages autrefois les plus désertes du littoral de la Mer-Noire, le frappant exemple de l'essor merveilleux qu'a pris, dans le cours de ce siècle, le commerce d'Odessa et des autres ports de la Russie méridionale? Témoin de ces métamorphoses, on ne saurait renoncer à l'espoir de voir aussi se relever de leur décadence les rivages et les terres classiques qui ont encore le malheur d'être soumis au régime turc. Le développement des relations, facilité par la navigation maritime et fluviale, avec tous les points abordables du Levant, et l'extension progressive des chemins de fer, qui commencent à s'imposer même à la Turquie, permettent de prédire un tel résultat pour un avenir prochain. La Roumanie de son côté a déjà résolûment pris l'avance sur la rive gauche du Danube, où vient d'être achevé un réseau de voies ferrées de la plus haute importance pour le pays qui le possède, ainsi que pour toutes les contrées environnantes. Ce n'est pas le seul progrès dont elle est redevable au règne du prince Charles et à la stabilité de gouvernement que le pays, trop longtemps en proie à de stériles agitations, a recouvrée dans les dernières années, sous un régime éclairé et conciliant; mais avant d'aborder ce sujet il est nécessaire de donner une idée précise de l'ensemble des rapports territoriaux, de la population et de l'organisation du nouvel état roumain.

I. — LE TERRITOIRE ET LA POPULATION.

Sur la carte d'Europe, la Roumanie figure, sous une latitude correspondant à celles de Milan et de Paris, une espèce de fer à cheval dont la partie concave, du côté de l'Autriche, est dominée par les Carpathes, le long des frontières de la Bukovine et de la Transylvanie jusqu'au Banat, où les montagnes joignent et franchissent le Danube. La partie convexe au contraire est baignée, du côté du sud, sur un parcours de 500 kilomètres au moins, par ce fleuve, qui la sépare entièrement de la Serbie et des provinces turques, c'est-à-dire de la Bulgarie et de la Dobroudja, dont la plaine basse finit par se noyer dans les marécages du delta danubien. Le Pruth, qui est son dernier affluent, marquait avant 1856, dans toute la longueur de son propre cours, la frontière orientale de la Moldavie du côté de la Bessarabie, province russe qui n'est, comme la Bukovine, qu'un démembrement de l'ancienne principauté moldave; mais depuis la rétrocession de trois districts de la Bessarabie la Roumanie a repris pied sur la Mer-Noire de Tuzla à Vilcove, soit

à l'embouchure du bras de Kilia, le plus septentrional du delta.

Dans ces limites, la superficie de toute la contrée est de plus de 12 millions d'hectares, dont la Valachie peut revendiquer les trois cinquièmes. Elle approche ainsi du quart de celle de la France, tandis que la population, presque de moitié plus faible en densité, n'excède pas 5 millions d'âmes. Ce chiffre ne représente d'ailleurs qu'une évaluation approximative basée sur un recensement très incomplet et très défectueux de l'année 1859, et dans laquelle on a tenu compte de l'accroissement probable déterminé par l'excédant annuel des naissances sur les décès ainsi que d'une très forte immigration d'étrangers, mais surtout de Juifs de la Pologne russe et autrichienne. Cette affluence a été telle que l'on n'a pas cru pouvoir estimer, pour toute la Roumanie, à moins de 400,000 âmes le chiffre actuel de la population israélite, en partie flottante, qui, échappant ainsi au contrôle, n'avait été portée que pour 134,000 sur le recensement antérieur. Cependant il faut observer aussi que cette ubiquité même des Juifs, en les faisant paraître plus nombreux qu'ils ne le sont en réalité, pourrait avoir conduit à des exagérations en sens inverse. L'immense majorité de la population appartient au culte grec. On compte en outre dans le pays environ 50,000 catholiques romains, 30,000 protestans, plus de 8,000 Arméniens et autant de *lipowans*, nom que l'on y donne à des sectaires coutumiers d'une mutilation des plus horribles, qui ont cherché dans ce pays un refuge pour se soustraire à la rigueur des lois édictées contre eux par le gouvernement russe au sujet de cette pratique.

Les indigènes qui ont attaché leur nom au pays, les Roumains, comme ils s'appellent eux-mêmes en souvenir de leur origine première, forment certainement plus des quatre cinquièmes de la population totale. Des noms de *Valaques* et de *Moldaves*, ce dernier du moins n'a jamais été pris que dans le sens d'une distinction politique ou provinciale, la langue parlée non-seulement dans les deux principautés, mais aussi dans plusieurs contrées voisines, ayant été, à part quelques légères différences de dialecte, la même de tout temps. La Roumanie actuelle ou proprement dite n'est donc pas la seule patrie des Roumains : il en existe près de 3 millions vivant sous la domination autrichienne, dans le Banat, la Transylvanie et la Bukovine, près de 1 million sur le territoire russe, en Bessarabie, et peut-être 1 million 1/2 disséminés en Serbie, dans les provinces turques riveraines du Danube, en Macédoine et en Thessalie. Ensemble, ces branches disjointes d'un peuple homogène de race et d'idiome formeraient un total de près de 10 millions de Roumains. Tous ne descendent pas cependant, comme la grande majorité de ceux de la rive gauche du Danube, des colons latins que Trajan, après la conquête de la Dacie, établit dans cette région,

où ils se fondirent avec les vaincus; il en est certainement aussi beaucoup dont on peut faire remonter l'origine aux colonies encore plus anciennes que les Romains, bien auparavant déjà maîtres de la Macédoine, de la Thrace et de la Mœsie (Bulgarie et Serbie de nos jours), avaient dès lors multipliées dans ces provinces.

Il est assurément très remarquable que ce peuple, malgré les plus grandes vicissitudes et le contact perpétuel avec des élémens étrangers, slaves et tartares, grecs et turcs, ait pu conserver aussi pleinement l'empreinte de son origine première, même sous le régime avilissant des princes fanariotes et les rigueurs du joug ottoman. Or le témoignage vivant de cette origine ne se trouve pas seulement exprimé dans son idiome à base toute latine par une multitude de noms propres et communs de son vocabulaire, il se retrouve aussi dans certains traits frappans de la physionomie générale, du caractère et des mœurs des Roumains, dans certaines de leurs coutumes nationales et locales, même dans l'attachement des populations rurales à d'anciennes fêtes romaines. A Bucharest, une danse très curieuse, celle des *slouscharés* (petits cavaliers), s'exécute tous les ans à la foire de *mosch* ou des ancêtres devant le prince et sa cour et tout le peuple. Or la danse, comme la fête elle-même, repose sur une tradition des plus vénérables, s'il est vrai, comme on l'assure, qu'elle est une imitation de celle des anciens prêtres saliens. Ces souvenirs de l'antiquité frappent dès que l'on approche de la Roumanie par le Danube et les fameux rapides dits Portes de Fer, dans le nom des bains d'Hercule à Méhadia, près d'Orsova dans le Banat, où le gouvernement autrichien a remis en vogue un établissement thermal des plus fréquentés du temps des Romains; ils reparaissent un peu plus loin à Turnu-Sévérin avec les vestiges d'un pont jadis construit sur ce fleuve par Trajan. Dans les villages, la charrue romaine est encore l'instrument aratoire du paysan, et le fuseau dont se sert la fileuse nous reporte même, comme en Sicile, jusqu'à l'âge héroïque de la Grèce.

Il n'est pas facile de résumer les traits généraux du caractère national des Roumains. Leur état social n'est comparable à celui d'aucun peuple de l'occident et du centre de l'Europe; il n'offre d'analogie qu'avec ce qui existe en Pologne et surtout en Russie. En Roumanie, la population indigène est séparée en deux parties, très inégales et très dissemblables, formant chacune comme un monde à part. L'une comprend, dans la proportion des neuf dixièmes, les paysans, la grande masse du peuple, inculte et ignorante, n'ayant qu'une notion vague et confuse de la civilisation de l'Occident. L'autre, un dixième de la nation tout au plus, mais qui en forme la couche supérieure et qui, dans l'action politique et sociale, apparaît partout sur le premier plan, compte dans ses rangs toute l'a-

ristocratie terrienne, la grande et moyenne propriété, les anciens seigneurs et maîtres, avec leurs familles et leur entourage de familiers et de protégés, toutes les classes de fonctionnaires et d'employés, ainsi que tous les gens de quelque savoir ou de quelque ambition. Les paysans, malgré l'abolition du servage au XVIIIe siècle, étaient restés corvéables. Le règlement organique de 1831 ne fit que régulariser cette condition. Leur affranchissement véritable, opéré par le rachat des corvées, qui les rendit aussi propriétaires dans une certaine mesure, assez limitée cependant, ne date que de 1864. Quant à une classe moyenne, il n'en existe guère jusqu'à présent en Roumanie, parmi les indigènes du moins, qui, s'ils ont de l'instruction, se portent de préférence vers les professions libérales, la carrière militaire et tous les emplois à traitement fixe; mais ils ont encore de la peine à se départir d'un certain dédain du commerce et de l'industrie, qu'ils abandonnent volontiers aux étrangers.

Les ombres de ce que l'on appelle improprement la *boïarie* forment un de ces thèmes sur lesquels on s'est trop souvent étendu pour qu'il soit nécessaire d'y revenir. En général, l'aristocratie roumaine ne manque pas de ressemblance avec la haute société russe, qui lui a communiqué son goût pour la langue, les habitudes et les modes françaises, et dont elle reproduit assez bien l'image, mais avec des formes moins correctes, plus de sans-façon et une certaine pétulance méridionale. Si elle n'est pas moins éprise de la civilisation occidentale, on peut également lui reprocher d'en trop admirer les raffinemens, plutôt que de se mettre en peine d'en bien saisir la substance et le fond, ce qui la fait souvent tomber dans les écarts des esprits superficiels et des natures blasées. Quant à certains défauts communs à toute la race, tels que l'indolence et la sensualité, une mobilité d'esprit et une légèreté extrêmes, on les connaît aussi; ce que l'on ne sait pas assez, c'est combien, dans ce pays, le peuple même, le simple paysan, est naturellement débonnaire, intelligent, docile et maniable, et ce qu'il sera possible d'en faire, si, par l'instruction, dont il est entièrement dépourvu, on parvient à lui rendre sensibles les avantages d'une application constante et de l'esprit de suite. En général, les sentimens chez le Roumain manquent de profondeur; son naturel, prompt à s'exalter, n'est pas soutenu par le ressort de passions fortes et durables; en revanche, il est tout à fait exempt de fanatisme. Comme tous les Orientaux, il n'a pas toujours un sentiment très net de la justice et du droit. L'oppression turque et la fourberie byzantine lui ont fait prendre des habitudes de méfiance, de ruse et de dissimulation qu'il n'a pas entièrement perdues. Avec sa souplesse d'esprit, il plie facilement devant une volonté ferme, sauf à lui opposer ensuite une force d'inertie dont on n'a pas d'idée ailleurs.

Le type le plus pur du paysan roumain est celui des montagnards. Moins hâlés par le soleil, plus dégagés, plus robustes et plus laborieux que les habitans de la plaine, ils ont aussi plus d'aisance et prennent plus soin de leurs personnes, de leurs champs et de leurs demeures. Chez les paysans de la plaine, dont les villages ne se composent en partie que de misérables huttes, des altérations notables de la physionomie, des yeux, des cheveux, du teint, accusent souvent une dégénération qu'il faut principalement attribuer au mélange avec les tsiganes. Dans la haute classe aussi, les vicissitudes historiques ont déterminé l'infusion de sang étranger par des alliances nombreuses avec les grandes familles qu'elles ont introduites dans le pays. En effet, beaucoup de ces familles sont d'origine grecque ou albanaise, comme les Ghika, ou même hongroise, comme les Stourdza et les Balsch, et déjà l'ami de Pierre le Grand, le prince Cantémir, se glorifiait d'une souche tartare. Ce sont les terminaisons en *esco* ou *ano* qui caractérisent les noms d'origine roumaine pure.

A côté des Roumains, environ 300,000 tsiganes ou Rômes vivent sédentaires ou à l'état nomade dans toutes les parties du pays. Longtemps serfs, ils étaient dans une condition pire que celle des paysans. Beaucoup d'entre eux exercent les métiers de forgerons, de maréchaux-ferrans, de boisseliers, de vanniers, de maçons ou de manœuvres voués aux plus pénibles travaux, pour lesquels leurs femmes et leurs enfans préparent et apportent les matériaux. Ce sont les parias de la tribu. Aussi que l'on ne s'étonne pas trop d'apprendre qu'ils sont parfois voleurs et vindicatifs. Beaucoup moins à plaindre sont ceux que l'on rencontre comme domestiques dans les maisons des particuliers, où ils servaient autrefois à titre d'esclaves, et où l'on fait cas de leur talent de cuisiniers. En Roumanie comme en Hongrie, les tsiganes sont d'ailleurs les musiciens par excellence; nés tels, la plupart d'entre eux jouent de mémoire tout ce qu'ils ont entendu, sans même connaître les notes.

A l'immigration roumaine du dehors, favorisée par les lois de l'état, qui accordent à tous les Roumains indistinctement de grandes facilités pour la naturalisation, les Transylvains fournissent le contingent principal. On compte en outre dans le pays environ 90,000 Bulgares, Serbes et autres Slaves, 10,000 Grecs, indépendamment de ceux qui sont déjà naturalisés roumains, 50,000 Hongrois et Szeklers, enfin une multitude toujours croissante d'étrangers de toutes les nations de l'Occident, dont on ne saurait évaluer le nombre à moins de 50,000. A titre de coreligionnaires, les Bulgares, essentiellement laborieux, et les Serbes, très entendus en affaires, trouvent chez les Roumains un accueil non moins favorable que les Grecs. Ce sont généralement de robustes et bons cultiva-

teurs, des pâtres et des conducteurs de chariots, ou bien aussi des fermiers et traitans. La ville de Ploesti, que les avantages de sa situation sur la route commerciale de Bucharest à Kronstadt font prospérer à vue d'œil, et qui compte aujourd'hui 28,000 habitans, est une colonie bulgare. Une des plus florissantes exploitations rurales de la Valachie est la création d'un Serbe, qui s'est enrichi par le commerce des sels du pays; mais la figure qui se détache avec le plus d'éclat de tous les autres types orientaux, c'est celle de l'Albanais ou arnaute. Il frappe par son air martial et l'élasticité de son pas et porte fièrement son riche costume.

Quant aux Grecs, ils se sont répandus dans le pays dès avant, mais surtout durant la période du règne de leurs compatriotes du Fanar; leur langue y était même devenue, sous ces princes, celle de la cour et de toute la haute société; elle n'y perdit ce privilége qu'avec l'arrivée des Russes, qui introduisirent l'usage du français et déterminèrent ainsi la faveur générale dont il jouit depuis. Actuellement les Grecs, ainsi que les Arméniens vivant en Roumanie, sont principalement gens d'affaires, de négoce et de banque. Le commerce des céréales par exemple, le plus important du pays, est presque entièrement entre leurs mains à Galatz et sur les autres places d'exportation. Les Hongrois sont les uns catholiques romains, comme aussi les Polonais, anciens réfugiés pour la plupart, les autres réformés, de même que les Szeklers, dont il existe plusieurs villages sur le territoire roumain même, à la frontière de Transylvanie. Les Hongrois s'occupent surtout des chevaux et du bétail.

Un certain nombre de Grecs et de Bulgares sont placés en Roumanie sous la protection de la Russie. Cependant on ne voit que peu de Russes proprement dits en Valachie et à Bucharest même, où les représentans de leur race les plus nombreux sont encore les sectaires lipowans, que l'on peut recommander, malgré la bouffissure déplaisante de leurs figures imberbes, comme les meilleurs cochers de ville. Ce sont d'ailleurs, abstraction faite des effets d'une superstition monstrueuse, des gens économes, rangés et de bonne tenue. Les Turcs ne pouvant acquérir aucune propriété foncière sur le territoire roumain, on ne trouve de sujets de la Porte que dans les ports danubiens, où le commerce les attire. Parmi les membres de la colonie formée par les nations occidentales figurent environ 35,000 Allemands, en grande majorité sujets de l'Autriche, 2,000 Français, des Anglais, d s Belges, des Suisses, des Italiens, des Américains même, bref des gens de tous les pays. Cette colonie, fixée en majeure partie dans les villes principales, mais surtout à Bucharest, forme à elle seule presque tout l'élément bourgeois du pays. Elle s'y partage le commerce avec les Grecs, les Arméniens et les Juifs, et suffit par son industrie aux besoins les plus

pressans dans la capitale et les autres villes. Les Allemands constituent à Bucharest le noyau d'une petite société à part qui a ses comités, ses journaux, ses fêtes particulières, ses bals et son tir. Ils ont introduit dans le pays, avec beaucoup de succès, la fabrication de la bière, et ouvert dans la capitale, outre les tavernes montées sur le pied viennois, des hôtelleries confortables. Artisans et marchands, ils tiennent des articles de toute espèce, à l'exception toutefois d'une partie du commerce de luxe, particulièrement dévolue à l'industrie française. Si les ouvriers français ne sont pas encore très nombreux en Roumanie, ce n'est point que leur habileté n'y soit pas appréciée de la haute classe, en partie élevée à Paris. En revanche, des entrepreneurs et des ingénieurs français et anglais concourent, dans une mesure de plus en plus large, à l'organisation des diverses industries, ainsi qu'à l'exécution des travaux publics.

Il n'y a lieu de mentionner la participation d'un petit contingent de marchands indigènes au trafic de leur pays qu'à Bucharest. En Moldavie, les Juifs polonais se sont répandus dans les villes et les campagnes à tel point qu'ils ont fait de cette contrée une autre Galicie. Non-seulement tout trafic et débit, mais encore toutes les petites industries locales ont passé entre leurs mains, et cet accaparement, facilité par l'indolence de la population roumaine, est devenu odieux à celle-ci, parce qu'elle trouve qu'il l'appauvrit et la ruine. Cette disposition a conduit dans la suite à des violences et rigueurs semblables à celles que les Juifs ont subies à diverses époques en Galicie, en Bohême, à Odessa, en Alsace, ainsi qu'en Algérie. La parcimonie et la saleté extrêmes du prolétariat juif ont contribué à augmenter une aversion dans laquelle l'intolérance religieuse n'entre cependant pour rien, du moins chez les Roumains. Le fait est seulement que ces derniers, considérant les Juifs comme la plaie de la Moldavie, ont parfois trouvé plus commode de les persécuter que de s'appliquer à chercher des moyens plus conformes à la raison et à la justice. Nous comprenons les scrupules du gouvernement roumain quant à une admission générale des Juifs à la jouissance des droits politiques en Moldavie; mais on ne saurait applaudir aux lois d'exception, portant atteinte au droit commun en matière civile et de propriété, établies et maintenues contre eux. On trouverait dans les voies de la législation générale des précautions et des remèdes plus efficaces. Cette question des Juifs est plus délicate et plus compliquée qu'il ne semble de prime abord; elle paraît d'ailleurs marcher, avec l'apaisement et les progrès de sagesse dans l'esprit du pays même, à une solution satisfaisante. Ajoutons qu'il existe à Bucharest même une classe d'Israélites peu nombreuse, mais riche, très honorable, ayant ses traditions particulières et jouissant de l'estime générale, ceux qu'on appelle d'après

leur origine les Juifs espagnols, venus en Roumanie de Constantinople, où ils ont depuis plusieurs siècles des maisons non moins importantes, ainsi que sur d'autres places du Levant.

Les 5 millions d'habitans de la Roumanie se répartissent entre 62 communes urbaines et plus de 7,400 villages et hameaux, formant 3,020 communes rurales. La majeure partie des premières ne sont, il est vrai, que de grandes bourgades. Les secondes sont généralement assez éloignées les unes des autres, ce qui ne saurait étonner dans un pays où la densité de la population ne dépasse guère une moyenne de 40 habitans par kilomètre carré. Cela n'empêche pas que la Roumanie, venant, pour l'étendue et la population, immédiatement après l'Espagne et le royaume uni de Suède et de Norvége, ne tienne une des premières places parmi les états de second ordre de l'Europe, car, si elle surpasse de beaucoup chacun de ces derniers en superficie, elle n'est, pour le nombre d'habitans, pas sensiblement inférieure même au royaume de Belgique, le plus peuplé d'entre eux. De même la capitale du nouvel état roumain n'est primée que par Bruxelles, Amsterdam et Lisbonne. En effet, bien que le manque de recensemens officiels ne permette de juger que par approximation de l'accroissement des villes roumaines, on ne saurait évaluer la population de Bucharest à moins de 150,000 ou 200,000 habitans; on estime celle d'Iassy à 90,000, et celle de Galatz, qui s'accroît le plus rapidement, à 80,000; puis on mentionne encore sept villes où le chiffre varie de plus de 20,000 âmes à près de 40,000, et huit autres où l'estimation flotte entre 10,000 et 20,000. L'importance des deux principautés unies serait plus grande encore, si pendant près d'un siècle, du temps de l'hospodarat fanariote, la Porte, foulant aux pieds tous leurs droits, ne les avait pas obligées à payer de leur fonds ses propres revers. Ainsi la paix de Passarowitz, en 1718, entraîna temporairement pour la Valachie la perte de tout le pays de la rive droite de l'Olt ou banat de Craïova, que l'Autriche, il est vrai, restitua vingt et un ans plus tard; mais en 1774 la Moldavie à son tour fut dépossédée de la Bukovine au profit de la même puissance, et en 1812 la paix de Bucharest lui enleva la Bessarabie, cédée aux Russes, qui ne lui en ont rendu qu'une petite partie.

II. — L'ORGANISATION POLITIQUE ET ADMINISTRATIVE, L'ÉTAT SOCIAL.

Réduites à subir depuis 1716 un joug odieux, en violation flagrante de tous les droits qui leur étaient garantis par les anciennes capitulations, sur lesquelles les Roumains fondent leur autonomie, les principautés ne commencèrent à respirer un peu que quand la Russie, dans ses traités avec la Porte, prit en main leur cause. Ce-

pendant les Turcs ne furent définitivement expulsés des forteresses occupées par eux sur la rive gauche du Danube que dans la guerre de 1829. Le traité d'Andrinople rendit alors aux principautés leur autonomie et investit leurs princes d'un pouvoir viager; mais il établit en même temps le protectorat russe, qui fit passer la suprématie de fait du sultan au tsar. De cette époque date aussi le règlement organique, dont l'élaboration avait été confiée par le gouvernement russe au général Paul de Kisselef, qui s'en acquitta très habilement; mais après l'évacuation des principautés par les Russes il se produisit, par suite du réveil de l'esprit national, aspirant à l'indépendance, une grande fermentation, très favorable au déploiement de l'influence française, qui y gagna du terrain. Après la guerre de Crimée, le traité de Paris, du 30 mars 1856, substitua au protectorat russe la garantie collective des puissances signataires, qui confirmèrent les principautés dans la pleine jouissance de leur autonomie de droit, ne laissant au sultan que la suzeraineté. Celle-ci maintient la Roumanie dans l'obligation de payer chaque année à la Porte un tribut de 1 million de francs environ et lui interdit toute alliance contraire aux intérêts de la Turquie; cependant on peut dire qu'en somme elle se réduit à des prérogatives de pure forme. Par une autre convention, signée également à Paris le 19 août 1858, on crut avoir fixé les bases du régime futur des deux principautés; mais le besoin d'unité poussait tous les esprits à une fusion. L'union douanière, existant entre elles depuis 1847, avait été comme un prélude de ce mouvement, auquel la double élection du prince Couza imprima un caractère plus décisif. La reconnaissance de ce fait accompli détermina, le 24 janvier 1862, la réunion de la Valachie et de la Moldavie en un seul état et l'installation du nouveau gouvernement central, formé d'un ministère unique et d'une représentation commune, à Bucharest, qui devint ainsi la capitale de toute la Roumanie. Après l'abdication forcée d'Alexandre Couza, le suffrage national appela au trône, au mois d'avril 1866, le prince Charles, actuellement régnant, deuxième fils du prince Charles-Antoine, chef de la branche aînée catholique de Hohenzollern. En 1869, Charles Ier de Roumanie a épousé Élisabeth de Wied, nièce du duc de Nassau et de la reine de Suède.

Une nouvelle constitution, modelée sur celle de la Belgique, avait été votée dans l'année même de l'avénement du prince et acceptée par lui. En vertu de cette charte, la Roumanie forme, sous l'égide de sa souveraineté héréditaire, également transmissible à ses collatéraux mâles, un état autonome, un et indivisible. Le corps électoral, divisé en quatre colléges d'après un cens gradué, comprend tous les contribuables payant à l'état un impôt quelconque; la représentation nationale se compose d'une chambre des députés et

d'un sénat, tous les deux électifs, mais suivant des modes différens. Le prince a d'ailleurs toutes les prérogatives d'un souverain constitutionnel. La liste civile a été fixée à 100,000 ducats (près de 1,200,000 francs) par an.

L'institution du jury, qui a produit de singuliers verdicts en plusieurs circonstances, peut sembler un peu risquée dans un pays dont l'éducation politique était encore loin d'être faite, et la liberté illimitée de la presse avait conduit à une licence effrénée contre laquelle le gouvernement dut s'armer de lois pénales plus sévères. Cependant, même en ne pensant pas que tout y soit parfait, nous aurions mauvaise grâce de critiquer une constitution qui fonctionne aujourd'hui sans encombre. Une lacune qui toutefois peut frapper dans l'organisation d'un pays aussi neuf et par cela même encore peu riche en capacités spéciales, c'est l'absence d'un conseil d'état pour l'étude et l'élaboration des lois et règlemens projetés, ainsi que pour la formation de bons administrateurs. Si la Roumanie possède un appareil de gouvernement central aussi complet que celui de tout autre état, l'administration proprement dite n'y est encore qu'ébauchée dans plusieurs de ses branches, et laisse beaucoup à désirer dans plus d'un service. Ce n'est pas l'ambition, la brigue des honneurs, des fonctions publiques et des places, qui manque à aucun degré : il n'y avait pas eu moins de huit changemens de ministère complets dans les cinq premières années du règne actuel; mais depuis 1871 le chef et président du cabinet en fonction, M. Lascar Catargi, a su rallier autour de lui un fort et nombreux parti conservateur, et compris la nécessité de donner plus de stabilité au pouvoir. Dans les candidatures qui s'offrent au choix pour la composition du personnel administratif et judiciaire, ce n'est pas non plus le nombre, mais c'est la qualité qui fait souvent défaut. Ainsi, bien que l'on ne compte en Roumanie pas moins de 23,000 fonctionnaires et employés de l'état, rien ne surprend l'étranger à Bucharest comme de voir revêtus de hautes fonctions et magistratures, auxquelles on n'arrive ailleurs qu'avec le titre de longs ou très éminens services, nombre de jeunes gens à peine revenus de l'étranger avec un diplôme universitaire.

Le ministère comprend en Roumanie sept départemens distincts, ayant exactement les mêmes attributions qu'en France. C'est le ministre de l'intérieur qui préside aujourd'hui le conseil. Il y a de même à Bucharest une cour des comptes et une cour de justice suprême ou de cassation, sous la haute surveillance de laquelle fonctionnent en appel 4 cours et en première instance 48 tribunaux de district et de commerce. Tout le pays est partagé en 33 districts, subdivisés en 164 arrondissemens. En moyenne, le district revient ainsi, pour l'étendue, aux trois cinquièmes environ, mais pour la

population seulement à un peu plus du tiers d'un département français. Chaque district est administré par un préfet, assisté de sous-préfets, et Bucharest a en outre sa préfecture de police, comme Paris. Les villes ont chacune leur maire (*primar*), assisté d'un conseil municipal. En général, l'administration des communes est entre les mains de magistrats librement élus et confirmés par le gouvernement. Les dépenses du ministère de l'intérieur figurent sur le budget annuel pour un peu plus de 8 millions de francs.

La législation civile et criminelle est aussi basée sur les codes français, à quelques exceptions près, concernant des points importans, sur lesquels on s'en est tenu à l'ancienne coutume. Celle-ci a notamment prévalu pour le divorce, dont il se fait un abus aussi préjudiciable aux bonnes mœurs qu'à l'esprit de famille et à l'éducation des enfans. L'église permet en Roumanie à toutes les personnes qui ont légalement divorcé de se remarier deux fois encore, et la loi civile n'y met aucun obstacle. L'usage constant de se marier sous un régime qui rend la dot de la femme inviolable et oblige le mari à la restituer en cas de séparation contribue à multiplier les divorces. En 1870, d'après M. Emm. Kretzulesco, ancien agent politique de Roumanie à Paris, 5,590 personnes divorcées, dont 3,134 femmes, convolèrent en secondes ou en troisièmes noces.

Antérieurement à 1862, la Valachie et la Moldavie étaient régies séparément par les codes respectifs des princes Caradja et Callimaki, fondés sur les législations encore plus anciennes de Matthieu Bassarab et de Basile Lupo, qui régnèrent tous les deux de 1634 à 1653. On a pu reconnaître depuis qu'il est plus facile de changer les lois que de réformer l'administration de la justice. Si la pratique judiciaire et l'état de la jurisprudence laissent encore à désirer en Roumanie, ce n'est pas faute de juges et d'avocats; le personnel des cours et tribunaux n'y compte pas moins de 1,500 ou 1,600 magistrats et autres officiers de l'ordre judiciaire (non compris 450 avocats), et l'on y dépense annuellement près de 4 millions de francs pour ce département; cela tient parfois à l'insuffisance de lumières, parfois même à l'indignité, à la corruptibilité d'une partie de ce personnel, ainsi qu'à toute sorte d'abus invétérés, dont l'extirpation graduelle forme une tâche de la plus haute importance pour l'honneur ainsi que pour le développement du pays. En effet, rien ne démoralise ou ne décourage comme la mauvaise chance des procès interminables et toujours renaissans, et cependant l'incertitude du droit, résultant d'une interprétation trop arbitraire des lois, entretient en Roumanie l'humeur processive, et en fait une manie très contagieuse dans la classe des propriétaires. Aussi les avocats ne manquent-ils pas en général d'en profiter largement, et le barreau y est-il devenu non pas seulement une des professions les plus lu-

cratives, mais aussi, depuis l'avénement du régime parlementaire, celle qui offre le plus de chance à l'ambition politique. Nombre de personnages des plus influens de l'état sont sortis de ses rangs ou en font encore partie. Aucun peuple n'est peut-être aussi porté que les Roumains à se laisser diriger ou séduire par une parole éloquente ou facile. L'esprit public favorise chez eux les avocats, tandis qu'en Serbie la sobriété d'un peuple de mœurs beaucoup plus simples et plus rustiques a réagi contre eux jusqu'à les exclure systématiquement de l'arène politique.

La constitution en vigueur, qui assure à tous les Roumains une parfaite égalité devant la loi avec la jouissance de toutes les libertés, est certainement une des plus libérales qui existent. On pourrait croire d'après cela qu'elle régit une société essentiellement démocratique. Ce serait une erreur, ou du moins la démocratie n'y est-elle encore que virtuellement fondée; en réalité, les mœurs sont essentiellement aristocratiques. Cette contradiction apparente s'explique par la concentration d'une très grande partie de la propriété foncière en un petit nombre de mains et l'état inculte de la masse du peuple. Les paysans sont retenus par leur profonde ignorance et leur peu d'aisance dans une condition dont les difficultés ne permettent que bien rarement à ceux qui y vivent de s'élever par leurs propres efforts. Le mouvement dans ce sens est si lent qu'il ne peut sensiblement diminuer la grande inégalité de fait entre la masse du peuple et la petite minorité favorisée par le sort. La suppression légale de tout privilége de la naissance et de toute barrière sociale a bien pour objet, mais ne peut à elle seule avoir pour effet de modifier de sitôt l'état de choses actuel. Ce sera l'œuvre du temps, et jusque-là ceux qui ont déjà le dessus n'auront guère de peine à conserver leur influence incontestée sur la direction du pays. Le peuple, cherchant quelqu'un pour lui servir de guide ou défendre ses intérêts, ne le trouverait aussi que dans les rangs de ceux qui constituent seuls encore la nation politique. La minorité dont il s'agit comprend toutefois non pas seulement une classe, mais toute une couche supérieure dont la formation, nullement homogène, rend ici nécessaires quelques nouvelles distinctions. Il n'existe pas légalement, on peut même dire qu'il n'y a jamais eu dans les principautés une noblesse régulière. Les titres de *boïars* et de *grands-boïars* ne faisaient dans l'origine qu'indiquer la différence entre les grands offices et les autres fonctions publiques moins élevées de l'ordre supérieur. Comme alors, encore bien plus qu'aujourd'hui, les honneurs et les grands emplois se partageaient toujours entre un certain nombre de familles de même condition, ils y paraissaient en quelque sorte héréditaires, et la *boïarie* finit en 1736 par devenir, sous le règne de Constantin Maurocordato,

le même qui abolit le servage des paysans, un ordre privilégié divisé en classes jouissant de l'immunité d'impôt et pouvant seules acquérir des domaines et exercer des droits politiques dans les élections; mais jamais elle n'a formé une aristocratie comme celle de l'Angleterre, d'autant plus qu'il n'y avait chez elle ni majorats, ni fidéicommis. Si des Roumains portant un nom qui figure sur la liste des hospodars prennent quelquefois à l'étranger le titre de princes, cette fantaisie n'est qu'une spéculation de la vanité personnelle sur notre ignorance, à moins qu'ils ne soient *bésadés*, c'est-à-dire fils de princes ayant régné, car dans ce cas l'usage du pays leur laisse par courtoisie le titre paternel, ainsi que celui de princesses à leurs sœurs germaines. Il n'en existe pas moins en Roumanie une aristocratie historique, composée de familles rapportant leur origine à des personnages qui ont été investis du pouvoir princier, ou qui ont du moins marqué avec suite dans la grande boïarie. Le plus ancien titre de prince remontant jusqu'à la fondation de la principauté de Valachie est celui de Bassarab. Parmi les familles princières encore existantes, les deux principales et les plus répandues sont les Ghika et les Cantacuzène, ainsi que les Rosetti en Moldavie, toutes les trois de la seconde moitié du XVIIe siècle; puis apparaissent au siècle suivant, dans l'hospodarat fanariote, les Rakowitza, les Maurocordato, les Callimaki, les Ypsilanti, les Morousi, les Caradja, les Soutzo, les Mavrogéni, etc. Les plus récens, puisque leur élévation ne date que de la période 1822-1849, sont les princes Stourdza, Bibesco et Stirbey. Il est facile de reconnaître par les noms que la plupart des familles précédentes sont d'origine grecque. Aussi plusieurs sont-elles maintenant à cheval entre la Roumanie et le royaume hellénique. Viennent ensuite des familles de la grande-boïarie, en partie même les plus anciennes et d'autant plus considérées qu'elles sont purement indigènes : ainsi les Vacaresco, du temps des origines de la principauté valaque, les Golesco, les Philippesco, et tant d'autres non titrées, ou pourvues de titres de princes, comtes ou barons qu'elles tiennent de la faveur de cours étrangères, de celles d'Autriche et de Russie surtout. D'après Neigebauer, la boïarie devait comprendre en 1844 dans les deux principautés environ 4,500 familles, sans compter les paysans libres. Le règlement organique avait laissé subsister ses priviléges. Aussi ce groupe, à l'époque où les fortunes y étaient encore moins ravagées par le jeu, les prodigalités excessives ou d'autres folies, avait-il la richesse et l'influence nécessaires pour former le noyau d'une oligarchie solide et durable; mais il souffrait d'incurables divisions qui avaient déjà au commencement du siècle dernier conduit les deux principautés à leur ruine. Ainsi les nouvelles tentatives faites de notre temps pour rétablir le pouvoir de la boïarie en

lui rendant le droit de choisir les princes dans son sein ne réussirent pas mieux, toujours à cause de la persistance de ces rivalités de familles. Avec le maintien de ce régime électif, accompagné de protestations continuelles, elles n'eussent pas manqué d'entraîner les principautés sur la même pente que la Pologne et peut-être à la même destinée, si les Roumains, au moment le plus critique après l'union, n'avaient eu la sagesse de substituer à une combinaison reconnue dangereuse l'établissement dynastique d'un prince étranger, comme le meilleur moyen de sortir d'un cercle vicieux et de couper court à des intrigues sans fin.

Toute cette aristocratie naturelle de grandes familles et de propriétaires terriens forme ce qu'à Bucharest et à Iassy on est convenu d'appeler non plus la noblesse, mais simplement la *société*, et avec raison, car elle n'est pas exclusive, toutes les notabilités, de fortune ou autres, y étant reçues et traitées sur un certain pied d'égalité. Le terme de boïar est tombé en désuétude; les membres de l'ancienne boïarie évitent eux-mêmes de s'en servir, et le paysan, auquel il rappelle des souvenirs néfastes, l'emploie assez volontiers comme une injure. Il est certain que le souffle des idées qui depuis 1821 ont agité le pays pendant près d'un demi-siècle y a beaucoup modifié la vie sociale, notamment à la surface. Ce travail a opéré entre les divers élémens de la couche supérieure un rapprochement considérable, avec lequel ont disparu les grandes aspérités de la différence de classe et de condition, naturellement déjà beaucoup moindres chez les méridionaux, en Orient surtout, que dans les pays du nord. Cependant la masse du peuple ne peut arriver à profiter dans une plus large mesure de ces dispositions libérales qu'autant que l'on s'appliquera très sérieusement à lui procurer par l'instruction le moyen de se relever de sa torpeur.

III. — L'ÉGLISE, L'INSTRUCTION PUBLIQUE, LE SYSTÈME MILITAIRE.

Le clergé du pays n'a pas été jusqu'à présent en mesure d'aider beaucoup le gouvernement dans cette tâche. L'église roumaine, qui appartient au rite grec ou oriental, est orthodoxe en ce sens qu'elle marche d'accord pour le dogme, les lois religieuses et le culte avec ses sœurs, mais autocéphale en ce qu'elle s'est rendue indépendante de tout pouvoir extérieur, ne relevant ni du tsar et de son synode, ni même du patriarcat de Constantinople. C'est donc une église toute nationale, et, comme elle est sans prétentions ambitieuses et peu gênante sous d'autres rapports, en fait de mariage par exemple, les Roumains y tiennent beaucoup. Ses chefs sont les deux archevêques métropolitains de Bucharest et d'Iassy, dont le premier est primat de Roumanie, avec six évêques diocésains. Tous

ces prélats sont aussi de droit membres du sénat; puis viennent les archimandrites avec un clergé séculier de près de 9,800 popes, assez généralement mariés, et environ 8,800 moines et religieuses, que renferment encore les couvens non supprimés lors de la sécularisation générale des biens ecclésiastiques. Depuis la sécularisation, l'état, s'étant adjugé les immenses domaines de l'église et des couvens, a dû prendre à sa charge l'entretien du culte ainsi que la dotation du clergé, dont tous les membres, y compris les religieux, sont aujourd'hui directement rétribués par lui.

La plupart des fêtes de l'église roumaine manquent de pompe et d'éclat. Les pâques cependant sont célébrées avec la solennité qu'elles comportent dans la religion grecque. Toute la population, sortant du grand jeûne à la nuit tombante, afflue dans les églises, qui ne désemplissent pas avant une heure très avancée, à laquelle chacun s'en retourne chez lui, un cierge à la main. Le scintillement de toutes ces lumières circulant par milliers dans les rues est très réjouissant pour l'œil et marque le passage de la dévotion à une allégresse générale. Le jeûne grec oblige aussi à des privations plus dures que celles du jeûne catholique, et la grande majorité des Roumains, hommes et femmes, l'observe avec rigidité. Même parmi les plus voltairiens, tels ne manquent pas de se signer à la vue de chaque église et de baiser révérencieusement la main de chaque prélat, qui affectent d'appeler les popes *nos bonzes*. C'est qu'en effet le niveau d'instruction de ces desservans, assez braves gens du reste, mais dont toute la théologie se borne ordinairement à savoir lire les prières et chanter sur le ton nasillard que prescrit leur liturgie, aurait grandement besoin d'être élevé davantage. Les moines sont, sous ce rapport, encore au-dessous des popes, mais leur nombre va chaque jour en diminuant avec les extinctions causées par la mort.

Une question d'un intérêt capital pour ce pays, c'est celle de l'instruction publique et de l'éducation populaire en particulier. Dans les classes supérieures, l'habitude des familles est depuis longtemps de faire instruire les enfans à domicile par des précepteurs ou des gouvernantes venant de France, d'Allemagne ou de Suisse, puis de les envoyer, pour finir leur éducation, à l'étranger, depuis une trentaine d'années surtout à Paris; mais en Moldavie l'incurie pour l'organisation de l'enseignement à l'intérieur était telle, il y a vingt ans, qu'il n'y avait, dans toutes les écoles publiques réunies de la principauté, pas plus de 1,400 élèves des deux sexes. Il n'y existait, en dehors de quelques institutions privées très bien entretenues par les Arméniens, 15 écoles publiques élémentaires que dans les villes; encore celles de trois districts et toutes les campagnes en étaient-elles entièrement dépourvues. L'instruction publique avait été moins

négligée en Valachie, où, à la même époque, presque chaque commune avait son école primaire, et près de 55,000 élèves participaient au bienfait de l'enseignement collectif. Depuis lors le nombre et la fréquentation des écoles primaires ont certainement augmenté en Moldavie, mais non dans une proportion très sensible en Valachie, puisqu'en 1868 il n'y avait dans les Principautés-Unies qu'un peu plus de 72,000 élèves recevant l'enseignement élémentaire, qui comprenait dans les campagnes 1,867 écoles avec moins de 50,000 élèves, dont 183 seulement du sexe féminin, et dans les villes 141 écoles, dont 65 de filles, du même degré, plus 38 institutions privées et 22 établissemens dépendant des cultes étrangers au pays. Ainsi sur 100 familles il n'y avait tout au plus encore dans les villes que 15 et dans les campagnes que 9 enfans allant à l'école. La loi, partant du principe le plus libéral, a déclaré l'instruction publique obligatoire pour les enfans des deux sexes partout où il y aura moyen d'établir des écoles primaires; mais dans cette réserve gît précisément la difficulté principale, car, outre celle d'envoyer des enfans par des chemins impraticables en des lieux souvent fort éloignés de leur demeure, ce qui manque encore presque partout, ce ne sont pas seulement les bâtimens, ce sont surtout les instituteurs, ainsi que les moyens d'en former de capables en nombre suffisant dans les écoles normales. On ne compte encore aujourd'hui dans tout le pays qu'environ 4,000 professeurs et instituteurs primaires, et dans ce nombre les seconds n'entrent que pour un chiffre tout à fait disproportionné même avec les besoins les plus urgens. En présence de ces difficultés, la meilleure solution du problème se trouverait peut-être dans une combinaison qui tendrait à faire marcher de front, le plus rapidement possible, la diffusion de l'enseignement primaire dans toutes les parties du pays avec la réforme de l'éducation du clergé inférieur. En organisant des séminaires qui fussent en même temps de bonnes écoles normales, ne pourrait-on pas mettre les popes qui en sortiraient, et dont on améliorerait la position, en devoir de remplir dans la commune la double fonction de desservant du culte et d'instituteur primaire? Il semble que dans la situation de l'église vis-à-vis de l'état en Roumanie rien ne s'y opposerait.

Il existe aujourd'hui dans le pays pour l'enseignement secondaire, sans compter les pensionnats français et allemands, sept gymnases, dont trois à Bucharest, les autres à Iassy, Craïova, Ploesti et Berlad, puis, pour le haut enseignement, les deux anciennes académies de Bucharest et d'Iassy. Celles-ci, nouvellement érigées en universités, comprennent des facultés de droit, des lettres et des sciences; Bucharest seul possède aussi maintenant une école de médecine et de pharmacie. Viennent ensuite les écoles spé-

ciales : outre l'école militaire, celles des beaux-arts et des arts et métiers à Iassy, une école des beaux-arts et un conservatoire de musique à Bucharest, une école de commerce à Galatz, et l'institut agricole de Panteleimon. Ces divers établissemens, pour lesquels l'état payait 1,260 professeurs et 2,302 maîtres et maîtresses d'école vers 1868, ne sauraient pourtant être très florissans, s'il est vrai que réunis ils ne comptent guère tous ensemble plus de 3,000 élèves. L'instruction publique et le culte figurent sur le dernier budget annuel pour une dépense de 8,330,000 francs.

Bien que l'état ait certainement plus fait pour l'enseignement supérieur que pour l'instruction populaire, hors des villes, le premier laisse également à désirer; nous doutons même un peu que l'on y soit dans une très bonne voie, attendu qu'en Roumanie comme en Hongrie on a cru devoir, pour mieux affermir la nationalité, s'attacher au principe qu'il ne doit y avoir d'enseignement public que dans l'idiome national. Cette mesure va contre son but dans un pays où l'organisation de l'enseignement supérieur est encore très incomplète dans la plupart de ses branches; en excluant des chaires dû pays tout étranger auquel l'idiome n'est point familier, elle en éloigne les hommes d'un mérite éprouvé. Or tout le monde sait que les Roumains ont pour apprendre les langues vivantes non-seulement la même facilité que les Slaves, mais mille occasions dans les familles et l'entourage des classes supérieures, ainsi que dans les pensionnats où elles envoient leurs enfans. Aussi l'usage du français et la connaissance de l'allemand sont-ils aujourd'hui plus répandus que jamais. Ni le roumain, ni le magyar, n'ont retiré un profit de leur condition privilégiée, car les langues ne se forment, grandissent et se perfectionnent qu'avec l'esprit même des nations, non pas à l'ombre d'un régime exclusif, mais en raison de la liberté qu'on y laisse au commerce des idées.

Un des besoins les plus pressans, en vue duquel l'école préparatoire de Bucharest a été érigée en faculté de médecine, est celui de l'organisation du service médical. D'après la statistique, il n'y a pas aujourd'hui 500 médecins et chirurgiens (1 pour 10,000 habitans), ni plus d'une centaine de pharmaciens (1 pour 50,000 âmes) dans tout le pays. Encore les médecins ne sont-ils en général que de simples officiers de santé. Dans quelques villes, il est vrai, notamment à Bucharest, on trouve d'excellens médecins; mais les habitans de la campagne, réduits aux consultations sibyllines des bonnes femmes, doivent manquer presque entièrement de secours dans leurs maladies malgré la grande activité que déploie, depuis des années, pour y suppléer, l'infatigable docteur Davila, inspecteur-général du service sanitaire de l'armée.

Si l'organisation de l'enseignement public eût pu être poursuivie

avec plus de vigueur et des vues plus rationnelles et plus pratiques dans le pays même, de manière à éviter que la haute instruction demeure indéfiniment le privilége des jeunes gens qui trouvent les moyens de faire leurs études et de prendre leurs grades au dehors, cela ne nous empêchera pas de reconnaître l'intensité croissante du mouvement intellectuel sous toutes ses faces en Roumanie. Ainsi on y comptait au commencement du règne actuel 27 imprimeries et lithographies, autant de librairies spéciales, et une vingtaine de journaux roumains, outre quelques feuilles allemandes et françaises. Le nombre des livres imprimés en langue roumaine n'était encore que de 6 en 1800 et de 29 en 1830; il s'éleva en 1847 à 109 et en 1864 à 196. Il n'est pas douteux que la progression n'ait été depuis bien plus rapide encore. Toute une littérature nouvelle et une école lyrique qui n'est pas sans mérite viennent de naître; il suffira de citer les noms d'Héliade, de Bolintiniano, et celui d'un poëte vivant des plus distingués, M. Basile Alecsandri. Il faut enfin mentionner les travaux de linguistes tels que MM. de Cihac et Hasdeu, les services rendus à l'histoire du pays par M. Cogolnitcheano, qui a recueilli et traduit une partie de ses vieilles chroniques, et par M. Maïoresco, à la connaissance des origines roumaines et de l'archéologie en général par un Transylvain, le professeur Laurian, M. César Bolliac et M. Odobesco. Naturellement ce qui prédomine encore, ce sont les traductions d'auteurs étrangers, au choix desquels ne préside pas toujours l'inspiration la plus heureuse, ni le meilleur discernement, surtout en ce qui concerne les romans et les pièces de théâtre. Le théâtre national est arrivé à se faire, dans la capitale et quelques autres villes, une place à côté de l'opéra italien, qui est en grande faveur. Les opérettes et le vaudeville français sont joués avec un succès marqué. La musique est de tous les arts celui qu'en Roumanie toutes les classes de la population goûtent et protégent le plus, depuis les plaintives mélodies des *lautares* tsiganes jusqu'aux bruyantes harmonies de l'instrumentation plus riche et plus variée des orchestres viennois, qu'on se plaît à faire jouer alternativement. Même la symphonie grave et la musique de chambre ont commencé à s'introduire, pour un public d'élite, dans les concerts de l'Athénée à Bucharest. On y trouve de très bons exécutans.

Il faut enfin dire un mot de la nouvelle organisation militaire. Le prince Charles avait trouvé l'armée dans un délabrement complet et rongée par l'indiscipline; il prit pour tâche de la relever. Le système militaire du pays fut réorganisé par les lois de 1868 et de 1872. Il se compose d'une armée permanente, de l'armée territoriale et de milices. Les gardes civiques des villes ont été dissoutes par le ministère du 11 mars 1871. Le recrutement se fait, avec l'appel de tous les jeunes gens âgés de vingt et un ans, par le ti-

rage au sort; ils sont alors incorporés soit à l'armée permanente, soit à l'armée territoriale, ou réservés pour la milice. La première comprend 8 régimens d'infanterie de ligne, 4 bataillons de chasseurs à pied de nouvelle formation, 2 régimens de cavalerie (*roschiores*) de 4 escadrons chacun, et 2 d'artillerie, soit 12 batteries, 1 compagnie de pontonniers, 1 bataillon du génie, 1 de pompiers, la gendarmerie à pied et à cheval, etc., en totalité environ 20,000 hommes et 3,500 chevaux pour le service actif. Il faut ajouter à cet effectif environ 43,000 hommes et 11,000 chevaux pour l'armée territoriale, dont l'organisation primitive remonte au XVe siècle. Ce sont des troupes localisées comprenant 32,000 fantassins dits *dorobanzes*, en 8 régimens, soit 45 bataillons, et 11,000 cavaliers (*calaraches*), aussi en 8 régimens, soit 33 escadrons, plus une batterie d'artillerie sédentaire par district.

Le temps de service dans l'armée territoriale, comme dans l'armée permanente, est de huit ans, dont quatre en service actif pour les fantassins et cinq pour les cavaliers, le surplus dans la réserve. Les hommes de la première, partagés en quatre sections qui se relèvent à tour de rôle, ne servent en temps ordinaire, avec jouissance de leur solde, que pendant une semaine sur quatre. Les dorobanzes font le service de douane et de vigilance à la frontière, où on les appelle *granitchéri*, du mot allemand *graenzer*, et ils marchent au son de la cornemuse, comme les montagnards écossais, ainsi que le service de garde, d'escorte et de gendarmerie à l'intérieur. Ils y sont aidés par les *calaraches*, les cosaques de la Roumanie, montés sur les petits chevaux du pays, qu'ils sont tenus de se procurer à leurs frais. Les hommes qui ont échappé à la conscription, ou sont libérés du service, forment les trois bans de la milice, que l'on exerce régulièrement, et qui peuvent être aussi mis en réquisition jusqu'à une limite d'âge de trente-huit ans.

L'armement de l'armée active a été renouvelé en entier pour les fusils et le matériel d'artillerie conformément aux meilleurs modèles. Les règlemens sont empruntés en partie à la France et à la Belgique, en partie à la Prusse. L'uniforme de l'infanterie est gris, la couleur qui brave le mieux la poussière et la boue, ces deux grands ennemis du soldat en marche dans ces contrées, ainsi que les Russes l'ont maintes fois, dans leur dernière campagne encore, éprouvé. Les troupes sont depuis quelques années concentrées en automne, sous le commandement du prince, pour de grandes manœuvres, auxquelles ont assisté dernièrement des officiers délégués par les grandes puissances militaires et tous les états voisins. De plus la Roumanie entretient, sur le Danube et dans ses ports, une flottille de trois petits vapeurs et six chaloupes canonnières avec 400 hommes d'équipage. Le budget annuel du département de

la guerre a été porté de 14 millions 1/2 à 18 millions 1/4 de francs, représentant le cinquième du total des recettes de 1874.

On voit qu'il ne manque plus à la Roumanie aucun des élémens nécessaires pour constituer un état souverain. Aussi toutes les grandes puissances, presque tous les états secondaires de l'Europe et depuis quelques années même les États-Unis d'Amérique, ont-ils dans le pays des agens politiques et commerciaux à Bucharest, Iassy, Galatz, Braïla et sur d'autres points encore. Leur mission est non pas seulement de protéger les intérêts de leurs nationaux, mais de représenter directement leurs hauts mandataires auprès du prince, de conférer avec son ministère et d'arrêter avec ce dernier le règlement annuel des tarifs et les autres mesures d'intérêt mutuel commandées par les circonstances. Pour les sujets turcs, il n'y a que depuis peu un agent spécial établi à Braïla. Le gouvernement de Bucharest de son côté a, depuis l'union, des agens attitrés à Vienne et à Paris (pour la France et l'Angleterre), comme à Constantinople et à Belgrade, et plus récemment des postes semblables ont été créés à Berlin, à Rome, à Saint-Pétersbourg.

Ce développement d'institutions, d'établissemens et de rapports nouveaux n'est que la conséquence naturelle et normale de l'autonomie intérieure rendue aux deux principautés par le traité de 1856 et l'acte constitutif de 1858. L'usage qu'elles en ont fait, en s'unissant et poursuivant le travail de leur organisation, n'a jamais eu rien de contraire à l'esprit de ces actes, qui ne pouvait avoir en vue, dans le maintien de la suzeraineté ottomane, que la garantie d'un état de paix durable et de bon voisinage entre elles et la Porte. Il est donc regrettable que l'on n'ait pas pris partout, dans la rédaction de ces actes, le soin nécessaire pour prévenir des malentendus et empêcher, dans l'interprétation de la suzeraineté, des contradictions entre la lettre et l'esprit. Ces incertitudes ont permis à la Porte de maintenir ou élever toute sorte de prétentions vaines, chimériques et indifférentes au fond pour ses propres intérêts, mais gênantes et vexatoires pour la Roumanie. On soulève des chicanes de pure forme, des tracasseries toujours renaissantes au sujet de la monnaie de ce pays, du droit de son prince de conférer des décorations, de celui de son gouvernement de signer des conventions et de conclure des traités de commerce internationaux, de certaines compétences de juridiction, bien que l'autonomie d'un pays implique tous ces droits. Pour le monnayage et pour certaines conventions, comme elle en a déjà fait avec la Russie et l'Autriche, la Roumanie a dû passer outre, et pour ce qui concerne la négociation directe d'un nouveau traité de commerce avec l'Autriche, celle-ci a déclaré qu'elle ne tiendrait compte d'aucune opposition de la Porte. Il n'y a donc plus de question sur ce point. Depuis l'entente qui s'est

établie entre les deux cabinets de Saint-Pétersbourg et de Vienne sur l'attitude à prendre vis-à-vis de la Porte et de ses anciennes dépendances, on ne voit pas ce qui pourrait dissuader les autres grandes puissances de se montrer également favorables à l'interprétation rationnelle de l'autonomie roumaine selon l'esprit du traité de 1856. Or avec l'autonomie réelle des principautés, comme il la faut, si l'on désire qu'elles prospèrent au sein de la paix, les seuls avantages que la Porte puisse tirer de sa suzeraineté, c'est le tribut et une garantie pour la sécurité de sa frontière du Danube. Maintenant il est clair que ce dernier but serait encore mieux atteint par une neutralisation pure et simple du nouvel état roumain, et tout aussi peu douteux que la capitalisation du tribut, même à 10 pour 100, serait encore une opération avantageuse au trésor ottoman, vu la nature onéreuse des emprunts auxquels la Porte se voit continuellement obligée dans sa détresse financière. Le vague de la situation actuelle, loin d'écarter les chances de conflit, peut en ramener d'un jour à l'autre et entraîner une conflagration générale en Orient.

IV. — LES RESSOURCES DU SOL, L'AGRICULTURE, L'INDUSTRIE.

La Roumanie est des états naissans de l'Europe orientale le plus homogène, le plus capable de se développer et de prospérer rapidement. L'admirable fécondité de son sol et les avantages de sa situation commerciale, rehaussés par l'affranchissement complet de la navigation du Danube, concourent à cet effet. Non-seulement le Danube, depuis les Portes de Fer jusqu'à la mer, mais aussi la ligne de démarcation qui suit la crête des Carpathes et le Pruth, dans la partie supérieure de son cours, peuvent être considérés comme des frontières naturelles. La vaste plaine qui se déploie au sud et à l'est des montagnes présente en longueur un développement d'environ 600 kilomètres sur une largeur de 100 à 150. Presque entièrement unie et découverte en Valachie, elle est beaucoup plus accidentée en Moldavie. Les Carpathes forment entre l'Austro-Hongrie et la Roumanie un gigantesque rempart, tellement massif et compacte qu'il ne laisse en Valachie pour les communications de frontière qu'un très petit nombre de passages (1).

(1) Les principaux sont en Valachie, vers le Banat, la brèche de Verciorova, près d'Orsova sur le Danube, vers la Transylvanie le passage de Vulcain, dans le haut de la vallée du Jiul, celui de la Tour Rouge dans la direction de Hermannstadt, capitale de la Transylvanie, et celui du Prédial ou de Timesch, sur la route de Bucharest, par Ploesti et la vallée de la Prahova, à Kronstadt, la ville la plus commerçante de la même contrée, — puis en Moldavie, à l'ouest, ceux d'Oituz, de Ghimesch et de Tulgesch, au nord-ouest enfin, vers la Bukovine, celui de Cornu Luntchi et les ouvertures par lesquelles entrent les rivières de Sutchava et du Séreth. La plupart des autres ne sont que d'âpres sentiers presque impraticables.

De la rive gauche ou roumaine du Danube, entièrement plate et plus basse que la rive droite ou bulgare, la plaine remonte par une pente très douce jusqu'au pied des montagnes, dont la première ligne, en grande partie couverte de vignobles, se tient presque généralement à des distances à peu près égales du fleuve. Rien de plus régulier que la disposition de toute cette partie de la vaste chaîne des Carpathes, les cours d'eau qui s'en échappent et vont joindre le Danube suivant généralement la direction du nord au sud avec plus ou moins d'inclinaison vers l'est. En examinant les rapports hydrographiques de la Roumanie, on est frappé de la grande similitude du bassin qu'elle occupe avec celui du Pô : c'est le royaume lombard-vénitien sur une plus grande échelle.

Le Danube, resserré dans le Banat entre deux lignes de montagnes et de rochers, souvent presque perpendiculaires, qui bordent en zigzag un lit hérissé de récifs et d'écueils, dont on voit percer de tous côtés les dentelures écumeuses, offrirait d'abord sans cela l'aspect d'un lac alpestre, plutôt que celui d'un fleuve; mais, après avoir franchi tous les obstacles, il s'élargit beaucoup. Cependant la largeur en est encore très variable à cause du grand nombre d'îles qui le divisent du côté de la Roumanie : elle dépasse en certains endroits 4 et 5 kilomètres avec une profondeur de 6 à 20 mètres. Dans la zone d'inondation du fleuve se trouvent nombre de lacs (*baltas*) très poissonneux. Comme on ne redoute plus les incursions des Turcs, c'est à la crainte des débordemens du Danube qu'il faut attribuer l'état désert d'une grande partie de la rive valaque.

Le delta du Danube se partage entre les trois branches de Kilia, de Sulina et de Saint-George. Le passage de grande communication des ports du fleuve avec la Mer-Noire, c'est le bras du milieu dit de Sulina. La commission européenne du Danube, instituée en 1856, a fait disparaître les ensablemens qui entravaient la navigation, en y faisant exécuter des travaux qui ménagent aux bâtimens de mer une profondeur suffisante jusqu'à son embouchure. Par le traité de Londres du 13 mars 1871, cette commission a été maintenue pour douze années encore, et la neutralité des travaux qu'elle a déjà faits ou dont elle poursuit l'achèvement déclarée permanente. Formant une représentation commune par délégués des sept puissances signataires du traité de Paris, et résidant à Galatz, elle a certains pouvoirs souverains sur tout le delta. Elle y exerce la police, arrête et publie des règlemens, lève des impôts, peut contracter des emprunts et disposer comme elle l'entend de ses ressources pour les travaux qu'elle ordonne.

Parmi les nombreux affluens du Danube, il faut signaler comme les plus importans le Pruth et le Séreth, la rivière de Galatz, en Moldavie, — l'Olt et le Jiul, le plus occidental, en Valachie. Ceux-ci

viennent de la Transylvanie, ceux-là de la Bukovine. L'Olt, impétueux et romantique, sépare la Petite-Valachie de la grande. Le Pruth a une longueur de plus de 400 kilomètres; de petits bateaux à vapeur le remontent jusqu'à Sculéni au nord d'Iassy, des barques jusqu'à la frontière septentrionale. Le Séreth et parmi ses tributaires la Bistritza se prêtent au flottage des bois et de radeaux chargés de céréales. Aucune des autres rivières n'est encore utilisée pour le transport, mais presque toutes pourraient être rendues navigables. Le système fluvial de la Roumanie se trouve complété par une multitude de petits cours d'eau qui s'échappent de toutes les vallées. La violence des eaux lors des crues et les débordemens qui s'ensuivent rendent très difficiles l'établissement et la conservation des ponts, que l'on construit aujourd'hui généralement en fer; aussi le plus souvent est-on encore réduit à passer les rivières à gué. La Roumanie n'en est pas moins, pour la distribution parallèle de ses cours d'eau, un des pays les plus favorisés par la nature, car, pour peu qu'on les reliât entre eux par des tranchées facilement praticables, toute la plaine se trouverait, comme le royaume de Valence et la Lombardie, dotée d'un magnifique système d'irrigation et de canaux. Quant à présent, n'étant pas utilisées, les rivières de la Valachie n'ont encore pour elles que l'attrait d'une beauté sauvage dans leur cours à travers les montagnes. A cet égard, les Carpathes ne le cèdent aux Alpes que par l'absence des glaciers et des lacs.

Le sol de la Roumanie se partage en trois régions. La première, celle des montagnes, est presque exclusivement occupée par les forêts, outre qu'elle offre des ressources minérales considérables; la seconde, celle des coteaux, est caractérisée par la prédominance des vignobles et des vergers, la troisième enfin, celle des vastes plaines qui s'étendent jusqu'au Danube, par la grande culture et les pâturages secs. C'est dans cette dernière région et dans les vallées d'une certaine largeur que domine la terre noire ou grise, humus profond et très perméable de près d'un mètre d'épaisseur, qui ne se retrouve avec cette abondance que dans la Russie méridionale, et à laquelle les contrées qui en sont recouvertes doivent leur fertilité tout exceptionnelle. Il n'y a d'ailleurs en Roumanie que peu de terres d'une stérilité complète; même les terrains sablonneux y contiennent assez de substances organiques pour produire.

Les montagnes offrent de l'argile, de la marne, du sable, du grès, du gypse, toute espèce de pierres, sur la rive droite de l'Olt même une grande variété de marbres, du soufre, des lignites, du sel à profusion. Parmi les métaux, on a constaté en Roumanie l'existence de l'or, notamment dans l'Olt, l'Argisch et leurs affluens, ainsi que celle de l'argent, du mercure et du cuivre, du fer, du plomb, du cobalt et de l'arsenic. Il y a de la houille et du lignite à fleur de terre

dans la vallée du Jiul, le district de Soutchava et celui de la Dembowitza, à Comanesti, dans le district de Bacao, même une houillère que l'on a commencé à exploiter. Malheureusement la difficulté des transports a rendu l'exploitation le plus souvent impossible. Au reste, ce ne sont là que des découvertes du hasard, car il n'a pas encore été fait d'exploration géologique du pays assez complète pour déterminer l'importance réelle de l'ensemble des ressources minérales, encore presque généralement négligées à l'exception du sel gemme, dont le gouvernement s'est réservé le monopole. Les salines de ce pays, exploitées très anciennement déjà, peuvent rivaliser en richesse avec celles de la Galicie. Les mines de sel gemme en plein rapport sont celles d'Okna en Moldavie, de Téléga et de Slanik dans le district de la Prahova, et d'Okna-maré, dans la Petite-Valachie. Quant à l'exploitation du sel marin, l'état, l'ayant trouvée trop dispendieuse, l'a jusqu'à présent laissée aux particuliers. Mentionnons aussi les puits de pétrole, plus ou moins abondans dans tous les districts de montagnes. M. Th. Foucault pense que, si cette exploitation, dont on ne s'est encore occupé que dans la région des salines, recevait tout le développement dont elle est susceptible, la Roumanie pourrait, avec ses sources de pétrole, approvisionner l'Europe entière. Signalons enfin, parmi les produits de la même formation, l'ambre de la vallée de Bucéu, de couleur brune, avec une grande variété de nuances, passant du jaune orange ou rougeâtre au noir, le plus estimé et qui se paie fort cher.

Le climat varie naturellement selon l'altitude et la situation des lieux. Les vallées des Carpathes sont abritées, tandis que rien ne protége la plaine contre les vents froids qui viennent y fondre de l'Oural et des steppes de la Russie, à travers la Bessarabie et la Mer-Noire, et dont l'influence explique la rigueur des hivers sous une latitude aussi méridionale. Les étés au contraire sont chauds et secs. La sécheresse, qui devient funeste à la végétation quand elle se fait sentir dès le mois d'avril et de mai, arrive même quelquefois au point où l'herbe ne pousse plus et les eaux baissent considérablement. Le printemps est précoce, l'automne ordinairement long et beau. Si les pluies de printemps sont favorables à la moisson, celles de septembre et d'octobre ne profitent pas moins aux céréales d'hiver et au regain des pâturages. Les variations de la température, dans le cours de l'année entière, oscillent généralement entre 38 degrés et — 17 degrés du thermomètre centigrade; mais les extrêmes dans les deux sens vont au-delà de ces limites. Les accidens du climat les plus funestes à l'agriculture sont, outre la sécheresse, les froids trop intenses, les inondations, en mars surtout, la grêle et les ouragans. Les chasse-neige aussi ne laissent pas d'être parfois dangereux pour les hommes et les troupeaux. Sans

être précisément insalubre, le climat, dans une partie des plaines, se ressent des exhalaisons de marais et des miasmes du delta danubien, dont l'extension ne rencontre pas d'obstacle avant les Carpathes, et qui sont souvent la cause de fièvres malignes. Même les tremblemens de terre sont fréquens, et les effets en ont été maintes fois très destructifs.

Toutes les productions végétales de la zone tempérée de l'Europe, jusqu'à la latitude la plus méridionale correspondant à celle de la Roumanie, se retrouvent dans cette contrée ou s'y acclimatent sans peine. Il y a surtout, quand les pluies ne manquent pas, abondance de céréales de toute espèce et de fourrages. Malgré la rigueur des hivers, le maïs et la vigne prospèrent au bord des Carpathes, celle-ci sur les coteaux, celui-là dans les terrains frais. Dans aucun pays, le maïs ne pousse avec plus de force et ne donne de plus gros épis. Les graines oléagineuses, le tabac, le chanvre, le houblon, la betterave, le mûrier, viennent également. Des essais ont démontré que même le coton annuel, à moins d'un automne très pluvieux, mûrirait aussi bien qu'en Italie. Le figuier et l'amandier croissent en pleine terre et donnent des fruits, quand ils sont abrités. Cependant la flore de Roumanie n'offre guère d'espèces particulières à cette contrée; mais on y trouve en général toutes les plantes capables de résister au froid, qui atteint 25 degrés dans certains hivers, où les céréales d'automne ne sont préservées de la gelée qu'à la faveur d'une couche de neige. Quant à la vigne, les cultivateurs en étendent les sarmens sur le sol et les recouvrent d'une couche de terre, qu'on laisse jusqu'à ce que le printemps rende à la végétation sa vigueur et ramène les chaleurs de l'été, aussi intenses que celles des pays les plus méridionaux de l'Europe. Le règne animal réunit toutes les espèces communes aux pays d'Occident en fait de bestiaux, gibier, volaille, poisson, etc. Il y a lieu de mentionner en outre, comme particuliers à la Roumanie et en partie même caractéristiques, le buffle, la chèvre noire et le chamois, sur les pics les plus inaccessibles des Carpathes, la fréquence du loup et de l'ours, noir et brun, — l'outarde, qui vit par bandes dans les solitudes du Baragan, et le pélican, dans les îles du Danube, — le coq des bois et la gelinotte, l'aigle et le vautour, ainsi que des nuées de corbeaux et de corneilles, aussi dangereuses pour les semailles que les sauterelles pour les récoltes. Dans le Danube même on trouve le saumon, l'esturgeon, qui donne le caviar, et le délicat sterlet.

D'après les renseignemens officiels publiés en 1868, il y avait alors en Roumanie environ 3,800,000 hectares, c'est-à-dire près du tiers de la superficie totale, de terrains complétement improductifs, 2 millions d'hectares de forêts, 3,850,000 de pâturages et de prés,

2,200,000 de terres labourées, et le reste en vignobles, jardins, potagers et vergers. Avec une pareille surface à cultiver et une population presque aussi nombreuse que celle de la Belgique, mais répandue sur un territoire quadruple, la Roumanie, disposant d'un sol extrêmement fertile, a tout ce qu'il faut pour devenir un des greniers d'abondance de l'Europe. Comme d'ailleurs les intérêts des quatre cinquièmes au moins de la population sont engagés dans l'exploitation de la terre, on peut dire qu'elle est aussi de fait un pays essentiellement agricole. Cependant l'agriculture, malgré d'incontestables progrès, y est encore très arriérée, et la production bien au-dessous de ce qu'elle serait, s'il y avait plus de colons, si les paysans étaient moins ignorans, les rapports agraires plus favorables au développement de l'aisance dans les campagnes, toute l'économie rurale en un mot mieux entendue, et si le pays avait eu plus tôt les facilités de communication dont il commence à jouir. Malgré le soin qu'ont pris les propriétaires les plus éclairés de faire venir des machines et des instrumens aratoires perfectionnés, la charrue romaine, tirée par quatre bœufs, et qui néanmoins effleure à peine le sol, est presque la seule que connaissent les paysans. Jamais la terre ne reçoit d'engrais. Au lieu d'utiliser le fumier des bestiaux, on le jette à la rivière ou au fond de quelque ravin; c'est même une opinion encore assez accréditée qu'il détruit la moisson, et elle est fondée en ce sens que dans des terres aussi grasses le fumier, poussant à la paille, peut étouffer le grain. Les labours profonds, les irrigations, le drainage, sont négligés ou inconnus. A défaut de granges pour mettre les récoltes à couvert, on se borne à les amonceler dans les champs. Le paysan ne sait pas ce que c'est que le fléau à battre; les sabots des chevaux et des bestiaux en tiennent lieu. Chaque récolte est ordinairement suivie de deux années de jachère, et, comme la terre ne manque pas, on n'en cultive que les parties les plus fertiles; les autres servent tout au plus au pacage. Dans les montagnes ainsi que dans une partie de la plaine, le pâturage simple, sans étables ni parcs, domine presque exclusivement.

Le plus grand propriétaire, c'est d'abord l'état lui-même, qui possède en Roumanie d'immenses domaines provenant de la sécularisation des biens des couvens et des églises. Ces domaines présentaient au commencement du règne du prince Charles une superficie totale de 2,670,000 hectares, dont un cinquième en terres labourées, y compris 15,000 hectares de vignobles, près d'un quart en forêts, soit près du tiers de toutes les forêts du pays, et le reste en terres incultes. Or il a été très peu vendu jusqu'à présent de ces propriétés, dont on estimait alors la valeur totale à 370 millions de francs, au taux moyen de 370 francs par hectare pour les terres cultivées et de 74 pour les terres incultes, en ajoutant le prix des

forêts, en partie encore inexploitées. Toutes ces terres étant généralement affermées à très bas prix, le maximum que l'état en ait tiré comme produit annuel a été de 19,796,000 francs (en 1872). En outre il doit y avoir maintenant en Roumanie de 650,000 à 700,000 propriétaires fonciers, dont plus de 600,000 paysans. Ces derniers, ne possédant que des lots de 2 à 5 hectares, c'est-à-dire ensemble tout au plus un sixième du territoire, procèdent de deux classes : de celle des cultivateurs, autrefois appelés *mochnéni* en Valachie et *razechi* en Moldavie, qui étaient déjà petits propriétaires avant la loi rurale de 1864, et des anciens corvéables (*clacachi*), alors au nombre de 415,435. Ces derniers obtinrent par cette mesure, moyennant une indemnité dont les termes courent jusqu'à l'année 1880, la propriété des parcelles dont ils n'avaient auparavant que l'usufruit, pour lequel ils devaient au seigneur la prestation d'un nombre déterminé de journées de travail et la dîme en nature.

La petite propriété, quoique très répandue aujourd'hui même en Roumanie, n'y a pourtant encore, on le voit, qu'une médiocre importance. La moyenne propriété, comprenant les biens de 100 à 250 hectares, est assez répandue et prédomine même dans les districts montagneux. Dans la grande propriété, la contenance ordinaire des domaines est de 1,500 à 2,000 hectares; mais il en est aussi qui embrassent jusqu'à 10,000 et 12,000 hectares appartenant au même particulier. Ainsi la majeure partie du sol est encore le patrimoine des gros propriétaires ou le partage des fermiers du domaine de l'état. Ces rapports agraires, avec la faible densité de la population, imposent naturellement la culture extensive. L'assolement triennal y alterne entre le blé, le maïs et la jachère. Cependant il y a nombre de champs capables de produire la même espèce de grains plusieurs années de suite. Le sol des grands domaines est exploité soit par le propriétaire, soit par des fermiers; celui des propriétés de moindre étendue est souvent cultivé par un métayer, et le maître de la terre se réserve le prélèvement d'un cinquième ou même d'un tiers des produits. L'aristocratie terrienne n'a pas encore pris assez l'habitude de rester dans ses terres, en Valachie du moins; elle aime mieux la résidence de Bucharest, quand elle ne préfère pas, dans la belle saison, les voyages et le séjour à Paris, à Vienne, dans les capitales ou les villes d'eau, parmi lesquelles Carlsbad attire en particulier beaucoup de Roumains. Cet absentisme, outre qu'il entraîne de fortes dépenses, entretient aussi une certaine indifférence pour l'agriculture, bien qu'elle forme l'unique source des revenus de la classe dominante. En Moldavie, il est vrai, la plupart des grands propriétaires, donnant un meilleur exemple, ont depuis longtemps déjà pris le parti de s'établir sur leurs domaines, ce qui avait même contribué à leur faire gagner l'avance

sur la Valachie dans la production et l'exportation des céréales. Ajoutons que la Basse-Moldavie en particulier, c'est-à-dire la partie de cette contrée la plus voisine du Danube, est naturellement une des plus favorables à la production du froment. Dans la Haute-Moldavie, on cultivait plus particulièrement le maïs, dont le grain, d'une couleur foncée, y est de qualité supérieure, et l'on y avait aussi largement introduit la pomme de terre. Les chemins de fer, entre autres grands avantages, auront celui d'équilibrer peu à peu les conditions différentes de l'agriculture dans toutes les parties de la Roumanie; mais partout il y a encore beaucoup à faire pour améliorer la qualité de la production, car les blés roumains ne conviennent pas tous indistinctement aux marchés de France et d'Angleterre, et depuis la guerre de Crimée ils rencontrent dans les blés des États-Unis une vive concurrence, qui a forcé, dans les plaines de la Basse-Valachie principalement, les propriétaires d'adjoindre à la culture des céréales celle du colza. On croit cependant qu'il y aurait moyen de produire en Moldavie, par le choix des semences, du froment égalant celui de l'Ukraine et de la Podolie.

Une condition très défavorable à l'amélioration du sol et des cultures en Roumanie, c'est la prédominance des baux de courte durée, de trois à quatre ans au plus, le plus souvent avec l'intermédiaire de régisseurs ou de fermiers principaux, presque tous grecs. La plupart de ces derniers s'enrichissent vite, spéculent sur les terres et deviennent eux-mêmes acquéreurs de domaines sans morcellement. Ils sont arrivés à former ainsi toute une nouvelle classe de propriétaires de plus en plus influente. Souvent aussi des communes entières de paysans se cotisent pour prendre à ferme des terrains d'une étendue considérable; mais, de même que le petit fermier, n'étant assurées que d'une jouissance de trois ans, elles se gardent bien d'entreprendre des travaux dont elles ne recueilleraient pas les fruits : il est également rare que le paysan économise assez pour acheter des terres. De plus les fermiers se trouvent, vis-à-vis des propriétaires et de leurs fondés de pouvoir, dans une dépendance à laquelle il ne leur est pas facile de se soustraire; aussi la grande propriété seule pouvait-elle songer à introduire dans le pays les méthodes d'exploitation rationnelle et des machines, dont les principales, les batteuses à vapeur, y fonctionnent déjà au nombre de plus de 1,200.

Dans l'exploitation telle que l'entend le paysan roumain, la routine règne encore partout; vingt-quatre jours de travail dans l'année lui suffisent pour assurer sa propre subsistance, ainsi que celle de son bétail en hiver. Vivant presque exclusivement de maïs, les autres récoltes ne l'intéressent que médiocrement. La *mamaliga*, bouillie de maïs semblable à la *polenta* italienne, fait le fond de sa

nourriture. Il consomme en outre des légumes et du mauvais laitage, ne songe, avec l'abstinence commandée pour les cent quatre-vingt-quatorze jours de jeûne de l'année, que rarement à manger de la viande, et ne boit que du moût de vin et de l'eau-de-vie très légère. Un régime alimentaire aussi peu fortifiant n'est guère favorable au développement de la vigueur du corpset de l'esprit. Près de la moitié des terres labourées sont affectées à la culture du maïs, plus du tiers à celle du froment, et plus d'un dixième à celle de l'orge. Le reste est semé ou planté en millet, seigle et avoine, haricots, pois et lentilles, pommes de terre, graines oléagineuses, tabac, chanvre et lin. Le colza est, comme on vient de le voir, une culture nouvelle. La récolte de cette graine, après avoir beaucoup fourni à l'exportation pour l'Angleterre en 1873, a manqué l'année suivante. La betterave est entièrement négligée.

La production moyenne d'un hectare serait, d'après M. Emm. Kretzulesco, pour le blé de 14 à 16 hectolitres, dans les meilleures années de 20 à 22, pour le maïs de 22 à 25 et même jusqu'à 30 hectolitres. C'est la culture des paysans qui, faute de soin, est la moins productive. Les blés durs sont les plus recherchés, comme les plus lourds et les plus farineux. L'orge est en partie employée dans les brasseries du pays ou exportée pour la préparation de malt, en partie aussi donnée comme fourrage avec le millet et l'avoine. Le seigle sert principalement à fabriquer de l'eau-de-vie.

Le tabac roumain ne le cède guère, pour la qualité, au tabac turc ordinaire. Il y avait dans les progrès de cette culture une ressource d'une importance croissante pour l'économie nationale, quand le gouvernement s'est déterminé en 1872, sur l'offre d'une somme annuelle de 8 millions de francs, à concéder le monopole des tabacs à une compagnie, ce qui a entraîné la mise en régie et un contrôle avec des restrictions gênantes pour la culture indigène. Le bon marché des cotonnades anglaises et suisses tend à restreindre également celle du chanvre et du lin, dont l'industrie domestique tisse et confectionne les vêtemens ordinaires des paysans, mais surtout leur habillement d'été, la blouse blanche et la ceinture.

La viticulture au contraire, qui s'étend déjà sur 100,000 hectares environ, et prospère le mieux sur les coteaux bordant les Carpathes, augmente d'année en année. La Roumanie produit surtout d'excellens vins blancs dans le genre du Graves, depuis peu toutefois aussi des vins rouges. Les principaux crus sont en Valachie le Dragaschan et en Moldavie le Kotnar, puis le Déalu-maré et l'Odobesti. Il y a aussi des muscats peu sucrés, mais d'un goût très agréable. La production annuelle est de 800,000 à 900,000 hectolitres: en 1862, année de grande abondance, la récolte s'était même élevée à près de 1,300,000 hectolitres; mais jusqu'à présent un

petit nombre de propriétaires seulement se sont appliqués à traiter ces vins comme il convient, et il ne s'en exporte qu'une très petite quantité. Cependant il n'y a pas à douter qu'avec de bonnes méthodes et du soin l'industrie vinicole ne puisse devenir pour la Roumanie, comme pour la Hongrie, un élément de richesse véritable.

Pour les céréales, l'inégalité des récoltes est bien plus sensible encore par suite de la sécheresse et des autres accidens physiques. Il faut y ajouter de fréquens incendies. Dans aucun pays, il n'y a de tels écarts entre les résultats des bonnes et des mauvaises années, ce qui rend l'agriculture en Roumanie plus aléatoire qu'ailleurs, et pourrait bien, avec l'incertitude que cette circonstance entretient dans les esprits, être aussi pour quelque chose dans certaines dispositions du caractère national, la passion des Roumains pour le jeu et l'aventure. Par une supputation très large, on a cru pouvoir cependant évaluer la production moyenne annuelle du pays en grains à environ 15 millions d'hectolitres pour le blé, 20 millions pour le maïs et 8 millions pour les orges.

La maraîcherie et l'horticulture n'ont encore qu'une très faible importance en Roumanie; autour de Bucharest même, il y a beaucoup de terrains marécageux entièrement négligés, dont le dessèchement devrait être ordonné dans l'intérêt de la salubrité publique, et qu'il serait facile de convertir en potagers. Cependant on rencontre, dans la région des collines, des plantations considérables d'arbres fruitiers, de pruniers surtout. C'est sans doute au manque des soins indispensables pour ces cultures, mais surtout d'une fumure et d'une préparation convenables du sol, qu'il faut attribuer la saveur médiocre des légumes et des fruits dans cette contrée. La rareté des jardins, l'absence d'arbres dans les champs et au bord des chemins, comptent pour beaucoup dans l'air de désolation des campagnes d'un pays où il n'y a d'ailleurs que des clôtures de clayonnage, où il n'y a ni bornage, ni cadastre.

En général, le pâturage, comme on l'a vu, l'emporte en Roumanie, pour l'espace, sur la culture des champs; mais il est resté dans un état encore plus barbare, car, si l'on excepte les prairies riveraines des cours d'eau et celles des ramifications les plus basses des montagnes, il ne comprend dans la plaine que des herbages secs promptement jaunis et ternis en été par le soleil et la poussière. Aussi les pâtres roumains conduisent-ils chaque année, du printemps à l'automne, de cette plaine, ainsi que de la Transylvanie, de nombreux troupeaux de bœufs et surtout de moutons dans les pâturages des montagnes, où il ne reste en hiver que les chèvres se nourrissant de bourgeons. Les étables sont presque inconnues dans le pays, et l'on n'enferme pas le bétail, même dans la saison rigoureuse.

La race des chevaux moldaves, célèbre autrefois et très recher-

chée pour les remontes de cavalerie, est en pleine décadence. Ses représentans véritables sont devenus presqu'un mythe, comme les chevaux andalous; on n'en trouve plus, en Moldavie même, que dans les haras de quelques grands propriétaires. Quant aux chevaux valaques, ils sont petits et d'apparence assez chétive, mais néanmoins robustes, très agiles, durs à la fatigue et très sûrs dans la montagne. Rien n'égale la vélocité des attelages valaques, dans lesquels, il est vrai, on met parfois jusqu'à huit et douze chevaux à une voiture sous la conduite de deux postillons ou *souroutchous* en costume bariolé. Rien de plus fantastique que ces équipages, emportés avec la rapidité du vent, et leurs guides, qui ne cessent de pousser des cris sauvages assez semblables à des vagissemens. Un cheval tombe-t-il dans ces courses effrénées, on le laisse étendu sur la route, où il devient bientôt la pâture des corbeaux et des oiseaux de proie.

Les bœufs sont d'une grande utilité non-seulement pour les travaux des champs, mais pour les transports; si on finit par les envoyer à l'abattoir pour la consommation, c'est sans se mettre en peine de les engraisser beaucoup. N'ayant d'ailleurs le plus souvent que des herbes sèches à manger, ils ne peuvent donner que de la mauvaise viande. Les vaches par la même raison ont peu de lait; le beurre du pays est détestable. On s'est donné plus de peine pour améliorer les fromageries. La femelle du buffle, trop coriace pour la boucherie, donne un lait beaucoup plus gras que celui de la vache, en quantité double. Quelque arriérée que soit encore l'élève du bétail en Roumanie, les produits de cette industrie forment l'objet d'un commerce considérable avec l'Autriche. Les plus importans troupeaux de moutons sont ceux des grands propriétaires de Moldavie. Les bêtes sont grandes, mais les toisons très grossières. On envoie chaque année une bonne partie de ces laines en Transylvanie et en Bukovine, d'où elles reviennent manufacturées, à l'état d'étoffes et de feutres; d'autres sortes sont exportées en suint ou lavées à destination de la France surtout. L'amélioration de la race ovine ne manquerait pas d'ajouter à l'importance de ce commerce. C'est en Valachie qu'à l'imitation des Serbes on s'est mis à élever le plus de porcs; la chair de ces animaux est la plus savoureuse du pays; seulement avec le climat elle n'est pas très hygiénique. Pour les basses-cours, l'abondance du maïs serait d'une immense ressource. Comme les mûriers ne manquent pas, la sériciculture peut retrouver des chances de succès. Elle a déjà été pratiquée avec profit, et s'est trouvée un moment très florissante, mais a de plus en plus baissé depuis par suite de la maladie des vers à soie.

On a vu combien la Roumanie est riche en forêts : elles y couvrent un sixième du territoire. Les plus belles sont situées dans les Carpathes, où l'on rencontre encore de véritables forêts vierges, et

dans le voisinage des montagnes. On y trouve d'excellens bois de construction, notamment du chêne et du sapin; mais le défaut de tout aménagement y a conduit à un déplorable gaspillage, et, comme la plupart sont, faute de chemins, difficilement accessibles, on n'a encore que très faiblement tiré parti des ressources qu'elles offrent. Peu de contrées possèdent des forêts de chênes aussi importantes. A côté de cette essence dominante, que l'on rencontre jusqu'à une hauteur de près de 1,100 mètres au-dessus du niveau de la Mer-Noire, les arbres principaux des Carpathes sont le hêtre, le sapin et le pin sauvage jusqu'à la limite extrême de 2,000 mètres, au-delà de laquelle on ne voit plus que des plantes alpines. Dans la plaine croissent surtout l'orme, le frêne et l'érable.

La difficulté d'accès des hautes forêts de montagne est la cause d'un renchérissement des bois qui a permis à la Bukovine d'en importer elle-même en Roumanie de plus en plus par les voies fluviales. En revanche, l'exportation des douves de chêne roumaines, que leur qualité supérieure fait distinguer, a pris un grand essor. Ajoutons que, les ménages ruraux se servant encore presque exclusivement de vases et d'ustensiles en bois, celui-ci trouve aussi un large emploi dans la boissellerie commune, dont s'occupent spécialement les tsiganes.

Les bords et les îles du Danube ne manquent pas non plus de bois. Le défaut d'arbres ne commence à frapper que dans les plaines de la Grande-Valachie. Là il y a des districts où l'on n'en découvre pas un à plusieurs kilomètres de distance. Tel est surtout le Baragan, qui s'étend à l'est de Bucharest jusqu'au Danube. L'aridité de cette steppe vient surtout du manque d'eau; on a pensé y remédier par des puits artésiens, qui ont toutefois jusqu'à présent peu réussi en Roumanie. D'innombrables troupeaux de moutons et de bœufs paissent durant tout l'été dans ces plaines immenses, où l'œil n'aperçoit de tous côtés que des herbes épaisses parcourues par des bandes de vautours, de grues, d'outardes, de cailles et d'autres oiseaux. Pendant l'hiver, on est menacé de grands dangers dans cette vaste solitude, la violence des vents y emportant parfois des troupeaux entiers pour les ensevelir sous les neiges, ou les jeter dans les lacs du canal de Bortcha, à l'est du Baragan.

En Roumanie comme partout, le revenu foncier varie naturellement d'année en année et suivant les localités; il augmente à mesure que l'on approche des ports et des grandes villes. En général il a une tendance constante à monter, et le fait est que la valeur foncière et locative des biens a depuis trente ans pour le moins décuplé dans cette contrée. Si la rente de la terre n'y ressort généralement pas à moins de 10 pour 100 du prix d'achat des domaines,

tandis qu'elle n'est pas de la moitié chez nous, cela s'explique par le taux encore plus élevé de l'intérêt des capitaux mobiliers en Roumanie et dans tout l'Orient, où, ne se débattant guère au-dessous de 12 pour 100, il monte parfois même aux chiffres les plus usuraires. C'est en général aussi par le manque de capitaux que l'on y est arrêté dans l'entreprise des grandes améliorations agricoles. Il en est ainsi pour l'aménagement des forêts et le reboisement, les endiguemens et les desséchemens dans certains districts, l'établissement de canaux d'irrigation et de rigoles, le forage de puits, dans d'autres. Or l'exécution de travaux pareils et la création de prairies artificielles sont des conditions sans lesquelles on entreprendrait vainement l'amélioration générale du bétail, même dans un pays aussi riche en pâturages naturels. Aussi le besoin d'un bon régime hypothécaire et de bonnes institutions de crédit agricole se fait-il vivement sentir. Il est vrai que depuis peu une société nationale de crédit foncier, organisée sur le modèle des établissemens de même nature qui fonctionnent depuis longtemps en Prusse, s'est formée et a commencé ses opérations avec succès. Seulement il est douteux qu'elle ait le pouvoir et les moyens d'attirer de l'étranger assez de capitaux pour se mettre complétement à la hauteur de son rôle.

Ce qui ne fait pas moins défaut que l'argent, c'est l'influence salutaire de l'exemple, la présence de colons plus instruits et plus avancés. A cet égard, les Roumains se méprennent sur leur intérêt véritable. L'aspect séduisant des villages encore aujourd'hui si florissans du voisinage de Kronstadt, en Transylvanie, qui peuvent soutenir la comparaison avec les plus beaux de l'Europe occidentale, ne les a pas tentés. Ils sont restés sous l'impression des vues étroites d'un esprit national trop exclusif qui proteste contre toute immigration de colons étrangers. L'article 3 de la constitution en vigueur dit formellement : « Le territoire de la Roumanie ne peut être colonisé par des populations de race étrangère. » Dans la pratique, il est vrai, l'établissement de coreligionnaires tels que les Bulgares et les Serbes dans les campagnes roumaines est moins entravé. L'application rigoureuse de la loi ne barre le chemin qu'aux colons de race et de religion différentes; mais cela équivaut à l'exclusion des émigrans qui pourraient se rendre le plus utiles à l'agriculture roumaine, des Allemands, des Suisses et des Italiens, le paysan français n'émigrant pas. Cette législation est précisément le contre-pied de celle à laquelle les États-Unis doivent leur merveilleuse prospérité et le rapide accroissement de leur puissance. On a peur en Roumanie d'être inondé et submergé, oubliant que le pays, avec l'extension et l'amélioration de ses cultures, nourrirait aisément le double et même le triple de la population actuelle. Cette crainte est chimérique. Le mouvement d'émi-

gration agricole du continent européen n'a, par le fait, que trop abandonné la direction de l'Orient depuis que l'Amérique et les pays d'outre-mer lui ont ouvert les bras; il faudrait, pour qu'il la reprît, des encouragemens très positifs. Une petite colonie souabe, qui s'était formée, antérieurement à l'interdiction, près de Giurgévo, et que la fabrication du beurre avait rendue assez prospère, fut amenée par les tracasseries des communes environnantes à passer dans la Dobroudja, sur le territoire ottoman, et depuis lors l'immigration de l'Occident en Roumanie a un caractère exclusivement industriel et marchand. Il faut le dire, rien ne menace plus de retarder les progrès de la véritable civilisation sur le Bas-Danube, en Hongrie comme dans les autres pays riverains, que les méfiances exagérées causées par la surexcitation de l'esprit national, qui tend à diviser de plus en plus des races différentes, il est vrai, mais qui vivent côte à côte sur le même sol depuis des siècles. On a donc eu parfaitement raison de dire que, si l'Autriche n'existait pas, il faudrait l'inventer, en la regardant comme le noyau pacifique d'une grande confédération de toutes les petites nationalités de l'Europe orientale.

L'industrie ne joue encore qu'un rôle secondaire dans l'économie nationale de la Roumanie, si l'on excepte l'exploitation des mines de sel gemme, monopole de l'état. Plus du quart des ouvriers qu'il y emploie sont des condamnés. Les travaux se poursuivent aujourd'hui méthodiquement. Le sel le plus blanc et le plus pur est celui de Slanik. On estimait dès avant 1868 à plus de 70,000 tonnes de 1,000 kilogrammes le total de la production annuelle. Une partie est consommée dans le pays, une autre exportée en Turquie et en Serbie. Il en passe aussi par contrebande en Transylvanie et en Bessarabie. On peut fonder en outre sur la richesse des mines qui le fournissent de belles espérances pour l'avenir, au point de vue de la création d'industries accessoires, telles que la fabrication de produits chimiques. Le plus grand obstacle à surmonter pour en tirer davantage, c'est la difficulté du transport sur des chars à bœuf, mode auquel on fera bien, si ce n'est déjà fait, de substituer, dans le fond pierreux des vallées, des convois roulant sur des rails en bois, ou en fer. L'exploitation des sources de pétrole est encore moins développée.

L'industrie manufacturière ne compte qu'un très petit nombre d'établissemens isolés. La petite industrie, comprenant les métiers des villes, est plus répandue et beaucoup plus importante en somme, mais dans les campagnes presque toute domestique. Le paysan construit lui-même sa maison et façonne la plupart des outils et des ustensiles dont il se sert, fabrique des tapis en poil de chèvre en hiver, et tresse des nattes en jonc ainsi que des paniers. Les femmes

filent et tissent, confectionnent les vêtemens pour l'usage de la famille et élèvent des vers à soie. Le seul artisan de profession dans les villages est le maréchal-ferrant. On fait aussi, dans beaucoup de cantons ruraux, de la poterie ordinaire et émaillée, dont les ornemens rappellent souvent les vases étrusques, dans quelques districts, des vases et des poêles de faïence ou de la verrerie commune.

Les moulins à farine, de même que les scieries et la tonnellerie, sont très primitifs; cependant il existe aussi quelques minoteries à vapeur, dont la principale est à Braïla. Dans le plat pays, ainsi que dans la Haute-Moldavie, on fait de l'eau-de-vie avec toutes les espèces de grains autres que le froment, même pour l'exportation; cependant l'eau-de-vie de prunes des montagnes est préférable. Les brasseries allemandes se sont multipliées dans les grandes villes, mais le paysan ne connaît pas encore la bière. La boulangerie et la boucherie laissent plus à désirer. Pour la parure et le luxe au contraire, dans toutes les branches de la confection proprement dite, la chapellerie, l'orfévrerie et la bijouterie, la confiserie, etc., Bucharest offre les mêmes ressources que les autres grandes villes de l'Europe; seulement le travail comme la marchandise s'y paie beaucoup plus cher.

Quant à la tentative d'introduire dans le pays la fabrication du sucre de betterave, pour laquelle il ne conviendrait pas moins que la Hongrie, quiconque n'apporte pas lui-même des capitaux suffisans y échouera toujours, car il est difficile d'en trouver pour des entreprises industrielles à créer dans un milieu où l'intérêt de l'argent est si élevé. Pour fonder en Roumanie de grands établissemens de ce genre, il faut avoir réuni d'avance tous les fonds et moyens d'organisation nécessaires. Cependant toutes les industries qui se rattachent à l'économie rurale ou au bâtiment auraient beaucoup de chance de prospérer dans ce pays, en même temps que, pour celui-ci, l'avantage d'aider à remplir les vides que de mauvaises années laissent parfois dans son commerce d'exportation. On n'oserait en dire autant de la grande industrie manufacturière proprement dite, dont le manque de combustible et de fer, ainsi que la nécessité de faire venir à grands frais de loin les appareils, les machines et même les ouvriers, rendrait la condition très mauvaise pour soutenir la concurrence du dehors. L'heure de ces entreprises ne paraît pas encore venue.

V. — LES CHEMINS DE FER.

De bonnes voies de communication vivifient un pays par le mouvement et l'échange; quand elles sont défectueuses, quelles que

soient d'ailleurs les ressources naturelles et les forces productives, il languit toujours plus ou moins, comme le corps arrêté dans sa croissance par la lenteur de la circulation. C'est ce qu'a longtemps éprouvé la Roumanie. La viabilité y était dans les plus tristes conditions. Avant l'union des principautés et le règne du prince Charles, sous lequel s'est développé le réseau de chemins de fer, il n'y avait guère, dans l'intérieur du pays, de routes commerciales, à l'exception de celles de Bucharest à Giurgévo au sud et à Kronstadt au nord, assez mal entretenues l'une et l'autre, en tout d'abord 700 kilomètres, puis, avec ce qu'y ajoutèrent quelques travaux, tout au plus 1,500 kilomètres de routes carrossables à la rigueur, presque généralement très mauvaises et en partie seulement reliées entre elles. Des milliers de chariots attelés de bœufs, de buffles ou de chevaux offraient, avec les radeaux du Séreth et les barques du Pruth, les seuls moyens de répandre dans la circulation à travers champs, et de diriger sur le Danube, par des chemins souvent impraticables, les produits des salines, des carrières, des forêts et de l'agriculture, moyens lents et dispendieux, qui dérobent aux travaux des champs une multitude d'hommes et d'animaux. On peut juger des anomalies résultant de la difficulté des transports par ce fait que l'on trouva plus économique et moins incommode, lors du pavage de Podo-Mogoschoï, la rue principale de Bucharest, de faire venir les pavés de la Haute-Écosse par mer que d'aller en prendre dans les carrières des Carpathes.

Tout le grand trafic était ainsi attiré vers le Danube. Ce fleuve, qui au sud décrit autour de la contrée un arc immense, est naturellement la plus large voie navigable, et partant la grande artère commerciale de tous les pays qu'il parcourt. Il était, avant les chemins de fer, la seule grande route offerte au commerce de la Roumanie. Cependant la difficulté des arrivages de terre limitait à un certain rayon la sphère de son trafic, et en hiver celui-ci souffre, par suite de l'invasion des brouillards et des frimas, une interruption naturelle. Le Danube n'en a pas moins attiré de tout temps sur ses bords la majeure partie du commerce extérieur des principautés, de même qu'il sert au trafic des ports roumains entre eux et avec la Bulgarie, notamment à l'envoi des céréales et autres produits du pays riverain à Ibraïla et à Galatz, les deux ports jusqu'où remontent les bâtimens de mer, et qui sont ainsi devenus les entrepôts maritimes du pays. Outre ces places, la Roumanie possède encore sur le Danube seize ports moindres, dont les principaux sont, en Valachie, Turnu-Sévérin et Giurgévo, celui de la capitale, et en Moldavie, au-dessous de Galatz, Réni et Ismaïl, ce dernier sur le bras de Kilia.

Il ne faut pas oublier que le Danube est en outre une des princi-

pales voies de transit de notre continent, et, pour les touristes, le plus court et le plus agréable des itinéraires entre l'Occident et l'Orient. Le transport des voyageurs et des marchandises y est opéré en majeure partie par une compagnie autrichienne de navigation à vapeur, qui a son siége à Vienne et ses principaux chantiers de construction au Vieux-Bude, près de Pesth. Cette compagnie a une très forte organisation, reposant sur des avantages naturels qui bravent toute concurrence. Aussi ses nombreux paquebots, pyroscaphes et remorqueurs, avec leurs chalands, desservent-ils, depuis quarante années déjà, le cours de ce fleuve et ses principaux affluens. Leurs voyages s'étendent de la capitale de l'Autriche, à travers la Hongrie, par les grandes stations roumaines intermédiaires de Turnu-Sévérin et de Giurgévo jusqu'à Galatz, et de Basiasch, dans le Banat, ils entretiennent des communications avec toute la Serbie.

Le gouvernement autrichien a depuis longtemps fait sauter les rochers qui formaient les écueils les plus dangereux du passage des Portes de Fer, que des bateaux à vapeur de petites dimensions franchissent aisément, même par les plus basses eaux; mais pour les gros bateaux à forte charge la difficulté subsiste toujours. Entraînant la nécessité de transbordemens, elle entrave surtout les transports des matières lourdes et encombrantes, telles que les houilles du Banat, encore tenues en échec par la concurrence anglaise. Cette difficulté ne pourra être levée qu'au moyen de travaux plus étendus qui exigeraient de grandes dépenses, devant lesquelles on a reculé jusqu'à présent. Il y aurait lieu de même en Roumanie de pourvoir à la construction de magasins d'entrepôt et à l'établissement de bons quais, tant à Galatz et à Braïla qu'à Giurgévo, où il ne serait pas moins urgent de rendre plus de profondeur au port, que le manque d'eau oblige de transférer en partie à Smourda, un peu au-dessous de la ville.

A l'intérieur, les travaux des routes ordinaires n'ont pas été négligés dans les derniers temps. Malgré la mollesse de beaucoup de terrains et la difficulté venant de ce que l'on n'a pas toujours sous la main les matériaux nécessaires pour les consolider, cette branche de la viabilité a presque triplé en étendue depuis 1861; la Roumanie compte aujourd'hui 4,266 kilomètres de chemins, dont 2,045 consistent en routes empierrées et macadamisées, qui joignent entre elles les villes principales et touchent aux points les plus importans de la frontière. Il y a en outre la perspective d'environ 5,000 kilomètres de chaussées et de chemins vicinaux en projet ou même déjà en construction. On ne connaissait que les ponts en bois, fréquemment emportés par la violence des eaux : en 1865, un emprunt de 23 millions, contracté par l'état, fut spécialement affecté à la construction de ponts en fer, dont vingt-quatre sont achevés main-

tenant; mais le progrès le plus important dans la viabilité du pays, dont il est destiné à changer la face, c'est l'établissement d'un réseau de chemins de fer, qui vient d'être achevé et s'étend sur toute la Roumanie.

La construction de ce réseau a été le plus grand souci du prince Charles, comme il est la plus belle création de son règne. L'exécution d'un réseau complet de chemins de fer reliant entre elles toutes les parties de la contrée ne devait pas rencontrer d'obstacles sérieux dans les plaines, tellement unies qu'elle s'y réduit souvent à la pose des rails, sans nécessité de remblais; elle n'exigeait de grands travaux d'art que dans les Carpathes. Malgré les facilités naturelles que procure l'abondance de la pierre et du bois, les chambres auraient voulu s'en tenir d'abord à deux lignes en construction, celle de Giurgévo à Bucharest, à laquelle on travaillait très mollement pour le compte de l'état, et celle d'Itzkani (près de Soutchava) à Roman, avec un embranchement de Pascani à Iassy, continuation du chemin de fer autrichien de Lemberg à Czernowitz, concédée aux entrepreneurs de ce dernier et n'intéressant qu'une moitié de la Moldavie. Toute la Valachie, de sa capitale au Banat d'une part et à Ibraïla de l'autre, ainsi qu'en Moldavie tout l'espace entre Galatz et Roman, offrait une immense lacune. Le docteur Strousberg offrit de la combler. Le prince eut beaucoup de peine à faire adopter une aussi vaste combinaison. La moitié du réseau, comprenant les grandes sections de Roman à Galatz et de Braïla à Bucharest, était à peu près terminée à la fin de 1870; mais alors de graves démêlés avec l'entrepreneur, peu scrupuleux à remplir ses engagemens, amenèrent une interruption des travaux, la résiliation du contrat primitif et de nouveaux arrangemens. La compagnie dite des chemins de fer roumains, reconstituée par actions, délégua toute l'exploitation, ainsi que l'achèvement de la ligne, à la compagnie de chemins de fer franco-autrichienne, qui termina la section de Bucharest à Pitesti vers la fin de 1872 et tout le réseau jusqu'au point extrême de Verciorova, sur la frontière du Banat, à la fin de 1874. Enfin la jonction avec la Russie, par un tronçon d'Iassy au Pruth vers la ligne de Kischenef-Odessa, s'est faite dans le cours de la même année, pour le compte de l'état comme la petite ligne de Bucharest à Giurgévo. La Roumanie possède ainsi dès à présent 1,235 kilomètres de chemins de fer en exploitation.

La jonction du réseau moldo-valaque avec l'Autriche par la Bukovine et la Galicie existant depuis 1871, on peut faire le trajet de Paris à Bucharest en quatre jours et de Vienne en deux jours et demi, quoique par un immense détour. Avec le réseau austro-hongrois, la jonction doit avoir lieu, aux termes d'une convention ratifiée de part et d'autre, pour la Transylvanie dans la direction de

Ploesti à Kronstadt, et pour le Banat dans celle de Verciorova à Témeswar, au moyen de chemins de fer à construire dans un délai de quatre ans.

Dans son vaste parcours, des confins de la Bukovine à ceux du Banat hongrois, la nouvelle artère roumaine forme une ligne brisée qui touche à trois extrémités du pays (1). Divers projets nouveaux s'y rattachent; cependant il manque encore, dans le système des communications établies et des voies concédées, l'élément très important d'une ligne carbonifère, celle du Banat hongrois n'étant pas encore terminée. Or il est un autre projet dont l'exécution comblerait largement cette lacune, réaliserait en outre une quatrième jonction avec le réseau austro-hongrois et rapprocherait de Vienne plus que les trois autres. Nous voulons parler d'un chemin de fer de montagne qui remonterait, dans la Petite-Valachie, le cours de la rivière de Jiul, de Filiasch et Tirgujiul au passage de Vulcain, où il atteindrait la frontière à l'ouest de l'Olt et de Hermannstadt. Là il trouverait à Petrocéni d'inépuisables mines de lignite, déjà largement exploitées, ainsi que le raccordement avec les chemins de fer du sud de la Transylvanie, tant pour se diriger sur Pesth, par la voie la plus courte, celle d'Arad, que pour revenir à Bucharest même par Kronstadt. La concurrence qui en résulterait, pour les charbons du Banat comme pour les houilles anglaises, ne pourrait être que très favorable aux intérêts du pays, au point de vue de l'exploitation des chemins de fer, du développement industriel et de la consommation domestique. Le trajet de la poste de Bucharest à Vienne pourrait sans doute en même temps être réduit à une trentaine d'heures. Seulement la nécessité de grands travaux d'art dans les Carpathes peut rendre la construction de la ligne proposée très dispendieuse.

Dès à présent, les facilités nouvelles procurées par l'extension des chemins de fer pour les voyages en Roumanie ont déterminé des changemens notables dans l'organisation des services et les itinéraires. Ainsi la compagnie autrichienne de navigation à vapeur, dont les paquebots faisaient autrefois le service de poste jusqu'à Galatz, où ils allaient prendre les voyageurs d'Odessa, en a maintenant

(1) Elle se dirige d'abord, du nord au sud, d'Itzkani à Roman, en projetant à l'est deux embranchemens de Vérceschti vers Botoschan et de Pascani vers Iassy et le Pruth, puis de Roman à Galatz par Bacao, Adjud et Técutch, d'où part un troisième embranchement de gauche sur Berlad, mais en laissant de côté à droite l'importante ville de Fokschan. Joignant ensuite Ibraïla, où elle passe en Valachie, elle se dirige vers l'ouest, par Bucéu et Ploesti, sur Bucharest, où elle communique avec la ligne de Giurgévo (72 kilomètres), enfin de la capitale, par Pitesti, Slatina, Craïova, Filiasch et Turnu-Sévérin, sur le point extrême, Verciorova. Un embranchement de Pórisch sur Tergovist est concédé, et la ligne à construire de Ploesti à Kronstadt promet un chemin de fer de montagne non moins pittoresque peut-être que celui du Soemmering.

limité les voyages accélérés à Roustchouk et à Giurgévo pour l'entretien de ses communications avec Constantinople et Bucharest. Avec l'ouverture des gares de Verciorova et de Turnu-Sévérin, il est probable même qu'elle ne conservera sur le parcours déjà réduit de son service de grande vitesse que les voyageurs de la ligne turque.

Si la jonction des chemins de fer roumains est assurée d'avance avec l'Autriche et la Russie, elle dépend encore, avec la Turquie, de l'établissement d'un pont fixe sur le Danube de Giurgévo à Roustchouk. La réalisation de ce projet, avec la construction du chemin de fer de Ploesti à Kronstadt, paraît de nature à devoir modifier aussi la marche du transit et en ramener une partie du Danube, qu'il suit encore de préférence, à la voie de terre, c'est-à-dire aux chemins de fer hongrois et roumains, ce qui serait très avantageux non-seulement pour la Valachie, mais pour la Transylvanie, qui verrait ainsi la fin de l'isolement commercial dans lequel elle a toujours vécu. Kronstadt et Bucharest se trouveront alors sur la voie la plus directe de l'occident et du centre de l'Europe à Constantinople, puisque de Roustchouk part, comme on sait, le chemin de fer construit par des Anglais qui conduit au port de Varna, sur la Mer-Noire, où les passagers des paquebots du Danube vont s'embarquer pour le Bosphore. Un chemin de fer de la capitale de l'empire ottoman à Andrinople et à Philippople existant déjà, ainsi qu'un embranchement de celui de Roustchouk-Varna sur Schoumla, il ne reste plus qu'à relier cette dernière ville à Andrinople à travers le Balkan, pour compléter la voie ferrée de Bucharest à Constantinople. Il est probable qu'il serait même assez facile d'établir sur le chemin de fer turc d'Andrinople, en suivant le cours de la Maritza, une bifurcation vers le golfe d'Enos, où se jette cette rivière, et dans ce cas s'ouvrirait même, pour les produits des fertiles plaines du Bas-Danube, la perspective d'un écoulement direct vers la Méditerranée, en avant de la Mer-Noire et même de tout le bassin des détroits, avec une économie considérable de temps et peut-être même de frais.

Il est maintenant facile avec les chemins de fer de visiter la capitale, les principales villes et même une grande partie des campagnes de la Roumanie. Le voyage d'Iassy à Bucharest n'est plus, comme il y a quatre ans encore, une odyssée pleine de tribulations et de fatigues; il se fait aussi facilement que celui de Paris à Lyon. La ville de Bucharest occupe, avec ses nombreux *mahalas* ou faubourgs, un très grand espace, beaucoup trop vaste même, qui fait le désespoir de son édilité. Vue de la gare du chemin de fer de Giurgévo, elle emprunte aux coupoles argentées de ses innombrables églises un aspect fort imposant, auquel ne répond que médiocrement l'intérieur. La ville européenne et marchande, formée

de la rue principale où se trouvent le palais du prince, le grand théâtre, et de quelques quartiers adjacens, en constitue la partie animée, constamment parcourue par une multitude de voitures et d'équipages, car le peuple presque seul y sort à pied. Le principal divertissement de chaque jour est le rendez-vous que tous ces équipages se donnent à la chaussée, la promenade principale, où le beau monde a l'habitude de faire *corso* comme en Italie. Toutefois la majeure partie de Bucharest n'est qu'un immense enchevêtrement de rues non encore pavées, remplies de chiens, très boueuses et très tortueuses. C'est, comme on l'a dit avec raison, la ville des contrastes. Cependant l'influence de la civilisation de l'Occident y acquiert un empire de jour en jour plus incontestable, tout en laissant subsister une foule de particularités frappantes et curieuses dans la physionomie semi-orientale de la ville. Le progrès se manifeste sous des formes diverses dans certaines habitudes, les constructions, les boutiques, les hôtelleries. Non-seulement le pavé fait des conquêtes et les rues principales se bordent de trottoirs, mais on a construit deux halles ou marchés couverts, planté un grand boulevard devant le bâtiment de l'université, et fait plusieurs *squares*. L'éclairage au gaz fonctionne depuis quelques années, des Anglais ont organisé un service intérieur de tramways, etc. Il y a en Roumanie une tendance très marquée à la centralisation dont la nouvelle capitale profite largement. Avec la politique, la banque et le mouvement financier s'y concentrent de plus en plus à côté de l'industrie et du commerce de luxe. C'est qu'en effet les grandes familles et les riches propriétaires de la Petite-Valachie et de la Moldavie même que Craïova et Iassy ne retiennent pas vont de préférence établir leurs quartiers d'hiver à Bucharest.

Iassy, sans être une aussi grande ville, a l'avantage d'une situation plus pittoresque. La déchéance de son rang de capitale depuis qu'il n'y a plus de gouvernement distinct en Moldavie lui a naturellement fait perdre de son importance, et le départ de beaucoup de familles s'y trahit par un certain délabrement, sans compter que le désastre du grand incendie de 1822 n'y a jamais été complétement réparé. Il y a lieu d'espérer cependant que sa position commerciale l'en dédommagera, et qu'étape nécessaire entre Odessa, la Bukovine et la Galicie, elle ne manquera pas d'en tirer parti avec l'achèvement de la ligne russe. Il est aussi question d'un projet de l'ingénieur anglais Hartley, de la commission danubienne, tendant à relier Iassy doublement à la Mer-Noire au moyen d'un chemin de fer parallèle au Pruth dont l'exécution est regardée comme très facile.

Galatz et Braïla sont essentiellement des places de commerce, ayant une population très mélangée, la première surtout, et le cachet des ports levantins. Les villes les plus importantes pour le

commerce intérieur, après les deux capitales, sont Craïova, Ploesti, et, pour le nord de la Moldavie, Botoschan. En outre il se tient plusieurs foires annuelles très considérables, comme en juillet celle de Foltitchéni, où l'on trafique aussi avec la Bukovine.

L'établissement des chemins de fer a été accompagné et même précédé en Roumanie d'autres améliorations. Ainsi l'état y a pris à sa charge et complétement réorganisé depuis 1869 le service des postes, dont la partie internationale était restée jusque-là commise aux soins de la poste autrichienne. Aux 220 bureaux actuellement existant de la poste roumaine sont venus se joindre 73 bureaux de dépêches avec 3,420 kilomètres de lignes télégraphiques, et la Roumanie, pour simplifier ses rapports avec l'Europe centrale et les rendre moins dispendieux, a également accédé à l'union postale et télégraphique austro-allemande. Les dépenses dépassant les recettes, le gouvernement, dans la création de ces deux branches, n'a pas reculé devant les sacrifices nécessaires. De 1870 à 1873, le nombre des lettres expédiées par ses bureaux s'est élevé progressivement de 1,840,000 à 3,030,000, celui des dépêches privées dans le service intérieur de moins de 350,000 à 525,000, dans le service international de 73,000 à 94,000, plus dans le transit à 15,000 environ. Il est assez remarquable qu'il s'expédie annuellement par tête en Roumanie onze fois moins de lettres, mais tout autant de dépêches télégraphiques qu'en France, c'est-à-dire 17 par 100 habitans. Il est vrai que la France est aujourd'hui inférieure, pour la circulation de ces dépêches et même pour celle des lettres, à la plupart des autres pays de l'Europe, ce qui devrait donner à réfléchir sur les effets de l'élévation des taxes.

Une réforme non moins importante pour le commerce est celle du système des monnaies, poids et mesures. Il ne circulait autrefois dans les deux principautés que des monnaies étrangères, autrichiennes, turques et russes, sujettes à des variations continuelles, à côté de la vieille piastre (d'environ 37 centimes), l'ancienne monnaie de compte du pays. Depuis 1868, le gouvernement a pris pour base de son système monétaire une nouvelle piastre de 100 *bani*, égale au franc, et fait frapper pour 25 millions de francs de monnaie divisionnaire au titre conventionnel de 865 millièmes. Les poids et mesures usités dans le pays depuis un temps immémorial vont aussi prochainement céder la place au système métrique, déjà adopté par le ministère des travaux publics.

VI. — LE COMMERCE ET LES FINANCES.

L'importance du mouvement commercial se règle naturellement sur le plus ou moins d'abondance des récoltes, qui sont très iné-

gales. Le commerce extérieur de la Roumanie ne saurait encore être qu'un échange de produits agricoles, de céréales principalement et de graines oléagineuses, auxquels vient s'ajouter le sel de l'état, contre des articles de manufacture de toute sorte et des denrées coloniales ou de luxe. Le transit n'est encore qu'à l'état naissant. Dans le cours de la période triennale 1870-1872, les exportations ont varié entre près de 159 et 172 millions 1/2 de francs, les importations entre 72 1/2 et 90. Les maxima appartiennent à l'année 1871. Nous ne répondrions pas cependant de la parfaite exactitude de ces chiffres, les déclarations de valeur pour la perception des droits étant le plus souvent trop basses. Il faut dire toutefois qu'en dehors de la douane les municipalités aussi frappent les marchandises dans les ports roumains de taxes dont le prélèvement a souvent donné lieu à des contestations avec les négocians et consulats étrangers.

Les principaux débouchés de la Roumanie à l'étranger sont, par ordre d'importance, la Turquie, l'Autriche, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, l'Italie et la Russie, les principaux pays importateurs l'Autriche d'abord, puis la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne, seulement ensuite la Turquie, la Russie, l'Italie, etc. En 1872, il est sorti de la bouche de Sulina environ 3,720,000 *quarters* de céréales, dont 1,003,300 en froment, 1,071,500 en maïs et 1,247,500 en orge, le reste en seigle, farine, etc. Le *quarter* répond à près de trois hectolitres, et la totalité de ces envois représentait une valeur de 125 à 135 millions de francs. De plus l'Autriche seule avait reçu la même année de la Roumanie pour une trentaine de millions de francs de grains. Les objets secondaires de l'exportation sont, après le colza, le sel, les laines, les bois et les douves, le tabac en feuilles, l'huile et l'eau-de-vie, le bétail, les porcs et les chevaux, les peaux brutes et tannées, le suif et la graisse, les soies de porc, la cire et le goudron, les conserves et viandes salées (pour l'Angleterre, la Turquie et la Hongrie), le pétrole (aussi pour la Turquie comme le sel), de la graine de ver à soie et de la soie grége.

Le commerce avec l'Autriche est le plus important. Il se fait en majeure partie par la frontière de terre ou par le Danube, comme aussi le trafic avec les provinces turques, et représentait dans l'ensemble en 1872 une valeur de 72 millions de francs, dans lesquels ses achats l'emportent de 5 millions 1/2 sur ses envois, ce qui peut faire juger du grand intérêt de l'Autriche à mettre et entretenir sur un bon pied, par des négociations directes, ses rapports d'échange avec l'état voisin. De la Turquie, à laquelle les ports roumains ont envoyé pour plus de 58 millions de francs de produits, ils n'en ont reçu que pour 5 millions. Les échanges avec la Grande-Bretagne d'une quarantaine, et avec la France d'une trentaine de millions, où la Roumanie figure également comme exportant plus

qu'elle n'importe, représentent surtout un commerce maritime, quoique de France il ne vienne par la voie de mer que des denrées coloniales et des vins. Or presque tous les articles manufacturés de l'Europe continentale importés en Roumanie empruntent le territoire austro-hongrois, les plus estimés, ceux de Paris et de Lyon, comme ceux de Vienne et de l'Allemagne. Pour Bucharest et la Valachie, on les remet à Vienne ou à Pesth aux bateaux de la compagnie danubienne, et en hiver aux chemins de fer hongrois qui les portent à Kronstadt, d'où on les réexpédie par le roulage jusqu'à Ploesti, où ils retrouvent le chemin de fer. Les colis qui ont Iassy et la Moldavie pour destination y arrivent en suivant les chemins de fer par Cracovie, Lemberg et Czernowitz. Malheureusement les frais de transport et la commission des intermédiaires y grèvent encore trop fortement les marchandises, ce qui rend la vie à l'européenne très dispendieuse en Roumanie. L'établissement des chemins de fer de Témeswar à Orsova et de Kronstadt à Ploesti ne manquera pas sans doute d'opérer un changement favorable dans ces conditions, et d'élargir ainsi que de faciliter dans le pays le débit des articles de France et d'Europe. Ce serait donc le moment de songer à établir en Roumanie des maisons de commission d'achat et de vente largement et solidement organisées pour l'exportation comme pour l'importation.

Voici pour le moment la participation des divers pays à l'approvisionnement de la Roumanie. La France y envoie la plus grande variété d'articles de luxe et de prix, l'Allemagne, la Suisse et l'Autriche, des lainages et des cotonnades, de la quincaillerie, de la bijouterie, de la parfumerie, des machines, des carrosses, des meubles, des tapis et d'autres articles de Vienne. Les Anglais y apportent surtout des lainages, des fers, de la houille, des denrées coloniales, les Hollandais du sucre et du poisson salé, les Grecs et autres Levantins les oranges, olives et fruits secs. L'importation des tabacs en cigares s'est élevée exceptionnellement en 1872, année de l'introduction du monopole de la régie, à 8 millions 1/2 de francs, en majeure partie de provenance turque. La Russie fournit des cuirs, du thé, des ouvrages en métaux. Si son commerce, dont les opérations consistent principalement en échanges avec les ports de la Bessarabie, est loin d'être aussi développé qu'on pourrait le croire, cela tient à la rigueur de son tarif et aussi à la grande similitude des produits de la Russie méridionale et de la Roumanie.

Le commerce de mer se partage presque tout entier entre Galatz en Moldavie, le port maritime par excellence, de tout temps favorisé par les arrivages du Séreth du côté de l'intérieur, ainsi que par la proximité de l'embouchure du Danube, et le port voisin d'Ibraïla en

Valachie. La somme totale des échanges du premier avec l'étranger, dans laquelle les importations prédominent aujourd'hui, s'est élevée de 27 millions 1/2 de francs en 1853, à 97 en 1871, puis est redescendue l'année suivante à 80 millions. Un accroissement très considérable aussi a été constaté dans le second, qui exporte toutefois beaucoup plus qu'il n'importe directement. Le mouvement de navigation le plus fort est celui d'Ibraïla, le trafic d'escale du fleuve y contribuant plus largement qu'à Galatz; cependant il s'est un peu réduit dans ces deux ports de 1872 à 1873, tandis qu'il va toujours en augmentant dans les échelles supérieures, notamment à Giurgévo et à Turnu-Sévérin, comme plus bas dans le port d'Ismaïl, malgré le désavantage naturel de la situation particulière de ce dernier. Le mouvement général de la navigation des ports roumains du Danube a présenté en 1873 un chiffre de près de 25,800 navires et 3,600,000 tonneaux, entrées et sorties réunies. Les pavillons qui dominent à la passe de Sulina, après celui de la Grande-Bretagne, qui opère à lui seul pour le moins les deux cinquièmes des transports maritimes, sont le grec, l'italien, l'autrichien et le turc. Il n'y vient que rarement des navires à voiles français, et parmi les bâtimens à vapeur autres que les paquebots faisant un service régulier, on n'en a compté la même année, à la sortie du Danube, que 42 appartenant à la France, pour 85 autrichiens et 300 anglais.

Les finances de la Roumanie ne redoutent pas l'examen. Avant l'union, la Valachie avait même dans les caisses publiques une réserve considérable, provenant d'un excédant de recettes, et la Moldavie n'était grevée que d'une dette insignifiante; mais en 1865, sous l'administration du prince Couza, moins économe que son prédécesseur Stirbey, un large déficit apparut, et l'année suivante le prince Charles, à son avénement, trouva le trésor vide. Il est vrai que ce vide s'expliquait en partie par la nécessité de pourvoir à des travaux publics qu'il n'était plus possible d'ajourner, et de faire face à d'autres besoins pressans, nécessité qui avait déjà mis le gouvernement sur la voie des emprunts; mais d'autre part l'état possède dans les immenses domaines qui sont devenus sa propriété un large fonds de garantie et une grande ressource, dont il ne s'agit que d'user habilement. Les ressorts de la fiscalité aussi, à l'égard de certains impôts du moins, sont encore en Roumanie moins tendus que dans la plupart des autres pays.

Dans le budget de 1874, le plus fort du nouvel état jusqu'à présent, la somme des recettes se trouve portée à 91 millions 1/2 de francs, et n'en présente pas moins un déficit de 5,708,000 francs. En comparant le budget de cette année avec celui de 1868, nous voyons que le produit des contributions directes s'est élevé de

17 millions de francs à 29, et celui des contributions indirectes de 15 à plus de 32. Le revenu des domaines a été porté de moins de 16 millions 1/2 à plus de 19; celui des chemins de fer, postes et télégraphes, dont l'exploitation rapporte en partie moins qu'elle ne coûte, est évalué à 3 millions 1/2 en bloc.

Les contributions directes sont, par ordre d'importance des produits, la contribution personnelle, l'impôt foncier, celui des ponts et chaussées, les patentes et les droits de mutation. L'exiguïté relative du produit de l'impôt foncier, qui ne figure même que pour 5,600,000 francs sur le budget de 1872, frappe comme une anomalie dans un pays où la terre constitue presque la seule richesse et où la grande propriété prédomine. Elle étonne même, si l'on tient compte de la difficulté d'arriver, en l'absence de tout cadastre, à une bonne assiette et une juste répartition de cet impôt, dont les cotes doivent nécessairement beaucoup varier, mais qu'il est fortement question d'élever graduellement, ce que l'on a déjà commencé à faire. Par impôt des ponts et chaussées, nous entendons la contribution en argent par laquelle les habitans des villes se libèrent de la part qui leur incombe dans les prestations pour la construction et l'entretien des routes, dont les paysans s'acquittent en général sur réquisition par des services en nature. Les contributions indirectes comprennent aujourd'hui les produits de la douane, des tabacs et du monopole du sel, des impôts sur les boissons et sur les transactions commerciales, des taxes et amendes judiciaires, des passeports, etc. L'impôt du timbre, décrété en 1872, et la mise en régie du tabac ont surtout contribué à l'élévation du produit total des impôts de cette catégorie.

Le besoin d'argent et les difficultés de l'administration des domaines ont déterminé le gouvernement à en mettre en vente, d'année en année, jusqu'à concurrence d'une valeur de 2 millions 1/2 de francs, et il paraît qu'actuellement il en offre même pour 10 millions. Cependant la possession et les revenus des nombreuses et vastes terres encore disponibles constituent une précieuse ressource et lui permettraient même d'influer directement et largement sur les progrès de l'agriculture en favorisant de grandes entreprises de colonisation, s'il n'avait pas les mains liées par le fameux article 3 de la constitution.

Plus de 7 millions 1/2 de francs, qui figurent sur l'état de 1874 à titre de recettes diverses ou extraordinaires et d'avances sur le produit de la vente de domaines, avec près de 17 millions de frais de perception et d'administration du ministère des finances à défalquer également, réduisent à 67 millions de francs le revenu net ordinaire de l'état roumain dans le dernier budget. Près de la moitié de

cette somme est absorbée par le service des intérêts courans et annuités du remboursement de la dette publique. Les dépenses courantes du ministère des travaux publics sont évaluées, pour le même exercice, à 5,100,000 fr., les dépenses extraordinaires à 1 million seulement. Nous avons déjà fait connaître la dotation des autres départemens. Le déficit de près de 6 millions prévu pour cette année porte, conjointement avec une somme de 17 millions en bons du trésor, bénéficiant d'un intérêt de 10 pour 100, qui circulaient au 1er juillet 1874, à environ 23 millions de francs la dette flottante, pour le règlement de laquelle la chambre vient d'autoriser l'émission d'une somme de 29 millions en nouveaux titres de rente. La dette consolidée antérieure comprend l'emprunt Stern et l'emprunt pour la construction de ponts en fer de 1864, celui de 1865 affecté à la construction du chemin de fer de Giurgévo, l'emprunt Oppenheim de 1866, l'émission d'obligations domaniales de 1871 et le petit emprunt fait en 1872 pour le chemin de fer de Iassy à Umghéni. Le premier et le troisième ont été contractés à 7, le deuxième à 9, les trois autres à 8 pour 100. Le capital dû pour les six emprunts réunis, de 159,273,000 francs (valeur nominale), se trouve réduit à moins de 130 millions par l'amortissement partiel. Toute la dette publique de l'état roumain, y compris la dette flottante, n'est ainsi que de 160 millions de francs au plus, à côté d'un gage de plus de 300 millions de francs en terres dans le présent, sans compter la propriété des chemins de fer, réversible à l'expiration des concessions. Dès 1891 toutefois, dernier terme fixé pour le retrait des obligations domaniales, toutes les dettes actuellement existantes seront complétement éteintes. Une grande partie des sommes empruntées à l'étranger ont d'ailleurs été, comme on vient de le voir, dès l'origine spécialement affectées à certains travaux publics. L'emprunt des obligations domaniales au contraire, émises jusqu'à concurrence d'une valeur nominale de 78 millions de francs, et ainsi nommées parce qu'elles sont formellement hypothéquées sur les domaines de l'état, a été entièrement couvert dans le pays même en 1871 et principalement employé à consolider, par un échange de titres, une dette flottante alors très considérable.

Il ne faut pas confondre avec ces obligations d'autres plus anciennes, les obligations rurales, portant un intérêt de 10 pour 100, créées en 1865 pour une somme de 106,300,000 vieilles piastres, afin d'indemniser les propriétaires des lots de terre qu'ils durent céder aux paysans à cette époque. Le règlement, le service des intérêts et le remboursement de cette dette, qui ne grève en rien le budget, le paiement des annuités incombant aux paysans débiteurs, sont confiés à une commission spéciale, indépendante du ministre

des finances. Les tirages annuels l'ont réduite à un solde de 23 millions 1/2 de francs, et elle s'éteindra complétement aussi en 1880.

Cette situation financière, avec un gouvernement stable et ménager des deniers publics, n'a rien d'inquiétant. L'ordre et l'économie peuvent même la rendre excellente. Aussi le pays s'est-il rassuré. Les obligations rurales par exemple, qui en 1865, sous la pression de l'atmosphère orageuse du temps, ne pouvaient s'escompter qu'avec une perte de 50 pour 100, sont aujourd'hui au-dessus du pair, et les obligations domaniales, émises au cours d'environ 75, ont également dépassé le pair en 1874, bien que cette valeur, constituant avec la précédente toute la dette intérieure, ne rapporte plus effectivement ainsi que 8 pour 100. L'émission du nouvel emprunt se fera à 5 pour 100. Jamais en Roumanie le cours de la rente n'a été plus élevé, et il pourra s'élever encore, si l'on prend pour règle la stricte observance de tous les engagemens contractés et pour maxime de ne recourir à de nouveaux emprunts que pour l'exécution de travaux d'utilité publique indispensables ou véritablement productifs.

L'avenir de la Roumanie est surtout dans ces progrès moraux et matériels auxquels il faut tendre, et que l'on arrive à réaliser par une application calme, réfléchie et soutenue. C'est en persistant dans cette voie qu'elle s'assurera le mieux l'appui et les sympathies que lui promet tout raffermissement de la solidarité des intérêts européens. Que son gouvernement termine donc ce qui reste à faire pour couronner l'œuvre des entreprises fécondes dont l'ère a commencé pour le pays avec l'avénement du prince Charles; mais aussi qu'il ne se laisse pas détourner de la poursuite des améliorations non moins désirables dans l'instruction publique, dans la législation, l'administration intérieure et l'organisation judiciaire. Dans l'ordre matériel, de bonnes voies de communication et de transport, un système de canalisation et d'irrigation bien entendu, un régime plus favorable à la colonisation, plus d'aisance et de besoins avec plus d'instruction et de lumières dans la masse du peuple, des établissemens de crédit assez largement pourvus de capitaux pour donner un puissant appui à l'agriculture, à l'élevage du bétail et à l'industrie, voilà ce qui suffirait à ce pays, richement doté par la nature, pour devenir un des plus florissans de l'Europe.

CH. VOGEL.

LA

DERNIÈRE RÉVOLUTION

DE BUENOS-AYRES

Il y a quelques mois, la nouvelle inattendue d'une révolution à Buenos-Ayres s'étendant à toutes les provinces de la république argentine produisait une vive impression sur les esprits les plus habitués aux convulsions politiques dont les rives de la Plata sont si souvent le théâtre. Elle était grave par le nom retentissant de l'homme qui en avait assumé la responsabilité, elle a pris une importance plus grande encore par la rapidité avec laquelle, contre toutes les traditions de ces républiques, elle se terminait. En deux mois en effet, cette révolution qui soulevait l'immense république tout entière, qui mettait en péril le commerce de ces pays et troublait la bourse de Londres, était réduite et désarmée, et cessait de mériter le nom de révolution pour rester ce qu'elle était, une insurrection de mécontens et d'ambitieux inhabiles aux coups d'état. Ces deux mois de guerre civile, les faits qui les ont précédés, la manière dont l'insurrection a été réduite, marquent dans l'histoire de la république argentine, et l'on peut dire même dans celle des républiques hispano-américaines en général, une date mémorable. Ils semblent démontrer que le temps est passé où les révolutions et les guerres civiles américaines s'enchevêtraient sans logique apparente, où une insurrection succédait à une autre, où un groupe de quelques hommes imposait par la force sa volonté jusqu'à ce qu'un autre se présentât pour le même objet.

Macaulay a écrit avec raison qu'une révolution de huit jours dans Londres produirait une commotion dont les effets se ressentiraient pendant un demi-siècle jusque dans les pays les plus reculés. Ce qui était vrai alors pour la ville de Londres l'est aujourd'hui dans

une proportion moindre de tout pays, si petit et si perdu qu'il soit dans un coin du globe. Ses mouvemens politiques, la fièvre qui l'agite, les secousses auxquelles il est sujet, réagissent sur les relations commerciales comme ceux des grandes puissances qui mènent le monde. Au surplus, on ne saurait nier l'intérêt qui s'impose lorsque par dix années de prospérité et de paix intérieure, à peine troublées par une guerre plutôt profitable que nuisible au développement progressif, un pays a pu, comme c'est le cas de la république argentine, attirer à lui un flot considérable d'immigration, entreprendre des travaux publics de tout genre, contracter des emprunts à l'étranger, créer ou appeler à lui des capitaux qui lui ont permis de prendre sa place dans le mouvement économique et financier du siècle. A ces différens points de vue, l'insurrection qui avait éclaté à Buenos-Ayres après une année de luttes électorales mérite toute l'attention non-seulement de ceux dont les intérêts ont été gravement mis en péril, mais de tous ceux qui ont à cœur d'étudier sur le vif le fonctionnement d'institutions et l'application de principes de liberté dans une société nouvelle, sans tradition, sans liens dans le passé, presque sans antécédens historiques. L'intérêt augmente, si l'on remarque que cette insurrection était dirigée par le général don Bartolomé Mitre, à qui appartient la gloire d'avoir, il y a douze ans, constitué l'union républicaine après les luttes qui divisèrent la confédération argentine au sortir des vingt années de despotisme féodal de Juan Manuel Rosas. Un trait caractéristique se trouve encore dans ce fait, que le parti révolutionnaire, par une étrange anomalie, n'était composé que de conservateurs, de propriétaires, de financiers, et réunissait dans son sein la plupart des noms les plus considérables et certainement les deux tiers des capitaux et des fortunes territoriales de la Plata.

Nous voudrions résumer la raison politique de ce soulèvement, dans lequel nous verrions volontiers sinon la dernière des convulsions politiques de la république argentine, du moins l'heureux présage d'une longue période de paix et la fin des révolutions qui ont fait aux républiques sud-américaines une réputation de turbulence, excusable quand il s'agissait de fonder et de constituer subitement la liberté sur les débris des lois espagnoles, mais injustifiable lorsqu'il n'y a plus en jeu que des questions d'ambition personnelle ou d'influence politique.

I.

La république argentine, dont la capitale de fait est Buenos-Ayres, se compose de quatorze provinces inégalement prospères, inéga-

lement peuplées; elle est gouvernée par un président assisté de ses ministres, dépositaire du pouvoir exécutif. Le pouvoir législatif y est exercé par une chambre et un sénat, élus par les quatorze provinces et se réunissant à Buenos-Ayres. En dehors de ces pouvoirs nationaux, chaque province élit un gouverneur, une chambre des députés et un sénat, chacune a son budget particulier et même sa constitution, qui, sans s'éloigner beaucoup de la constitution nationale, peut cependant en différer sur certains points. Le jeu politique de ces institutions est très compliqué. Le remplacement annuel et par tiers des députés et des sénateurs aux assemblées de chaque province et de la nation, l'élection de quatorze gouverneurs tous les trois ans et d'un président tous les six ans mettent en éveil des compétitions nombreuses, soulèvent des jalousies de partis, agitent le pays autour de personnalités souvent mal définies, et font de la politique une préoccupation de tous les instans qui distrait les citoyens de leurs affaires privées, et fait ajourner les progrès industriels et les grands travaux publics.

De toutes ces élections, la plus grave en conséquences est l'élection présidentielle, dont les autres ne sont du reste politiquement que la préparation; mais c'est aussi la plus périlleuse en raison de la complication étrange de ses rouages, qui, amenant pendant une année à chaque trimestre une phase nouvelle, constitue pour le travail, pour la production, une année gaspillée, pour le commerce une année d'inquiétudes journalières, arrête l'essor des capitaux, le mouvement des affaires, et occasionne forcément une crise périodique au sein même de la prospérité.

On aurait pu croire que ces complications inextricables de formes seraient sans danger sérieux, étant donné l'état actuel de la république argentine. Ici, plus que partout ailleurs peut-être, il est possible de dire que la liberté est fondée; pas de désidératum politique qui ne trouve satisfaction dans la nouvelle constitution provinciale de Buenos-Ayres et dans la constitution nationale. Les principes pour lesquels en Europe nous avons combattu pendant des siècles ont été inscrits sans discussion dans ces constitutions, tombées des cieux au milieu d'un peuple assez heureux pour pouvoir tout fonder sur une terre vierge sans être encombré des ruines du passé. Malheureusement, si les questions de principes ne divisent plus personne, l'esprit de réforme, resté sans emploi, a fait place à l'esprit d'ambition. Dans cette société profondément démocratique et aussi profondément républicaine, où l'homme se forme à sa guise, s'instruit comme il peut, n'existe que par son travail personnel, ne compte que sur ses propres ressources, tous par un sentiment d'égalité dangereuse ont une égale ambition, et tous la

même aspiration à dominer et à occuper les postes publics. Chez un peuple où la vie serait remplie par de graves préoccupations, des travaux absorbans, une industrie active et développée, ces défauts de caractère seraient loin d'avoir les mêmes inconvéniens; mais ici la vie est calme et indolente, pour les nationaux surtout. La seule industrie est pour eux l'industrie pastorale; aucune ne laisse l'esprit plus libre, aucune n'exige moins d'effort matériel, aucune ne laisse plus de temps à la rêverie et aux discussions inutiles. Joignez à cela que ces modernes Athéniens ne sont entraînés vers aucune préoccupation d'art, de science, ni même de littérature; il ne leur reste qu'un refuge, la politique. La complication des rouages constitutionnels semble donc imaginée à souhait pour créer une diversion à la monotonie de la vie patriarcale de ce peuple pasteur, et l'on comprend alors aisément pourquoi il a fallu un demi-siècle de luttes et de guerres civiles pour que la république arrivât à élire pour la première fois régulièrement un président. C'est en 1812 que fut proclamée l'indépendance et que fut chassé le vice-roi, ce n'est qu'en 1862 que le général Mitre fut proclamé président de la république par toutes les provinces, réunies pour la première fois dans un sentiment de solidarité.

Le 12 octobre 1868, le président Domingo F. Sarmiento prenait possession à son tour du pouvoir, qui lui était transmis pacifiquement par le général Mitre. La constitution était dès lors consolidée, et le pays, entrant dans une ère nouvelle, recueillait le fruit de ces années de sagesse et de travail, et attirait déjà l'attention des capitaux européens. A vrai dire, après les six années de la présidence du général Mitre et les cinq premières années de celle de M. Sarmiento, on pouvait difficilement décider laquelle de ces deux périodes serait plus profitable à la prospérité et à la grandeur de la république argentine.

Le chemin parcouru depuis la chute de Rosas était considérable. Depuis la fin des guerres où le général Urquiza, luttant pour remplacer Rosas, qu'il avait vaincu, contre le général Mitre, qui représentait l'union de la confédération et la liberté, depuis le jour de l'élévation régulière de Mitre au poste de président de la république, le pays avait toujours marché sans secousse dans une voie de progrès commercial, industriel, financier et même politique. Le développement de l'industrie pastorale, le haut prix de ses produits sur les marchés d'Europe, avaient créé une source de richesse presque incalculable. La guerre du Paraguay, entreprise de concert avec le Brésil, fort critiquable dans son principe, produisait du moins ce résultat important de renverser le dernier tyran féodal des républiques de la Plata, le général Lopez, et faisait du général Mitre

le vrai représentant de la liberté militante en même temps qu'elle amenait à Buenos-Ayres, devenu l'entrepôt de l'armée du Brésil, tout l'or de ce riche empire, constituant ainsi dans cette ville et dans toute la province les premiers élémens d'une prospérité commerciale dont l'essor ne devait pas se ralentir pendant de longues années. Le général Mitre avait donc pu descendre du pouvoir entouré du prestige qui accompagne nécessairement le fondateur des libertés et de la richesse publiques. Son successeur, le docteur Domingo F. Sarmiento, homme d'un âge mûr et d'une longue expérience politique qu'il avait puisée loin de son pays, avait passé les six années de la présidence du général Mitre à Washington, où il représentait la république argentine. Il fut élu pendant son absence, preuve certaine de la pacification des esprits et de l'anéantissement des partis. Le président Sarmiento ne s'embarqua à New-York pour revenir à Buenos-Ayres que lorsque son élection fut devenue un fait accompli. La guerre du Paraguay était considérée comme terminée; il pouvait donc, en prenant possession du pouvoir, songer à faire jouir le pays de tous les bienfaits de la paix, à créer des écoles, des bibliothèques, enrichir les colléges nationaux, entraîner vigoureusement les capitaux dans les fondations agricoles et les entreprises financières ou industrielles, et, le jour où les revenus de l'état le permettraient, subventionner largement les compagnies prêtes à créer des chemins de fer, des télégraphes ou des lignes de bateaux à vapeur.

Le résultat de son activité pacifique ne s'est point fait attendre. Il y a six ans, l'étranger qui arrivait à Buenos-Ayres y ressentait cette impression, qu'il entrait dans un pays pauvre : les élémens de la richesse existaient cependant, mais à l'état latent. La campagne, vaste et fertile, était à peine peuplée, les troupeaux immenses étaient pour ainsi dire sans valeur, les bêtes à cornes valaient 20 francs, les moutons 2 ou 3 francs. La terre n'était pas recherchée, et restait à l'état de mainmorte, partagée entre quelques familles qui la possédaient depuis des siècles. Ces familles ellesmêmes, pour la plupart, vivaient sans aucune notion du bien-être dans l'apathie et l'oisiveté, sans le désir ni même l'idée du luxe, et partant sans le goût du travail, se nourrissant presque exclusivement de viande, sans pain. C'étaient là de médiocres bases pour la vie de progrès à laquelle l'étranger aspirait et dont il allait réaliser le rêve en se multipliant sur cette terre, prête à le recevoir et à l'enrichir. Les six années de la présidence de M. Sarmiento ont vu se produire ce mouvement d'invasion de l'étranger, venant en foule, avec ses capitaux et son activité, réveiller de leur torpeur les héritiers trop sobres et trop peu ambitieux des Indiens et des Espagnols. La

population indigène était assez peu nombreuse pour que quelques milliers d'étrangers constituassent déjà un élément important; aujourd'hui c'est par mille ou deux mille chaque semaine que se comptent les immigrans qui débarquent à Buenos-Ayres. Il est facile dès lors de comprendre quel changement doit apporter dans l'évolution politique de la république argentine cet élément nouveau, encore mal connu, sans homogénéité, réduit à un rôle passif, vrai maître des marchés financiers et commerciaux et sans influence sur la politique. L'occasion ne s'était pas encore présentée avant cette révolution de voir cette masse considérable d'intérêts et d'individualités à la merci d'un orage politique. Tous les esprits étant exclusivement préoccupés des affaires pendant les cinq premières années de la dernière présidence, la politique paraissait être devenue une préoccupation secondaire. A peine un soulèvement de partisans à la suite de l'assassinat du général Urquiza avait-il troublé une province; le progrès général n'en avait pas été atteint.

L'immigration s'était élevée pendant les six premiers mois de 1874 à 35,000 personnes, pour la plupart Italiens et Français. Le pays pour la première fois avait exporté des céréales, les revenus de la douane s'étaient élevés, de 12 millions de piastres en 1868, à 20 millions en 1873. L'importation était de 250 millions par an, l'exportation l'égalait presque. L'instruction s'était développée dans les mêmes proportions : il y avait 20 écoles en 1868, et 1,117 en 1873. Une seule bibliothèque existait en 1852 et 140 en 1873. Des fils télégraphiques unissaient toutes les provinces entre elles et la république avec l'Europe; le nombre des vapeurs réguliers d'outre-mer s'était élevé de 2 à 20 par mois, la consommation du papier d'imprimerie de 12,000 à 200,000 rames, et le nombre des machines en mouvement de 5,500 à 70,000. Ce sont là des résultats qui tiennent du prodige, et l'on pouvait supposer qu'après avoir créé une pareille richesse, avoir préparé le pays par l'école à tous les progrès, on eût détruit tous les germes de discordes, intéressé la population entière à la paix, d'où dépendait la consolidation de cette richesse acquise.

Au milieu de cette prospérité générale, qui semblait bien assise, puisqu'elle avait pour base la plus-value de la terre et l'augmentation rapide de ses produits, la création d'un matériel important, premier pas dans une voie de progrès industriel, où pouvait-on trouver les causes d'une révolution? Y avait-il en jeu des questions de principes qui pussent diviser les esprits, ou s'était-il produit des faits de nature à mettre en péril l'avenir de la liberté? Deux événemens venaient au contraire de donner la preuve récente de l'union la plus parfaite. La république argentine avait consacré ces

dix dernières années à l'établissement de ses diverses constitutions politiques et au travail important de la refonte de ses lois : elle s'était donné un code civil. Au sein de la paix et de la concorde, un homme avait suffi pour mener à bien cette œuvre colossale, le savant juriste Dalmacio Velez-Sarsfield. Seul, il avait résolu les questions d'état civil, de mariage, de succession, de propriété, prenant dans les lois de tous les peuples ce qui lui semblait applicable à la société sud-américaine; aidé surtout de notre législation et de notre jurisprudence française, il avait fait une œuvre d'ensemble, complète et minutieuse, commençant, terminant ce travail, le proposant à l'approbation des pouvoirs législatif et exécutif sans qu'un incident se soit soulevé, sans qu'il ait semblé à personne qu'il pût y avoir là matière à discussion. — Heureux ces peuples neufs et libres puisant à pleines mains dans les trésors de l'industrie universelle, puisant de même dans les lois et les constitutions du vieux monde, et du sang d'autrui se faisant un tempérament puissant! Notre code civil, grande œuvre, fille d'une révolution, sortie de ruines sanglantes, expression dernière de la vitalité des philosophes de la fin du dernier siècle, a non-seulement créé nos mœurs et notre société, il engendre chaque jour des sociétés nouvelles. Le peuple argentin, aussi bien que le Chili, le Pérou et le Brésil, a pris notre code et notre jurisprudence comme base de sa nouvelle législation; mais, pas plus ici que dans ces autres pays, la refonte des lois, qui chez nous a été l'œuvre d'une révolution, ne pouvait en susciter une.

La rédaction et la promulgation de la constitution nationale et de la constitution plus récente encore de la province de Buenos-Ayres se firent ainsi au milieu de la concorde la plus parfaite. Aussi voyait-on approcher sans appréhension grave l'heure de la période préparatoire de l'élection présidentielle. Les étrangers surtout, dont les intérêts sont si étroitement liés à la tranquillité publique, étaient convaincus qu'il n'y avait pas autre chose à prévoir qu'une lutte électorale un peu plus vive peut-être que les précédentes, mais non pas plus dangereuse. Trois candidats entraient alors en ligne. Le seul célèbre et connu de tous, le seul dont le nom ait eu en Europe quelque retentissement, était le général Mitre. L'irritation causée depuis un an à la Plata par les menaces de guerre avec le Brésil faisaient du général Mitre l'homme des circonstances. Si la guerre devenait inévitable, il était plus que tout autre désigné pour prendre le pays sous la sauvegarde de son épée, et l'on savait que tous les généraux de la république accepteraient sans répugnance de combattre sous ses ordres; si elle pouvait être évitée, qui mieux que lui était en mesure de vider les difficultés diplomatiques soulevées

par le Brésil à propos du Paraguay, vaincu en commun? En dehors de son mérite reconnu de diplomate, il pouvait se prévaloir de l'amitié des personnages politiques du Brésil, du souvenir d'une guerre faite sous son commandement, enfin de ses relations personnelles avec l'empereur dom Pedro II.

Le docteur don Adolfo Alsina, fils de l'ex-gouverneur de la province de Buenos-Ayres, lui-même ancien gouverneur de cette province et vice-président sortant de la république, administrateur énergique, mais non encore mis hors de pair comme homme politique dans ces postes secondaires, avait surtout de l'importance en ce qu'il représentait, à proprement parler, le parti des audacieux : prêt à s'emparer du pouvoir et à le garder, entouré d'inconnus avides d'ambition ou de nécessiteux avides d'emplois. Ce parti nouveau n'était pas sympathique aux étrangers; sa vraie tendance est de s'opposer à leur envahissement. Inconnu aux provinces, Alsina leur était naturellement suspect, étant fils de Buenos-Ayres; ici seulement il était connu et pouvait compter sur un certain nombre de partisans, mais surtout sur les voix que pourrait lui conquérir son audace.

Candidat d'une politique moins nettement accentuée, le docteur Nicolas Avellaneda voyait sa candidature silencieusement appuyée à Buenos-Ayres par quelques amis. C'était un provincial, un *arribeño* (1). Né à Tucuman, avocat brillant, homme d'une grande valeur, jeune, entrant en ligne peut-être avant son heure pour ce poste élevé, connu des lettrés, il était presque ignoré de la masse des électeurs de Buenos-Ayres, bien qu'il y eût été ministre à vingt-trois ans et publiciste remarqué à dix-neuf. Son nom avait beaucoup plus de signification dans les provinces, et si à Buenos-Ayres on pouvait aisément compter ses discrets partisans, dont le nombre n'atteignait pas une douzaine, il était l'homme désigné des provinces, l'arme de ceux qui n'ont pas encore accepté la suprématie de Buenos-Ayres; à ce titre il devait triompher, si toutes les raisons qui militaient en faveur du général Mitre s'effaçaient devant la vieille jalousie des *arribeños*.

Dès les premiers jours de la lutte électorale, il fut facile de prévoir que ce candidat tiendrait en échec le général Mitre, fût-il seul, mais qu'en tout cas son triomphe était assuré, étant donnée la division des voix de Buenos-Ayres entre le général Mitre et le docteur Alsina. La lutte fut ardente; cependant au milieu de ces ardeurs mêmes la personnalité de M. Avellaneda sembla disparaître, comme s'il se fût désintéressé d'un combat qui ne pouvait que tourner à son

(1) Nom donné aux habitans des provinces : gens d'en haut (*arriba*).

profit. Les coups de fusil qui interrompirent à plusieurs reprises le vote, les registres supprimés ou faussés, faisaient présager depuis plusieurs mois une issue violente. Les manœuvres dont chaque parti accusait son adversaire et que chacun du reste pratiquait, les menaces qu'ils échangeaient, tenaient le commerce en suspens, interrompaient le travail, arrachaient déjà les gens suspects à leurs retraites pour les jeter sur les routes et même dans les rues de Buenos-Ayres. Le gouvernement du président Sarmiento, qui eût dû rester neutre, était manifestement dévoué au parti du docteur Alsina; malgré tout, ses partisans n'arrivèrent qu'à un résultat qui assurait la défaite du parti mitriste sans établir leur victoire.

Le seul dont le nom sortait de l'urne sans s'y être compromis était don Nicolas Avellaneda; il fut donc proclamé successeur du docteur Sarmiento au fauteuil présidentiel. Cependant M. Avellaneda, après avoir triomphé de ses deux adversaires à tous les degrés et pour ainsi dire sans avoir lutté, ne devait pas se trouver le 12 octobre seul président, et c'est là la cause qui veut être expliquée de la révolution qu'il a eu à combattre.

La lutte électorale était terminée, les électeurs qui allaient proclamer le président étaient nommés, la majorité incontestable appartenait à M. Avellaneda. Le parti du général Mitre, quoique irrité, était prêt à accepter sans murmure la présidence de cet adversaire loyal, et celui-ci le savait : il n'ignorait pas non plus que le parti mitriste était composé de conservateurs, sortes de *tories* républicains, prêts pour la lutte électorale, mais disposés à éviter par tous les moyens une guerre civile, silencieux même devant l'hostilité implacable du parti alsiniste, la partialité des autorités et la complicité des pouvoirs constitués dans le dépouillement du vote. Il savait aussi que le parti alsiniste, n'étant pas composé des mêmes hommes, n'accepterait pas une défaite sans compensations; il crut sage et politique d'aller au-devant du danger, et d'offrir ces compensations à ce parti vaincu avant qu'il ne les exigeât les armes à la main. Peut-être, au moment où il abdiqua ainsi la moitié de l'autorité qui allait lui être conférée, M. Avellaneda se souvenait-il de la mort tragique de son père, dont la tête, fixée au bout d'une lance, fut promenée dans Tucuman par les *mazhorqueros* du dictateur Rosas.

C'était agir dans l'intérêt de la paix publique, mais ces espérances furent déçues. Le parti alsiniste en effet, ayant la volonté de mener sous le nom du futur président le pays au gré de sa politique, livra à M. Avellaneda quelques voix inutiles dont il n'avait que faire, et s'empara sans plus tarder de tous les emplois, de tous les commandemens, puisa dans le trésor les fonds nécessaires à payer les frais de la lutte électorale, et enfin mit le comble à l'irri-

tation des mitristes en excluant des chambres provinciales leurs députés nouvellement élus, et substituant les noms de ses partisans à ceux que le peuple de Buenos-Ayres avait désignés.

Avant ces événemens, malgré leurs paroles de menaces, les mitristes n'avaient certes pas résolu de s'opposer par les armes à la prise de possession de la présidence au 12 octobre; mais, disposés jusque-là à s'enfermer dans les limites d'une opposition parlementaire, ils ne voulurent pas accepter l'exclusion de leurs députés, la falsification des urnes consacrée par les pouvoirs publics. La révolution fut donc préparée de longue main et au grand jour, et, pour avoir éclaté le 24 septembre, elle n'en était pas moins prête depuis plusieurs mois. Le parti révolutionnaire comptait en grand nombre dans ses rangs, en même temps que des généraux, des légistes et des hommes d'état; ils avaient délibéré et décidé que la constitution autorisait à repousser par les armes tout gouvernement de fait, et le gouvernement nouveau se donnait lui-même ce titre inconstitutionnel; il fut donc résolu que le président Sarmiento ne serait pas attaqué, qu'il déposerait le pouvoir en paix, mais que l'on s'opposerait par la force à ce que le pouvoir et le titre de président fussent transmis à son successeur désigné.

Dès lors il s'agissait pour les partisans du général Mitre de coordonner les élémens de la révolution et de montrer quelle était leur importance. Il a fallu la témérité du parti alsiniste pour ne pas vouloir comprendre quel mouvement se préparait, et quelles conséquences graves il allait entraîner pour le crédit et l'avenir du pays, et même pour ne pas s'effrayer du danger qu'il y avait à entrer en lutte avec un ennemi redoutable le jour où, le terrain légal et constitutionnel étant hardiment abandonné, on en viendrait à la lutte à main armée. Le général Mitre, et cela n'était ignoré de personne, pouvait réunir autour de lui tous les généraux de la république disposant de commandemens et en activité de service, et jeter dans la balance le poids de toutes ces épées.

Quelle est en effet la situation de la république au point de vue militaire? Obligée de se garder de tous côtés contre les invasions d'Indiens, la république argentine conserve nécessairement sous les drapeaux un certain nombre de vétérans et quelques généraux ou colonels en activité de service en temps de paix. Les villes voient rarement des troupes, les garnisons n'existent pas, les corps d'armée gardent les frontières. En cas de guerre qui mette en péril le pays, la garde nationale est mobilisée. La seule force armée dont dispose le gouvernement est donc dispersée sur les limites d'un territoire huit fois grand comme la France, et le corps le plus rapproché n'est pas à moins de 75 lieues de la capitale. Le gouvernement néanmoins, pen-

dant la lutte électorale, prévoyant la nécessité d'une concentration, avait depuis un an, sous prétexte de menaces de guerre de la part du Brésil, embauché et conservé à Buenos-Ayres un supplément de troupes et fait des achats d'armes à l'étranger, en un mot s'était entouré d'une apparence de forces sur lesquelles il n'osait guère compter. Le général Mitre de son côté et ses partisans s'étaient depuis longtemps assuré des forces sérieuses, et pouvaient compter sur les troupes dont disposaient les commandans des frontières, le général Rivas, les colonels Borges, Murga et Machado; avec eux lui étaient acquis aussi les Indiens soumis en rapports continuels avec eux, et dont les caciques, saisissant tous les prétextes d'invasions, sont toujours prêts à mettre leur dangereuse amitié au service des partis. Du côté des provinces éloignées, le général Arredondo, alors sans commandement, avait sous la main ses anciennes troupes, et il était de tous le plus hardi, comme le prouve son entrée en campagne, débutant par l'assassinat du général Ivanowsky et la prise des villes de San-Luis et de Cordova. Que pouvait-on espérer de la garde nationale? Mobilisée à la première nouvelle de l'insurrection, elle devait être composée de tous les citoyens sans distinction et par conséquent d'électeurs, et ce n'est peut-être pas sans raison qu'à Buenos-Ayres les mitristes voyaient dans sa mobilisation l'armement maladroit de leurs partisans.

Tels étaient les élémens qui de part et d'autre entrèrent inopinément en lutte le 24 septembre au milieu d'une paix apparente; cependant l'on put voir dès la première heure que les chances avaient tourné, et que la situation du gouvernement de fait, devenu tout à coup par suite de l'insurrection même le gouvernement légal, s'était par cela seul considérablement améliorée.

II.

Le 24 septembre n'avait pas été choisi par les insurgés comme le jour de la revanche du scrutin; mais le gouvernement, ayant en main la preuve des dispositions prises contre lui pour le 12 octobre, se préparait à enlever le lendemain les membres influens du parti mitriste : il ne restait à celui-ci qu'à entrer en lutte ouverte, et par son attitude menaçante en même temps que par une démonstration armée arrêter le coup d'état dont il allait être victime. Le 24, la ville de Buenos-Ayres se réveilla fort troublée; les journaux mitristes lançaient dans leur dernier numéro leur cri de guerre; leurs rédacteurs, suivant leur expression, quittaient la plume pour l'épée, et l'on apprenait que quelques groupes de partisans avaient ici et là enlevé quelques chevaux, tiré quelques coups de feu, oc-

cupé sans coup férir un pacifique village de plaisance à la porte de la ville, et fait assez de bruit pour épouvanter une ville de deux cent mille âmes; quelques heures après, les deux seules canonnières du gouvernement étaient au pouvoir des insurgés.

La vie fut en un instant paralysée dans toutes les parties de la république, d'autant plus que, parmi ceux qui étaient désintéressés de la lutte, chacun attendait en spectateur un dénoûment prochain. Pour la première fois depuis le commencement des guerres civiles, déjà nombreuses dans ce pays, la population de Buenos-Ayres était en majorité étrangère. Cette population ne voyait naturellement dans ce mouvement qu'une perturbation considérable de ses affaires et sa fortune privée en péril; personne ne pouvait supposer que cette masse d'intérêts allait être longtemps compromise par la vaine ambition de quelques hommes. Le lendemain, Buenos-Ayres, qui naturellement devait être le théâtre de l'insurrection, où le sang devait couler dans les rues, était calme et rassurée; on savait déjà que les groupes d'insurgés étaient peu nombreux et plus turbulens qu'inquiétans; la jeunesse mitriste se dissimulait ou s'exilait à Montevideo plutôt que de grossir les rangs de ses coreligionnaires; ceux qui restaient cachaient avec soin leur drapeau. Le mouvement était manqué, et le gouvernement pouvait procéder avec calme à sa propre défense.

On vit dès lors dans cette société profondément et uniquement occupée d'intérêts matériels que la raison du plus fort serait la seule bonne. Le gouvernement, en même temps que son autorité, avait à défendre son crédit en Europe, et ce stimulant fut pour beaucoup dans l'énergie qu'il déploya; l'on peut dire qu'il avait l'œil fixé sur la bourse de Londres plus peut-être que sur les mouvemens de l'ennemi. Son énergie eut pour premier résultat de porter le trouble dans le cœur des indécis en même temps qu'elle empêchait l'entente parmi les groupes de l'insurrection. C'était un spectacle nouveau que celui d'un gouvernement résistant avec vigueur à Buenos-Ayres contre une insurrection de la société même de cette ville, convoquant au cœur du parti révolutionnaire une garde nationale hostile et la faisant à tous risques entrer en campagne; parmi tous ces soldats de rencontre, fort peu étaient décidés à marcher contre l'ennemi nouveau, mais tous, attendant les événemens, étaient prêts à quitter les rangs et à proclamer le général Mitre; pas un cependant n'était disposé à le proclamer seul et sans certitude d'être vigoureusement appuyé.

Chaque jour qui se passa dès lors fut un jour perdu pour l'insurrection et assura davantage la stabilité du nouveau pouvoir. Le 12 octobre était arrivé; c'était la date fatale où pendant un instant

de raison la république se trouvant sans président, un coup de force devait donner un démenti à la proclamation constitutionnelle. Ce jour se passa sans incident d'aucune sorte, et l'artillerie, rangée devant la maison du gouvernement, était une manifestation inutile.

Cependant les mitristes n'étaient pas sans avoir réuni des forces imposantes au loin dans le sud et sur les frontières de la province. Ils occupaient tour à tour les villes les plus importantes de ces régions, changeaient les autorités, tenaient le littoral par les deux ports du Tuyu et de l'Ensenada, où le général Mitre débarquait le 11 octobre, et où se réunissaient les insurgés sous la surveillance et la protection des canonnières. Pendant cette période d'organisation, qui dura autant que la guerre civile, les mitristes paraissaient ne rechercher qu'une grande mobilité; disposant de plus de vingt mille chevaux pour 4,000 ou 5,000 hommes, ils opéraient des déplacemens rapides, et fatiguaient incessamment les troupes du gouvernement, moins bien montées et embarrassées d'infanterie. C'étaient là de beaux mouvemens, une sorte de fantasia militaire dans la pampa, mais ce n'était pas une guerre de circonstance qui pût conduire au but poursuivi au milieu de la sympathie générale: c'était surtout une guerre impolitique dans le cas présent. Les habitans de la campagne, forcément atteints dans leurs propriétés, et dans les villes les élémens étrangers, tenus en suspens, s'étaient bientôt écartés; désireux d'abord de voir triompher promptement l'un des deux partis, ils en arrivaient à souhaiter le succès du gouvernement légal, qui semblait avoir plus de souci des intérêts du pays et joindre la force de résistance à l'esprit de conduite.

Aussi ce fut avec une satisfaction assez générale qu'au bout de deux mois de cette guerre sans incidens et sans bataille on apprit à Buenos-Ayres qu'une partie des troupes mitristes s'étaient rencontrées au loin dans la pampa avec un détachement de troupes du gouvernement légal, et que le sort de l'insurrection allait se décider. On sut bientôt ce qu'avait été cette rencontre. Huit cents hommes des troupes du gouvernement, bien armés de fusils Remington, munis de deux cent mille cartouches, commandés par un simple chef de bataillon, avaient été enveloppés, dans une estancia fortifiée à la manière de ces établissemens d'avant-garde dans le désert, par les cinq mille hommes de la cavalerie de Mitre et une bataille s'était livrée, bataille de quelques heures. La cavalerie de Mitre, mal armée, s'avança à quelques pas de la levée de défense, mit pied à terre, et, renvoyant ses chevaux, tenta une prise d'assaut à la lance et au couteau, préférant cette arme ordinaire du *gaucho* aux armes à feu dont elle était armée; ce fut une sorte d'abordage, et la pampa offre assez de similitude avec la pleine mer pour que

l'illusion fût complète; mais la lutte fut courte, et le remington « fit merveille. » Les soldats, maniant cette arme pour la première fois et contre leurs compatriotes, furent aussi étonnés et attristés que leurs adversaires des effets terribles du tir rapide. Aux premiers coups de feu, le général Borges était tombé à la tête des hommes qu'il commandait; il devait être également regretté des deux partis, et la paix devait être scellée de son sang. Le général Mitre lui-même, au milieu des balles qui frappaient à ses côtés deux de ses aides-de-camp, fit cesser le massacre en arrêtant l'attaque, et, faisant rentrer ses troupes dans le rang, hissa le drapeau parlementaire. Assiégeant et non vaincu, ayant les vastes solitudes de la pampa libres devant lui pour se retirer et y refaire son armée, il aima mieux traiter dans cette situation honorable que de continuer au profit de son ambition et de ses partisans une guerre meurtrière. C'était pour lui une fin douloureuse et non sans humiliation, mais c'était du moins l'acte d'un patriote et d'un homme de bien égaré par les clameurs de ses partisans.

La capitulation fut signée, elle permettait aux partisans de rentrer dans leurs foyers sous la protection d'une amnistie générale. Mitre seul et les chefs de corps qui l'accompagnaient s'excluaient volontairement de ces avantages et exigeaient des juges, créant ainsi au gouvernement vainqueur une situation tout aussi épineuse que celle que lui avait faite la lutte à main armée.

Les guerres civiles de la Plata ont eu rarement d'histoire plus longue que celle de 1874; on y rencontre d'ordinaire peu d'événemens, perdus dans une longue période de temps. Ce sont le plus souvent de grandes démonstrations de cavalerie dans un pays immense, par conséquent sans résultat, ou des siéges interminables qui durent douze ans comme celui de Montevideo, ou neuf ans comme celui de Buenos-Ayres. L'histoire de cette dernière guerre civile diffère des autres en ce que, si elle tient en quelques mots, elle est aussi renfermée dans un espace de quelques jours. L'auteur de cette transformation est sans contredit l'étranger : il n'a pas de place dans le fonctionnement politique, mais son influence est partout. C'est lui qui a créé des besoins inconnus de luxe, de progrès et d'industrie; c'est lui qui a déterminé la mobilisation des capitaux et les a attirés dans ses entreprises, où il apporte presque seul son travail et son activité; c'est lui, simple ouvrier ou riche négociant, qui personnifie le crédit européen et la production. La constitution lui concède tous les droits civils et municipaux; électeur municipal inscrit aujourd'hui, il peut être demain maire de la ville de Buenos-Ayres aussi bien que d'un municipe inconnu, mais elle lui interdit de se mêler de politique, et il l'a en horreur.

Ces personnages s'agitant pour des questions obscures qui ne sauraient l'atteindre lui semblent autant d'ennemis de son activité lucrative; il produit, et tout trouble politique compromet sa production. Si la politique est un mal local dont souffrent plus ou moins tous les peuples, l'ambition politique est un mal pire encore dont les hommes ne consentent pas aisément à subir les atteintes funestes hors de chez eux. Il s'ensuit que l'étranger est aujourd'hui l'obstacle à des révolutions nouvelles, et par lui ces républiques sud-américaines seront sauvées de ces luttes incessantes, devenues aussi illogiques qu'inopportunes.

Cependant il serait injuste de penser que les révolutions, aujourd'hui nuisibles au progrès de ces républiques, l'aient toujours été. L'Europe s'est longtemps fatiguée d'entendre parler des révolutions du Sud-Amérique, et confondant entre elles toutes ces républiques, sans avoir même une idée exacte de leur géographie, elle pourrait moins encore comprendre leurs mouvemens et leurs soubresauts politiques. Pour s'en faire une idée exacte, il faut se reporter à la manière brusque dont toutes ces républiques ont eu à se fonder, à se constituer, quelle a été leur éducation politique première. Il faut se rendre compte de leur jeunesse; aucune d'elles n'a atteint l'âge mûr des peuples, la plus ancienne a soixante années à peine, et presque toutes sont déjà guéries de leurs défauts de jeunesse. En 1812, l'indépendance subitement proclamée de ces républiques, qui profitent de la complication des affaires d'Espagne et de la guerre entreprise par Napoléon, créait des citoyens libres, mais sans aucune notion de science politique, embarrassés encore au milieu du réseau inextricable de la législation et des coutumes de la vieille Espagne coloniale. Pas d'hommes d'état; quelques grands hommes comme Bolivar, San-Martin ou Rivadavia étaient des exceptions et ne suffisaient pas à former un peuple, une législation et une société nouvelle. Prompts à repousser les hommes qui avaient participé au gouvernement de l'orgueilleuse et inhabile Espagne, ils n'étaient pas en mesure de les remplacer; leur audace n'allait pas même jusqu'à jeter au feu constitutions et lois espagnoles, ils se proclamaient en république indépendante, mais sans bien comprendre la portée du mot république et les conséquences légales de l'indépendance.

Cette situation se prolongea pendant une première période de vingt ans, et devait aboutir, par des bonds successifs, des essais de république, des tentatives de restauration monarchique qui conduisirent Rivadavia lui-même en Espagne pour y chercher un roi introuvable, à une dictature quelconque. Le pays ne pouvait pas en rencontrer de pire que celle de Rosas; mais ces vingt années de des-

potisme féodal mêlé de grandeur et de ridicule eurent du moins pour résultat de fonder la république dans la Plata en faisant comprendre à tous le prix de la liberté. Le renversement de Rosas fut le commencement d'une ère nouvelle où les esprits se disciplinèrent, et pendant les dix ans de discorde et de guerre civile qui suivirent sa dictature les esprits étaient déjà d'accord sur les questions de liberté; il n'y avait en jeu qu'une question d'influence de province et de préséance dans la république confédérée. Cette dernière querelle elle-même a été résolue et vidée, et la république est certainement sortie plus grande et plus prospère de cette longue période révolutionnaire : on a vu une dernière fois que les révolutions sont pour ces peuples jeunes l'école où ils mûrissent vite et se constituent vigoureusement. La république argentine prouve par son histoire cette vérité, mais elle ne la prouve pas seule. Le Brésil et le Paraguay, ses voisins les plus proches, affirment la même proposition par les faits contraires de leur histoire. Ces deux peuples n'ont pas connu ces périodes agitées, et n'ont que rarement été troublés par des soulèvemens passagers; l'un et l'autre ne sont pas arrivés à dire le dernier mot de leurs convulsions politiques. Le Paraguay, écrasé par le despotisme de Francia et des Lopez, auquel l'avait préparé l'éducation monacale des jésuites, n'a pas connu les révolutions et s'est atrophié. Plus prospère au début qu'aucune autre colonie espagnole, favorisé plus que tout autre de la nature, desservi par un fleuve gigantesque, route qui marche pendant huit cents lieues jusqu'à la mer, le Paraguay a vu sa population s'abâtardir et s'annihiler jusqu'à s'immoler pour l'ambition et par l'ordre d'un tyran oriental. Le Brésil, lui, s'est constitué en gouvernement monarchique après la déclaration d'indépendance en 1825, il a confié ses destinées à une dynastie et son avenir aux garanties d'une charte constitutionnelle. Les deux hommes qui jusqu'ici l'ont gouverné, dom Pedro Ier et dom Pedro II, ont été par un hasard heureux deux hommes d'un rare mérite et d'une grande modération; jamais sous ces deux règnes le pays n'a été troublé, mais par contre, avec une situation géographique et hydrographique meilleure que celle de tout autre pays, même de l'Amérique du Nord, le Brésil n'est pas dans une voie de progrès, et depuis plus de vingt années il tend chaque jour à prendre rang derrière les républiques du sud; les économistes et les publicistes indigènes le déplorent ouvertement. Il n'y eut jamais d'autre cause aux menaces de guerre hautement proférées à Rio-Janeiro dans les dernières années. Le mal, chaque jour plus profond, n'existerait pas, si l'éducation politique du Brésil s'était faite au milieu des luttes de chaque jour; il lui faudra de longs combats pour sortir de l'impasse créée

par son organisation économique. Cette situation tient dans un mot : le travail y est déshonoré par l'esclavage. Ce fléau qui chasse l'immigrant, le Brésil l'eût détruit comme firent les républiques du sud, s'il eût eu une jeunesse plus agitée; les palliatifs qu'il a apportés à son mal, cherchant à ménager l'opinion publique étrangère et ses intérêts, n'en ont en rien atténué la gravité.

C'est donc une opinion fort admissible que les révolutions et les turbulences continuelles de l'Amérique du Sud ont été profitables à son éducation politique et à son développement économique; mais aujourd'hui cette période d'essai est fermée, les questions de principes sont toutes résolues, et pour la république argentine, si sa constitution est imparfaite, le pouvoir législatif a la faculté de la modifier. On peut dire que de ce côté toute crainte a disparu. Il n'est pas jusqu'aux vieilles querelles de personnes et jusqu'aux ambitions remuantes qui n'aient reçu dans cette dernière guerre une terrible et salutaire leçon. Il est aujourd'hui prouvé que, même dans la pampa, les révolutions ne sont pas invincibles, et que des villes de l'importance de Buenos-Ayres ne sont plus à la merci d'une simple ambition, quelque justifiée qu'elle soit par le caractère des personnages; il est démontré aussi que les nationaux les plus influens sont chaque jour plus absorbés et plus noyés au milieu de ce flot toujours croissant de population étrangère.

Cette guerre civile sera sans doute pour longtemps la dernière dans la république argentine; si même celle-ci a pu mûrir et éclater, cela tient peut-être plus qu'on ne veut l'avouer au malaise général et à l'état de crise commerciale et financière que traversait depuis un an la population de Buenos-Ayres. Le développement excessif des entreprises et des spéculations, résultat naturel d'une longue période de prospérité, avait entraîné la plupart des nationaux dans des engagemens au-dessus des forces même des plus puissans, de ceux dont la fortune et le crédit étaient le mieux assis. Cette crise atteignait également les deux partis, et il fallait sortir de cette situation insoutenable : une guerre, même une guerre civile, paraissait à tous une issue, ni pire ni meilleure que toute autre. Étrange égarement! ce remède empirique n'a sauvé personne, et au contraire a produit dans toutes les fortunes de la Plata un nivellement néfaste, ruinant les situations embarrassées, ébranlant les situations les mieux assises. Ce résultat terrible de la révolution, sensible ici plus que partout ailleurs où les préoccupations d'affaires dominent tous les esprits, éloignera mieux encore que le raisonnement et la sagesse politique les révolutions sans fondement et sans but, fléau du continent sud-américain.

ÉMILE DAIREAU

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 mars 1875.

Allons, la politique du temps est un peu comme la vieille justice, elle marche d'un pied boiteux, mais elle arrive, et c'est l'affaire importante. Les lois constitutionnelles ont eu à passer par bien des épreuves, elles ont été bien des fois remaniées, raturées ou ajournées; elles ont fini par avoir raison de tout, des résistances, des hésitations et des subterfuges. Elles existent aujourd'hui, elles sont arrivées au terme, si bien qu'il ne faudrait rien moins qu'une révolution pour les abroger. Le ministère qui vient de naître, qui a reçu le baptême officiel le 11 mars, n'est point venu au monde sans effort et sans peine. Pendant dix jours, on a pu suivre le cours troublé de ces négociations tour à tour nouées, abandonnées ou reprises. On a vu M. Buffet allant chez M. le président de la république, M. Dufaure allant chez M. Buffet, M. le maréchal de Mac-Mahon venant à Paris et retournant à Versailles, les groupes parlementaires délibérant dans une attente curieuse et excitée. Ce qui semblait fait le soir se trouvait défait le lendemain matin, c'était à recommencer. Et, somme toute, le ministère nouveau, lui aussi, a fini par sortir du chaos, par se débrouiller. Il existe comme les lois constitutionnelles, après avoir eu, comme elles, un enfantement laborieux.

C'est pour le moment, à ce qu'il paraît, la condition des meilleures choses de ne pas réussir du premier coup. Est-ce que les difficultés sont dans la situation elle-même? Non, tout serait au contraire simple et facile, si on le voulait; mais depuis deux ou trois ans on s'est si bien accoutumé à faire de la politique d'illusion et de passion, de défiance et de subtilité, qu'il n'y a plus moyen de se reconnaître, qu'une crise ministérielle devient aussitôt une mêlée indéfinissable et confuse. La difficulté est d'arriver à un résultat dans le tourbillon des coteries, de concilier les intérêts, les arrière-pensées et les prétentions qui s'agitent, les impatiences et les résistances, les nécessités d'une situation nouvelle

et les habitudes de M. le président de la république lui-même, un peu étonné peut-être de se voir dans tous ces imbroglios qui se nouent ou se dénouent autour de lui. On se perd dans toute sorte de complications où les combinaisons les plus naturelles risquent de s'amoindrir même quand elles réussissent. Et puis, s'il faut tout dire, l'esprit qui règne à Versailles ne simplifie pas les difficultés. Versailles est un peu la capitale du commérage politique. Depuis deux semaines, dans l'aimable et paisible résidence, on a mis en circulation assez de faux bruits, assez de commentaires de fantaisie, pour rendre tout impossible, pour mettre en guerre les hommes employés ou appelés à réorganiser un gouvernement. Les imaginations excitées ont travaillé à l'aise, et c'est ainsi qu'il a fallu plus de dix jours pour faire péniblement ce qui aurait pu être fait en quelques heures au début, pour revenir, à travers toute sorte de détours, à un ministère qui en définitive reste constitué à peu près tel qu'il avait été conçu et proposé dès le premier jour.

La crise est donc terminée : le ministère existe, il s'est dégagé de toutes les complications intimes, il a passé avant de naître par des péripéties presque émouvantes, et il a triomphé de tout parce qu'il était, à vrai dire, le seul ministère possible, parce qu'il répond à une situation qui n'est point elle-même des plus simples. Quelle était en effet cette situation au moment où la question ministérielle s'est élevée? Un changement grave, décisif, venait de s'accomplir par un acte souverain de l'assemblée de Versailles. L'organisation des pouvoirs publics si souvent réclamée, si longtemps mise en doute, était désormais votée. Elle créait des conditions nouvelles, une sorte d'ordre nouveau, où la majorité qui venait de s'attester devait avoir sa part d'action légitime, comme elle avait eu sa part dans le succès des lois constitutionnelles; mais il y avait à tenir compte de tout un ensemble de choses. Depuis le jour où M. Thiers, avec une clairvoyance, avec une supériorité de raison que les événemens ont justifiée et que les partis oublient trop aisément aujourd'hui, proposait ce qui s'accomplit précisément à l'heure où nous sommes, il est bien clair que tout a marché. La présidence de M. le maréchal de Mac-Mahon, instituée pour sept ans, a été le préliminaire et est devenue un élément de l'organisation constitutionnelle; elle est restée dans cette organisation telle qu'elle est avec ses engagemens d'origine, avec son caractère et ses inclinations évidentes. En devenant le président d'une république définitive, M. le maréchal de Mac-Mahon n'entendait point sûrement se désavouer lui-même et cesser d'être le représentant, le mandataire de la politique conservatrice pour la défense de laquelle il avait été élevé au pouvoir. Ce n'était ni dans la pensée du maréchal ni dans son rôle, ni même dans l'intérêt du pays.

Ce qui venait de se réaliser n'avait rien d'une révolution, c'était une évolution dans la politique intérieure de la France, un progrès vers la

fixité, une halte dans la république délibérée, acceptée et régularisée. Que restait-il dès lors à faire? C'était indiqué par les circonstances, par la nature et la marche des choses. Le ministère qui allait se former ne pouvait être que l'expression vivante d'un traité de paix entre des partis divisés par le 24 mai 1873, rapprochés par le vote du 25 février 1875, et décidés à suivre ensemble une politique conservatrice dans les conditions de cette république constitutionnelle qui venait d'être sanctionnée. C'est le ministère que M. Buffet recevait la mission de former le jour où, rappelé des Vosges, il avait à comprimer en lui la plus grande des douleurs pour se remettre aussitôt aux affaires publiques. Engagé depuis longtemps dans le parti conservateur, acquis par raison aux lois constitutionnelles, président de l'assemblée dans les discussions récentes comme au 24 mai 1873, esprit honnête, correct et indépendant, M. Buffet était de toute façon l'homme le mieux fait pour répondre aux exigences diverses d'une situation si complexe, pour dénouer la crise par la formation d'un pouvoir sérieux. Que M. Buffet eût préféré rester président de l'assemblée, qu'il se soit même défendu tout d'abord de la mission qui allait au-devant de lui, qu'il se fût surtout volontiers passé de prendre le ministère de l'intérieur qu'il a fini par être obligé d'accepter avec la vice-présidence du conseil, nous n'en doutons pas; mais il s'est rendu promptement aux instances de M. le président de la république, et sur-le-champ il s'est mis à l'œuvre, prenant pour point de départ la solution acquise et irrévocable du problème constitutionnel.

La question était de savoir comment M. Buffet entendait la mission délicate qu'il recevait, quelle part il se proposait de faire aux divers élémens dont pouvait se composer un ministère sérieux dans les circonstances présentes. Un seul point semble n'avoir jamais été mis en doute, c'est la nécessité évidente d'un accord avec le centre gauche, plus particulièrement représenté par M. Dufaure et M. Léon Say. C'était le pivot naturel de la seule combinaison possible. Hors de là, tout restait livré à la discussion. Par exemple dans quelle mesure le centre gauche entrerait-il en partage du pouvoir avec le centre droit? Pouvait-on, devait-on exclure systématiquement la minorité, c'est-à-dire cette fraction modérée de la droite qui, sans avoir voté les lois constitutionnelles, pouvait être disposée à se rallier, à s'incliner devant la légalité nouvelle consacrée par un acte souverain de l'assemblée? A qui appartiendraient les ministères plus spécialement politiques? C'est sur tout cela que se sont engagées ces négociations de dix jours qui ont parcouru toutes les phases de la conciliation et de l'aigreur, qui n'ont jamais été plus près de la rupture que lorsque tout semblait arrangé, qui jamais aussi n'ont été plus près du dénoûment définitif que lorsque tout semblait rompu, et dont bien des péripéties après tout restent encore sans doute mystérieuses. Il y a déjà la légende de la crise ministérielle, il y a les bruits,

les rumeurs, les combinaisons de fantaisie, les insinuations intéressés de ceux qui se croyaient oubliés et qui n'auraient pas demandé mieux que d'avoir un rôle; il y a aussi les interprétations passionnées, les soupçons, les exagérations. En réalité, tout tourne autour de deux ou trois faits essentiels qui résument le caractère et les vicissitudes de cette crise, dont le plus grave défaut est d'avoir été trop bruyante, trop saccadée, trop prolongée, et d'avoir eu même quelquefois des secrets pour ceux qui s'y trouvaient mêlés.

Une des premières pensées de M. Buffet ou plutôt peut-être de M. le président de la république semble avoir été d'adoucir la blessure de la défaite pour la minorité royaliste, de donner à la droite une certaine satisfaction ou de chercher à la retenir en lui offrant une place dans le ministère. Évidemment, si on était en plein régime parlementaire, si on en suivait strictement et sévèrement les règles, cette préoccupation n'aurait eu rien de fondé; elle relèverait du sentiment plus que de la politique. C'est tout au moins une apparente anomalie de traiter la minorité comme si elle appartenait à la majorité, comme si elle avait contribué à fonder par son vote un gouvernement qu'il s'agit aujourd'hui d'affermir et de diriger. Il y a même quelque chose de plus, c'était soulever une question délicate de dignité pour un parti considérable. On n'a pas vu qu'on plaçait la droite dans cette alternative toujours pénible de paraître désavouer ses opinions de la veille, si elle se ralliait le lendemain au régime nouveau, ou d'avoir un rôle assez équivoque, assez suspect, si elle restait hautement fidèle à ses convictions. Quant à la garantie que peut offrir la présence d'un membre de la droite dans le cabinet, le gouvernement n'en est pas, nous le supposons, à avoir besoin d'une caution de ses sentimens conservateurs, et la droite n'en est pas non plus à avoir besoin d'un portefeuille pour soutenir la politique conservatrice représentée par le gouvernement.

Oui effectivement, c'est assez peu dans les règles parlementaires, et il peut en résulter une situation fausse pour tout le monde; mais le gouvernement, en tacticien prudent, a voulu sans doute étendre autant que possible ses communications et sa sphère d'action; il a voulu surtout ménager d'anciens amis de la droite et offrir à ceux qui ne sont pas des irréconciliables une occasion de montrer qu'ils savent mettre les intérêts du pays au-dessus des préférences de parti. Soit, c'est un acte de large conciliation. Ce qui se fait aujourd'hui en définitive, après le vote des lois constitutionnelles, n'est que la reproduction de ce que M. Thiers avait fait avec impartialité en appelant M. de Larcy au ministère. Dans ces conditions, il n'y a rien que de politique, et c'était vraiment dès lors une question de peu d'importance de savoir s'il valait mieux choisir le membre de la droite appelé dans le cabinet parmi ceux qui se sont abstenus au scrutin définitif ou parmi ceux qui ont voté

jusqu'au bout contre les lois constitutionnelles. M. Dufaure et M. Léon Say ont pu hésiter un instant, élever même quelques difficultés, ils ont eu raison de ne pas insister sur une question qui après tout ne pouvait avoir qu'une signification très relative, très restreinte, qui disparaissait dans ce travail de composition d'un cabinet dont le premier mot devait être le respect et l'application des lois constitutionnelles.

La question n'était point là en effet; elle n'était pas non plus dans le choix de la plupart des ministres, les uns demeurant en fonctions, comme M. le duc Decazes, M. le général de Cissey, M. Caillaux, les autres désignés d'avance, comme M. Wallon pour l'instruction publique. La vraie question, celle qui était le grand, le sérieux objet de contestation, qui pouvait décider du caractère de la politique nouvelle, c'était le choix du ministre de l'intérieur. Au premier moment, dit-on, M. Buffet, en acceptant la vice-présidence dans le cabinet qu'il était chargé de former, avait témoigné la résolution de ne point entrer au ministère de l'intérieur. Le centre gauche, de son côté, eût certainement modéré ses prétentions sur d'autres points, si un de ses membres, M. Léon Say, eût été placé à la tête de l'administration intérieure du pays; il le proposait, mais il n'en faisait pas une condition absolue, et il se montrait disposé à souscrire à toute autre candidature offrant de suffisantes garanties. Il y avait un homme dont l'acceptation eût tranché toutes les difficultés : c'était M. Bocher, président du centre droit, sur qui on paraissait compter. M. Bocher avait l'heureuse chance de convenir à tout le monde, à M. le président de la république, au chef du futur cabinet, au centre gauche et à la gauche elle-même. Malheureusement M. Bocher opposait à toutes les instances un refus invincible. Il invoquait sa santé, il avait peut-être d'autres raisons encore dont il ne devait le secret à personne. C'était évidemment une déception et un embarras. La situation ne laissait pas de devenir critique, d'autant plus que la résolution de M. Bocher, en laissant la question ouverte, réveillait toutes les compétitions, tous les antagonismes. Le centre droit se trouvait dans cette condition assez étrange de refuser le ministère de l'intérieur au centre gauche, et de n'avoir personne à présenter. Vainement les imaginations se mettaient à l'œuvre, multipliaient les combinaisons et découvraient partout des ministres de l'intérieur : la solution n'apparaissait pas.

Il fallait cependant en finir. A défaut de M. Bocher, on s'adressait à M. le duc d'Audiffret-Pasquier, dont le nom n'avait pas été prononcé encore, et qui présentait dans tous les cas la garantie d'un ministre peu complaisant pour les menées bonapartistes; mais c'est ici que l'histoire se complique et se remplit d'obscurité, de confusion. M. le duc d'Audiffret, comme M. Bocher, avait refusé d'abord les offres qu'on lui faisait, il ne les acceptait que postérieurement sur des sollicitations

nouvelles et plus pressantes de ses amis. Était-ce M. Buffet lui-même qui avait pris l'initiative de cette seconde négociation? Ce n'est guère possible, puisque dans l'intervalle, sous le coup de ces incidens décourageans, l'ancien président de l'assemblée avait renoncé à sa mission, remettant à M. le président de la république les pouvoirs qu'il avait reçus de lui. Dans quelle mesure M. le maréchal de Mac-Mahon, de son côté, s'était-il prêté à la combinaison qui faisait de M. le duc d'Audiffret-Pasquier un ministre de l'intérieur? Une chose est certaine, M. d'Audiffret s'est cru pendant tout un soir ministre de l'intérieur, et le lendemain matin il ne l'était plus. Il recevait communication d'une liste nouvelle où il figurait désormais comme ministre de l'instruction publique à la place de M. Wallon, et où M. Buffet était cette fois ministre de l'intérieur en même temps que vice-président du conseil.

Que s'était-il donc passé? M. d'Audiffret était-il apparu pendant la nuit comme un ministre un peu trop accentué pour la direction des affaires intérieures? Y avait-il eu quelque malentendu? Dans tous les cas, M. le duc d'Audiffret n'avait sûrement fait aucune des conditions impérieuses qu'on s'est plu à lui attribuer; il s'était donné, comme il l'a dit, sans restrictions et sans conditions. Devant l'incident nouveau qui changeait tout, sa résolution était facile à prévoir, et si au premier instant il l'a témoignée avec une certaine vivacité, c'est qu'aussi ce qui lui arrivait n'avait rien d'ordinaire. Il n'avait accepté le ministère de l'intérieur que pour faire honneur aux sollicitations dont il était l'objet, il n'avait pas demandé le ministère de l'instruction publique : il n'avait plus qu'à s'effacer, et par sa retraite, qui n'avait peut-être pas été prévue, tout échouait encore une fois, tout manquait.

C'est le moment dramatique de la crise. De toutes les combinaisons qui avaient été essayées, il ne restait plus rien, ou plutôt il restait un peu partout de l'amertume, de l'irritation, une certaine anxiété redoublée et aggravée peut-être par les airs de triomphe des partis extrêmes, des légitimistes comme des bonapartistes, assistant en témoins ironiques à ce spectacle de l'impuissance parlementaire au lendemain du vote des lois constitutionnelles. Qu'allait-il arriver? puisque le seul cabinet possible ne pouvait lui-même réussir à se constituer, M. le président de la république ne se laisserait-il pas aller à cette idée qu'on lui prêtait de chercher à composer un ministère en dehors de l'assemblée? Déjà, l'imagination aidant, les noms couraient partout, accompagnés de commentaires de fantaisie. Il semble bien que M. le maréchal de Mac-Mahon a eu un moment cette préoccupation, et il paraît même avoir appelé auprès de lui diverses personnes avec l'intention d'organiser un cabinet où il n'y aurait eu d'autres membres de l'assemblée que le ministre de la guerre et le ministre de la marine. Ce n'est pas la première fois que cette idée est apparue; elle n'est peut-être pas aussi simple et

aussi facilement réalisable qu'on le croirait, et elle pourrait avoir assez promptement dans la pratique des conséquences d'une gravité imprévue, difficile à mesurer d'avance. Elle conduit sur un chemin scabreux. Toujours est-il que, si l'idée a pu naître un instant d'une certaine impatience ou d'un certain découragement, elle n'est pas allée bien loin, et elle est devenue au contraire le point de départ de tentatives plus énergiques pour reprendre les combinaisons abandonnées pendant quelques heures. C'est un des derniers personnages appelés qui paraît avoir eu un rôle actif dans cette phase nouvelle en conseillant à M. le président de la république d'épuiser tous les moyens, de faire venir M. Bocher pour le charger de former un cabinet.

M. Bocher n'avait point refusé le ministère de l'intérieur pour accepter deux ou trois jours plus tard la direction des affaires avec la vice-présidence du conseil. Ni les encouragemens les plus flatteurs, ni les sollicitations ne lui ont manqué; il a même été chaleureusement pressé, par qui? par M. Gambetta, qui lui a offert sans marchander son concours et celui de ses amis de la gauche. Le président du centre droit ne s'est point laissé ébranler, il a résisté à tout. Les raisons qui l'avaient retenu trois jours auparavant n'avaient point évidemment perdu leur puissance; mais, s'il a tout refusé pour son propre compte, il a résolûment accepté le rôle de médiateur, la mission de renouer tous les fils de ces négociations si souvent et si tristement interrompues. Il s'est établi à Versailles pendant une partie de la journée du 10 et il s'est mis à l'œuvre avec autant de décision que de tact, reprenant les pourparlers avec les chefs du centre gauche, demandant ses dernières conditions à M. Buffet. qui présidait en ce moment l'assemblée, conférant avec tout le monde, avec M. Gambetta pour assurer au cabinet qu'il travaillait à faire revivre un certain concours de la gauche, et en quelques heures tout a été fini. Ce qui était disloqué depuis le matin s'est trouvé recomposé avant le soir. Un instant, il y a eu encore quelque hésitation, mais la nécessité parlait, le sentiment du péril a décidé les récalcitrans, et c'est ainsi qu'a été constitué le ministère, où M. le duc Decazes, le général de Cissey, l'amiral de Montaignac, M. Caillaux, représentent l'ancien cabinet, où M. Buffet a la vice-présidence avec le ministère de l'intérieur, où M. Dufaure et M. Léon Say occupent la justice et les finances, où M. le vicomte de Meaux enfin figure comme le représentant de la droite résignée à se rallier.

Oui certes, tout cela sent un peu l'effort. Les lois constitutionnelles ont été faites laborieusement, le ministère a eu de la peine à naître; mais, puisque tant de choses faites lestement, avec une apparence de simplicité facile, avec une grande correction de logique, ont eu un mauvais sort, peut-être nos combinaisons plus modestes, qui n'ont pas ces beaux défauts des œuvres d'art bien combinées, auront-elles néan-

moins une meilleure chance, parce qu'après tout elles répondent aux nécessités pratiques d'une situation.

Au demeurant, la crise est vaincue; elle a été dénouée par le vote du 25 février, qui met fin au provisoire constitutionnel, comme par la formation d'un cabinet définitif, qui met fin au provisoire ministériel, et, s'il y a eu des sacrifices, des concessions à faire, tout le monde s'y est prêté, le centre gauche aussi bien que le centre droit, parce que tout le monde a senti qu'il y avait un intérêt pressant à en finir. Personne au dernier moment n'a plus contribué à décider le succès que M. Bocher par cette intervention qui lui a été demandée et qu'il n'a pas refusée. Il a réveillé la confiance, rallié des volontés déjà éparses, tempéré peut-être des excitations naissantes, et, si l'on nous passe le mot, il a remis tout en train, faisant le ministère sans vouloir être lui-même ministre. Ce qui n'est point douteux non plus, c'est que la gauche a singulièrement facilité le dénoûment par sa modération et par une réelle habileté de conduite. La gauche, dans cette crise, a eu le mérite de savoir éviter d'être un embarras, de ne mettre obstacle à rien, de seconder tout ce qui était raisonnablement possible, et dans les réunions diverses qui ont eu lieu, soit avec ses amis, soit avec les membres des autres groupes parlementaires, M. Gambetta a montré, dit-on, le plus sérieux esprit politique; il a été plus modéré que les modérés, il a conseillé tous les compromis qui pouvaient conduire à une solution, à la seule solution compatible avec les circonstances.

Quoi donc! dira-t-on; tout cela n'est-il pas bien extraordinaire? Où en sommes-nous? La gauche vote pour un sénat, elle vote pour le droit de dissolution conféré à M. le président de la république, pour le droit de révision constitutionnelle laissé aux chambres. Voici qu'aujourd'hui elle aide à la formation d'un ministère conservateur, et demain elle va peut-être porter M. le duc d'Audiffret-Pasquier à la place de M. Buffet sur le siége de la présidence de l'assemblée! Que signifie ce concours presque empressé des républicains de l'assemblée? N'y a-t-il pas quelque raison secrète, quelque arrière-pensée menaçante dans cette tactique? — Assurément il doit y avoir une raison dans cette conduite de la gauche, le secret n'est pas difficile à deviner. La gauche obéit à la nécessité de mettre fin à un provisoire dont le bonapartisme a seul profité jusqu'ici; la crainte du bonapartisme est pour elle, si l'on veut, le commencement de la sagesse, et puis il est bien certain qu'elle trouve dans la marche des choses une première satisfaction. Nous nous souvenons qu'un jour on faisait les mêmes observations, on reprochait à M. Thiers, alors président de la république, l'appui qu'il trouvait dans la gauche, on cherchait des mystères dans cette alliance, et M. Thiers expliquait le phénomène avec autant de finesse que de raison. Il montrait que, s'il avait l'appui des républicains, ce n'était pas parce qu'il partageait leurs

idées, — il n'avait aucune de leurs idées ni sur la politique, ni sur les finances, ni sur l'organisation militaire, ni sur l'économie sociale, — c'était tout simplement parce que dans les conditions présentes de la France, dans la division profonde des partis monarchiques, il croyait la république seule possible. Le jour même du 24 mai, quelques heures avant sa chute, M. Thiers disait : « Il y a dans le parti républicain des hommes assez sages pour comprendre que le sort de la république est attaché à cette condition; c'est qu'au lieu d'effrayer le pays, elle le rassurera. Ils ont poussé la raison jusqu'à comprendre qu'il fallait que leur république, pour ne pas effrayer, fût dans les mains d'hommes qui se recommandassent au pays pour la conduite politique et sage de leur vie... Ils ont compris la nécessité de la situation... » C'est là tout le mystère. Ce que M. Thiers pressentait et précisait avec sa sagacité supérieure s'est réalisé presque point par point. Les partis monarchiques ont montré plus que jamais leurs divisions et leur impuissance, ils ont donné raison à ce que M. Thiers n'avait cessé de leur dire jusqu'au 24 mai; la république a été seule possible, et aujourd'hui, comme il y a deux ans, la gauche est prête à appuyer le ministère nouveau, non pour les idées dont il est manifestement inspiré, mais parce qu'il préside à une organisation constitutionnelle de la république, consacrée par la souveraineté parlementaire. Il n'y a dans cet appui rien de mystérieux, rien d'embarrassant, ni pour la gauche, qui sait comprendre « la nécessité de la situation, » ni pour le gouvernement, né de cette série de complications, gardant son indépendance, ayant le sentiment des devoirs complexes qui lui sont imposés.

Et maintenant que va faire ce gouvernement né d'hier? Assurément un cabinet qui réunit dans son sein des hommes tels que M. Buffet, M. Dufaure, M. le duc Decazes, M. Léon Say, ce cabinet a une force de talent et de considération qui lui permet, s'il le veut, de suivre une politique avec autorité. Il va se compléter par des sous-secrétaires d'état, entre lesquels compte un des membres distingués du centre gauche, esprit éclairé et libre, M. Bardoux, qui doit être à la justice le lieutenant de M. Dufaure. Reste toujours cette question de l'équilibre politique du gouvernement, de la direction qu'il va donner aux affaires du pays. Le ministère a cru devoir porter, il y a deux jours, à l'assemblée une sorte de programme, une déclaration résumant ses vues générales. Soit, puisque c'est l'habitude. Les déclarations ne sont point, en définitive de première importance; elles disent tout ce qu'on veut, et le plus souvent elles ressemblent au salut plus ou moins respectueux d'un pouvoir qui tient à se mettre en règle avec les bienséances parlementaires. Mon Dieu ! il ne faut pas trop épiloguer sur les mots. Il est bien certain qu'un gouvernement sérieux, réunissant des hommes d'origine diverse, né par une transaction et pour une conciliation, ne peut pas parler le

langage d'un gouvernement de parti ou de combat. Il ne peut pas dire à une administration placée sous ses ordres qu'il se méfie d'elle et qu'il met en doute ses services. Il ne peut pas annoncer qu'il va tout changer, tout abroger et tout réformer. Pour tous les esprits réfléchis, le point, le seul point important, parce que là se dessine et se précise le caractère du nouveau cabinet, c'est cette partie de la déclaration qui dit : « C'est avec confiance que nous renouvelons l'appel patriotique adressé par M. le président de la république aux hommes modérés de tous les partis... Nous avons le devoir d'assurer aux lois constitutionnelles que l'assemblée nationale a adoptées l'obéissance et le respect de tous. Nous avons la ferme volonté de les défendre contre toute menée factieuse... » Après cela, le reste est assez secondaire et reçoit son véritable sens de cette partie de la déclaration. Le but est tracé, la raison d'être du ministère est définie; les partis savent qu'ils ne peuvent plus se livrer impunément à l'ardeur de leurs contestations et de leurs compétitions, qu'ils n'ont pas le droit de mettre en doute une légalité placée sous la sauvegarde de tous les pouvoirs; le pays sait aussi qu'il a devant lui quelques années de sécurité. Ce n'est point par des paroles, c'est par des faits, par une action attentive et résolue de tous les jours, que se révélera la politique destinée à garantir ces résultats, à caractériser et à féconder la période nouvelle où nous entrons.

Il y a dans la dernière déclaration ministérielle un mot certes bien juste sur le danger des divisions que « l'esprit de suspicion » envenime et que toute administration sage doit tendre à effacer. Le meilleur moyen de désarmer « l'esprit de suspicion, » c'est de ne laisser place dès le début à aucune équivoque. Que le ministère ait tenu à déclarer qu'il n'est point un gouvernement de rancune, que sa politique est essentiellement conservatrice, — que, pour s'assurer des alliés de plus, il ait admis dans son sein un membre de la droite, — que des hommes qui ont appartenu à l'ancienne majorité et qui se sont associés aux transformations récentes attachent quelque prix à ne pas laisser représenter les événemens qui viennent de s'accomplir comme une revanche contre le 24 mai, rien de plus simple; mais ce serait certainement une dangereuse faiblesse de laisser se propager des méprises sur le sens de ces actes ou de ces paroles. Déjà les bonapartistes se donnent l'air d'être soulagés comme s'ils s'étaient attendus à être rudoyés, et comme s'ils retrouvaient l'espérance. Les légitimistes de leur côté en sont à dire que M. le vicomte de Meaux a été appelé dans le cabinet « parce qu'il a voté contre la république, » de sorte que le ministère se serait donné le plaisir d'avoir toujours auprès de lui une protestation vivante contre l'organisation constitutionnelle dont il est le premier dépositaire, qu'il est chargé de faire respecter ! C'est contre toutes ces équivoques puériles, dangereuses encore néanmoins, que le gouvernement est intéressé à réagir par

la netteté de son action. Conservateur, il l'est et il doit l'être, cela n'est point douteux, il n'avait pas même besoin de le dire; mais il y aurait une singulière illusion à croire que, s'il n'y a pas de revanche contre le 24 mai, il serait possible d'un autre côté de reprendre la politique de cette époque dans des conditions nouvelles.

Il n'y a plus même les élémens de cette politique qui n'a vécu que par le concours nécessaire des légitimistes et des bonapartistes, qu'on ne compte pas sans doute introduire dans le giron de l'ordre présent des choses pour mieux faire respecter les lois constitutionnelles. Quelle étrange idée suppose-t-on là au ministère? On lui propose de sacrifier la majorité qui a créé la situation actuelle, qui l'a élevé lui-même au pouvoir, qui le soutient par raison, à des alliés qui l'abandonneraient le jour où ils le verraient dans l'embarras et où ils espéreraient voir disparaître avec lui le vote du 25 février. Tout serait à recommencer. Non, pour le gouvernement il n'y a plus qu'un terrain, c'est celui qu'il a choisi ou qu'il a accepté; c'est ce terrain de l'organisation constitutionnelle affermie, défendue contre les bonapartistes, contre les légitimistes aussi bien que contre les menées révolutionnaires. Il n'y a qu'une politique, celle qui consiste à dissiper toutes les équivoques, à faire sentir au pays une direction impartiale et ferme, à décourager l'esprit de parti par la vigilance d'une administration qu'on peut renouveler avec tous les tempéramens possibles, et à préparer en paix la mise en pratique complète, définitive, de l'organisation constitutionnelle. Déjà l'assemblée elle-même commence à sentir que ce jour n'est plus loin, et c'est au gouvernement de ne pas se laisser prendre au dépourvu.

L'Académie française a sur les assemblées politiques l'avantage de ne pas mourir. Elle renaît d'elle-même, elle se renouvelle sans cesse par cette succession de représentans de l'esprit qui de génération en génération se transmettent l'héritage des palmes vertes. Certes, même dans cette paisible enceinte des élégances littéraires, il y a bien des combinaisons diplomatiques et parlementaires où les intérêts de l'intelligence ne jouent pas toujours le premier rôle; mais c'est le dernier asile du goût, des justes traditions et du langage épuré. On a beau faire, une séance de l'Académie ne cesse d'avoir de l'attrait pour un public d'élite empressé aux fêtes littéraires. L'autre jour c'était M. Alexandre Dumas qui recevait l'investiture de M. d'Haussonville et qui avait à parler de M. Pierre Lebrun, auquel il succède. Hier c'était M. Caro qui faisait son entrée, et qui était reçu par M. Camille Rousset. M. Caro a recueilli l'héritage de M. Vitet, cet éminent esprit qui disparaissait, il y a deux ans, presqu'en plein combat parlementaire. M. Vitet datait de cette brillante époque de la restauration, qui a été de toute façon la jeunesse du siècle. Par son rôle souvent actif, quoique à demi voilé, par son habileté, par ses œuvres, il a marqué sa place dans la politique, dans les

lettres comme dans l'histoire de l'art. C'était un esprit plein de goût, d'une vive et sûre intuition, qui ne s'est jamais mieux montré comme critique, comme écrivain, que dans sa belle étude sur Eustache Lesueur. C'est cette brillante existence, mêlée à tout ce qui a eu de l'éclat dans son temps, que M. Caro avait à raconter. Homme d'une autre génération, distingué par son talent et par de remarquables travaux, bienvenu à l'Académie, il s'est acquitté de sa mission avec un sentiment élevé et chaleureux, avec un art fait pour retracer un tel portrait. M. Caro ne pouvait oublier, il a rappelé avec une émouvante éloquence un de ces jours uniques dans la vie d'un homme, où ce n'est plus seulement l'écrivain, c'est le patriote qui parle; ce jour que nous avons tous connu, que M. Caro a connu comme nous, c'est celui où M. Vitet écrivait ici même pendant le siége de Paris ces lettres qui sortaient d'un cœur dévoré de l'ardeur d'une lutte nationale. Ce souvenir justement évoqué ne suffisait-il pas pour éveiller dans toutes les âmes une virile émotion, et pour décorer cette séance de l'Académie d'un lustre douloureux et glorieux?

CH. DE MAZADE.

LES CONFÉRENCES DE BRUXELLES ET DE SAINT-PÉTERSBOURG.

Le 27 juillet 1874 se réunissait à Bruxelles, sur l'invitation de la Russie, une conférence où étaient représentés tous les états de l'Europe, à l'effet de discuter un projet de convention « destiné à fixer les règles qui, adoptées d'un commun accord par tous les pays civilisés, serviraient à diminuer autant que possible les calamités des conflits internationaux en précisant les droits et les devoirs des gouvernemens et des armées en temps de guerre. » Ainsi se réalisait la pensée d'un souverain qui a signalé son règne par d'importantes réformes, et dont l'esprit est ouvert à toutes les idées humaines et généreuses. Comme il était juste et naturel, la conférence décerna l'honneur de la présider à l'un des délégués russes, M. le baron Jomini, qui, après avoir pris possession du fauteuil, donna lecture des instructions qu'il avait reçues de son gouvernement. Il ne pouvait se dissimuler, disait-il, que la tâche proposée aux délégués réunis à Bruxelles était difficile, compliquée et même ardue; c'était, selon lui, un motif de plus « de l'aborder dans un esprit de bon vouloir sérieux et pratique. » Dès sa seconde séance, la conférence déféra à une commission l'examen préalable du projet russe. A peine cette commission eut-elle préludé à ses travaux, elle s'aperçut que sa tâche était effectivement très difficile et très ardue. Si vif, si sincère que fût le désir de s'entendre, de graves divergences d'opinions et d'intérêts ne tardèrent pas à se produire; chaque article devint l'objet d'une discussion courtoise, mais

serrée et pressante, et le plus souvent on dut éviter de conclure, les parties ne consentant à transiger que pour la forme. Rien de plus séduisant pour l'imagination et le cœur que tous les problèmes qui touchent à la philanthropie, mais il n'en est pas de plus compliqués ni de plus périlleux. Ils sont pleins de difficultés secrètes, d'épines cachées, et les gouvernemens doivent y regarder de près avant d'entreprendre de les résoudre. « C'est surtout en politique, disait ces jours-ci un homme d'état, qu'il est dangereux de prendre des guêpes pour des abeilles. » Ce mot pourrait servir de devise à l'histoire de la conférence de Bruxelles.

Pendant toute la durée des délibérations, les diverses puissances représentées à Bruxelles demeurèrent fidèles à l'attitude qu'elles avaient prise au début; aucune d'elles ne fut tentée de modifier les instructions qu'elle avait données à ses délégués. L'Angleterre avait accédé à contre-cœur à l'invitation de la chancellerie russe. Elle ne s'y était décidée que sur la promesse qui lui fut faite qu'on ne présenterait aucune proposition et qu'on n'émettrait aucun vœu touchant les matières relatives aux opérations maritimes et à la guerre navale. Au surplus son délégué, qui n'était point investi de pouvoirs plénipotentiaires, avait l'ordre de s'abstenir dans toute discussion qui porterait sur des principes généraux de droit international non encore universellement reconnus et acceptés. Le représentant de la Grande-Bretagne, le major-général sir Alfred Horsford, ne figurait dans la conférence qu'à titre de témoin, dont le premier devoir était d'écouter attentivement tout ce qui se dirait, le second de protester par son silence contre tout ce qui pourrait lui déplaire. Si l'Angleterre savait nettement ce qu'elle ne voulait pas, l'Allemagne savait non moins nettement ce qu'elle voulait. Elle avait un système, très logiquement conçu, lié dans toutes ses parties, dont elle désirait le triomphe. En toute rencontre, elle insistait pour qu'on avisât aux moyens de rendre la guerre aussi régulière que possible, et il lui était facile de démontrer que la guerre ne sera faite dans toutes les règles que le jour où les peuples consentiront à laisser la discipline des armées décider de leur sort et jugeront qu'il est de leur devoir de demeurer les simples spectateurs de la lutte. Cette théorie et ses corollaires furent défendus avec un rare talent, avec une singulière vigueur d'argumentation par le délégué prussien, M. le général de Voigts-Rhetz. Pourvu qu'il gagnât le principal, il était disposé à concéder beaucoup sur les incidens, et il eût vu sans déplaisir que le nouveau code international prohibât certains procédés violens dont on ne s'est pas toujours abstenu, mais dont on désire que les autres s'abstiennent.

La théorie habilement et chaleureusement soutenue par le général de Voigts-Rhetz, loin de se recommander aux sympathies des petits états,

était propre à leur inspirer des ombrages et des alarmes. Condamnés par la force même des choses à ne faire que des guerres défensives, ils ne pouvaient accepter aucune clause qui tendît à les entraver dans la libre disposition de leurs moyens de résistance, et ils s'inquiétaient d'entendre dire qu'on ne peut limiter les droits de l'attaque qu'en réduisant ceux de la défense, et qu'il est bon de régler les inspirations du patriotisme. A plusieurs reprises, la Belgique, la Hollande, la Suisse, durent formuler des réserves, rappeler par des déclarations expresses que les petits états libres ont des conditions particulières d'existence, et qu'ils voient dans chacun de leurs citoyens un soldat d'occasion. Elles furent appuyées dans leurs protestations par la Suède, par l'Espagne, par la Turquie, par toutes les puissances à qui le métier de conquérant est interdit. La France eût plaidé plus souvent leur cause, si elle n'avait été préoccupée de se défendre contre le soupçon de trop se souvenir ou de trop prévoir. L'Italie se prêtait à toutes ces controverses avec sa bonne grâce ordinaire, où il entre beaucoup de facilité d'humeur et un peu de scepticisme. L'Autriche ne parlait guère, mais on peut croire qu'elle n'en pensait pas moins. Quant à la Russie, qui présidait, elle s'acquitta de ses difficiles fonctions avec une prudence et un tact consommés, avec une attention patiente et équitable, s'appliquant à prévenir les conflits, à concilier les oppositions, à contenter tout le monde sans trop se mécontenter elle-même.

« Nous sommes d'honnêtes gens qui avons travaillé de concert à une bonne œuvre, » disait le 27 août M. le baron Jomini en déclarant la session close, et la conférence méritait sans contredit qu'on lui rendît ce témoignage. Malheureusement, si laborieuses qu'eussent été les discussions, la bonne œuvre à laquelle on avait travaillé avec tant de bon vouloir était médiocrement avancée. Pour faciliter une entente, on s'était décidé à n'enregistrer que les résolutions adoptées d'un accord unanime et à consigner dans les protocoles toutes les réserves, toutes les objections qui s'étaient produites. Encore avait-il fallu trouver pour les articles sur lesquels on ne désespérait pas de s'entendre une rédaction transactionnelle, c'est-à-dire le plus souvent une rédaction obscure, un peu louche, que chacun était libre de commenter et d'interpréter à sa guise. En définitive, on savait que sur beaucoup de points il était impossible de s'entendre, mais il n'était pas sûr qu'on s'entendît sur les autres. Aussi, en se séparant, la conférence ne pouvait déférer aux gouvernemens le projet émané de ses délibérations qu'à titre « d'enquête consciencieuse de nature à servir de base à un échange d'idées ultérieur. »

Par une circulaire en date du 26 septembre 1874, la chancellerie russe engageait les gouvernemens à examiner les actes et les protocoles de la conférence de Bruxelles et à lui faire savoir ce qu'ils en pensaient.

Elle leur annonçait que le cabinet impérial, quand il aurait pris connaissance de leurs réponses et de leurs observations, se proposait soit de consigner les conclusions sur lesquelles on était unanime dans un acte destiné à faire l'objet d'un échange de déclarations entre les puissances, soit de leur soumettre un nouveau projet, soit enfin de réunir à Saint-Pétersbourg une seconde conférence « pour amener les opinions divergentes à un accord final, qui serait formulé dans un acte définitif. » Le 20 janvier, le comte Derby répondit à cette circulaire par une dépêche adressée à l'ambassadeur de la Grande-Bretagne à Saint-Pétersbourg. Il y déclinait la nouvelle invitation qui lui avait été transmise au nom du cabinet russe, et justifiait son refus par la conviction à laquelle il était arrivé qu'il n'y avait aucune possibilité d'entente sur les articles réellement importans du projet discuté et amendé à Bruxelles. Un examen scrupuleux de toute la matière lui avait démontré que son devoir était de repousser, au nom de la Grande-Bretagne et de ses alliés dans les guerres futures, tout projet tendant à altérer les principes du droit international en vigueur jusqu'ici et, par-dessus tout, de refuser sa participation « à tout arrangement qui aurait pour objet de faciliter les guerres d'agression et de paralyser la résistance patriotique d'un peuple envahi. »

Cette réponse et ce refus, qui ont fait quelque sensation en Europe, ont été commentés et censurés avec peu de bienveillance en Allemagne comme en Russie. Un écrivain du siècle dernier a dit : Non-seulement l'Angleterre, mais chaque Anglais est une île. Ce thème paraît beau à développer chaque fois que l'Angleterre fait quelque chose qui déplaît. Ceux qui désapprouvaient sa conduite dans la question de la conférence ont trouvé l'occasion bonne pour lui reprocher de nouveau avec emportement son égoïsme insulaire et traditionnel, les hauteurs et les brusqueries de sa politique, escarpées comme les falaises de ses rivages, ses préjugés et sa morgue à l'endroit de tout progrès qui ne profite pas à ses intérêts, l'indifférence qu'elle a coutume de témoigner pour toute entreprise d'humanité ou de civilisation dont elle n'a pas pris l'initiative. On rappela qu'elle avait toujours manifesté une extrême répugnance à laisser modifier les règles et les usages barbares qui ont prévalu jusqu'à ce jour dans la guerre navale; on l'accusa de s'opposer à l'adoption de coutumes plus humaines dans les guerres continentales, parce qu'elle appréhendait que tôt ou tard on n'essayât de les imposer à ses amiraux et à ses navires blindés. La presse anglaise, qui approuvait la conduite du *foreign office*, a relevé vivement ces accusations et ces injures. Elle insinua que la conférence de Bruxelles n'avait été qu'un piége, qu'on en voulait à l'Angleterre de l'avoir éventé, d'avoir traversé des projets insidieux qui, sous couleur de philanthropie, n'allaient à rien moins qu'à mettre les états pacifiques ou faibles à la discrétion des con-

quérans, et à sanctionner d'avance tous les abus de la force. — On nous reproche, disait une revue anglaise, le peu de goût que nous avons pour les conférences, dont la vertu magique ne nous est pas démontrée. Que penserait-on si nous nous avisions d'en réunir une pour persuader aux grandes puissances militaires de réduire leurs armées, de supprimer le service universel et obligatoire qui fait de la paix une préparation permanente de la guerre? Cette conférence serait plus utile que l'autre. La Russie et la Prusse consentiraient-elles à s'y faire représenter?

Quoi qu'en aient pu dire certaines feuilles russes et allemandes, le cabinet anglais avait des raisons plausibles de douter que l'entreprise à laquelle on le conviait pût aboutir, et il est entré dans son refus d'y participer plus longtemps moins d'égoïsme que de clairvoyance. Ce qui s'est passé à Bruxelles n'autorise pas à espérer beaucoup de ce qui se passera à Saint-Pétersbourg. On peut craindre, en lisant les protocoles, que le problème recommandé par la Russie aux méditations de l'Europe ne soit un problème insoluble. Il est singulièrement difficile, sinon impossible, de légiférer sur la guerre, qui supprime ou suspend toutes les lois et fait retourner momentanément les sociétés à l'état de nature. Il est difficile d'imposer d'avance des limites aux exigences d'un vainqueur qui, en vertu des devoirs de son métier, se croit obligé de tirer de sa victoire tout le parti possible et d'employer tous les moyens qui la peuvent rendre plus efficace. Enfin il est malaisé de rassembler dans un congrès des philanthropes et des militaires, et de les amener par la puissance du raisonnement à de communes conclusions. Aux propositions que font les uns dans l'intérêt sacré de l'humanité, les autres répondent en alléguant les nécessités de la guerre; ils ajoutent que la seule manière d'en atténuer les rigueurs, c'est d'en abréger la durée, et que les guerres ne peuvent être courtes qu'à la condition d'être énergiques et terribles. La conférence de Bruxelles s'est trouvée partagée entre ces opinions contraires; il ne faut pas s'étonner qu'elle ait échoué das la tentative de concilier des vœux et des prétentions inconciliables. Aussi a-t-elle été condamnée tantôt à dissimuler ses perplexités sous des formules vagues et élastiques, tantôt à poser des principes que réduit à néant la multiplicité des exceptions prévues, quelquefois à rassembler dans le même article des dispositions qui semblent s'exclure.

Quand on a discuté le chapitre du projet intitulé *des Moyens de nuire à l'ennemi*, — la philanthropie demandait qu'on réprouvât non-seulement tous les moyens qui peuvent être rangés parmi les cruautés inutiles, mais encore tous les moyens déloyaux qui ressemblent à des trahisons. La conférence a tenu compte de ce désir; aux termes de son article 13, elle a notamment interdit le meurtre par trahison d'individus appartenant à l'armée ennemie, mais par l'article suivant elle a dé-

claré que toutes les ruses de guerre sont licites. Une sentinelle surprise et égorgée dans une reconnaissance nocturne aura-t-elle la satisfaction de se dire qu'elle meurt selon les règles de la guerre, ou lui sera-t-il permis de se plaindre qu'il y ait quelque chose d'irrégulier dans son triste accident? qui éclairera la conscience des généraux et des officiers? qui se chargera de leur apprendre où finit la ruse, où commence la trahison? La philanthropie, qui avait pour elle la logique, avait le droit d'exiger qu'on réglât définitivement la question controversée de l'espionnage et des espions. Ou l'espionnage est tenu pour un moyen immoral et illicite, et il faut le prohiber, — ou il est envisagé comme un moyen licite et nécessaire, et l'espion doit être protégé contre les impitoyables sentences et les procédés expéditifs de la justice militaire. La conférence ne s'est pas souciée de satisfaire à la logique. Elle a statué d'une part que l'espionnage ne saurait être prohibé, attendu qu'il est permis à tout chef d'armée de se procurer des renseignemens sur l'ennemi; elle a statué d'autre part que l'espion pris sur le fait serait jugé et traité conformément aux lois en vigueur dans l'armée qui l'a saisi. La philanthropie réclamait l'interdiction des représailles, cette forme barbare et hypocrite de la justice qui substitue la vengeance au châtiment et frappe les innocens pour se consoler de ne pouvoir atteindre les coupables. La conférence préféra éviter cette discussion délicate, que des souvenirs encore brûlans auraient pu rendre périlleuse. Elle jugea bon d'éliminer les articles relatifs à ce grave sujet, et c'est ainsi qu'elle éluda, comme l'a remarqué lord Derby, l'une des principales difficultés qui s'imposaient à son étude.

En revanche, elle a pensé pouvoir sans danger régler et définir tout ce qu'une armée envahissante est autorisée à exiger des populations qu'elle envahit. Ici encore deux principes opposés se trouvaient en présence. L'humanité demandait qu'à l'ancien adage : la guerre nourrit la guerre, on substituât cette autre maxime plus conforme au progrès des mœurs et de la civilisation : la propriété privée est inviolable. Les militaires ont répliqué que si humain que soit un général, quelque désir qu'il ait de ménager les populations, son premier devoir est de songer à ses soldats, la première de ses obligations de fournir à leurs besoins et de veiller à leur bien-être. La conférence a dû se contenter de statuer que la propriété privée est respectable. Elle a fait une règle aux généraux et aux officiers de ne demander aux communes ou aux habitans que des prestations et des services proportionnés aux ressources du pays; mais elle a reconnu la nécessité des réquisitions, et n'y a pas trouvé d'autre adoucissement que de décider que pour toute réquisition, à défaut d'indemnité, il serait délivré un reçu. — On sait ce que valent ces quittances d'usage, a-t-il été dit par les opposans, elles ne sont qu'un chiffon de papier. Donnons-leur une valeur réelle, qu'il soit en-

tendu que les réquisitions comme les contributions impliquent un dédommagement, que ce sont des emprunts forcés qui appellent une restitution ultérieure, et promettons aux familles que le traité de paix réglera la restitution de leurs avances. Aussi bien le sort des armes est changeant; il se pourrait qu'une armée victorieuse vînt à être battue et qu'elle eût à payer les frais de la guerre. Si les quittances acquièrent une valeur réelle, les officiers qui ordonnanceront des réquisitions que leur gouvernement pourrait être appelé à solder à la paix trouveraient dans une telle clause un avertissement salutaire à la modération. — Le délégué d'Allemagne, M. le général de Voigts-Rhetz, a réfuté ce raisonnement en alléguant que la prévoyance des chefs d'armée ne va pas si loin, qu'un officier préoccupé de pourvoir à la subsistance de ses hommes ne s'arrêtera pas à la pensée des suites onéreuses que peut entraîner pour son pays l'acquittement des obligations qu'il contracte, que pour sa part il n'avait jamais rencontré « cet idéal d'officier. » Il ajouta qu'une armée ne peut vivre en campagne des ressources de ses magasins, qu'elle est obligée de s'en procurer d'autres, qu'elle les prend où elle les trouve, qu'au surplus les reçus sont écrits le plus souvent à la hâte et au crayon, qu'il est impossible de discerner une quittance vraie d'une fausse. « En résumé, dit-il par forme de conclusion, nous nous trouvons devant un fait; il ne dépend pas de nous que ce fait n'existe pas, et, quoi que nous fassions, nous ne l'empêcherons pas de se produire dans toutes les guerres. » Ce langage ne manquait assurément ni de sens, ni de clarté; mais le délégué suisse, M. le colonel fédéral Hammer, n'avait pas moins raison de dire que, si la réunion de Bruxelles était destinée à adoucir les terribles sévérités de la guerre, l'Europe verrait avec regret qu'on se bornât à codifier des abus traditionnels. Ce débat démontrait une fois de plus à quelles inconséquences on s'expose quand on prétend transformer en principes les coutumes et les usages de la guerre, qui ne se justifient que par l'impossibilité de les abolir, et c'était le cas de se souvenir de ce mot d'un ancien philosophe qui disait que les lois sont presque toujours inutiles aux gens de bien comme aux méchans, parce que les premiers peuvent s'en passer et que les autres n'en deviennent pas meilleurs.

Ce n'est pas seulement entre les philanthropes et les militaires que la conférence était appelée à prononcer; elle devait résoudre une autre contradiction en conciliant les intérêts des petits états et des grandes puissances, ou, pour mieux dire, en assurant des conditions et des avantages égaux à l'état qui se défend et à celui qui attaque. En dépit des assertions contraires, elle n'a point tenu la balance égale entre ces intérêts opposés, et ses conclusions sont manifestement plus favorables aux envahisseurs qu'aux envahis. La Prusse, avons-nous dit, apportait à Bruxelles un système, et ce système avait eu la bonne fortune d'être

agréé par les auteurs du projet soumis à la conférence. La Prusse, qui se défie des idées humanitaires, mais qui fait profession de respecter beaucoup les intérêts de la civilisation, a recherché les moyens de diminuer les maux de la guerre; elle pense en avoir découvert deux. Le premier est d'obtenir des vaincus qu'ils renoncent à prolonger une résistance désespérée, et il est incontestable que, si un état, après avoir reconnu par une première épreuve l'infériorité de ses forces, abandonnait la partie et se résignait à sa défaite, il s'épargnerait d'inutiles sacrifices d'hommes et d'argent. Les auteurs du projet discuté à Bruxelles semblent avoir pris à cœur d'inculquer au vaincu l'esprit de résignation. Comme l'a remarqué M. le colonel Hammer, l'innovation la plus grave qu'ils aient proposée est l'ensemble de dispositions contenues dans le chapitre intitulé *de l'Autorité militaire sur le territoire de l'état ennemi.* Le projet, aux termes de sa teneur primitive, établissait que dans toute la partie du territoire occupée par l'ennemi l'autorité du pouvoir légal est remplacée par celle de l'état occupant, que ce dernier peut, selon qu'il lui convient, ou maintenir les lois établies, ou les modifier, ou les suspendre entièrement, que le chef de l'armée d'occupation peut contraindre les fonctionnaires de l'administration, de la police et de la justice à continuer l'exercice de leurs fonctions sous sa surveillance et son contrôle, exiger des fonctionnaires locaux qu'ils s'engagent sous serment ou sur parole à remplir les devoirs de leur charge, révoquer ceux qui refuseraient de satisfaire à cette exigence, et poursuivre judiciairement ceux qui s'affranchiraient de l'obligation contractée par eux, enfin que l'armée d'occupation est autorisée à prélever à son profit tous les impôts, qu'elle a le droit de se saisir de tous les capitaux du gouvernement et un droit de jouissance sur les édifices publics, les immeubles, forêts et exploitations agricoles appartenant à l'état.

La gravité de telles dispositions ne pouvait échapper à personne; elles ont été vivement combattues, la rédaction en a été adoucie, c'est tout ce qu'ont obtenu les opposans. A la vérité, on a effacé un article 46 qui portait que « les individus faisant partie de la population d'un pays occupé par l'ennemi et qui se soulèvent contre lui les armes à la main ne sont pas considérés comme prisonniers de guerre, mais sont déférés à la justice. » Il n'importait guère que cet article fût conservé ou supprimé, il n'est que la rigoureuse conséquence du principe posé, et les généraux se chargeront de l'en déduire malgré le silence du législateur. Si ce principe était admis par les gouvernemens, il s'ensuivrait que les populations envahies ne subissent pas une violation ni une oppression; elles n'auraient fait que changer d'état légal, un gouvernement se serait substitué à un autre, et quiconque se refuserait à reconnaître cette substitution devrait être envisagé et traité comme un séditieux. Il en résulterait aussi que tout état menacé d'une guerre prochaine serait tenu

d'expliquer loyalement à celles de ses provinces qui sont exposées à l'invasion la situation créée aux envahis par le nouveau droit des gens; il devrait les délier, le cas échéant, de leurs devoirs envers lui, les engager à reconnaître l'autorité du chef de l'armée d'occupation, flétrir d'avance comme un crime international tout acte inconsidéré de patriotisme et exhorter ses fonctionnaires à mettre leur loyauté et leur dévoûment au service du vainqueur. L'Angleterre a-t-elle eu tort de prétendre que le projet de Bruxelles fait la partie belle aux conquérans? Il les autorise à organiser la conquête avant même que la paix soit conclue et que les conditions en soient réglées. Et qu'on veuille bien considérer avec quelle facilité s'opérerait cette prise anticipée de possession légale, s'il se trouvait que les occupés eussent avec les occupans quelque affinité de race, de mœurs, de coutumes, s'il se trouvait surtout que les uns et les autres parlassent la même langue, ce qui leur permettrait de s'entendre à demi-mot. On assure que ces considérations ont particulièrement frappé les délégués d'Autriche; s'ils n'ont rien dit, cela tient peut-être à ce qu'il y avait trop à dire.

L'Allemagne a découvert un second moyen d'atténuer le fléau de la guerre; elle croit à l'utilité pratique de ce qu'on a nommé la restriction fictive du combat, laquelle consiste à déclarer que la guerre ne concerne que les armées et que les populations n'ont point à s'en mêler. Par leur abstention, elles acquerront des droits aux ménagemens de l'ennemi; mais si, contrairement au principe, elles intervenaient dans la lutte, on ne saurait les traiter en belligérans, elles deviendraient justiciables des tribunaux militaires comme ayant fait acte de banditisme ou de brigandage. Dans les discussions de Bruxelles, M. le général de Voigts-Rhetz a fort malmené le banditisme, c'est-à-dire la guerre de partisans et les entreprises des corps-francs contre les armées régulières. Il lui en coûtait peu de demander que les populations fussent exclues autant que possible du périlleux honneur de participer aux opérations de la guerre. Il représentait un pays où la distinction entre le bourgeois et le soldat n'existe pas, un pays de service obligatoire universel, où, en vertu d'une récente loi, le landsturm peut être incorporé dans la landwehr, et servir ainsi non-seulement à la défense de ses foyers, mais à l'occupation des territoires envahis. Les états tels que les Pays-Bas et la Belgique, qui n'ont point adopté encore l'onéreuse et coûteuse institution du service universel, n'auraient pu admettre qu'on les réduisît à la ressource de leurs armées régulières, manifestement insuffisantes dans le cas d'une guerre sérieuse, et l'on ne fait plus aujourd'hui que des guerres sérieuses. La conférence a décidé que le titre et les droits de belligérans appartiennent aux milices et aux corps de volontaires aussi bien qu'aux armées; mais elle a stipulé que ces corps de volontaires devraient offrir certaines garanties, qu'ils seraient tenus:

« 1° d'avoir à leur tête une personne responsable pour ses subordonnés, 2° d'avoir un signe distinctif fixe et reconnaissable à distance, 3° de porter les armes ouvertement, et 4° de se conformer dans leurs opérations aux lois et coutumes de la guerre. » A ce compte, l'organisation des volontaires pourra souffrir quelques difficultés dans la pratique, on n'improvise pas une organisation; si le projet était adopté, il serait plus sûr pour les petits états d'employer les loisirs de la paix à préparer leur défense, et peut-être se verraient-ils contraints d'adopter le service universel, pour lequel quelques-uns d'entre eux éprouvent une instinctive antipathie. Cependant il faut rendre à la conférence cette justice, qu'elle n'a point traité légèrement leurs plaintes et leurs réclamations, qu'elle s'est étudiée à leur donner contentement. Si elle n'y a pas réussi, ce n'est pas faute de bonne volonté; les principes ont leur logique, qui tient la complaisance en échec. En statuant que les volontaires organisés aussi bien que les soldats seraient considérés comme belligérans, la conférence leur garantissait la vie, s'il leur arrivait d'être faits prisonniers; mais du même coup elle statuait aussi que quiconque prendrait les armes sans faire partie d'un corps organisé serait traité en brigand. M. le colonel fédéral Hammer déclara que jamais son gouvernement ne consentirait à admettre une telle conséquence, qu'on avait vu souvent dans son pays des populations entières se lever en masse, et marcher à l'ennemi sans être organisées ni commandées, que des hommes qui défendent leur patrie ne sauraient être tenus pour des brigands, que, si l'ennemi triomphe de leur résistance, il sera dur pour eux et ne les traitera pas comme une population paisible, mais qu'on ne peut dire d'avance que ce ne sont pas des belligérans, qu'aucun Suisse ne pourrait ratifier une pareille décision.

On essaya de faire droit à cette protestation, et l'article 10 du projet porte que « la population d'un territoire non occupé, qui à l'approche de l'ennemi prend spontanément les armes pour combattre les troupes d'invasion sans avoir eu le temps de s'organiser conformément à l'article 9, sera considérée comme belligérante, si elle respecte les lois et coutumes de la guerre. » Reste à savoir comment on pourra reconnaître que la levée en masse a été spontanée et s'assurer que le temps a manqué pour l'organiser conformément à l'article 9 : graves questions que le vainqueur fera bien de méditer avec soin. Selon qu'il les résoudra dans un sens ou dans l'autre, les malheureux qui tomberont dans ses mains redoutables seront des soldats ou des bandits, ils auront la vie sauve ou ils seront passés par les armes, et leurs maisons livrées aux flammes. En vérité n'est-il pas permis de craindre que malgré toutes ses bonnes intentions la conférence de Bruxelles n'ait abouti qu'à rendre nécessaire l'institution d'une nouvelle science, la casuistique militaire, qui aura ses Molina et ses Suarès? Désormais les chefs d'armée devront

adjoindre à leur état-major d'habiles directeurs de conscience, versés dans l'art subtil des distinctions, et dont les délibérations alterneront avec les conseils militaires. Nous doutons que cette casuistique, la théologie lui vînt-elle en aide, servît très efficacement les intérêts de l'humanité.

La réponse que le prince Gortchakof a faite en date du 5 février à la dépêche du comte Derby était accompagnée d'observations présentées avec art, et qui méritent d'être lues attentivement comme tout ce qui sort de la plume du chancelier de l'empire russe. Dans cet intéressant document, le prince Gortchakof s'exprime avec une modestie de bon goût sur les résultats obtenus par la conférence de Bruxelles; mais il remarque que peu faire est plus profitable que ne rien faire du tout, que plus le droit des gens manque de précision et de clarté, plus il importe de suppléer dans la mesure du possible à ces incertitudes, à ces lacunes, à ces contradictions, que, si imparfaites que soient les règles proposées, les gouvernemens qui les auront discutées et admises les interpréteront dans un esprit de douceur et d'équité, que d'ailleurs, si tout restait indéfini, si le plus faible persistait à s'attribuer des droits illimités, il autoriserait le plus fort à user de sa force sans ménagement et à ne prendre conseil que de ses propres convenances, qu'on tomberait ainsi dans la guerre sauvage, et qu'on n'aperçoit point ce que les petits auraient à y gagner. Hélas! que la conférence réussisse ou non à rédiger une convention définitive et à la faire accepter par les gouvernemens, la guerre ne sera toujours que trop sauvage. A la vérité, elle l'est moins que jadis; certaines horreurs, certaines atrocités, deviennent de plus en plus rares et sont réprouvées avec plus de sévérité qu'autrefois. C'est l'heureux résultat du progrès général de la civilisation; les peuples ont appris à se connaître, bien des préjugés se sont dissipés, les mœurs se sont adoucies, les idées et les procédés sont devenus plus humains. Quand les Turcs s'emparèrent de Famagouste en 1571 après un siége meurtrier dans lequel ils perdirent 50,000 hommes, ils firent écorcher vif le gouverneur de la place pour le punir de l'avoir trop bien et trop longtemps défendue contre eux. On n'écorche plus vifs les gouverneurs de place, les prisonniers de guerre sont mieux traités, et les pilleurs de villes et de villages sont obligés de se surveiller un peu, sous peine d'encourir la réprobation publique.

Toute la question est de savoir s'il n'est pas des cas où la meilleure des législations est de n'en point avoir, et si l'opinion et certains sentimens généralement répandus ne sont pas pendant la guerre une sauvegarde plus sûre pour les idées d'humanité que des lois incomplètes ou douteuses, lesquelles au surplus sont dépourvues de toute sanction, puisque les neutres ne s'engagent pas à les faire respecter des belligérans. Les lois ont cet inconvénient qu'elles légitiment tout ce qu'elles

n'interdisent pas, et il est dangereux de donner une sanction légale à la brutalité du vainqueur et une définition juridique de droits et de délits qui, par leur nature même, sont indéfinissables. Le délégué de Belgique, M. le baron Lambermont, disait dans une des séances de la commission que la guerre a ses pratiques, que c'est assez de les tolérer, qu'il ne faut pas leur faire l'honneur de les convertir en règles et de les inscrire dans un code. Il ajouta : « Si des citoyens doivent être conduits au supplice pour avoir tenté de défendre leur pays au péril de leur vie, il ne faut pas qu'ils trouvent inscrit sur le poteau au pied duquel ils seront fusillés l'article d'un traité signé par leur propre gouvernement, qui d'avance les condamnait à mort. » On peut souhaiter aussi que les exécuteurs de ces infortunés considèrent la triste besogne commise à leurs soins comme une violence que justifie la nécessité, et s'il n'était pas vrai qu'elle fût nécessaire, il serait déplorable qu'ils fussent défendus contre les étonnemens ou les perplexités de leur conscience par quelque article d'un code international qui décrète que dans certains cas un patriote est un criminel. La seule garantie contre les abus de la force est le sentiment qu'elle a de sa responsabilité et la peur que lui inspire quelquefois l'opinion. Tout ce qui pourrait soulager ses doutes ou étouffer ses scrupules, tout ce qui fixerait ses incertitudes touchant ce qui est licite et ce qui ne l'est pas ne servirait qu'à encourager son insolence; il vaut mieux que, faute de prescriptions positives, elle soit toujours inquiète du jugement qu'on portera sur elle. Funestes sont les lois quand elles mettent à l'aise les consciences.

Comme on le voit, l'Angleterre avait de bonnes raisons à donner pour justifier la défiance que lui inspire l'œuvre commencée à Bruxelles et qui doit se poursuivre à Saint-Pétersbourg. Il est plus douteux qu'elle ait sagement ou utilement agi en faussant compagnie à l'Europe et se retirant sous sa tente. Il n'y avait pas péril en la demeure, puisque les décisions de la conférence doivent être soumises à l'acceptation des gouvernemens et des corps législatifs. Ou la conférence avortera, et il est plus agréable de constater un avortement que d'en être rendu responsable, ou, contre toute espérance, on parviendra à réaliser un accord qui ne compromette aucun intérêt, et il sera fâcheux que la signature de l'Angleterre manque à cet acte international. L'Angleterre est en situation de faire ce qui lui plaît et de le faire comme il lui plaît. Les petits états, qui ont le chagrin de n'être pas des îles, sont obligés à des égards dont les puissans peuvent se dispenser. Il est probable qu'ils enverront des délégués à Saint-Pétersbourg, et qu'éclairés par les discussions de Bruxelles, ils leur donneront des instructions précises, qu'ils les chargeront de dire nettement ce qu'ils peuvent concéder et ce qu'il faut renoncer à leur demander. S'ils s'abstenaient, l'acte international qu'on projette pourrait se changer en un arrangement particulier entre quelques grandes

puissances qui n'auraient plus à se soucier des réserves et des convenances des petits; mais assurément les délégués de la Belgique, des Pays-Bas et de la Suisse regretteront de ne plus avoir l'Angleterre à leurs côtés, puisqu'ils pouvaient compter sur ses sympathies et qu'elle avait si bien compris leurs intérêts.

Ce qui est certain, c'est que, si le refus du cabinet anglais a été un acte de raison, beaucoup de gens l'ont interprété comme un acte d'humeur. Le bruit court en effet que l'Angleterre n'est pas contente, bien qu'elle eût juré de l'être toujours. Fière de sa richesse, de sa puissance, de ses institutions libres que le monde lui envie, elle avait pris le parti de jouir tranquillement de son bonheur, et pour que rien ne vînt troubler sa quiétude optimiste, elle avait résolu de se désintéresser des affaires du continent, de ne s'en mêler tout au plus que pour donner des conseils, en promettant d'avance de ne point se fâcher s'ils n'étaient pas suivis. En un mot, elle appliquait à la politique les principes de la liberté commerciale, la théorie du laisser-faire et du laisser-passer. Pendant des années, elle a laissé faire les ambitieux, elle a laissé passer les événemens. Cette politique d'abstention a produit des fruits qui lui semblent amers. L'Angleterre, qui représente dans le monde le libéralisme, l'industrie et le commerce, voit aujourd'hui l'Europe tout occupée à fabriquer des soldats et la paix livrée à la merci de gouvernemens militaires qui ne passent pas pour mépriser les conquêtes. L'Angleterre, toujours soucieuse de l'équilibre européen et de la conservation des petits états, a conçu des inquiétudes pour la sûreté de deux de ces états qui lui sont chers; elle appréhende qu'ils ne servent d'enjeu ou de gage dans telle partie sanglante qui se jouerait sur leurs frontières. Jalouse de son influence à Constantinople, elle a le déplaisir de voir les affaires d'Orient gouvernées par un triumvirat dont les visées sont mystérieuses et qui ne lui fait pas ses confidences. Il y avait autrefois un pays dont elle surveillait les ambitions, mais avec qui elle aimait à échanger ses idées, avec qui elle concertait dans l'occasion de communs desseins, en lui faisant prendre l'engagement de n'y rien gagner. Quand l'Angleterre et la France s'entendaient, elles pouvaient faire ensemble la police de l'Europe; il faut aujourd'hui que l'Angleterre la fasse seule, et son ancienne alliée a perdu à jamais le goût des guerres désintéressées. Il est naturel que l'Angleterre ait de l'humeur, mais l'humeur ne remédie à rien. Le jour où elle s'occupera sérieusement de rétablir en Europe son influence compromise, elle ne s'en tiendra pas à des incartades; elle trouvera des moyens plus efficaces de forcer les puissances dont les intentions lui sont suspectes à compter avec elle, et sûrement elle saura leur prouver qu'elle possède encore le don de prévoir et le talent d'empêcher.

REVUE MUSICALE.

Regrettez-vous le temps où l'opéra comique était l'opéra comique, où Scribe et Planard, Mélesville et Saint-Georges écrivaient de jolies pièces en trois actes que Boïeldieu, Auber, Hérold, Adam, mettaient en musique? Scribe surtout excellait dans ce genre, son esprit s'y donnait carrière, pleinement affranchi de ce gros embarras du style qui au Théâtre-Français le gênait tant. En matière de *libretto*, la langue qu'on parle importe peu, les sentimens et la passion peuvent se contenter d'une sorte d'expression sommaire, la *situation* seule prédomine, et nous savons quelle entente Scribe possédait de la situation. *La Dame blanche, Fra Diavolo, la Part du Diable*, sont à ce point de vue de vrais chefs-d'œuvre et forment un spectacle qui vous intéresse sans vous causer la moindre fatigue. Les scènes vont gaîment leur train, l'intrigue se noue et pivote sur une donnée toujours plus ou moins énigmatique, et quand au beau milieu du dialogue l'orchestre entame sa ritournelle, c'est avec délices que vous accueillez ce motif galant et pimpant, qui semble venir là tout exprès pour vous avertir de ne pas trop vous fier à des combinaisons que l'auteur va déjouer tout à l'heure. Aujourd'hui nous avons changé tout cela; parler d'idéalisme et de réalisme à propos d'opéra comique, c'est peut-être employer de bien grands mots, force est pourtant de reconnaître que de nouvelles tendances se sont affirmées. Notre opéra comique ne badine plus, il devient sérieux; au lieu d'éluder ingénieusement un sujet en ce qu'il peut offrir d'insolite et de repoussant, il nous plaît au contraire de l'aborder de front : les duels au couteau, le coup de poignard tragique au dénoûment, rien ne nous effraie, et penser que Scribe, dans *Fra Diavolo*, s'épuisait en de si prestigieuses ressources pour *sauver la situation* en nous représentant un bandit capable de tout hors de la scène, mais qui devant le public se ferait scrupule de mentir aux convenances du genre! Il n'avait qu'une idée, tourner autour de la question, évoluer. Ses opéras comiques sont des devinettes musicales merveilleusement amusantes; vous pouvez vous y laisser aller, certain de ne rencontrer jamais l'ignoble ni l'horrible, deux élémens qu'il escamotera d'une main habile, s'ils se trouvent dans son sujet. Il serait curieux à ce titre de comparer l'Espagne du *Domino noir* à l'Espagne de *Carmen;* d'un côté vous auriez Le Sage et *Gilblas*, de l'autre Mérimée.

C'est donc un fait accompli et sur lequel il n'y a plus à revenir, l'opéra comique tel que nos pères le comprenaient, tel que nous l'avons goûté dans notre jeunesse, ce genre-là n'existe plus : la symphonie et l'opérette l'ont tué. Les esprits élevés, les artistes sont allés vers la sym-

phonie, quittes à venir au théâtre plus tard, mais à l'aborder alors par ses grands côtés, par le drame, et comptant bien ne point oublier que Beethoven, lorsqu'il compose un opéra, écrit *Fidelio*. Les autres (et ils se nomment légion) se sont rués sur l'opérette. Il faut que la chose ait du bon, puisqu'elle réussit. Elle a ses maîtres, ses virtuoses, son public, un public des plus huppés, qui, sur ma foi, s'ennuie aux *Huguenots*, bâille à *Guillaume Tell*, et ne se gêne pas pour vous le dire. De petits rhythmes écourtés et sautillans, une tarentelle continue, une kermesse toujours recommençante, et pour donner l'accent à cette note caractéristique de l'art qui nous est fait, et que, paraît-il, nous méritons, des soubrettes incomparables.

Gardons-nous de mépriser cet *aimable* et *spirituel* produit de notre temps, mais que cela ne nous empêche pas d'encourager ceux qui placent plus haut leur idéal. Ils sont là quelques jeunes hommes, nourris de fortes études, travailleurs infatigables sur qui repose l'avenir de l'école française, et que j'appellerai simplement des *musiciens,* en donnant à ce mot l'acception large et vigoureuse que Delacroix lui prêtait quand il disait d'un de ses confrères : « C'est un peintre! » George Bizet, Jules Massenet, Reyer, Saint-Saëns, Lalo, qu'ai-je besoin de les nommer? Tout Paris les connaît. Symphonistes, oui certes, mais en attendant mieux, hommes de l'orchestre qui seront demain des hommes de théâtre, et qui n'ont eu d'abord d'autre prétention que celle de prouver au public qu'ils savaient leur affaire. J'ignore ce qu'il adviendra de ces divers talens; mais ce qui me réjouit l'âme, c'est de voir comment tout ce monde comprend la dignité de l'art.

Prix de Rome en 1856, M. Bizet commença par donner au Théâtre-Lyrique *les Pêcheurs de perles,* où déjà vous saisissez cet imprévu dans la modulation, ce quelque chose de nuageux, d'indéfini dans la mélodie qui bientôt caractérisera la manière de l'auteur. La mélodie de M. Bizet produit sur moi l'effet d'une de ces lumières qu'on place dans un globe de cristal opalisé. C'est doux, harmonieux, velouté, le rayon cependant manque un peu. Je recommande à ce propos dans *les Pêcheurs de perles* une romance, d'ailleurs fort connue, *ma bien-aimée est endormie :* toute la physionomie musicale de M. Bizet semble vivre et se condenser en ces quelques mesures d'un sentiment profond et que Schubert regretterait de n'avoir pas écrites. Depuis, sauf *Djémileh,* un acte assez médiocre donné en 1872 à l'Opéra-Comique, presque toutes les tentatives du compositeur ont marqué, la chute même de *l'Arlésienne* ne devait point l'atteindre, car, si la pièce est tombée, la musique s'est maintenue, et la salle de concert l'a vengée de sa mésaventure théâtrale.

Carmen aujourd'hui nous le livre au plein de son activité symphonique et dramatique. J'appuie à dessein sur les deux adjectifs, il y a les

deux choses dans cet opéra, la symphonie et le drame, et peut-être bien est-ce trop si l'on considère les habitudes et les goûts du public de l'endroit. Pour nous autres gens délicats et curieux, toutes ces digressions ont de l'attrait, nous savons en prendre et en laisser et nous dire à propos d'un intermède musical ou d'un entr'acte : « Je reviendrai entendre cela; » mais le public ne se paie point de semblables fantaisies, il ne passe rien, ou plutôt ne vous passe rien; le public ne se réserve pas pour le lendemain. Il vous prête dès le début toute son attention, à vous de n'en point abuser. Souvent c'est le contraire qui arrive. On n'a point assez de se donner, on se prodigue; on ouvre toutes les écluses. Déjà, au sujet du *César de Bazan* de M. Massenet, nous avons eu l'occasion de relever ce tort commun à la plupart des jeunes représentans de notre école. La ligne serpentine a son mérite, mais celle qui mène au but est la ligne droite, et j'en veux d'autant plus à M. Bizet de ces divagations instrumentales dont il se montre si coutumier, qu'elles escomptent en quelque sorte l'effet de la situation. On comprend ces ruses de guerre chez un spécialiste inhabile à parler la langue des passions, et cherchant à déguiser sous des fleurs d'éloquence et de virtuosité l'absence d'inspiration dramatique.

M. Bizet sera, quand il voudra, un homme de théâtre; il nous le prouve à chaque instant dans *Carmen*. Les situations sont abordées carrément, développées, nuancées d'un tour parfait; quoi de plus joli, de mieux en scène que le duo d'amour entre Carmen et Jose au second acte, de mieux venu que cette phrase délicieusement dite par Mme Galli-Marié et M. Lhérie : *là-bas, là-bas, dans la montagne!* J'aime aussi les couplets du *torero*, que M. Bouhy enlève haut la main, tout en s'y montrant, comment dirai-je? un peu *poseur*, ce qui détonne légèrement avec le naturel des autres. Le quintette qui suit est de l'originalité la plus piquante et vous captive tout le temps par l'imprévu des harmonies, la variété des timbres de l'orchestre ; les voix tombent on ne sait d'où, ce sont des rhythmes en fusées, des éclairs en zigzags partant d'en haut et sillonnant la trame mélodique. Voulez-vous du pittoresque et voir revivre en chansons l'Espagne de Zamacoïs et de Fortuni, écoutez le chœur des *picadors* au premier acte, la marche des *picadors* au quatrième, et cette espèce de retraite dont le motif remplit le premier entr'acte; suivez surtout la scène du campement dans la *sierra*. Au fond du théâtre, les bohémiens et les trabucaires vont et viennent. Jose, par intervalles, se rapproche de Carmen, qu'il importune de sa jalousie, de ses récriminations; elle, cependant, déjà lasse de cet amour à l'aurore duquel nous assistâmes tout à l'heure et songeant à convoler à de nouvelles noces avec Escamillo le *torero*, rêveuse, presque sombre, interroge les cartes, qui ne lui disent rien de bon; à ses côtés, ses compagnes font le même jeu, et les cartes inexorables la condamnent à mort, elle et le

triste amant qui l'assomme de ses adorations. Voilà certes pour un opéra comique un tableau terriblement poussé au noir. Le motif toutefois a sa valeur, et Scribe l'eût employé, oui, mais à la condition d'évoluer sur place, de couper court à ses prémisses. Ici, nous sommes à la Porte-Saint-Martin, et les auteurs, loin de s'ingénier à trouver la bifurcation, se précipitent sur la pente du mélodrame. Ce que les cartes prophétisent à Carmen s'accomplira; ce trio sert de préface au dénoûment, morceau capital. Nous sommes aux *corridas* de Madrid, Carmen, effarée d'amour, haletante, vient prendre sa part du triomphe de son *torero*, la course a lieu derrière un rideau qui masque le cirque; *banderilleros, chulos* et *picadors* ont défilé joyeusement, la cloche sonne, Escamillo, dans la présomption du triomphe et du bonheur prochains, serre sa maîtresse contre son cœur, et court affronter l'arène. Carmen s'élance, va pour se mêler à la foule, soudain Jose se dresse devant elle, Jose, l'amant de la veille, qui s'est déshonoré, perdu pour elle, et de qui ses beaux yeux se détournent maintenant qu'une autre insolation l'a frappée.

Le duo s'engage crânement. Carmen est une créature inculte, une bête fauve, et ce n'est ni la franchise ni le courage qui lui manquent. Elle marche droit au péril. « On m'a dit de me défier de toi, de craindre pour ma vie; me voilà! » A l'idée qu'on le suppose coupable d'un pareil crime, Jose recule avec horreur, et ce crime, dix minutes plus tard, il le commettra. Le pauvre homme implore d'abord; sa douleur, ses instances n'éveillent que mépris. Ennuyée, excédée, la bohémienne devient provocante, jette à Jose sa bague au visage; celui-ci se retourne alors, frémit de haine, et, pour l'empêcher de courir à son *torero*, il la tue. — Tout ce grand morceau, presqu'un acte, est conduit avec un art supérieur. On se sent ému, saisi. L'affliction de ce malheureux, l'attitude féroce de Carmen en présence du désespoir qu'elle cause, son indifférence et ses lassitudes, puis, dans le moment tragique, le contraste de cette agonie sanglante qui se passe sur le devant de la scène, et des fanfares du triomphe éclatant au dehors, toutes ces gradations, tous ces mouvemens, sont d'une analyse et d'un *rendu* à ne laisser subsister aucun doute sur l'avenir dramatique d'un compositeur. Convenons aussi que l'exécution aide puissamment à l'effet. M. Lhérie est un Jose plein de pathétique et de furie; quant à M[me] Galli-Marié, jamais peut-être elle n'avait marqué plus de talent que dans cet abominable rôle. Il faut suivre les nuances par lesquelles Jose arrive à n'y plus voir que *rouge*, observer ce jeu de l'actrice savant et vrai, toujours simple; point de cris, point de mélodrame, des signes presque imperceptibles, mais profonds, de fins détails dans le geste et la physionomie trahissant tout l'ennui et toutes les frénésies du personnage. Carmen est fatiguée, excédée, « je ne sais point mentir, » dit-elle, là est le

mot du caractère créé par Mérimée, et que Mme Galli-Marié s'est attiré le reproche d'interpréter d'une façon trop vraie, trop *réaliste*. Étrange démon que cette artiste! elle quitte le théâtre, n'ayant plus de voix; elle y reparaît trois ans après en toute possession de ses moyens. Cet éternel *Mignon* avec ses airs pleurards l'avait énervée; elle a retrouvé sa flamme et son esprit: pour de la distinction, c'est autre chose; mais Mme Galli-Marié se connaît en littérature, elle a lu Mérimée, et nous répondra qu'elle joue Carmen et point Célimène. Elle a les allures du rôle comme elle en a le ton. Emerson a dit: « L'Anglo-Saxonne a la démarche fière d'une race libre, elle marche comme si elle avait conquis le monde; l'Espagne, elle, ne marche pas en amazone; mais l'Espagne a le *meneo.* » De Saint-Sébastien à Malaga, de Bilbao à la Ronda, toute femme en Espagne, grande dame ou paysanne, affecte cette désinvolture, et la *jota* elle-même n'a pas un caractère plus national que ce fameux mouvement de hanches dont ceux-là seuls se scandalisent qui veulent qu'en fait d'art il y ait encore des Pyrénées. S'imagine-t-on par hasard que la *Havanera* du premier acte produirait son effet sans cette pantomime qui l'accompagne? Musique bizarre, monotone, au rhythme paresseux, traînard, et comme imprégnée de ce sentiment d'accablement particulier au pays orageux des tropiques! Il est une complainte nègre que chante Mme Viardot et que chante Pagans, le *Havanero* par excellence :

Ultè, nò è na...

M. Bizet s'en est très habilement inspiré, et Mme Galli-Marié en traduit poétiquement la *morbidesse*.

Parlons maintenant des convenances d'un pareil sujet. « Comment peux-tu douter que je t'aime, puisque je ne te demande pas d'argent? » Une femme capable de tenir un pareil langage ne peut guère nous intéresser au théâtre. Il y a de ces choses dont un écrivain du talent et de la force de Mérimée peut tirer parti dans un roman, mais qui ne sauraient pourtant être mises à la scène. Carmen s'éprend d'un soldat au premier acte, au troisième elle idolâtre un *torero*. Ajoutez à la pièce un acte de plus, ce sera le tour du capitaine Zuniga, et ainsi de suite. De telles figures ne sont, je ne dirai pas sympathiques, mais supportables, que lorsqu'un écrivain les localise et les fait valoir à leur point en les entourant de toutes les circonstances atténuantes que dispensent le style, l'observation et la philosophie humoristique d'un bel esprit paradoxal. Vues de face, elles ne vous inspirent que de la répulsion. Comme contraste à ce démon, les auteurs ont imaginé de produire un ange : la pieuse et sensible Micaëla, qui survient, l'olivier à la main et la romance aux lèvres, pour rappeler sa *mère mourante* au fils coupable et déserteur de toutes les vertus. Je n'ai nul besoin de remarquer ici que ce

personnage absolument poncif n'est pas et ne pouvait être de Mérimée. C'est une invention des librettistes, et l'idée a bien son charme en ce qu'elle nous donne la bonne fortune de voir et d'entendre Mlle Chapuy, et surtout en ce qu'elle nous remet devant les yeux cette excellente Alice de *Robert le Diable*, physionomie trop négligée, dont le public attendait une nouvelle épreuve. Il y a donc aussi une Némésis au théâtre? On se raille de tout; on ridiculise, on bafoue l'antique et le moderne; on écrit *la Belle Hélène, la Grande-Duchesse*, on écrit *Tricoche et Cacolet*, et la première occasion qui se présente de prendre au sérieux *la croix de ma mère*, on ne la rate pas.

J'approuve beaucoup cette habitude qui s'introduit de plus en plus au théâtre, de donner à certains vocables étrangers leur accent national caractéristique, de prononcer *majo* et *navaja* comme ces mots se prononcent à la Puerta del Sol, et non plus en les estropiant à la française; mais alors il faudra se surveiller et ne pas confondre dans le même dialogue *gitana* et *zingara*, autrement dit de l'espagnol avec de l'italien. Poètes, peintres et musiciens, tout le monde se préoccupe aujourd'hui d'ethnologie; rien d'étonnant que cette curiosité d'information gagne et s'étende jusqu'aux moindres détails de la mise en scène; on cherche le vrai, on *fait nature*. Allez voir ce second acte de *Carmen*, c'est à se croire en Espagne : décor, costumes, le ton, le geste, l'air du visage, tout y est. Ce Doncaïre par exemple que représente M. Potel, avec ses favoris épais, son large sourire, son foulard jaune noué entre l'oreille et la nuque, — vous l'avez rencontré sur toutes les routes de la frontière, dans les *fondas* et les *ventas*. Il est aussi dans *Don Quichotte*, où se retrouve tout ce qui fut, est et sera jamais espagnol. Ajoutons que dans l'originalité de cette mise en scène une juste part revient à M. Bizet, et que la couleur locale, comme il l'a comprise au début de son second acte, dénote aussi bien l'archéologue que le musicien. Sur un fond *vieil-Orient* de sons monotones et sourds tendu derrière la coulisse, la gent bohème brode ses arabesques et se dessine le chant militaire dans le lointain; vous diriez la civilisation picaresque de l'Espagne moderne émergeant de ses origines judaïques, arabes, égyptiennes, que sais-je? Cette question de l'ethnologie appliquée aux arts du théâtre mériterait d'être traitée *ex professo;* je la recommande à M. Perrin; nul mieux que l'habile directeur de la Comédie-Française ne rédigerait un pareil *mémoire*, et ce lui serait au moins une manière de titre à mettre en avant pour sa candidature à l'Académie des Beaux-Arts, dont chacun se demande étonné la raison d'être.

F. DE L.

Le directeur-gérant, C. Buloz.

rimée.
en ce
hapuy,
llente
public
sis au
et le
ricoche
érieux

lus au
al ca-
onon-
; mais
alogue
oètes,
d'eth-
gne et
che le
croire
tout y
favoris
et la
tière,
où se
e dans
zet, et
second
fond
sse, la
e dans
oderne
ais-je?
riterait
ux que
eil *mé-*
avant
se de-